

Levée partielle
des sanctions américaines
contre la Pologne

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 340 F ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 80 c. ; France, 80 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 378 ¥ ; Liban, 340 L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 340 F ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 38

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPA 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La tension s'accroît entre Washington et La Havane

Un échec pour Cuba

M. Reagan a de toute évidence marqué un point très important auprès de l'opinion américaine, le seul public qui compte réellement à ses yeux, surtout s'il se représente l'an prochain à la présidence. Telle est la leçon essentielle qui s'impose une semaine après le débarquement des troupes des États-Unis à la Grenade.

Le Congrès continue sans doute de chiper. Les démocrates dénoncent la façon dont toute l'opération a été menée et mettent l'accent sur les nombreuses questions restées sans réponse. M. Thomas O'Neill, « speaker » de la Chambre et principal porte-parole de l'opposition, se déclare « effrayé par l'attitude de M. Reagan ». La Chambre et le Sénat manifestent un dégoût que les troupes américaines devaient être rapatriées de la Grenade au plus tard dans les soixante jours. Et le Congrès va envoyer sur place une mission « pour faire toute la lumière ». Ces cris et ces observations comptent peu en face des derniers sondages : 85 % des Américains approuvent l'intervention.

Dans un discours magistral, qui a contribué à lui rallier l'opinion de ses compatriotes, M. Reagan a largement pratiqué l'auto-censure et même affirmé des contre-vérités. Les Américains dans leur majorité ne retiennent que l'essentiel : il y avait des Cubains armés à la Grenade, un plan, modeste mais symbolique, du dispositif soviéto-cubain dans les Caraïbes est tombé.

Il y a dix-huit ans, l'intervention des « marines » en République Dominicaine avait soulevé une tempête d'indignation en Amérique latine et dans le monde. Cette fois, les réactions de gouvernements comme ceux du Mexique et de la Colombie sont sèches, mais les foules ne sont pas descendues dans les rues pour condamner l'opération. Les dimensions modestes de l'île et un contexte diplomatique-militaire très différent ne suffisent pas à expliquer cette relative apathie. En Europe, M. Thatcher n'a pas caché son mécontentement. Les alliés des États-Unis sont bien loin d'être enthousiastes, mais leur condamnation est souvent muette.

Cet embarras traduit en partie la méconnaissance d'une situation locale complexe et encore obscure. Manifestement, la majorité des Grenadins paraissent soulagés. Beaucoup d'entre eux ont conservé leur sympathie à Maurice Bishop. Tous condamnent la poignée d'ultra-révolutionnaires qui ont décidé d'assassiner un leader charismatique, ami de Castro, et qui souhaitait se rapprocher des États-Unis. Une question grave reste donc encore sans réponse : qui a conseillé l'assassinat ?

L'opportuniste Bouterse, homme fort de Suriname, prend spectaculairement ses distances avec Cuba, son protecteur d'hier. Les sandinistes sont inquiets. Ils savent déjà que Cuba ne viendrait pas à leur secours en cas d'intervention directe des États-Unis. Fidel Castro vient de le confirmer publiquement. Et c'est Cuba, justement, mis sévèrement en échec, qui apparaît comme le grand perdant de l'opération Grenade. Stupéfaits, les Cubains attendent encore leurs morts et leurs blessés. Alors que Fidel Castro ne cesse de prêcher depuis un an la modération en Amérique centrale, tout particulièrement à ses amis sandinistes, il fait figure aujourd'hui de trublion des Caraïbes. Il y a un an, le leader cubain avait tiré la leçon de l'abandon des Palestiniens par les Soviétiques à Beyrouth : il ne pouvait compter que sur ses propres forces. Il sait aujourd'hui que M. Reagan a les mains à peu près libres pour agir dans son arrière-cour et il peut redouter qu'une tentative américaine de débarquement dans l'île ne trouve Cuba isolée.

L'opinion américaine soutient M. Reagan

Le département d'État a annoncé le mardi 1^{er} novembre l'expulsion de la Grenade de tous les diplomates cubains et de ceux des pays de l'Est. Cette décision accroît la tension entre Cuba et les États-Unis alors que l'on n'exclut pas à Washington de nouvelles pressions des États-Unis contre le Nicaragua sandiniste.

De notre correspondant

Washington. — Huit jours après leur débarquement à la Grenade, les États-Unis peuvent tirer deux bilans différents de l'opération « Urgent Fury » et l'évolution de leur politique transaméricaine dépend largement de celui qu'ils choisiront de retenir.

Premier bilan possible : la force s'est montrée payante. Du point de vue de Washington, et jusqu'à maintenant au moins, c'est vrai. Mis au pied du mur par la première intervention militaire américaine directe dans la région depuis dix-huit ans, Cuba n'a pas réagi. Mieux, M. Fidel Castro a publiquement reconnu que son pays n'était pas à même de s'y opposer et ne pourrait pas non plus porter assistance au Nicaragua s'il était envahi à son tour.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

La négociation de Genève achoppe à l'accord entre Israël et le Liban

M. Gemayel refuse d'envisager
l'abrogation exigée par l'opposition
du texte signé le 17 mai
par Jérusalem et Beyrouth

De notre envoyé spécial

Genève. — Après un timide démarrage, le « congrès sur le dialogue au Liban » est revenu mercredi matin 2 novembre à la case départ. La commission qui avait été chargée mardi soir de rédiger le texte définitif du caractère arabe du Liban a déclaré forfait. Les représentants des deux formations pro-gouvernementales, MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun, respectivement chef des Phalanges et chef du Parti national libéral, qui avaient donné leur accord, s'étaient ravisés dans la nuit pour demander à la commission de surseoir à ses travaux.

La mission qui lui avait été confiée était pourtant purement technique. La commission avait été chargée de faire la synthèse des deux textes, qui avaient été jugés acceptables dans leur principe par les deux camps antagonistes. Celui présenté par M. Saeb Salam, le chef de l'islam sunnite à Beyrouth (pro-gouvernemental) et celui soumis par M. Walid Joumblatt (Front du salut national) étaient très proches sur le fond, et la définition proposée par l'opposition, plus précise, était redoublée comme suit : « Le Liban est un pays arabe qui l'État incarne dans tous les départements : politique, culturel, économique, social, ainsi que dans ceux de l'information, de l'enseignement et de la défense ».

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Europe, prends ta défense !

LES pacifistes sont, chez eux, des gènes. Là où ils se manifestent, ils dérangent. Dans les pays communistes, leur agitation serait inutile puisque leurs aspirations sont, officiellement, prises en compte par les gouvernements. Mais seulement pour dénoncer le surarmement de l'autre camp.

Dans les pays occidentaux, ils créent un trouble de conscience, ce qui ne serait pas très grave si, parallèlement, ils n'obscurcissaient pas l'appréciation technique du rapport des forces entre les adversaires potentiels. Combien de divisions, combien de fusées ? Peu importe aux pacifistes ; ils pensent que, de toute façon, il y en a trop. Ils ébranlent ainsi les fondements d'une paix, peut-être trop armée, trop relative, trop exclusive, mais, tout compte fait, durable en Europe depuis 1945.

Sages ou irresponsables, prophétiques ou manipulés, ici nombreux, là clairsemés, les pacifistes existent. Leur message est confus, leurs motivations sont complexes, ils n'ont pas nécessairement raison mais ils méritent d'être entendus. Répondre à leurs cris, avouer à leurs déterminations, ce serait refuser de comprendre notre temps alors même qu'on leur reproche de l'ignorer.

Le dialogue est cependant difficile à nouer, parce que, d'une part, il se heurte, au mieux, à une contestation systématique, au pire à une ignorance des faits, et que, d'autre part, il oppose à des données techni-

A. L.

(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Claude Dollé

président du groupe sidérurgique Sacilor

- Le retour à l'équilibre financier n'est pas envisageable avant trois ou quatre ans.
- La modernisation aura des conséquences sociales plus douloureuses que prévu.

LIRE PAGE 37

Un supplément du Monde à l'occasion de la visite du président de la République en Poitou-Charentes

Cohérence régionale et fragilité économique

LIRE NOS ENQUÊTES ET NOS REPORTAGES PAGES 15 A 20

Point de vue

La rigueur, et après ?

I. — Le poids du récent passé

par ALBIN CHALANDON (*)

Mai 1981 : le deuxième choc pétrolier — de loin le plus brutal — n'est pas encore absorbé. Les Français continuent de vivre comme si rien ne s'était passé. Arrivée au pouvoir, la gauche avait devant elle l'esquisse de toutes les difficultés que la prement aujourd'hui à la gorge : déséquilibre extérieur, hausse des prix, croissance excessive des dépenses sociales, perte de compétitivité d'une industrie en voie d'affaiblissement constant depuis plusieurs années.

Au lieu de s'y attaquer, le nouveau pouvoir les a si fortement aggravées que le mal existe aujourd'hui des sacrifices dont les Français commencent à peine à prendre conscience.

Après une année de bouleversements, pour beaucoup inutiles, et de prodigalités qui ont délabré les finances de l'État et des entreprises, le pays a été jeté dans le plus grand désordre. Nécessité faisant loi, il a fallu revenir à la raison en mettant en œuvre un plan de stabilisation comportant une austerité baptisée rigueur.

L'action engagée, si douloureuse soit-elle, s'imposait à quiconque aurait la charge de prendre le pouvoir aujourd'hui : les Français devaient, hélas ! travailler pendant de nombreuses années au remboursement des dettes que l'État a contractées, notamment à l'étranger.

Dans cette tempête, le gouvernement, menacé d'avoir à faire appel à l'aide humanitaire du F.M.I., a dû jeter par-dessus bord les principales illusions qui l'ont inspiré pendant la première année.

Fini la relance de la consommation, que le P.C., fidèle à sa logique, réclame ! Elle s'est révélée incompatible avec le choix fondamental du gouvernement en faveur d'une économie de progrès et d'abondance, préservant les libertés et l'appartenance à la Communauté européenne. Comment développer les productions là où il y a déjà des excédents, en créer de nouvelles sans savoir avec quelles techniques, quel argent et quels débouchés ; augmenter les salaires et les emplois sans se préoccuper des pertes ; accroître inconsiderment les dépenses publi-

ques, sans conduire à l'inflation galopante, au gaspillage et à l'effondrement du niveau de vie et, plus grave, sans fermer les frontières, planifier l'économie, mettre le pays au garde-à-vous : bref, sans instaurer la démocratie populaire ?

Mise sous le boisseau « l'autre politique », prônée par certains socialistes qui recommandent une dévaluation profonde et continue de la monnaie — impliquant la sortie du S.M.E. — et des mesures protectionnistes, le tout agrémenté d'un peu plus de planification et d'autoritarisme ! Comme si chaque dévaluation ne signifiait pas l'appauvrisse-

ment pour chaque Français ! Comme si le bénéfice extérieur de la dévaluation n'était pas toujours perdu par la hausse des prix et des salaires qui en résulte à l'intérieur ! Comme si, enfin, l'économie française était capable soudain de ne plus importer, ou d'exporter, les biens qu'elle ne produisait pas ! Plus on dévalue, plus on brade le travail français, plus le niveau de vie baisse, sans que les problèmes se résolvent. L'industrie française, avec ses faiblesses congénitales, son manque d'innovation et d'équipement, son goût peu développé pour l'exportation, ses syndicats inadaptés, ne peut être rétablie et relancée par de simples manipulations monétaires.

(*) Ancien ministre.

(Lire la suite page 38.)

RÉTROSPECTIVE BALTHUS AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Enquête autour d'un portrait

Une rétrospective Balthus s'ouvre le 5 novembre au Centre Georges-Pompidou. L'exposition, qui doit aller ensuite au Metropolitan Museum de New-York... suscite une attention d'autant plus vive que Balthus, après avoir longtemps traversé les modes, se trouve investi du rôle de père spirituel de bien des courants contemporains. Mais Balthus, de son vrai nom Balthazar Klossowski de Rola, n'est pas plus accessible...

Avec superbe, le comte de Rola a fait savoir qu'il ne recevrait aucun journaliste. De notre temps, a-t-il dit, on ne recevait pas les journalistes à la maison. Il faut un certain courage pour soutenir une position aussi aristocratique. De leur côté, les Klossowski ont reçu des consignes de secret : ils se doivent d'effacer le mythe du peintre farouche, qui ne reproduit plus que son dos dans ses autoportraits et n'accueille chez lui que quelques grands de ce siècle : le fantôme de Rilke, qui a prêté ses dessins de chat lorsqu'il était petit garçon (combien de nattes de filles et de moustaches féminines, ce souvenir a-t-il bien pu tirer), celui de Pierre-Jean Jouvet (certains de ses scènes seraient des illustrations d'images prises chez l'auteur de *Pauline 1880*, telle la *Jeune fille au phallus*)... Follini (qui raconte avec délectation l'attente que le peintre a osé lui faire subir avant de lui ouvrir son atelier :

un « rite lustral »), et, affection bien bonhomme, le dessinateur Folon. Les proches, eux, doivent se faire arracher la langue pour livrer au compte-gouttes des éléments biographiques ou les simples traits qui pourraient constituer un portrait. Peut-être bouderont-ils aussi ce renégat qui a prêté à l'ambassade polonoise le *Portrait de la réduction paria* de son prénom de roi mage ou de vagebond, Balthazar. Bal costumé, us et coutumes, Balthus : Balthus. Le 22 polonoise de la première orthographe de ce pseudonyme, sur la page de garde de l'album préfacé par Rilke, a sauté à la frontière française. Mais ce diable à masque de lynx qui mange des hommes est-il plus Balthus que comte de Rola, comme il se plaît à l'indiquer sur les étiquettes de ses soupers ?

(Lire pages 21 et 22 l'article d'HERVÉ GUIBERT dans « Le Monde des arts et des spectacles ».)



Jean-François Revel

Comment les démocraties finissent

Le livre que les événements ne cessent de confirmer.



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LE LIBAN

La négociation achoppe à l'accord entre Jérusalem et Beyrouth

(Suite de la première page.)

M. Jomblatt en a fait état publiquement. Au cours d'une conférence de presse, il a soutenu que le Liban devait, une fois pour toutes, se prévaloir d'une identité que les puissances coloniales s'étaient appliquées à étouffer lors de sa création, il y a tout juste quarante ans. Il a cité, à titre d'exemple, l'existence de multiples manuels scolaires qui présentaient des événements historiques sous une forme partisane ou confessionnelle. Il a contesté à ce propos la thèse, très répandue, selon laquelle les affrontements druzo-chrétiens de 1860 étaient le fruit du fanatisme musulman. « En creusant ainsi le fossé entre les communautés qui composent la nation libanaise, a-t-il ajouté, le pays connaît dans les cinq ou dix prochaines années une nouvelle guerre civile. »

L'intervention de M. Khaddam

Cependant, l'arabité du Liban pour M. Jomblatt signifie surtout que le gouvernement de Beyrouth devrait manifester activement sa solidarité avec les pays frères restés fidèles aux engagements pris au sein de la Ligue arabe et entretenir des relations privilégiées avec la Syrie. « Si les Américains entendent que l'évolution de la conjoncture libanaise peut porter atteinte à leurs intérêts vitaux, s'est-il exclamé, n'est-il pas normal que nos voisins syriens considèrent que leur sécurité est intimement liée à nos options politiques ? » L'allusion à l'accord israélo-libanais du 17 mai, conclu sous l'égide des États-Unis, était suffisamment claire pour inquiéter MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun, partisans de la mise en œuvre du traité, malgré l'opposition de Damas.

Les deux dirigeants maronites ont eu l'occasion de s'expliquer à ce sujet. L'accord ne leur paraît pas idéal, mais son abrogation unilatérale, ont-ils déclaré au cours d'une séance à huis clos, perpétuerait l'occupation du Sud-Liban, qui compromettrait alors le sort du Golan syrien, annexé formellement par Israël.

La réplique du vice-premier ministre syrien, M. Abdel Halim Khaddam a été cinglante. Bien que son statut d'observateur à la conférence ait dû l'inciter à ne pas prendre la parole, le chef de la diplomatie de Damas a rétorqué qu'aucun soldat syrien ne se retirerait du Liban avant l'annulation de l'accord du 17 mai et le départ du dernier militaire israélien. « Ne vous autorisez jamais à nous assimiler aux envahisseurs sionistes, a-t-il ajouté en s'adressant à MM. Gemayel et Chamoun, alors que c'est vous-mêmes qui nous avez invités, en 1976, à envoyer nos troupes pour mettre un terme à l'effusion de sang. » A l'époque, en effet, l'armée syrienne était venue au secours des milices chrétiennes, défaits par les forces islamoprogressistes soutenues par les Israéliens palestiniens. M. Khaddam a ensuite précisé les intentions de son gouvernement avec une netteté inhabituelle : « La Syrie, a-t-il déclaré solennellement, reconnaît et soutient l'intégrité territoriale, l'indépendance et l'unité d'un Liban arabe et pluraliste, qui se serait doté d'institutions démocratiques et de la justice sociale pour tous ses citoyens. Je suis venu ici avec instruction du président Assad de contribuer au succès de votre conférence. » Le vice-premier ministre syrien a eu, peu après, un long entretien en tête à tête avec le président Amine Gemayel. La rencontre, rapporte-t-on, a été stérile. Le chef de l'État libanais a refusé net d'envisager l'abrogation ou même l'annulation de l'accord du 17 mai, en faisant valoir qu'il ne pouvait résister aux volontés conjuguées de Jérusalem et de Washington. « Assumez donc vos responsabilités, et vous pourrez alors compter sur notre soutien », lui aurait répondu M. Khaddam en prenant congé.

Quant aux membres de la délégation gouvernementale, visiblement sur la défensive, leur discrétion a été exemplaire tout au long de la journée de mardi. On devait savoir ce pourquoi ils se pressaient au non la contre-offensive. Il est évident, en tout cas, qu'aucun des deux camps ne veut assumer la responsabilité d'une rupture qui aurait pour effet, à terme, de raviver les flammes de la guerre civile. Redoutant les retombées régionales et internationales d'une telle éventualité, les diplomates américains et saoudiens ont multiplié les contacts dans la nuit de mardi à mercredi pour apaiser les esprits. A l'heure qu'il est, cependant, rien n'indique qu'ils puissent proposer une formule susceptible de concilier l'inconciliable.

Des propos injurieux

Les conseils, les pressions et les menaces ne semblent pas avoir ébranlé le chef de l'État et ses proches. MM. Pierre Gemayel (son père) et Camille Chamoun, bien que ces derniers soient de plus en

plus isolés. En effet leurs alliés musulmans, MM. Saeb Salam (sunnite) et Adel Osserane (chiite), ont progressivement adopté des positions proches de celles de l'opposition, tant sur l'accord israélo-libanais que sur la réforme des institutions. En revanche, l'ancien président de la République, M. Soleiman Frangie (maronite), membre du Front de l'opposition, a été particulièrement ferme dans la dénonciation de la politique de ses coreligionnaires du Front libanais, MM. Gemayel et Chamoun, qu'il a implicitement accusés de sacrifier les intérêts nationaux à des fins purement partisans. MM. Khaddam et Jomblatt ont fait de même, dans des termes qui confinaient à l'injure.

Le premier s'est référé au comportement du maréchal Pétain ; le second, plus explicite au cours de sa conférence de presse, a qualifié le président assailli Béchir Gemayel, fils du fondateur des Phalanges et frère de l'actuel président, de « personnage qui mériterait de figurer dans les livres d'histoire comme traître à son peuple ». Dans les couloirs, des membres de la délégation de l'opposition disaient à qui voulait les entendre que, si la conférence devait échouer, le peuple libanais se soulèverait pour « chasser les valets d'Israël et de l'impérialisme américain ».

Quant aux membres de la délégation gouvernementale, visiblement sur la défensive, leur discrétion a été exemplaire tout au long de la journée de mardi. On devait savoir ce pourquoi ils se pressaient au non la contre-offensive. Il est évident, en tout cas, qu'aucun des deux camps ne veut assumer la responsabilité d'une rupture qui aurait pour effet, à terme, de raviver les flammes de la guerre civile. Redoutant les retombées régionales et internationales d'une telle éventualité, les diplomates américains et saoudiens ont multiplié les contacts dans la nuit de mardi à mercredi pour apaiser les esprits. A l'heure qu'il est, cependant, rien n'indique qu'ils puissent proposer une formule susceptible de concilier l'inconciliable.

ERIC ROULEAU.

Jérusalem pourrait fermer les ponts sur l'Awali si l'accord israélo-libanais était remis en cause

De notre correspondant

Jérusalem. - Voilà de longs mois que les États-Unis et Israël n'avaient pas fait le point de leurs relations. Le double attentat de Beyrouth et l'ouverture des conversations de Genève rendaient urgente une clarification entre les deux alliés. La visite officielle du sous-secrétaire d'État, M. Lawrence Eagleburger, arrivé mardi 1^{er} novembre en Israël, en fournit l'occasion au moment opportun. Le collaborateur de M. Shultz est le premier haut responsable américain à rencontrer M. Shamir depuis l'accès au pouvoir de celui-ci.

Le séjour de M. Eagleburger, programmé de longue date, devait, à l'origine, permettre un large tour d'horizon. Actualité oblige, le Liban dominera les entretiens. Jérusalem souhaite d'abord être rassuré sur la fidélité des États-Unis à l'accord israélo-libanais du 17 mai, au moment où celui-ci est malmené à Genève. Signataire et garant de l'accord, l'administration Reagan, observe-t-on ici, ne peut pas y renoncer, sauf à renier ses engagements. Washington n'avait-il pas, ajoutait-on, exhorté au cours de la négociation, de vives pressions sur Jérusalem pour l'inciter au compromis ?

Quelques heures avant l'arrivée de M. Eagleburger, M. Shamir a mis les points sur les « i » en déclarant au vice-ministre britannique des affaires étrangères, M. Richard Luce, que l'éventuelle annulation de l'accord « imposerait à Israël de maintenir indéfiniment ses troupes au Sud-Liban ». Autrement dit, Israël s'estimerait délié de sa promesse de rapatrier son armée.

Les États-Unis semblent avoir pris leur parti du relatif désintérêt d'Israël envers le Liban depuis le repli sur la rivière Awali. Les Israéliens ne s'attendent donc pas que les Américains leur demandent de se « réengager » en force au nord de leur ligne de défense. M. Shamir a d'ailleurs indiqué n'avoir reçu aucune requête formelle de Washington en ce sens.

Le chef du gouvernement et son ministre de la défense, M. Moshe Arens, ont jusqu'ici, s'agissant du

Liban, fait preuve d'une grande prudence qui répond au sentiment d'une opinion publique favorable à un désengagement irréversible. Jérusalem peut faire valoir qu'il a préféré maintenir ouverts les ponts sur l'Awali - au risque de favoriser les infiltrations - pour ne pas encourager la partition et compliquer encore plus la tâche du gouvernement libanais. Il pourrait toutefois changer d'avis si l'accord du 17 mai était remis en cause.

La « coopération stratégique »

Israël ne peut pas négliger le Liban au point d'y laisser les États-Unis seuls face à la Syrie. « Les attentats de Beyrouth », écrit le journal *Maariv*, étaient aussi un défi lancé à Israël. Jérusalem et Washington sont-ils prêts à relever ensemble ce défi ? On parle beaucoup ici, depuis le drame de Beyrouth, d'un renforcement de la « coopération stratégique » entre les deux alliés. « Il n'est pas trop tard pour que les nations du monde libre coordonnent leurs positions au Liban », soulignait, il y a peu, M. Arens.

Les dirigeants israéliens n'ont pas perdu leur vieille habitude de transposer les conflits de la région en termes d'affrontement Est-Ouest et les récents événements du Liban facilitent plutôt leur analyse. Dans ce contexte, réclamer la coopération stratégique israélo-américaine reviendrait à ressusciter, sous une forme ou une autre, le mémorandum bilatéral signé en novembre 1981 et suspendu par Washington moins de trois semaines plus tard. Ce pacte prévoyait notamment des exercices militaires communs, l'utilisation par l'armée américaine de ports et aéroports israéliens et une collaboration en matière de recherches militaires.

Les Israéliens souhaitent que l'Amérique parle au Proche-Orient d'une seule voix. Les commentaires

teurs évoquent souvent ici l'existence, à Washington, de deux écoles de pensée : la première, autour de M. Shultz, prônerait un renforcement de la coopération avec Israël au Liban ; la seconde, avec M. Weinberger, plus sensible aux arguments du monde arabe, s'y opposerait. M. McFarlane, nouveau conseiller national à la sécurité du président Reagan, se situerait à mi-chemin. De qui M. Eagleburger est-il le messager à Jérusalem ? On aimerait bien savoir aussi ce que les Américains veulent dire précisément quand ils reconnaissent que la Syrie a des « intérêts légitimes » au Liban.

Enfin, les dirigeants israéliens réaffirmeront à M. Eagleburger leur ferme hostilité à l'entrave par les États-Unis d'une « force d'intervention rapide » jordanienne. Depuis deux ans, affirme la presse israélienne, les Américains ont préparé un programme de formation d'unités de commandos jordaniens destinés, en cas de besoin, à intervenir dans les pays du Golfe. Washington aurait assuré le roi Hussein, en échange de son accord, d'une augmentation sensible de son aide militaire. Le projet n'a toutefois pas encore reçu l'aval du Congrès américain. Pour M. Shamir, c'est une question de principe : Israël s'oppose au renforcement d'un pays avec lequel il reste en état de guerre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Fermeture de l'université de Bethléem. - Les autorités israéliennes ont décidé, mercredi 2 novembre, la fermeture pour deux mois de l'université de Bethléem, à la suite des affrontements ayant opposé mardi les étudiants à l'armée. Cette fermeture sera la plus longue jamais imposée à l'université de Bethléem, un établissement de mille deux cents étudiants patronné par le Vatican. Deux écoles secondaires de l'Office des Nations unies pour les réfugiés, installées dans deux camps de réfugiés palestiniens des environs de Naplouse, ont été également fermées. - (A.F.P.)

IMPOSSIBLE MARIAGE
VIOLENCE ET PARENTÉ
EN GÉVAUDAN
de Pierre Lemaitre
et Elisabeth Clavier
œuvre profonde

IMPOSSIBLE MARIAGE
VIOLENCE ET PARENTÉ
EN GÉVAUDAN
de Pierre Lemaitre
et Elisabeth Clavier
œuvre profonde

AU LIBAN, DANS LA MONTAGNE DU CHOUF

Les deux cent dix premiers réfugiés chrétiens ont été autorisés à quitter Deir-el-Qamar

Deir-el-Qamar. - Derrière les vitres poussiéreuses des cinq autocars immobilisés pour un ultime contrôle, ils montrent tous le même visage étrangement absent, au regard muet de somnambule. Hormis quelques jeunes, mètres servant contre elles des petits apertures par le tumulte, les deux cent dix premiers réfugiés chrétiens qui ont été autorisés à quitter Deir-el-Qamar le mardi 1^{er} novembre sont tous des vieillards. Des femmes et des hommes sans âge, hétéroclites, qui se valent qu'ils n'aient pas même la récompense de finir leur vie là où ils l'avaient commencée.

A la veille de la conférence de Genève, guidé plus probablement par le calcul politique que par des sentiments humanitaires, M. Walid Jomblatt avait cédé sans trop se faire prier aux instances conjuguées de la Croix-Rouge internationale et de la Fédération internationale des droits de l'homme. Après avoir reçu le 22 octobre, à Damas, M. Michel Bataineh, le directeur Patrick Laburthe-Tolra, respectivement président et directeur de la section médicale de la F.I.D.H., le leader druze acceptait de « faire le geste » qui lui était demandé en laissant s'entreouvrir l'état dans lequel ses troupes tiennent étroitement enfermée depuis les premiers jours de septembre une population de trente mille personnes. Au terme de ces conversations, M. Jomblatt allait autoriser la Croix-Rouge à mettre sur pied l'évacuation d'un millier de réfugiés. Toutefois, pour des raisons pratiques et techniques, l'opération, qui a commencé le mardi 1^{er} novembre, devrait s'échelonner sur environ deux semaines. L'établissement des listes est une affaire délicate : tous ceux dont on peut répondre un parent ou un ami habitant Beyrouth sont - du moins pour le moment - écartés d'une sélection cruelle.

« Tuer pour tuer »

La cité a, en deux mois, pris des allures de véritable camp retranché. « Pendant les deux premières semaines, raconte un homme d'une quarantaine d'années venu là avec sa femme et leurs quatre enfants, il n'y avait rien à manger ou presque. Après, la Croix-Rouge a commencé à nous ravitailler. » En effet, depuis le 15 septembre, la Croix-Rouge achemine chaque jeudi sans exception plusieurs camions chargés de nourriture, de

De notre envoyé spécial

médicaments, de couvertures et de produits de première nécessité. « Si la situation actuelle n'est pas vraiment aussi alarmante que certains l'ont rapporté, nous avons quand même le droit de constater que la situation est déplorable. » Mais la venue imminente des pluies et des premiers froids, souvent accompagnés de neige à cette altitude (863 mètres), cause de profondes inquiétudes. Car les réfugiés campent partout où ils peuvent. Sous les arcades bordant la grand-place, à l'abri d'un simple auvent, dans des cours à ciel ouvert, dans le soubas de la soie où s'entassent tant bien que mal des familles entières, dans l'église transformée en dortoir où chacun a délimité son petit territoire à l'aide de bancs et de prie-dieu, dans l'hôpital de la Croix-Rouge par des sœurs maronites où l'on soigne, parfois en vain, des gens arrivés là déjà gravement malades ou grièvement blessés. En outre, nous distinguons une cinquantaine de réfugiés sont déjà morts ici depuis la nuit de leur exode, victimes des pilonnages de l'artillerie druze ou des tirs isolés qui, jour et nuit, font feu, le plus souvent à balles explosives, sur tout ce qui bouge. « Ce matin même, nous disaient un jeune homme, une femme a été atteinte à la jambe, alors qu'elle allait vers la fontaine. »

Autour de cette fontaine alimentée par une source jusqu'ici intarissable, les enfants se pressent à la corvée d'eau. Accablés, les adultes comptent les jours, les nuits et les morts. « Tous ceux qui n'ont pas voulu nous suivre quand nous avons fui nos villages l'ont payé de leur vie », dit un homme âgé. Selon les forces libanaises, environ 800 personnes auraient ainsi été massacrées dès le lendemain du départ des leurs et leurs villages respectifs détruits à 75 %.

A tout instant, les vallées qui cerne la ville retentissent de l'écho répété de coups de feu tirés d'un face, des hauteurs de Baï El Dine, des collines voisines ou depuis les toits de maisons impossibles à repérer. « Vous entendez, interroge un jeune homme. C'est comme ça jour et nuit... Les druzes sont des sauvages qui ne pensent qu'à tuer pour tuer... De toute façon, on ne peut pas s'en aller d'ici : la moitié de la ville qui est la plus exposée à leurs tirs

est aujourd'hui vide de tout habitant. Impossible d'y vivre sans risquer cent fois par jour une balle. L'unique route, celle que vous avez parcourue pour venir jusqu'ici, est totalement prise sous leur feu, et ils ont tué de mines les rares passants à travers bois et champs qu'ils n'ont pas la possibilité de contrôler absolument... Nous sommes pris au piège ! »

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

Chine

● DÉCOUVERTE DE L'ÉPAVE DU *GLIMAR-JA-SIA*. - L'épave du navire de forage pétrolier américain qui avait disparu il y a une semaine avec au moins 75 personnes à bord a été repérée géant par 91 mètres de fond dans le sud de la mer de Chine, a annoncé, mardi 1^{er} novembre, un porte-parole de la compagnie propriétaire du bateau. - (A.F.P.)

Congo

● UN BRITANNIQUE TUÉ EN MAI DERNIER. - Un ressortissant britannique âgé de vingt-neuf ans, M. Paul Fleming, a été

Espagne

tué par des soldats congolais en mai dernier à Brazzaville, après s'être égaré dans une zone interdite près du palais présidentiel, a-t-on appris, mardi 1^{er} novembre, dans les milieux judiciaires de Londres. Paul Fleming venait d'arriver au Congo pour construire un studio d'enregistrement. Revenant, le premier soir de son arrivée, d'une sortie en ville, le jeep dans laquelle il se trouvait avec d'autres personnes a été mitraillé par des soldats. Les passagers ont été bannis, et le corps de Paul Fleming a été retrouvé transporté de balles et de coups de baléonnette. - (Reuter.)

Etats-Unis

● LA COMMÉMORATION DE LA MORT DE FRANCO. - La manifestation organisée tous les 20 novembre, à Madrid, pour commémorer la mort du général Franco et celle de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, sera interdite cette année en raison, selon le gouvernement, des risques que cette manifestation « ferait courir à l'ordre public ». Le président de la Confédération des associations d'anciens combattants franquistes, M. Giron, a convoqué d'urgence une assemblée extraordinaire de la junte nationale de cet organisme. Selon le quotidien *El Alcazar* (extrême droite), la Confédération a l'intention de maintenir les cérémonies. - (A.F.P.)

Financement

● LE FINANCEMENT DES MISSILES MX. - La Chambre des représentants a voté, mardi 1^{er} novembre, les 2,1 milliards de crédits nécessaires à la construction des vingt et un premiers missiles MX. Ce succès du gouvernement Reagan a été acquis à une très faible majorité de 217 voix contre 208. Au total, le coût du programme de construction et de déploiement des MX, baptisés « gardiens de la paix », est estimé à 27,5 milliards de dollars. Le programme présidentiel de modernisation des armements stratégiques a reçu un autre coup de pouce mardi. Un amendement proposant, en coupant certains crédits, d'empêcher l'U.S. Air Force de signer des contrats sur plusieurs années pour la construction des bombardiers B-1B a été repoussé par 247 voix contre 175. Les B-1B doivent remplacer les B-52, dont les plus récents datent de 1962. - (A.F.P.)

Japon

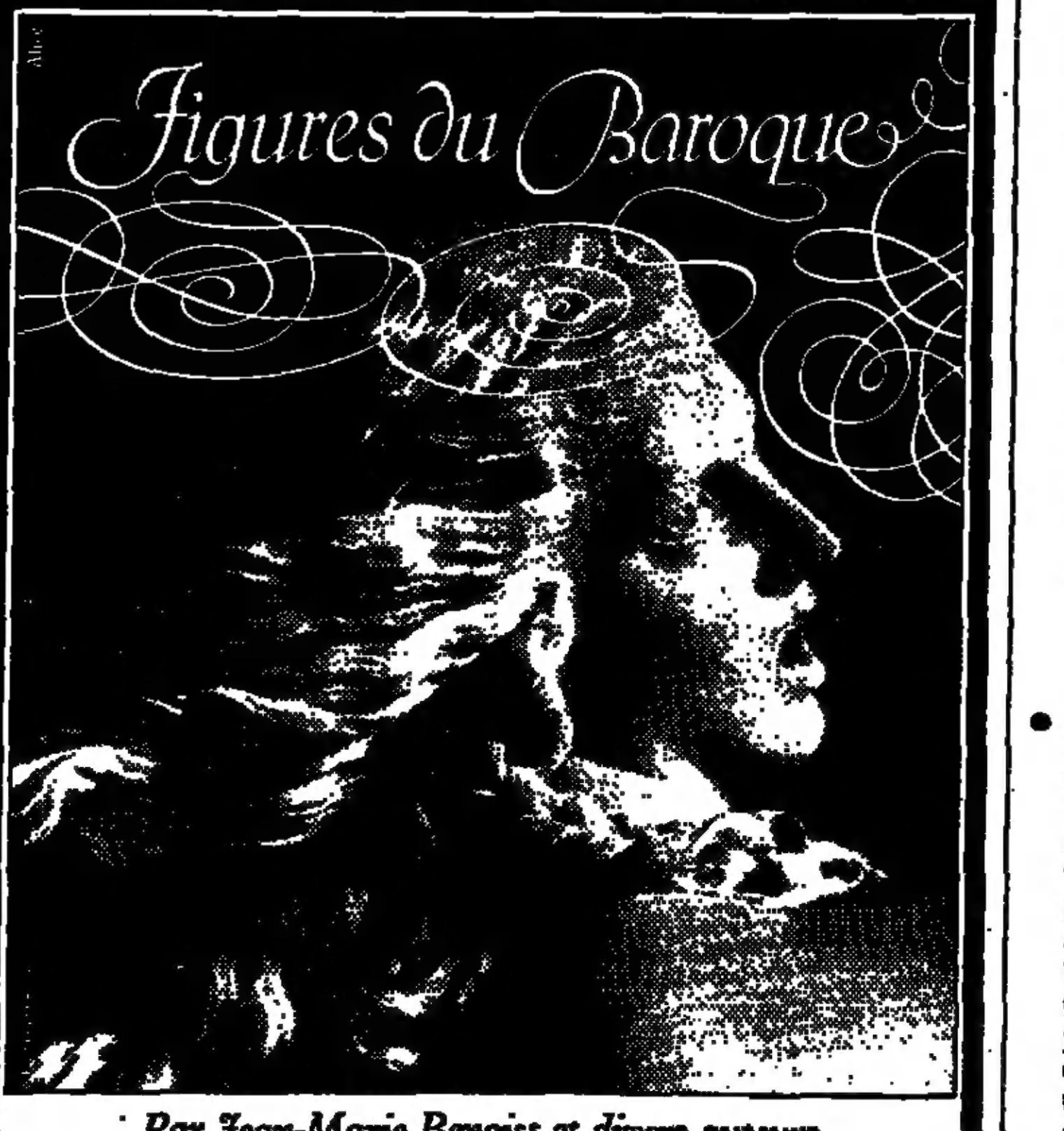
● ATTENTAT CONTRE DES INSTALLATIONS MILITAIRES AMÉRICAINES. - Une voiture sans conducteur dans laquelle se trouvait un engin incendiaire s'est écrasée, mardi 1^{er} novembre, devant le poste de garde de la base aérienne de Yokota, siège du commandement militaire américain au Japon, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tokyo. L'incendie n'a pas fait de blessés. Peu avant, une antenne de communication de l'aviation militaire américaine avait été sabotée à Inakuni, dans l'ouest du pays. Ce dernier attentat a été revendiqué par une organisation d'extrême gauche. (A.F.P.)

Nicaragua

● TENSION ENTRE L'ÉGLISE ET LE GOUVERNEMENT. - L'archevêque de Managua a accusé, le mardi 1^{er} novembre, le gouvernement sandiniste de « semer l'incertitude » au Nicaragua, après la décision du gouvernement de suspendre le permis de séjour de deux prêtres étrangers pour activités « contraires » à la sécurité du pays. Selon le porte-parole de l'archevêché, « la ligne dure prédomine » au gouvernement et les religieux qui exercent des fonctions de ministres d'État « sont plus fidèles à l'idéologie du parti qu'à l'Eglise ». Le gouvernement sandiniste affirme que les deux prêtres, un Espagnol et un Costaricien, avaient incité un groupe de jeunes à développer des actions contre le service militaire. (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● PLUSIEURS ATTENTATS A LA VIEILLE DU REFERENDUM. - Des violents explosions ont endommagé mardi 1^{er} novembre à Durban, un dépôt d'autobus desservant les quartiers noirs et un garage de véhicules usagés de la police. Un autre attentat, à la même heure, causé des dégâts légers à une ligne de chemin de fer de la périphérie de Johannesburg. Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Louis le Grange, avait déclaré, le lundi 31 octobre, que F.A.N.C. (Congrès national africain) s'apprêtait à perturber le référendum par une campagne d'attentats. - (Reuter.)



Figures du Baroque
Par Jean-Marie Benoist et divers auteurs.
Après Eugenio d'Ors qui « invente » le baroque à Pontigny en 1931, ce colloque de Cerisy, dirigé par Jean-Marie Benoist, réunit aujourd'hui les tenants de la tradition et ceux de l'avant-garde. Création rigoureuse et libre, dialogue des Anciens et des Modernes, échange polyphonique, notre temps est définitivement baroque. Le prochain millénaire sera baroque ou ne sera pas.
Collection « Croixes » dirigée par Jean-Marie Benoist - 384 pages - 150 F.
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكذبا من الأصل

AMÉRIQUES

APRÈS L'INTERVENTION AMÉRICAINE A LA GRENADINE

Washington annonce l'expulsion de tous les diplomates cubains et de ceux des pays de l'Est

Le gouverneur général de la Grenade, Sir Paul Scoon, a donné l'ordre, mardi 1^{er} novembre, aux diplomates soviétiques, nord-coréens, est-allemands, libyens et bulgares de quitter l'île, a annoncé le département d'Etat à Washington.

Le secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Burt, interrogé par la chaîne de télévision américaine A.B.C., a déclaré que « le gouverneur général avait demandé à l'ambassadeur soviétique et aux ressortissants soviétiques qui se trouvaient à l'ambassade soviétique, notamment les Nord-Coréens, les Libyens, les Allemands de l'Est et les Bulgares, de quitter le pays ».

A La Havane, le gouvernement cubain a confirmé cette information, en précisant que Sir Paul Scoon avait donné vingt-quatre heures aux diplomates cubains pour quitter l'île. Le gouvernement cubain a ordonné à ses diplomates de ne quitter le pays qu'en compagnie des ressortissants cubains morts, blessés ou prisonniers. Il affirme encore que l'ambassade de Cuba à Saint-

George's, capitale de la Grenade, est totalement encerclée par les troupes américaines, et que deux diplomates ont été arrêtés.

En outre, La Havane a remis mardi une note officielle à la section des intérêts américains de l'ambassade de Suisse à La Havane, pour démentir les accusations de Washington selon lesquelles des terroristes à la solde de Cuba prépareraient des attentats contre des diplomates américains en poste en Amérique latine. Selon La Havane, le département d'Etat a prévenu le gouvernement cubain qu'une « quelconque action terroriste » cubaine provoquerait, de la part des Etats-Unis, des « mesures appropriées ».

Les « marines » débarquent à Carriacou

D'autre part, les troupes américaines à la Grenade ont pris le contrôle de la petite île de Carriacou, à une vingtaine de kilomètres au nord de la Grenade, a annoncé, le 1^{er} novembre, M. Speaks, porte-parole de la Maison Blanche. M. Reagan a confirmé le succès de cette opération en recevant au palais présidentiel, les dirigeants du parti républicain au Congrès. M. Speaks a encore précisé que la prise de l'île de Carriacou avait été effectuée « sans opposition ».

Les « marines » ont découvert un entrepôt d'armes, mais n'ont trouvé aucun Cubain sur l'île, a-t-on appris de source militaire. Mais ils ont arrêté dix-sept hommes, soupçonnés d'appartenir aux forces révolutionnaires grenadines.

A Washington, le département d'Etat a confirmé, mardi, que les diplomates américains en poste dans plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine ont été mis en état d'alerte à la suite de « menaces de mort provenant apparemment de

Cuba ». Le gouvernement américain prend ces menaces « très au sérieux », et cette affaire « préoccupe les Etats-Unis au plus haut degré », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes.

Il a fait état, sans autre précision, de récentes « actions terroristes anti-américaines en Bolivie, en Colombie, à Porto-Rico et au Venezuela ». Les autorités américaines, a-t-il ajouté, ont ouvert une enquête sur les circonstances entourant ces « récents incidents ». « Toute incitation par Cuba à des actions terroristes contre des cibles américaines serait, si cela était prouvé, un événement extrêmement grave », a enfin souligné M. Hughes.

■ Deux experts pour aider le gouverneur général. — Le secrétaire général du Commonwealth a annoncé, mardi 1^{er} novembre à Londres, l'envoi à la Grenade de deux experts pour aider le gouverneur général, Sir Paul Scoon, à former un gouvernement intérimaire. Ces deux experts sont M. Nicolas Brathwaite, cinquante-huit ans, et un conseiller, M. Anthony Rushford, soixante-deux ans. M. Brathwaite, né à la Grenade, est un ancien responsable des problèmes d'éducation dans l'île. Il dirige actuellement le centre des Caraïbes, responsable du programme de la jeunesse du Commonwealth. M. Rushford est un expert constitutionnel qui a rédigé la Constitution grenadine lors de l'accession à l'indépendance de la Grenade en 1974. — (A.F.P.)

■ Le colonel cubain Pedro Tortole Comas, qui dirigeait la résistance des coopérateurs cubains à la Grenade, s'est réfugié dans l'ambassade d'un « pays ami » à Saint-George's, a annoncé, mardi 1^{er} novembre, un communiqué officiel de la Havane. Le colonel Tortole, « avec une poignée de compagnons, est sorti, le 26 octobre, des décombres de son poste de commandement, situé dans la principale installation cubaine, totalement détruite, et a pu passer à travers les lignes yankees », ajoute le communiqué. — (A.F.P.)

■ Un correspondant cubain arrêté. — L'agence cubaine Prensa Latina annonce que son correspondant à la Jamaïque, M. Darío Ibañez Fajardo, a été arrêté par les autorités de ce pays. Le journaliste, qui était correspondant à la Jamaïque depuis trois ans, a été appréhendé chez lui lundi 31 octobre. Aucune information ne lui a été signifiée. L'agence cubaine qui demande des éclaircissements à la Jamaïque. — (Reuters)

La tension s'accroît entre les Etats-Unis et Cuba

(Suite de la première page.)

N'ayant en de son côté d'autres réactions que verbales, démonstration a été faite que les Etats-Unis n'hésitent plus à faire intervenir leur armée dans leur « arrière-cour », qu'ils peuvent le faire à leur guise et que les mouvements et régimes révolutionnaires de la région ont donc à tenir compte de cette réalité.

Le Suriname a aussitôt accélééré une rupture — il est vrai en gestation — de ses liens étroits avec La Havane. Le régime sandiniste a montré une inquiétude très fondée en appelant la population nicaraguayenne à se servir les rangs contre la possibilité d'une attaque américaine frontale. Tout, en bref, dans ce tableau est satisfaisant pour l'administration républicaine qui aurait, de surcroît, marqué trois points politiques, dont un indiscutable.

Que les Cubains présents à la Grenade étaient environ 600 comme le disaient les Américains au premier jour de l'intervention, 1100 comme ils l'affirmaient à la fin de la semaine dernière, ou environ 750 comme le soutient La Havane et le dément plus Washington, il n'y a pas de doute. L'intervention l'a montré à l'opinion américaine qui a aussi découvert, avec la résurgence qu'ils ont opposée, que ces coopérateurs, ouvriers peut-être, avaient en tout cas reçu une solide formation militaire. Ces faits-là étaient suffisants pour la population qui n'aime pas que les « boys » aillent se faire tuer, mais encore moins que l'influence cubaine et soviétique se développe si près des frontières.

Des membres de la commission sénatoriale pour les affaires de renseignements peuvent bien exprimer des doutes sur l'ampleur de la menace cubaine à la Grenade. Washington n'a pas encore publié les documents secrets trouvés dans l'île et qui prouveraient que La Havane s'apprêtait à y envoyer quatre mille trois cent quarante et une militaires supplémentaires et que des accords avaient été conclus entre la Grenade et des pays communistes, en particulier pour un achèvement cubain d'armes soviétiques. La presse peut bien insister sur les contradictions qu'il y a dans les raisons officielles données à l'intervention en soulignant qu'il n'est pas prouvé du tout que les ressortissants américains étaient en danger ni qu'un leur refusait la possibilité de quitter le pays. Tout cela peut être dit et répété. Mais M. Reagan lui, tous les sondages le montrent, est massivement approuvé par les Américains d'être arrivé, même si il l'a dit, dans son dernier discours, « juste à temps ».

La position en est renforcée en début d'année électorale et il se trouve surtout justifié devant l'opinion de la fermeté de sa politique étrangère dont les démocrates s'apprêtent à dénoncer les risques pour la paix du monde.

Via-vis de l'Europe, l'administration a bon espoir que l'opération sera finalement admise. Si les capitales alliées condamnent, pense-t-on, c'est qu'elles répugnent à employer la force ou veulent protéger leurs positions dans le tiers-monde. Mais la détermination américaine face à une présence cubaine avérée dans l'île ne devrait, passé un certain délai, qu'empêcher leur adhésion.

Soulagement

Via-vis de l'Union soviétique, en troisième lieu, preuve a été faite que l'Amérique de M. Reagan non seulement n'aura laissé tomber aucun nouveau pays dans la sphère d'influence soviétique, mais en aura même soustrait un. Qu'il s'agisse des 344 km² de la Grenade ne change rien à l'affaire, puisque c'est le renversement de tendance et son impact psychologique et politique qui sont jugés importants.

Dernier point positif : l'intervention soignée et approuvée par des Etats démocratiques de la région des Caraïbes a été accueillie avec soulagement par les Grenadins choqués par les violences du coup d'Etat et l'assassinat de M. Bishop. Pour une fois, les Etats-Unis n'ont donc pas défendu leurs intérêts stratégiques dans la région en brisant dans le sang un sentiment populaire.

L'autre bilan, celui de nombre d'éditorialistes et, particulièrement, de certains bureaux du département d'Etat, est beaucoup moins rose pour l'administration. La première phase du débarquement s'est à peu près bien déroulée, mais a montré aussi que l'intervention militaire n'était pas une si bonne arme. Malgré l'opposition des Grenadins au coup d'Etat, le contrôle de l'île après six jours de vrais combats ne semble toujours pas totalement assuré. La démonstration de force est d'autant moins convaincante que l'appareil militaire américain s'est montré d'une efficacité très relative. Compte tenu du rapport de forces et de la conjonction politique favorable, les deux mille hommes engagés le premier jour auraient dû tout régler en vingt-quatre heures. Il n'en a rien été, les renseignements fournis par la C.I.A. étaient lamentables. Il a fallu appeler des renforts, et la volonté de faire couler le moins de sang possible n'explique pas à elle seule la durée des combats. Défaites au Vietnam, humiliées par l'échec du sauvetage des otages iraniens, l'armée américaine et les services de renseignement ont, là encore, laissé voir des faiblesses qui n'ont rien d'alarmant pour des guerriers habitués à se battre jusqu'au bout. La tension militaire risque, en revanche, de développer l'anti-américanisme dans la région, et il faut en conséquence se retirer au plus vite et ne rien tenter de ce genre au Nicaragua.

Pour l'instant, le débat ne paraît pas tranché, et officiellement l'affaire grenadine n'a rien changé à la politique des Etats-Unis vis-à-vis du gouvernement sandiniste. D'un côté, Washington, pour l'amener à céder, finance l'action des groupes d'opposants armés et organise en sous-main des sabotages de grande ampleur de l'infrastructure économique du pays. De l'autre — situation irrationnelle — les contacts d'Etat à Etat sont maintenus, avec ambassades actives des deux côtés et échanges de visites de hauts fonctionnaires.

Avant même le débarquement à la Grenade, les sandinistes pris en étau avaient proposé, le 20 octobre au département d'Etat, en informant parallèlement le Washington Post, un projet de règlement global de la crise centro-américaine. Ce projet consistait essentiellement à offrir un arrêt du soutien sandiniste à la guérilla salvadorienne en échange d'un arrêt de la guerre d'insurrection américaine et de la reprise de relations économiques vitales pour Managua. Washington avait fait savoir, sans jamais le dire, que c'était non car les Etats-Unis considéraient que leur seule garantie à long terme contre l'activité révolutionnaire des sandinistes dans la région est le retour aux promesses de pluralisme qu'ils avaient faites en prenant le pouvoir en juillet 1974. Managua pouvait céder sur tout sauf sur la nature de son régime, on en était, il y a deux semaines déjà, à l'impasse la plus absolue. Le moins qu'on puisse dire est qu'on n'en est pas sorti et que les partisans, à Washington, de la manière forte et rapide ont trouvé de quoi étayer leur position.

Si les sandinistes n'ajoutent pas de propositions de type politique à leurs propositions de concessions militaires, il est sûr que leur seule protection contre une intervention américaine directe sera la prudence qu'un président des Etats-Unis s'impose en principe en année électorale. A moins que M. Reagan, cédant à l'illusion de la facilité, ne croie que le Nicaragua pourrait lui rapporter d'aussi bons sondages que la Grenade.

BERNARD GUETTA.

■ Départ de neuf navires américains pour les Caraïbes. — Les porte-avions américains America, accompagné de huit autres bâtiments, devait partir mercredi 2 novembre pour les Caraïbes, ont indiqué des responsables du Pentagone. Ce déploiement est « sans rapport avec les événements de la Grenade », ont-ils précisé, et vise à « tester la capacité du bâtiment ». Cependant, de source proche du département d'Etat, on laisse entendre mardi que le départ de ces bâtiments avait été décidé à la suite de « menaces de mort », provenant de Cuba.

EUROPE

Italie

M. Ciccimessere succède à M. Pannella à la tête du parti radical

De notre correspondant

Rome. — Signe d'un malaise profond au sein du parti radical, qui vient de tenir à Rimini son 29^e congrès, M. Marco Pannella, secrétaire général sortant, « chef historique » du P.R., n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat. Un de ses proches, M. Roberto Ciccimessere, trente-neuf ans, député, qui avait déjà dirigé le parti au début des années 70, a été désigné pour lui succéder.

Le parti radical est en crise. Crise de croissance, disent certains, mais plus vraisemblablement : aussi crise d'identité, dont témoignerait à elle seule la perte de sept sièges aux dernières élections. Près d'un quart des membres présents au congrès ont refusé de voter le document sur le programme du parti, laborieusement mis au point par la direction. En fait, le P.R., qui pratique au Parlement la non-participation aux votes en signe de protestation, a été victime en son sein même d'une tactique similaire de la part des opposants à la direction, qui ont empêché ainsi le document d'être approuvé. Vote de méfiance dont M. Pannella a tiré les conséquences en décidant de ne pas se représenter et en lançant le nom de M. Ciccimessere.

Fils d'un général en retraite, antimilitariste et objecteur de conscience, M. Ciccimessere, partisan acharné de la « désobéissance civile » et champion de l'obstruction-

PHILIPPE PONS.

Pologne

Washington va « alléger » ses sanctions économiques

Les Etats-Unis s'apprêtent à lever une partie des sanctions économiques appliquées à la Pologne depuis la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué, mardi 1^{er} novembre, que cet « allègement modéré » serait la mesure de l'amélioration partielle de la situation en Pologne (M. Speakes a cité, à ce propos, la visite du pape en juin dernier et la libération de certains prisonniers politiques), mais que les Etats-Unis attendraient encore le rétablissement d'un « dialogue » entre le pouvoir et la société avant de lever l'ensemble des sanctions.

Dans la pratique, le droit de pêche des bateaux polonais dans les eaux américaines serait rétabli et, surtout, les Etats-Unis cesseraient de bloquer la négociation du rachat de la dette polonaise garantie par les gouvernements, estimée à environ 11 milliards de dollars. Il semble que Washington ait cédé sur ce point aux pressions de plus en plus insistantes de ses partenaires européens du Club de Paris, qui ont déjà engagé des consultations avec Varsovie. Un responsable américain a, cependant, précisé que les Etats-Unis n'envisageraient de renégocier que la dette échue en 1981, et non celle due en 1982 et 1983. Les Etats-Unis continueraient à refuser de nouveaux crédits à Varsovie, et s'opposeraient à l'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international. La compagnie aérienne LOT restera interdite de vol aux Etats-Unis.

Le porte-parole de la Maison Blanche a « déploré, dans les termes les plus vifs », le choix offert par les autorités de Varsovie à certains détenus politiques entre la prison et l'exil.

On s'interroge, par ailleurs, en Pologne, sur une extension possible de l'offre d'amnistie faite aux clandestins à condition qu'ils se rendent aux autorités. La proposition faite en ce sens par une organisation inspirée par les autorités, le PRON, a été passée sous silence dans la presse et les indications données de source officielle sur une prolongation du délai fixé aux clandestins — il a expiré le 31 octobre — n'ont trouvé aucune confirmation officielle. — (A.F.P., A.P.)

■ PRECISION. — Le nom de l'un des deux militants de Solidarité condamnés pour avoir tenté d'organiser une grève, à Gdynia, après la proclamation de l'état de guerre, a été déformé dans nos éditions datées du 2 novembre : il s'agit de M. Jaroslaw Switek. Il a été condamné à huit ans et trois mois de prison (contre quatre ans et neuf mois à son compagnon, M. Stanislaw Jarek), mais, par le jeu de l'amnistie partielle décidée en juillet dernier, les deux condamnés devront passer, en fait, respectivement trois ans et deux ans de prison. Un troisième accusé, M. Roman Polczyn, a été condamné à dix mois de prison pour avoir caché l'un des deux militants de Solidarité.

re de l'Algérie

ng du wharf battu par les vagues, à l'extrémité d'El-Aïoun, un navire algérien attendait les premiers passagers algériens. Les premiers passagers algériens sont les premiers passagers algériens. Les premiers passagers algériens sont les premiers passagers algériens.

Boom à El-Aïoun

Un nouveau port est en construction à côté du wharf battu par les vagues, à l'extrémité d'El-Aïoun, un navire algérien attendait les premiers passagers algériens. Les premiers passagers algériens sont les premiers passagers algériens. Les premiers passagers algériens sont les premiers passagers algériens.

L'île de Carriacou

L'île de Carriacou, occupée mardi par les « marines », est, avec l'île de la Petite Martinique, l'une des deux dépendances de la Grenade, situées dans les Caraïbes occidentales (des du Vent). D'une superficie de 26,3 kilomètres carrés, cette petite île, qui compte environ huit mille habitants, se trouve à environ 30 kilomètres au nord de la Grenade. Comme les îles voisines, elle offre un paysage volcanique et verdoyant. Peu après l'indépendance de la Grenade, en 1974, l'île de Carriacou avait menacé de faire sécession d'avec la Grenade.

A LA HAVANE

Le temps du deuil et du réalisme

De notre envoyé spécial

La Havane. — Les Cubains se remettent lentement du coup que leur a asséné l'affaire de la Grenade. L'étonnement, voire la stupeur, qui les avaient marqués les premiers jours, laissent progressivement la place à une volonté triste et inquiète, moins agressive qu'à l'habitude, de faire face à un revers qu'ils viennent de connaître non pas à des milliers de kilomètres de La Havane, comme cela aurait pu l'être ou l'a déjà été en Afrique, mais à leur porte, dans les Caraïbes.

Après les rassemblements organisés au lendemain du débarquement américain et qui avaient vu les manifestants plus nombreux que de coutume réunis, une fleur rouge à la main, pour écouter sur les places publiques de chaque ville et village les harangues patriotiques et les chants révolutionnaires, l'heure de la réflexion est venue. Après les émissions spéciales de télévision où des hommes, des femmes, des enfants aux visages durs étaient venus à l'écran proclamer, parfois avec des sanglots dans la voix, leur inébranlable volonté de vaincre, le temps du deuil et du réalisme est arrivé. Rien n'a été caché des événements intervenus et l'on a pu suivre heure par heure à la radio d'Etat et à la télévision le déroulement des combats.

Gramma, le journal du parti, a exalté, mardi 1^{er} novembre, dans sa « une », l'entraînement plus intensif que jamais des miliciens appelés à se mobiliser, mais, en ce début de semaine, le titre principal du journal a été consacré au retour, grâce à un appareil de la Croix-Rouge internationale, des grands blessés et des

Argentine

M. Alfonsín a obtenu la majorité absolue

Buenos-Aires (Reuters). — Voici les résultats officiels définitifs de l'élection présidentielle du dimanche 30 octobre :

M. Raúl Alfonsín (radical) : 7 659 530 voix.

M. Ítalo Luder (péroniste) : 5 936 556 voix.

M. Oscar Alende (intransigeant) : 344 434 voix.

Le candidat radical obtient une majorité absolue de 317 députés contre 259 à son adversaire péroniste, au sein du collège électoral de 600 personnes qui élira le nouveau président le 30 novembre.

Aux élections législatives qui se sont déroulées parallèlement, les radicaux remportent 129 sièges, les péronistes 111 et les intransigeants 3. Les autres petits partis se partagent les 9 sièges restants.

CLAUDE LAMOTTE.

■ Le rapatriement des blessés. — Le D.C.-3 affecté par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) pour le rapatriement des Cubains blessés lors des combats à la Grenade était toujours immobilisé sur l'aéroport de la Barbade ce mercredi 2 novembre. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

Europe, prends ta défense !

(Suite de la première page.)

Paix douteuse, parce qu'elle repose sur le maintien d'un statu quo politique et géographique aux dépens de ceux qui en souffrent ; parce qu'elle déplace sur d'autres champs de bataille, vers d'autres victimes, l'effort du centralisme tant redouté.

Paix, quand même, car la guerre de Troie n'a pas eu lieu, du moins pas dans Troie.

Le système de protection, fondé sur l'équilibre des forces, c'est-à-dire sur celui de la terreur — puisqu'il s'agit d'avoir la capacité de s'endormir l'un l'autre — a fonctionné jusqu'à maintenant. S'il y a un doute à son sujet, il joue, à l'épreuve des faits, en sa faveur. Les pacifistes n'ont pas la possibilité de s'inquiéter publiquement de la paix quand la paix a été, tant bien que mal, maintenue. Et elle ne l'a été que parce qu'elle a été pensée en termes de guerre.

Tant qu'il n'y aura pas accord des deux parties au sujet de la sortie de cette logique du bord du gouffre, cette logique s'imposera. La mettre en cause unilatéralement, fût-ce avec les meilleures intentions, c'est accepter de se placer en position de faiblesse. Par voie de conséquence, toute tentative de rompre l'équilibre des armes appelle un réajustement.

Une garantie et un verrou

Il est difficile de contester que l'installation des missiles soviétiques SS-20 a modifié, depuis 1977, le rapport des forces en Europe. Peut-on dresser ce constat sans s'en émouvoir, en estimant que le véritable équilibre, la seule dissuasion valable, s'établissent au sommet de l'escalade, entre les armements stratégiques des deux grandes puissances ?

Accepter le déséquilibre régional, parce qu'il ne modifierait pas l'essentiel, supposerait, de la part des Européens, ou beaucoup de

confiance ou un grand fatalisme. Confiance, s'ils ne doutent pas une seconde de l'engagement des Etats-Unis de voler immédiatement à leur secours, malgré les risques de représailles terribles, et fatalisme s'ils n'ont pas cette certitude.

C'est trop, ou trop peu, et ce n'est pas tout. L'installation des SS-20 modifie aussi l'équilibre politique en Europe. D'une certaine manière, le phénomène pacifiste en témoigne. Cet effort de surarmement n'a de sens que s'il renforce, suivant une volonté constante, la domination de l'U.R.S.S. sur son aire de prédilection, qui s'étend jusqu'aux rives de l'Atlantique. Il est possible que l'Union soviétique cherche à consolider par les armes une emprise politique qui paraît, parfois, contestée dans son propre camp. Mais pour intimider ceux qui pourraient être tentés d'exploiter ses difficultés, en Pologne ou ailleurs, elle va jusqu'à faire peser sur l'Europe occidentale une menace supplémentaire — ce n'était pas nécessaire — et spécifique, ce qui n'est pas tolérable. Accepter le fait accompli et provoquer revient à remettre en cause tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent pour préserver une forme d'intégrité. C'est faire un saut qualitatif dans l'inconnu, vers une autre conception de l'Europe.

Refuser la menace des SS-20 et l'infériorité politique que supposerait la régression, c'est, dans l'épreuve de force actuellement engagée et compte tenu des moyens de réplique existants, soit négocier un retour à la situation précédente, soit rechercher un nouvel équilibre, soit, à défaut d'un accord préalable, opposer des armements comparables et, notamment, les Pershing-2.

Installés en Europe, les missiles américains menacent aussi tout le territoire soviétique, du moins sa partie occidentale, alors que les SS-20 ne sont pas en mesure d'atteindre les Etats-Unis. Là aussi, il y

a un saut qualitatif, du point de vue stratégique et du point de vue politique.

En théorie, les Pershing-2, dont les bases de lancement et les cibles sont sur le même continent, permettent aux Américains d'envisager un conflit limité au territoire européen. Or leur a fait le reproche et son contraire dans la mesure où l'on a aussi envisagé que les Etats-Unis hésiteraient, éventuellement, à s'en servir, pour ne pas s'attirer de réplique, qu'ils allaient abandonner aux mains des agresseurs. Hypothèse trop paradoxale ! Dans la pratique, c'est moins la détermination des Américains qui compte que celle des Soviétiques. Eux ne peuvent pas se permettre de douter de l'emploi d'armes nucléaires qui les visent. Ils se tourneront contre ceux qui commandent la mise à feu : les Etats-Unis. Ils l'ont dit clairement.

Ainsi les Pershing engagent la garantie américaine et verrouillent ce que l'on appelle le couplage entre la mise en œuvre des moyens de défense de l'Alliance atlantique en Europe et ceux des Etats-Unis. Ces fusées s'inscrivent dans la logique de défense du camp occidental.

Un malaise profond

La contestation pacifiste met précisément en cause cette logique. Elle n'est pas seulement le fait de ceux qui servent les intérêts soviétiques. Le pacifisme exprime, d'abord, le refus global de la course aux armements et de son caractère absurde tant il est vrai qu'elle a sa logique propre — justifiable à chaque étape — et sa folie dans une surenchère sans fin.

Le phénomène traduit, ensuite, d'une manière plus ou moins consciente, des sentiments et des menaces profondes, mais aussi des préoccupations. Le pacifisme français, par exemple, assez traditionnel quand il n'est pas délibérément bridé, comme c'est le cas au parti

socialiste. Le consensus qui s'est établi autour de l'armement nucléaire national a permis d'assurer, mieux qu'ailleurs, les exigences de la défense.

A l'inverse, il semble que le fait de s'en remettre au seul protecteur nucléaire des Etats-Unis engendre une déconditionnement ou un rejet de cette forme de dépendance. On le voit en Allemagne fédérale, où, de surcroît, le désir de maintenir les meilleures relations avec l'autre Allemagne, les rives de la réunification, le souci de préserver les acquis de l'ouverture à l'Est jouent dans le même sens. Ce sont des penchants assez forts pour avoir influencé l'attitude des socialistes allemands. Ils doivent être pris en compte.

Le drame du pacifisme, c'est qu'il n'a jamais prévu la guerre : il ne la rejette jamais aussi bien que lorsqu'elle a accompli ses desseins. Quel rôle, a priori, peut-il avoir aujourd'hui pour ne pas avoir à triompher, dans l'amertume, a posteriori ?

La limitation unilatérale des armements — s'il faut que quelqu'un fasse le premier pas — conduirait à se placer en position de faiblesse militaire, sinon morale. Ce serait le cas avec le renoncement sans contrepartie aux armements nucléaires prévus par l'Alliance atlantique. La pente naturelle d'une telle évolution déboucherait sur le neutralisme. Et face à un puissant voisin, quel moyen aurait un régime neutraliste insuffisamment armé et isolé de se faire respecter ?

Sans aller jusqu'à une telle extrémité, le pacifisme peut exercer une pression en faveur de la poursuite ou de la reprise de négociations sur le désarmement ; c'est, au reste, l'un de ses objectifs. Il peut, aussi, mettre en avant les éléments susceptibles de faire avancer la négociation. En demandant, par exemple, la prise en compte des armements nucléaires français et britanniques bien que

ceux-ci ne puissent être globalement comparés, en raison de leur nature et de leur mission, à la mission spécifique des armements soviétiques.

S'ils devaient être mis un jour dans la balance, ce ne pourrait être qu'avec l'accord des pays concernés au premier chef et dans une appréciation du rapport des forces à un autre niveau. Peut-être conviendrait-il de l'admettre comme une éventualité pas nécessairement restrictive. En demandant la prise en compte de ces armements nationaux, français et britanniques, les Soviétiques cautionnent, dans une certaine mesure, leur commune vocation à devenir l'embryon de la défense occidentale de l'Europe. Une vaine à exploiter.

La réponse des Européens

Les Pershing sont nécessaires face aux SS-20, mais ils ne suffisent pas. Ni la garantie nucléaire des Etats-Unis, pourtant indispensable, ni les efforts nationaux des Français et des Britanniques, ne parviennent à rassurer tous les Européens. Au-delà du débat sur les armements, les manifestations pacifistes révèlent un malaise profond sur le sort et l'avenir de l'Europe. On ne le voit pas en se contentant de compenser la menace de fusées nouvelles par des fusées plus compétitives. C'est tout un environnement fait de contradictions, de blocages, d'hypocrisie, qui se trouve en cause.

Comment, par exemple, l'Allemagne fédérale peut-elle accueillir sur son sol des armes telles que les Pershing en refusant de participer à la décision de mise à feu, grâce au système de la double clé, et parce qu'il faudrait partager, aussi, le financement de ces engins ?

Pourquoi les Français seraient-ils tentés de se désolidariser des autres d'accepter des fusées américaines dont ils ne voudraient pas sur leur territoire sous prétexte qu'ils ont les leurs ?

Cette attitude, autant que le refus d'entrer dans la décomposition des missiles, est souvent perçue comme une manifestation de nationalisme et d'égoïsme.

Comment croire, encore, que se perpétuera la sanction d'une Allemagne coupée en deux et comment exigerait-on de sa fraction occidentale qu'elle se mobilise pour la sécurité commune sans disposer des vrais moyens de l'assurer ? Question intempêteuse, mais qui n'est pas plus absurde que la prétention d'arrêter le cours de l'histoire.

A qui fera-t-on croire, notamment dans les nouvelles générations, qu'on peut vivre en paix dans la terreur du nucléaire et dans le maintien d'accoutumances hypocrites sur la libre circulation des hommes et des idées, la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et autres beaux principes ?

Pour préserver les chances de la paix, de la sécurité et des promesses qu'elles devraient contenir, il ne faut certainement pas baisser la garde, mais il ne suffit pas non plus de faire monter les enchères. Il en faut bien davantage, et ce ne sont ni les Etats-Unis ni l'U.R.S.S. qui y pourvoient. Aux Européens de dire s'ils veulent décider de leur destin, et comment ils comptent s'y prendre. Puisque les questions de la défense, de la sécurité, de leur identité, sont, une nouvelle fois, posées, qu'ils tentent de leur apporter une réponse ! Certains, en France, commencent à s'en préoccuper ouvertement, tels MM. Mauroy, Chirac, Chevènement ou le général Gallois. D'autres y songent, mais plus discrètement parce qu'ils savent le poids des tabous. Tous n'ont pas, à s'en faut, la même idée en tête, mais ils ont des idées et pas seulement le souvenir des polémiques et des échecs du passé ; ils ont aussi d'autres bases de réflexion. Le moment est venu de dire à l'Europe : prends ta défense et, déjà, ose en parler !

A. L.

Gould interviewe Rubinstein

Quand un pianiste rencontre un autre pianiste, qu'est-ce qu'ils se disent ? Glenn Gould le révélait dans l'un des textes les plus journalistiques qu'il ait écrit (à paraître avec plusieurs autres aux éditions Fayard). Mis à part une grande estime réciproque, tout opposait ces deux immenses pianistes disparus l'un l'autre : l'un triomphait sur scène, l'autre ne s'exprimait que sur disque. Le Monde de la Musique publie en avant-première cet extraordinaire dialogue de géants.

Même opposition de style entre les deux violoncellistes Mstislav Rostropovitch et Anna Bjelma que Le Monde de la Musique a rencontrés ce mois-ci. Interprète adulé, capable de faire pleurer les foules, Rostropovitch n'a plus revu l'Union Soviétique depuis exactement dix ans. Il est toujours le plus grand. Bjelma lui-même le reconnaît, sans pour autant vouloir lui ressembler. Timide, secret, très électricien, mais aussi très célèbre, Bjelma le Hollandais représente le prototype de l'antistar.



Les fans de « Rostro » auront-ils un jour une radio consacrée à ses seules exécutions ? Pourquoi pas, si la petite révolution que nous préparent satellites et câbles se passe en Europe comme aux Etats-Unis. Le Monde de la Musique a écouté les nouvelles chaînes de télé et de radio exclusivement musicales, Outre-Atlantique. L'Europe est-elle prête à en recevoir de semblables ?

Au sommaire également, un reportage sur le silence de la Pologne à l'occasion du Festival de musique contemporaine de Varsovie ; un dossier sur Schumann l'énigmatique ; un portrait du percussionniste Paul Moton, la grande oreille du jazz ; un banc d'essai des synthétiseurs ; la critique sans complaisance de 107 nouveaux disques dont 11 « Chocs » du mois.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de novembre 15 F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

ASIE

Afghanistan

Amnesty International dénonce les arrestations arbitraires et la « torture systématique » de prisonniers

Dans un rapport sur l'Afghanistan, publié mercredi 2 novembre, Amnesty International indique que la torture est utilisée de façon systématique par la police de renseignements de l'Etat (Khad). Plusieurs prisonniers sont morts ou ont subi de graves lésions après avoir été torturés, dit encore Amnesty, qui ajoute que, parmi les victimes, il y a des jeunes filles et des personnes âgées.

Amnesty International indique qu'il est impossible d'estimer l'importance de l'emprisonnement politique ; le plus grand prison, Pul-e-Charki, près de Kaboul, contiendrait plusieurs milliers de détenus, pour la plupart politiques. Dix autres centres de détention existent dans des villes de province : Jalalabad, Fajrabad, Khost, Gardéz, Khunduz, Ghazni, Kandahar, Herat, Mazari-Charik et Chitgarh. Les arrestations arbitraires par le Khad sont fréquentes, indique le rapport, qui précise que certains prisonniers sont relâchés après interrogatoire, d'autres transférés à Pul-e-Charki ou traduits en justice.

Le rapport cite plusieurs cas, dont celui du professeur Hassan Kalar, chef du département d'histoire de l'université de Kaboul, et de sept autres universitaires arrêtés le 21 mars 1982. Ces arrestations semblaient liées à l'expression d'une inquiétude croissante parmi le personnel et les étudiants devant l'augmentation du nombre d'enseignants soviétiques. Accusé avec d'autres enseignants universitaires de délits contre-révolutionnaires et d'avoir créé une association illégale, il a été condamné à huit ans d'emprisonnement après avoir été jugé à huis clos. Deux autres professeurs ont été condamnés à des peines de dix et huit ans de prison. Le professeur Kalar est un historien de réputation internationale formé en Grande-Bretagne.

Un autre professeur, M. Younis Akbar, physicien atomiste âgé de quarante ans, a été arrêté le 27 avril 1983 ; il n'aurait pas été inculpé depuis lors.

Amnesty International indique également que dix-huit personnes de l'opposition ont été arrêtées le 27 avril 1983 ; il n'aurait pas été inculpé depuis lors. Le 7 octobre, l'organisation a demandé au gouvernement de Kaboul de rendre publiques toutes les décisions des tribunaux, d'assurer aux prisonniers tous les droits de défense et d'appel conformément aux normes internationales, d'enquêter sur les allégations de tortures et de mettre fin à cette pratique.

11 mai 1983. Plusieurs d'entre elles auraient fait, ensuite, des aveux publics et annoncé la dissolution de leur organisation. Dix-neuf membres du comité central d'un autre groupe politique — SAMA, de tendance marxiste et nationaliste, — qui est engagé dans la lutte armée contre le régime prosoviétique et dont le fondateur, Abdul Majid Kalakani, a été exécuté en juin 1981, à l'issue d'un procès à huis clos, ont été également arrêtés en juillet 1982. Ils auraient été jugés en secret en août de la même année. L'un d'entre eux, Zamari Sadiou, aurait été exécuté.

Enfin, un haut fonctionnaire du ministère de l'éducation, M. Pal Mohammad, et le directeur du service de l'industrie minière, M. Mohammad Hoshim, ont été arrêtés à Kaboul, en mai 1983, ainsi que vingt professeurs d'écoles secondaires, et ils seraient détenus à Pul-e-Charki. Selon Amnesty International, ils seraient des sympathisants du Khalq (le peuple), la fraction du parti dirigeant à laquelle appartenaient les présidents Taraki et Amin.

Sur simple soupçon d'opposition

D'autre part, Amnesty International, s'appuyant sur les témoignages concordants, affirme que des prisonniers auraient été battus, privés de sommeil et soumis à la torture électrique dans les différents centres d'internement. D'anciens détenus ont signalé que des prisonniers sont devenus sourds ou muets, ont eu des séquelles mentales ou sont morts, dans deux cas à la suite de tortures. Il y a parmi les victimes, non seulement des personnes qui auraient pris part à la résistance armée, mais également de nombreuses autres arrêtées uniquement sur simple soupçon d'opposition au régime (fonctionnaires, étudiants, enseignants, etc.).

Les arrestations ont lieu en général la nuit, sans mandat ; les prisonniers sont parfois interrogés sous la torture pendant des jours, voire des semaines. Dans certains cas, ils peuvent être relâchés à la suite d'une « erreur » ; dans d'autres, on ignore tout de leur sort, ajoute Amnesty International.

Le 7 octobre, l'organisation a demandé au gouvernement de Kaboul de rendre publiques toutes les décisions des tribunaux, d'assurer aux prisonniers tous les droits de défense et d'appel conformément aux normes internationales, d'enquêter sur les allégations de tortures et de mettre fin à cette pratique.

هكذا من الأصل

LA MAJORITÉ FACE AUX AMBITIONS DE L'OPPOSITION

« Vérification » et « contre-offensive »

La rencontre qui se prépare entre les dirigeants du parti communiste et ceux du parti socialiste doit permettre, selon les premiers, de procéder à une « vérification » de l'accord de juin 1981 entre les deux partis, et pour les seconds, de fixer les grandes lignes d'une « contre-offensive » de la gauche. Pour les uns comme pour les autres, il s'agit d'établir le diagnostic des difficultés actuelles de la majorité. C'est un premier enjeu, et c'est l'enjeu principal.

Les socialistes attendent obtenir du P.C.F. qu'il se comporte un peu moins comme un censeur de l'action de la majorité et qu'il endosse un peu plus la responsabilité de la politique à laquelle il est associé, au niveau gouvernemental comme au niveau parlementaire. Pour ce faire, M. Lionel Jospin a déjà indiqué que la référence à l'accord qui fonde la participation du P.C.F. au gouvernement peut être, selon lui, aussi utile au P.S. qu'elle l'est, occasionnellement, à M. Georges Marchais. M. Jospin n'a pas dit de quelle façon il compte se servir de cette référence. On peut prévoir, toutefois, que les passages du texte du 23 juin 1981 relatifs à la « solidarité sans faille » qui doit unir les deux partis au gouvernement et au soutien qu'ils doivent apporter à l'action internationale de la France seront particulièrement mis en valeur par les socialistes.

Le deuxième axe retenu par le P.S. ne concerne pas seulement le P.C.F., mais il s'adresse aussi à lui. Il oppose la réalité de la politique de la gauche aux projets de la droite, pour montrer qu'il vaut mieux traverser la crise avec la première qu'avec la seconde. Les communistes ne peuvent qu'être d'accord avec cette affirmation, tant il est vrai que s'ils contribuent, pour une part non négligeable, à alimenter le mécontentement auquel se heurte le gouvernement, ils doivent aussi prendre garde de ne pas subir eux-mêmes les effets de ce mécontentement. Attaquer la droite, mettre en évidence la politique que dessinent ses propres déclarations, dénoncer ses alliances extrêmes, les communistes sont pour.

Mais cela ne peut pas suffire, écrit M. Gaston Plissonnier, mercredi dans l'Humanité. Il faut aussi, selon les communistes, s'attaquer aux problèmes qui incombent aux Français. Les communistes peuvent trouver des arguments en faveur de cette revendication dans l'ouverture de la majorité du P.S. à certaines des préoccupations exprimées par le C.E.R.E.S. M. Jospin n'admet-il pas que l'on peut amender — même s'il ne s'agit que de nuances — la politique du gouvernement, dès lors qu'il y a accord sur les objectifs ? La motion commune adoptée à Bourg-en-Bresse ne mentionne-t-elle pas la nécessité d'une meilleure politique du crédit, ainsi que celle de la sauvegarde du pouvoir d'achat et de la croissance ?

Ces thèmes sont familiers aux communistes, qui ne cessent d'y insister depuis que la gauche est entrée dans la rigueur. Ce choix, disent-ils en substance, met en cause les engagements pris en commun dans le pays, et il ne suffit pas de dire le contraire pour que cela soit vrai. L'unité réalisée par M. Jospin dans son propre parti lui permet de relativiser les doutes qu'il s'expriment. Elle renforce sa position face au P.C.F., qui ne peut plus, comme le faisait M. Charles Fiterman avant le congrès, faire observer que, au sein même du P.S., la politique du gouvernement soulève des critiques. Les communistes espèrent, néanmoins, tirer parti des concessions — pourtant minimes — que cette unité a coûtées à la tendance majoritaire du P.S.

PATRICK JARREAU.

M. PLISSONNIER : élever le niveau de l'action dans l'union

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., souligne, mercredi 2 novembre, dans l'Humanité, que « pour être efficace », la « contre-offensive » de la majorité « ne peut se limiter aux seuls aspects idéologiques ou purement politiques », mais « doit comprendre des mesures touchant au développement économique et à la vie des Français, afin d'obtenir un véritable engagement populaire ».

Après avoir parlé du projet de rencontre entre le P.S. et le P.C.F., qui « devrait permettre d'élever le niveau de l'action dans l'union », M. Plissonnier souligne que « le parti communiste est pleinement engagé dans le combat politique d'aujourd'hui ». « Certes, ajoute-t-il, on nous interroge, on nous pose des questions. Il en est qui émettent des doutes, formulent des critiques sur ce qui est fait ou ce qui ne l'est pas, sur ce que sera demain. Dans la complexité de la situation actuelle, il n'y a là rien d'anormal. C'est pour répondre à ces interrogations que notre bureau politique appelle tous les communistes à prendre leur place dans un grand débat public de dimension nationale ».

M. JOBERT CONSTATE QUE LA DROITE S'ASSUME « TRANQUILLEMENT »

Sous le titre « Les pendules à l'heure », M. Michel Jobert souligne, dans le numéro de sa lettre mensuelle, le « consensus » qui se manifeste en France sur l'entreprise. Il y voit le signe que « l'idéologie cède devant la nécessité ». Pour l'ancien ministre, les Français n'attendent pas de la majorité « qu'elle s'en aille », ou que le « changement succède au changement », mais « qu'elle gère convenablement, exactement, le pays ». Rappelant qu'il est favorable, « depuis dix ans », à la suppression de l'impôt sur le revenu, M. Jobert se félicite de l'évolution des socialistes en matière fiscale. Le président du Mouvement des démocrates relève enfin une « quatrième mutation » dont, écrit-il, « la gauche par ses comportements et ses maladresses a été l'artisan involontaire ». Il explique : « Alors que, depuis plus de vingt ans, l'affrontement droite-gauche n'a cessé d'exercer ses ravages dans la vie et l'esprit du public, voilà que la droite s'assume « tranquillement » comme telle et non sous les formes camouflées d'une « majorité » ou d'une « opposition » (et qu'elle est) aussi banalisée que la gauche ».

Dans ces conditions, estime M. Jobert, M. Mitterrand « devrait pouvoir s'avancer sans courir le risque d'une double équivoque : celle de ses adversaires, qui ne souhaitent que son échec, sans accepter de considérer que cet échec serait aussi celui de la France, et celle de sa propre action, qui s'appuierait moins sur ses vertus que sur l'indignité prêtée à des forces de l'ombre plus ou moins mythiques ». Après avoir assuré que le « premier parcours » du président de la République « s'achève dans la confusion et la morosité », l'ancien ministre prodigue quelques « conseils ». Il note par exemple que « le contrôle des changes (...) est incompatible avec une politique de confiance », ou qu'« aménager le rôle du premier ministre quel qu'il soit est une faute ». Et il se demande à propos de la « guerre scolaire » : « par quelle aberration le gouvernement ramène, peureusement il est vrai, les scandaleux antagonismes d'un siècle passé ».

● **Attentat contre le consulat américain à la Martinique.** — Un attentat par explosif a provoqué, mardi 1^{er} novembre, des dégâts peu importants dans un bâtiment situé au centre de Fort-de-France (Martinique), où se trouvent les bureaux de la Chase Manhattan Bank, ainsi que le consulat des Etats-Unis. L'attentat, qui n'a fait aucune victime, n'a pas encore été revendiqué. Depuis l'intervention militaire américaine dans l'île de la Grenade, le bâtiment était gardé par la police. — (A.F.P., A.P.)

Le nouveau comité directeur du P.S.

Voici la liste des membres du comité directeur du parti socialiste telle qu'elle a été approuvée par le congrès de Bourg-en-Bresse (1). Elle comprend cent trente et un membres titulaires et cinquante-sept suppléants répartis en fonction des trois motions soumises à la discussion préalable au congrès : motion 1 (M. Jospin et les amis de MM. Mauroy et Rocard), motion 2 (CERES), motion 3 (rocardiens dissidents).

Membres titulaires

MOTION 1 : 102

MM. Guy Allouche, Jean-Marc Ayraud, Jean-Paul Bachy, Marc Baldy, Alain Barrau, Claude Bartolone, Guy Bêche, Pierre Bégovoy, Jean-Marcel Bichat, Yannick Bodin ; M^{me} Nicole Bouyala ; MM. Pierre Brusa, Tony Briandou ; M^{me} Martine Burot ; MM. Alain Buzel ; Jean-Baptiste Castella, Robert Chapuis, Jean-Pierre Côté ; M^{me} Edith Cresson ; MM. Marcel Debarge, Gaston Defferre, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Jacques Delors ; M^{me} Marie-Jo Denys ; MM. Bernard Desrosier, Jean-Pierre Destrade ; M^{me} Geneviève Domenech-Chich ; MM. Yves Durand, Henri Emmanuel, Claude Estier.

MM. Laurent Fabius, Roger Fajardie, Georges Filloud, Michel de La Fournière, Daniel Frachon, Gérard Fuchs ; M^{me} Françoise Gaspard ; MM. Gérard Gaudin, Claude Geron, André Girard, Christian Goux, Charles Hernu, Edmond Hervé, Jacques Jaurès, Jean-Pierre Joseph, Louis Jospin, Pierre Joux, André Labarrière ; M^{me} Claudine Labrunie, M. André Laiguel ; M^{me} Françoise Laurant ; MM. Yves Lebas, Bastien Leccia, Jean Le Garrec, Guy Lengagne, Philippe Lentschener, Louis Le Penec ; M^{me} Micheline Levchin, Martine Lignières ; MM. Gérard Lindenberg, Charles-Emile Loz, Paul Lussault.

MM. Philippe Madrelle, Louis Mermeaux, Louis Mexandeau ; M^{me} Christine Morin ; M. Jacques Moreau ; M^{me} Marie-Thérèse Mutin, Véronique Nolertz, M. Arthur Notebart ; M^{me} Janine Parent ; MM. Daniel Percheron, Rodolphe Pesce, Michel Pezet, Christian Pietret, Jacques Piette, Bernard Pignano, Robert Pontillon, Jean Popere, Jean Prouteau, Jean Jacques Queyranne, Paul Quilès, Michel Rocard, Bernard Roman, Frédéric Rosmini.

M^{me} Yvette Roudy ; MM. Michel Sainte-Marie, Claude Saunier ; M^{me} Françoise Seligman ; M. Luc Soubre ; M^{me} Gisèle Stievenard ; MM. Eugène Teissière, Bernard Tharaud ; M^{me} Yvonne Théobald-Paoli, Anne Tregouet, Marie-Claude Vayssade ; MM. Jean-Pierre Vignau, Lucien Weygand, Jean-Pierre Weber.

MOTION 2 : 23

M. Jean-Marie Alexandre, M^{me} Edwige Avice ; MM. Jean-Pierre Baunier, Christian Bataille, Jean Bessé, Jean-Claude Blanc, Thierry Boudoux ; M^{me} Nicole Brice ; M. Pierre Carassus ; M^{me} Marie-Arlette Carloti, Gisèle Charzat ; M. Michel Charzat ; M^{me} Annette Chepy-Léger ; MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Cuffineau, Pierre Cohen, André Garnier, Didier Motchane, Jean Natiez, Jean-Paul Planchou, Christian Proust, Georges Sarre, Michel Suchod.

MOTION 3 : 6

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, MM. Alain Richard, Jean-Pierre Worms, Bernard Morin, Richard Masson, Marc Chesnot.

Membres suppléants

MOTION 1 : 45

M^{me} Monique Bachellier ; MM. Jacques Bada, Jean-Pierre Baldyck, Jean-Pierre Balligand ; M^{me} Marie Basset ; M. Philippe Basset ; M^{me} Denise Cachéux ; M. Jacques Calmon ; M^{me} Françoise Carle ; M. Jean-Louis Carrère ; M^{me} Dinah Caudron ; MM. Alain

(1) Les noms des nouveaux membres titulaires (qui n'étaient que suppléants ou qui n'appartenaient pas au comité directeur issu du congrès de Valence) apparaissent en italique. Apparaissent également en italique les noms des suppléants qui n'étaient pas membres de cette instance après Valence.

LES COMMUNISTES ET LES INTELLECTUELS

Face à la « recomposition idéologique de la droite »

Le parti communiste a organisé, mardi 25 octobre, à la Maison de la chimie, à Paris, un débat qui devait se situer dans le prolongement de celui de l'été dernier sur le « silence des intellectuels de gauche » (le Monde daté 16-17 octobre). Après quatre tables rondes sur l'économie, l'histoire, les pays socialistes et la culture, un débat général a rassemblé plusieurs centaines de personnes devant une tribune réunissant MM. Lucien Sève, Félix Damette et Roger Martelli, membres du comité central du P.C.F., et Serge Wollow, animateur d'une revue de l'Institut de recherches marxistes, Société française.

Introduit par M. Martelli, la discussion, dont le thème était « réaction à la française ou socialisme français », a tourné autour de ce que les communistes appellent la « recomposition idéologique de la droite » et de la question de savoir en quoi consiste le projet de la gauche aujourd'hui. Selon M. Sève, la droite espère que les élections législatives de 1986 lui permettront d'engager une « profonde remise en

cause » des acquis des luttes sociales et politiques du siècle : la protection sociale, les droits des salariés, les nationalisations, etc.

Face à l'anti-stalinisme de la droite, estime M. Sève, la gauche doit préconiser, « non pas l'état minimum, mais l'état optimum ». M. Sève a reconnu que les communistes subissent, à cet égard, auprès de l'opinion, les effets de l'image donnée par les pays de l'Est, qui, parce que « les conditions n'existent pas en bas », ont accompli leur révolution « par en haut ». Mais il s'est employé à critiquer la notion de totalitarisme appliquée à ces pays, car, a-t-il dit, « le collectif n'est pas, en lui-même, porteur de totalitarisme », les régimes totalitaires étant caractérisés, au contraire, par une « atomisation de la société ».

M. Sève a souligné, enfin, que la gauche ne peut mener la « contre-offensive » contre la droite en « faisant l'impasse » sur la stratégie des communistes et leurs propositions. Une telle exclusive, a-t-il dit, serait « ruineuse et suicidaire ». — P.J.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32



Avec HORIZONS LOINTAINS, coûte que coûte la qualité des services a été sauvegardée :

- petits groupes, hôtels de 1^{re} catégorie, avions de lignes régulières, guides de Paris à Paris, prise en charge des visas et mille et un détails... qui font d'HORIZONS LOINTAINS le « prix d'excellence » des circuits longs courriers.
- Voici quelques exemples parmi les 58 voyages HORIZONS LOINTAINS :
- VILLES IMPÉRIALES - SUD MAROCAIN 8 jours 5.170F
- CROISIÈRE SUR LE NIL 10 jours 11.650F
- PAYSAGES DE CEYLAN 10 jours 8.750F
- INDE, NÉPAL 11 jours 13.300F
- EL MEXICANO 12 jours 13.950F

Brochure détaillée sur demande à l'agence de voyages

le tourisme français

96, rue de la Victoire - 75009 Paris - Tél. 280.67.80 et dans toutes les agences de voyages

UC 77

AIRCOM SETI
voyage et hôtel
à partir de
2 novembre 1983
93, rue de Montreuil
75008 PARIS
Tél. 522-86-46

THE EAVESDROPPER NULLIFIER
TRN
Le « nullificateur » de magnétophones empêche pratiquement toute tentative d'écouter dans votre vie privée, grâce à une nouvelle technique révolutionnaire mise au point exclusivement par CCS.
Les enregistrements deviennent inopérants dans vos locaux
— Les enregistrements téléphoniques sont vains
— Les micros et autres appareils d'écoute sont rendus impuissants
Pour toute information écrivez à M. Bernard Communication Contrôle Sécurité Ltd
25 Place Vendôme
75001 Paris
Tél. 297-5600 Telex 215524 F

POLITIQUE

DANS LA COUR D'HONNEUR DES INVALIDES

M. Mitterrand a rendu hommage aux parachutistes tués au Liban

Sous le ciel gris de novembre, cinquante-huit cercueils alignés en arc de cercle dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris, devant le chef de l'Etat au garde-à-vous. Accompagné des membres de son gouvernement, des représentants du Parlement - qui avait, pour la circonstance, interrompu ses travaux - et des corps constitués, M. François Mitterrand a rendu, mercredi 2 novembre, un dernier hommage solennel aux cinquante-huit parachutistes français tués, dimanche 23 octobre, dans l'attentat contre les forces américaines et françaises à Beyrouth.

Autour des cinquante-huit cercueils drapés de tricolore et surmontés, chacun, du baret rouge des parachutistes, avaient pris place six cents personnes, parents et proches des soldats des 1^{er} et 9^{es} régiments de chasseurs parachutistes, tombés sur le sol libanais. Parmi les invités, on remarquait, notamment, l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et d'anciens premiers ministres de la V^e République, comme

MM. Michel Debré, Pierre Messmer et Jacques Chirac.

Lors d'un court et sobre office religieux, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a lancé, au nom de toutes les confessions, un appel à la réconciliation au Liban, « au nom de Dieu ».

Puis, le chef de l'Etat, s'inclinant devant chaque cercueil auprès duquel un parachutiste veillait au garde-à-vous, a remis, à titre posthume, quatre insignes de la Légion d'honneur et cinquante-quatre médailles militaires aux cinquante-huit victimes.

A l'issue de la cérémonie, à laquelle ont assisté tous les représentants de la classe politique, M. Mitterrand a observé une minute de silence avant que cinq cent quatre-vingts parachutistes de la 11^e division portent sur leurs épaules les catafalques sur lesquels le chef de l'Etat avait épinglé les décorations. M. Mitterrand a présenté ensuite ses condoléances à chacune des familles des disparus, avec lesquelles il s'est brièvement entretenu.

SELON UN SONDAGE SÔFRES

Les Français ont une image de plus en plus favorable de leur armée

Des Français, surtout parmi les plus jeunes, réconciliés avec leur armée : c'est, globalement, l'image qui ressort d'un sondage d'opinion que la Sofres a réalisé, en septembre dernier, pour le compte du ministère de la Défense qui vient de le rendre public. L'armée française est, en règle générale, jugée efficace, formée de soldats entraînés et capable d'assurer la sécurité du pays.

Périodiquement, le ministère de la Défense commande une telle enquête d'opinion, mais c'est assez irrégulièrement qu'il en diffuse des extraits. Selon le sondage de septembre 1983 que le ministère a décidé de publier, 64 % des personnes interrogées se déclarent convaincues que l'armée française est plutôt efficace (au lieu de 56 % en septembre 1981), les petits commerçants, les artisans et les personnes plutôt favorables aux thèses du P.C.F. étant ceux et celles qui sont le moins convaincus. En revanche, avec 67 %, la tranche

d'âge des dix-huit à vingt-quatre ans paraît l'une des plus persuadées. D'autre part, 58 % des personnes interrogées jugent que l'armée est plutôt formée de cadres compétents, les hommes (avec 63 %) en étant davantage convaincus que les femmes (avec 52 %).

A la question de savoir si l'armée française est capable d'assurer la sécurité du pays, 60 % des personnes interrogées répondent que c'est plutôt le cas, avec une forte proportion pour les partisans du P.S. (67 %) et pour les proches des thèses du R.P.R. (69 %).

Enfin, le recul des opinions antimitaristes, constaté depuis 1981, se confirme : une forte majorité (62 %) déclare n'être pas du tout antimitariste et ce pourcentage est d'autant moins fort que s'élève le niveau d'instruction (72 %, parmi ceux qui ont une instruction primaire : 43 %, avec une formation supérieure).

CHUTE DRAMATIQUE

S'il est une chute qui est souvent mal acceptée, c'est bien la chute... des cheveux ! Et pourtant, il existe des moyens, des techniques.

24 h. sur 24, au 633.49.20, un disque NORDAL vous informe sur ce problème et ses solutions. 10, rue Toulfrier 75005 PARIS.

CLUB est une invention britannique synonyme de confort, de calme, de classe.

Sur British Airways, la classe Club ne fait pas exception : accueil spécial,

enregistrement rapide, parcours silencieux avec cocktails pour se détendre, cuisine gourmande, et le plus serviable des équipages. La vraie classe, c'est la classe Club British Airways.

Le monde entier aime British Airways.

**British
airways
Club**

La vraie Classe.



LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE de Michel Poniatowski

La dictature ou la déconfiture ?

Se réclamant d'une « longue tradition », qui, de Rabelais à Jean-Jacques et même à François Mitterrand, a compté de brillants polémistes, M. Michel Poniatowski s'essaye à l'art du pamphlet parce que, explique-t-il, le pamphlet permet « en un style direct et en une langue crue et parfois crasse » d'exprimer « une vérité dépouillée de ses habits de lumière ». Dans ce genre, l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing n'a pas dû se sentir mal : l'aise si l'on veut bien considérer qu'il n'a jamais été homme à « embarras de convictions, politesses et conventions », autant de « fioritures », qui, selon lui, dissimulent la vérité.

Entrée de jeu, M. Poniatowski, aujourd'hui président d'honneur du P.R., attaque, pour se mettre en appétit ou appêter ses lecteurs, « Le point de renouveau de tout ce qui porte votre marque, c'est l'air », écrit-il au président de la République, « François le Sophiste », dont il veut dénoncer dans les deux cents pages de sa Lettre ouverte les « cauteleux stratagèmes », les « subterfuges et les fourberies... ».

Autant de chapitres, autant de condamnations. A grand renfort de citations, il épingle avec délice et le chef de l'Etat et chacun des membres du gouvernement. Le chômage, les entreprises, la politique économique et financière, les nationalisations, la justice, la police, l'enseignement, la culture, la santé, la défense, tout y passe ; et, au terme d'un bilan apocalyptique, M. Poniatowski, sorne la charge.

Il est clair pour lui que M. Mitterrand n'a pas le choix : ou il « radicalise » et alors « c'est la dictature », ou il « cède » et c'est la « déconfiture ». M. Poniatowski

consent à suggérer, en toute bonne conscience, une solution, la « caude » qui permettrait d'éviter à la fois la dictature et la déconfiture : des élections... anticipées. Thème que, pourtant, les uns après les autres, les différents responsables de l'opposition ont rejeté ou abandonné. M. Poniatowski, lui, persiste et signe : « La légitimité sera bientôt de les aider. » Et les de cette espèce de tuteur qu'il croit dicter dans l'opposition, il s'exclame : « Le temps n'est plus à la modération, au savoir-vivre et à la retenue. Nous n'avons plus les moyens d'attendre, en allant à petits pas précautionneux... ».

Cette opposition qu'il invite à manifester une plus grande combativité, celui qui fut le lieutenant et le complice de M. Giscard d'Estaing demande de bien remplir deux « devoirs » : devoir d'« événements » et devoir de « résistance », faute de quoi, après avoir connu les « sursauts de conscience », nous constaterons les « dévils de l'opposition », prévient-il.

En fermant de la sorte, M. Poniatowski choisit de s'adresser à une partie de ces futurs dévils de l'opposition : d'après parce qu'impatient d'en découdre avec une majorité responsable de tous leurs maux ! Ce sont ceux-là mêmes qui entendaient avec ravissement M. Poniatowski qualifier M. Mitterrand de « super Charlot », entre autres aménités, et qui, comme lui, pensent que, décidément, la gauche « ne mérite pas » l'alternance !

C. F.-M.

* LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, par Michel Poniatowski, Albin Michel 201 p., 45 F.

M. Monory lance une « lettre » mensuelle

A l'occasion de la parution du premier numéro de la Lettre de René Monory, l'ancien ministre a précisé, jeudi 27 octobre, le rôle qu'il entend voir tenir au club des démocrates dont il avait annoncé la création en septembre dernier (le 13 septembre). Ce club, où se regroupent des personnalités venant de tous les horizons, a-t-il indiqué, a pour mission de réfléchir à l'avenir à partir de deux axes : la liberté par rapport à l'Etat et la défense de l'économie de marché. La Lettre mensuelle publiera les propositions qui seront formulées

« sans concession, ni démagogie », a-t-il déclaré.

M. Monory (C.D.S.) a tenu à affirmer que cette initiative ne vise pas « à fabriquer un nouveau leader » ni à concurrencer les partis. Dans le premier numéro de cette Lettre, le président du conseil général et sénateur de la Vienne avance cinq propositions en matière fiscale dont le rétablissement du quotient familial, le retour à la liberté des prix et l'imposition unique du patrimoine.

DENTIFRICE *Kontrol*

LIC. MARK ALLIEN COUSA

POUDRE USAGE QUOTIDIEN
PATES : à la menthe et au salicylate
Vente en pharmacie

APPEL DE L'ASSOCIATION DES FRANÇAIS D'ORIGINE ALGÉRIENNE

Inorganisée et sans moyens d'expression, notre communauté est ignorée des pouvoirs publics, des élus et des médias. Normalement intégrée à la société française, elle comprend des universitaires, des fonctionnaires civils et militaires de tout rang, des membres des professions libérales, des écrivains, et dans tous les autres secteurs d'activité, des chefs d'entreprise, des cadres, des commerçants, des artisans, des employés et des ouvriers, et toute une jeunesse qui fréquente écoles, lycées et universités.

Si certaines de nos familles comme celles des ex-suppléants de l'armée française n'ont pas pu s'adapter, c'est le plus souvent parce qu'elles n'ont pas trouvé auprès des pouvoirs publics l'appui nécessaire pour résoudre leurs difficultés de logement et d'emploi, et, pour leurs enfants, de scolarité et de formation professionnelle.

Il n'est pas vrai que notre culture et nos traditions soient incompatibles avec celles des citoyens des autres confessions. Nous pensons que la France gagnerait à s'ouvrir aux cultures méditerranéennes, si proches de la sienne.

Nous ne voulons pas être des citoyens de seconde zone. Pour défendre nos droits et notre dignité, nous entendons lutter contre tous les racismes. Le racisme idéologique véhiculé par les médias, qui caricature et ridiculise notre religion et nos mœurs. La discrimination à l'emploi et au logement qui condamne plusieurs milliers de nos jeunes au chômage, au ghetto et parfois même à la délinquance. Ces racismes ne nous épargnent pas plus que nos coreligionnaires immigrés, que nous remercions de notre solidarité pleine et entière. Nous condamnons leur utilisation scandaleuse comme boucs émissaires lors des élections municipales, comme nous condamnons les attentats racistes de l'été dernier contre de jeunes Maghrébins.

Nous revendiquons notre identité arabo-berbère et nous nous réjouissons de voir le gouvernement établir « des liens privilégiés et spéciaux » avec l'Algérie.

Pour le Conseil d'administration, le président : ALLEL SADOUD.

ABDELLATIF Kader, sociologue ; AMGHAR Mohamed, élu sénateur ; BOUSSELMA Kader, élu député ; HADIDI Mohammed, retraité de préfecture ; NOCINI Karim, lycéen ; KHAMALLAH Yasmine, assistante de puériculture ; RAHMED Lachari, retraité de l'administration ; KAMALLAH Djida, élue sénateur ; KHORZI Kader, retraité de l'enseignement ; KHORZI Sadek, administrateur civil ; SADOUD Allel, ancien administrateur d'Etat républicain ; SMAÏL Amar, médecin ; SLAOUTI Abellache, directeur d'école honoraire ; TOUZI Francis, enseignant ; AHMED-CHAOUCH Mohammed, retraité fonction publique ; DOUGHIDA Khaled, élu député ; BENEL KADI Boualla, retraité de l'administration centrale ; BELGACEM Nourredine, enseignant ; CHEURFA Suhaim, assistant en communication ; DAHMANE Ali, technicien R.A.T.P. en retraite ; DAHMANE Boudjemaa, enseignant U.F.V.-VII ; GUENNICHE Nour, secrétaire.

Pour tout contact et adhésions : M. Dahmane Ali 31, rue Voltaire, 93180 Montreuil. Téléphones : 631-81-49 et 533-93-32.

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LES IMMIGRÉS EN EUROPE

Embouteillage dans les locaux de police

Si la comédie paraît simple, le mode d'emploi l'est moins. « Il faut restituer les chapeaux », avait déclaré le président de la République lors du conseil des ministres du 31 août qui précède du sort des travailleurs immigrés. Facile à dire, plus difficile à faire, du moins dans le respect du droit et des libertés. Car le gouvernement a ainsi mis en mouvement une machine administrative lourde et complexe, où la police tient, à son corps défendant, le premier rôle, après que la justice lui a donné le feu vert.

Le résultat est là, après deux mois, notamment dans la région parisienne : un embouteillage d'immigrés en instance d'expulsion dans des locaux de police transformés en « hôtels » improvisés et inconfortables, des pièces étroites, souvent sans fenêtres ; un imbroglio de démarches administratives sans lesquelles le départ hors de France ne peut avoir lieu ; une mobilisation importante des forces de l'ordre, des policiers urbains et de la police de l'air et des frontières (PAF), en particulier, qui s'ajoute à leurs missions habituelles.

Souvent les policiers de base n'appréhendent guère, estimant que cet imbroglio de lutte contre l'immigration clandestine les détourne d'une présence, si réclame, sur la voie publique. Une nouvelle « charge induite », en somme. Propos de syndicalistes, auxquels l'administration a beau jeu de répondre : « C'est notre mission de service public puisqu'il s'agit de l'application de la loi pénale. Mettre en œuvre rapidement une décision législative est toujours difficile, et il est vrai que cela entraîne des contraintes nouvelles pour les personnels. »

« De véritables nounous »

Ces obligations nouvelles sont en effet le résultat d'une innovation juridique : depuis la loi du 10 juin, la reconduite à la frontière peut devenir une « peine principale » infligée par les tribunaux à l'étranger en infraction, « avec exécution provisoire » c'est-à-dire sans que l'appel soit suspensif. En clair - et selon les autorités il s'agit d'un « progrès » - la peine principale de reconduite à la frontière n'est pas « privative de liberté » : l'étranger ne peut être incarcéré dans l'attente de son départ. Il sera donc, explique-t-on, l'objet d'une mesure administrative permettant, sous contrôle du juge, à la police de s'assurer de sa présence jusqu'à ce qu'il quitte effectivement le territoire. Il n'est pas « détenu » mais « retenu » ; il n'est pas prisonnier mais sera néanmoins gardé. Telle est la nuance juridique, difficile à saisir sans doute, entre quatre murs, pour l'immigré.

Elle est, en revanche, tangible pour les policiers. Puisque le lieu de « transit » n'est pas la prison mais un local de police. Car si, faute de moyens de transport ou de dossier complet, l'immigré ne peut être reconduit dans les vingt-quatre heures à la frontière - en l'occurrence les aéroports d'Orly ou de Roissy - un magistrat autorisera son maintien



(Dessin de PLANU)

durant six jours au plus « dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ».

Dans le Val-de-Marne, il s'agit du poste de police de Fresnes, non loin de la mairie. Les immigrés sont parfois plus de vingt dans des locaux exiguës, incubés de lits superposés comme dans une chambre militaire. Exigus et non prévus à cet effet : les douches se prennent ailleurs, sous escorte, au commissariat de L'Hay-les-Roses. Les plateaux-repas sont apportés de l'extérieur par les gardiens de la paix, au nombre de six en permanence, soit vingt-quatre par jour.

Dans les Alpes DES GITANS PRIS AU PIÈGE

(De notre correspondant)

Nice. — Trente-quatre gitans de nationalité italienne qui projetaient d'entrer clandestinement en France le samedi 22 et le dimanche 23 octobre ont été quarante-huit heures durant dans les montagnes au nord de Vintimille (Italie) et de Menton (Alpes-Maritimes), où les avaient abandonnés des passeurs peu scrupuleux. Moyennant cinq cent mille francs (deux mille cinq cents francs), ces derniers leur avaient promis de les conduire à une route qui mène vers la France, et, en réalité, une ancienne voie militaire non carrossable depuis des lustres et sans issue, où le convoi des gitans, parmi lesquels il y avait dix-huit enfants dont un de quinze mois, fut rapidement bloqué.

Secours par une colonne de carabiniers et de forestiers qu'ils étaient parvenus à alerter, les gitans, à bout de forces, ont été soignés dans des hôpitaux de Vintimille avant de reprendre la route.

Quelques jours plus tôt, semblable mésaventure était survenue à un groupe de ressortissants yougoslaves et turcs qui tentaient de franchir clandestinement la frontière franco-italienne dans les Alpes.

MICHEL VIVES.

Commentaire abrupt d'un responsable du Syndicat général de la police (S.G.P.), affilié à la F.A.S.P., majoritaire parmi les policiers en tenue de la région parisienne : « Cela dépasse l'entendement, les gars m'ont dit et sont devenus de véritables nounous, alors que les maîtres réclament des flottes ! Et puis, c'est une atteinte à la dignité : on rafle les immigrés, on les parque là, alors qu'ils ne sont juridiquement pas plus gardés à vue qu'ils ne sont prisonniers. » Evidemment, les policiers n'ont pas tous les mêmes scrupules s'agissant des immigrés.

En Seine-Saint-Denis, c'est un local de la direction départementale des polices urbaines à Bobigny qui peut loger une dizaine d'immigrés. Le week-end, quand les immigrés n'ont pu partir, le SOTIFEL de l'aéroport de Roissy prend le relais, mobilisant des effectifs de la PAF. A Paris, le « dépôt » de l'île de la Cité, où des salles « non carcérales » sont affectées à la « rétention » des immigrés, ne suffit plus à la tâche, puisqu'on atteint cinquante immigrés « retenus » certains soirs. D'où l'affectation de locaux de l'école de police de Vincennes, au grand dam des syndicalistes du S.G.P. : « Ce n'est pas un bon choix, cela désigne les immigrés comme une catégorie à part avec élèves gardiens de la paix. D'autant plus qu'aujourd'hui les commissariats parisiens les nouveaux gardiens en stage, fraîchement sortis de l'école, pour surveiller les immigrés par roulement de quinze jours. » Dans l'immédiat, les syndicalistes multiplient les démarches auprès de l'administration afin d'obtenir la réquisition d'hôtels, des visites obligatoires de médecins de la DASS, l'amélioration sanitaire des locaux, etc.

A cet impératif de « rétention » s'ajoutent de multiples démarches. Prise en charge de l'immigré, réquisition de ses effets personnels, passage à la « photo d'identité », aller-retour à l'aéroport, présentation à un magistrat, constitution d'un dossier comprenant au minimum, et en quatre exemplaires, le jugement, la réquisition, l'avis de maintien dans les locaux de police, l'ordre de recevoir l'étranger, etc. ; autant de voyages qui mobilisent à chaque fois un véhicule de police, avec au minimum trois gardiens. « Avant de curer de police-secours

en moins », commente un syndicaliste. Ces allers et retours peuvent aussi être provoqués par l'immigré qui est en droit de refuser trois fois son embarquement. A la troisième, il peut être contraint par la force de partir, mais à condition que la compagnie d'aviation concernée accepte de le prendre à bord. Celle-ci peut exiger qu'il soit accompagné par un policier en civil jusqu'à dans son pays d'origine.

Des commandants de bord réservés

Tel est le dernier obstacle : le comportement des compagnies aériennes qui, au nom de leur image de marque, refusent de décoller, ou certains aéroports de départ, par exemple, de laisser embarquer des immigrés reconduits. A l'aéroport de Roissy, à destination de l'Afrique, c'est notamment le cas d'Air France qui ne concéderait qu'à grand-peine trois places par vol, si elles sont disponibles, U.T.A. et Air Afrique seraient plus compréhensives, montant jusqu'à dix places. Les commandants de bord sont, eux aussi, en droit de refuser l'immigré. Ainsi la PAF, théoriquement chargée de la sécurité des aéroports et du contrôle des frontières, se trouve-t-elle parfois embarrassée d'immigrés dont elle ne sait que faire. Une charge d'autant plus sensible que le mouvement des « reconduits » passant par Roissy, venant de la région parisienne ou de province, est important : plus d'une centaine par semaine actuellement, vingt-deux (dont cinq refus d'embarquement) pour la seule journée du lundi 24 octobre.

Enfin, dernier aspect de l'imbroglio, ce cas ultime où, au bout de sept jours d'attente, l'immigré n'a pu trouver place sur un avion à destination de son pays. Dans ce cas, il n'est pas d'autre solution que de le remettre, en liberté, qu'il a le convoquer à nouveau. A l'expiration du délai, explique une circulaire administrative, le service des étrangers de la préfecture délivre une autorisation temporaire de séjour de quarante-huit heures à l'expulsé qui, laissé libre, doit regagner son pays d'origine par ses propres moyens.

Rare, ce cas de figure est cependant à l'image d'un dispositif qui, insiste-on au ministère de la Justice comme au ministère de l'Intérieur, se veut respectueux du droit et des libertés individuelles. « Nous souhaitons que le délai de rétention soit le plus court possible ; répond-on à la préfecture de police de Paris aux critiques syndicales. Nous faisons chaque jour des progrès dans les relations avec les compagnies aériennes, les consulats étrangers, et obtenons que les dossiers soient complets dans des délais plus brefs. Ce ne sont certes pas des tâches gratifiantes, mais ce sont bien des tâches policières. » Une tâche qui sera durable, laisse-t-on entendre au sommet, tandis qu'à la base on assure que tel « immigré » a consenti à ses policiers de ralentir les contrôles d'immigrés : « Sinon c'est vous qui les aurez sur les bras », aurait-il ajouté.

EDWY PLENEL.

Une citoyenneté à définir

De notre envoyé spécial

Madère. — Le trentième anniversaire de la convention européenne des droits de l'homme n'a pas été un simple exercice de style entre juristes : les fonctionnaires de Strasbourg viennent de s'interroger, à Funchal (Madère, Portugal) sur « les droits de l'homme » des quinze millions d'étrangers qui vivent dans les pays membres. Des réfugiés et des immigrés ont été invités à s'exprimer à titre personnel : « Une provocation », a admis le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Franz Karssek, à la séance inaugurale à laquelle participait le président de la République du Portugal, M. Eanes. « Beaucoup d'Etats », a-t-il déclaré, invoquant en effet, la crise économique pour justifier les mesures limitatives prises à l'encontre des étrangers. »

Les restrictions imposées à leur entrée et à leur séjour se multiplient : refus de la citoyenneté britannique depuis 1982 à un enfant né sur le sol anglais de parents étrangers « non installés » au sens strict de la loi ; aucun permis de travail obtenu depuis trois ans aux Pays-Bas dans les secteurs où le nombre maximal d'étrangers a été atteint ; impossibilité, désormais, en R.F.A., pour le conjoint d'un travailleur étranger d'obtenir un emploi à moins de justifier de quatre ans de résidence. Dans ce même pays, les demandes d'asile sont de moins en moins acceptées : 19 % de requêtes satisfaites en 1979 contre 87 % en 1969. Le nombre croissant de « réfugiés économiques » invoqués par Mme Irène Melnik, représentant la ministre allemande de la Justice, pour expliquer ces chiffres ne saurait masquer pourtant le raisonnement général des pays d'accueil.

Le colloque s'est résolu ment situé à contre-courant : la nécessité d'accorder le droit de vote aux étrangers résidant dans les vingt et un Etats membres du Conseil de l'Europe, pour les élections législatives dans leur propre pays, et pour les élections locales ou régionales dans leur pays d'adoption, est l'une des principales conclusions de cette conférence.

Le droit de vote, en effet, n'est encore pas toujours reconnu aux immigrés, dans leur pays d'origine. Certains pays, comme l'Allemagne et la Suisse, ne craignent de troubles sur leur territoire, interdisent en effet aux étrangers de voter chez eux. Pour leur part, certains pays d'origine, comme l'Italie, n'ont pas prévu de procédure particulière pour le vote des absents. Et au total, pour l'ensemble des pays membres du Conseil de l'Europe, on évalue à près d'un million le nombre des étrangers qui ne devraient pas pouvoir voter aux élections européennes du printemps prochain. D'autre part, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales du pays de résidence reste encore minime. Il a été pourtant jugé comme « un droit civique minimum », par Mme Antje

Gradin, ministre de l'Immigration de Suède, où les étrangers votent librement depuis 1976.

Ces droits politiques pourraient participer à la construction de cette « société interculturelle » souhaitée par beaucoup durant ces trois jours : les étrangers bénéficiant d'une double nationalité seraient insérés sur un pied d'égalité sans être pour autant assimilés. Un « droit du sol » serait ainsi reconnu à cette immigration de plus en plus structurée, parallèlement au traditionnel « droit du sang », pour reprendre les termes d'un des rapporteurs, M. Perotti, directeur du Centre d'information et d'étude sur les migrations à Paris. « N'est-il pas temps », a demandé le secrétaire général du Conseil de l'Europe, de repenser la notion de citoyen dans un sens plus fonctionnel, basé en particulier sur la résidence et la contribution à la vie économique ? »

« Insalubrité » ?

Veste programme qui n'a pas séduit tout le monde. Plusieurs représentants des Etats ont invoqué essentiellement les problèmes de délinquance, de chômage et de gêne du voisinage causés, selon eux, par les étrangers. Tel fonctionnaire belge qui soulignait : « l'agacement croissant des populations nationales » s'est donné lui-même en exemple : « L'été, je ne peux dormir dans mon quartier à forte proportion d'étrangers sans fermer ma fenêtre. » Pour vous, lui a répondu un réfugié politique marocain, M. Mohamed Melouk, l'immigration reste porteuse de misères d'insalubrité.

Il demeure que, au-delà de déclarations de principe plus ou moins générales, les résultats obtenus par la commission et la cour du Conseil de l'Europe, saisis pourtant de plus en plus souvent de requêtes individuelles émanant d'étrangers (1), sont encore très limités.

La susceptibilité des Etats membres de requêtes individuelles, qui discutent depuis dix ans l'éventuelle intégration à la convention de garanties de procédure pour les réfugiés, limitent ce « développement » des droits de l'homme pourtant inscrit dans le préambule du Conseil de l'Europe.

Le seul parlementaire français présent à ces journées, M. Pierre Jeambrun, éditeur (gauche démocratique) du Jura, n'est pas intervenu de peur de détonner dans une assemblée qu'il a jugée très peu réaliste. « Qu'ils aillent à Droux et ils verront, nous a-t-il confié. Le seul problème, c'est la cohabitation et le machou du Maghrébin sur la terrasse d'en face. »

A Madère, et c'est à l'honneur du Conseil de l'Europe, le débat de principe de même, voté un peu plus haut.

NICOLAS BEAU.

(1) Soixante-trois en 1978 contre cent quarante-huit en 1982.

A la commission d'avancement

SEPT SIÈGES SUR DIX POUR LES MAGISTRATS MODÉRÉS

L'Union syndicale des magistrats (modérée) a finalement obtenu sept sièges sur dix, à la commission d'avancement des magistrats qui doit se réunir du mercredi 2 novembre aux premiers jours de décembre. Les trois autres sièges reviennent au Syndicat de la magistrature (gauche). Ces élections, qui ont lieu tous les trois ans et sont à deux degrés, ont été organisées pour la première fois cette année à la proportionnelle.

Le premier tour avait marqué la prépondérance de l'U.S.M. (66,2 % des suffrages exprimés) sur le Syndicat de la magistrature (26,72 %). Les listes diverses avaient obtenu 7,07 % des suffrages (le Monde du 1^{er} juin). Pour l'élection finale, ces suffrages se sont reportés sur les candidats de l'U.S.M.

Comme son nom l'indique, la commission d'avancement décide chaque année des promotions accordées aux magistrats. Auparavant, aux représentants du Syndicat de la magistrature n'y étaient, cette organisation contestait le mode de scrutin, majoritaire uninominal à deux tours, qui prévalait jusqu'à cette année.

« M. Philippe Séguin, député (R.P.R.) des Vosges, a demandé, dans une question écrite au ministère de la Justice, s'il a l'intention de déposer un projet de loi visant à rendre incompressibles les peines prononcées contre les auteurs de violences graves envers les policiers ». M. Robert Badier a répondu par la négative (Journal officiel du 31 octobre). Le ministre explique qu'une telle mesure aurait notamment pour effet de « conduire le condamné au repit sur son cas de désespoir qui sont sources de récidive ». M. Badier indique, néanmoins, que « durant les deux dernières années, aucune mesure de grâce, aucune libération conditionnelle n'a été accordée dans les affaires de meurtre sur la personne d'un policier ou d'un gendarme ».

(Publié)

Le GRAPE (Groupe de Recherche et d'Action pour l'Enfance)
70, galerie Vivienne, 75002 PARIS - Tél. : 296-22-32

présente l'exposition

Né(e) pour Naître Une Petite Enfance dans la Vie

En 20 personnes, cette exposition retrace le vécu de bébé, du port enfant, les temps forts des premières années de la vie. Fondée sur les connaissances scientifiques actuelles, elle parle à la dimension de tous les problèmes de développement humain et des conditions favorables au développement de l'enfant.

Cette exposition est à la fois un outil de sensibilisation à la petite enfance et un support d'animation pour les équipes qui souhaitent organiser des réunions interprofessionnelles et des échanges avec les parents.

Coopération des universitaires ; cette exposition est imprimée, chaque collection comprend 20 affiches en couleur, format 80 x 60 cm.

Conditions de vente : l'exposition complète de 20 affiches est expédiée au rabais au prix de 1180 F (T.T.C.) + 160 F (frais d'expédition + timbre, soit : 1340 F (T.T.C.).

Vendable au Centre de Documentation du C.C.I. du Centre Georges-Pompidou.

Jusqu'au 7 novembre 1983.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les désordres de l'hôpital Cochin

Homicide par imprudence... A la seizième chambre correctionnelle, c'est aujourd'hui l'affaire de l'hôpital Cochin. Elle a attiré l'attention à cette petite femme modeste appelée au banc des prévenus ? Elle s'appelle Mahiné Doustany. Née en 1944 en Iran, elle a quitté son pays en 1977 pour se réfugier en France. Elle est arrivée munie d'un diplôme d'études médicales qui ne lui donnait pas le droit d'exercer. Seulement celui de préparer un certificat d'études spéciales d'anesthésiste-réanimateur.

A s'en tenir là, Mme Doustany est frivole. Mais sa frivole pouvait être appréciée pleinement sans que l'on cherche à savoir le pourquoi et le comment d'une situation qui n'aurait pas dû être ? C'est la question qu'a posée son défenseur, M. Philippe Cohen, pour qu'un supplément d'information s'impose. Car si la justice a estimé que seule Mahiné Doustany devait être poursuivie, les experts commis dans cette affaire, le professeur Cara et le docteur André Deponge ont donné, dans leur rapport, les raisons de ce ralliement fustige. Ils ont écrit sans détour : « Tant que l'Assistance publique de Paris ne donnera pas le personnel compétent pour assurer l'anesthésie-réanimation dans les services de chirurgie, des accidents de ce genre risquent de se reproduire. »

Sans plus de complaisance, leur analyse continue en ces termes : « Cette insuffisance de personnel compétent a été encore aggravée par une mauvaise répartition de l'équipe anesthésie-réanimation de l'hôpital Cochin, faite par le docteur Bras-Jude, anesthésiste-réanimateur. C'est que, ce jour-là, le service n'avait que cinq anesthésistes pour assurer l'activité de trois salles d'opération de 8 heures à 14 heures, plus celle d'une salle d'endoscopie et la surveillance d'une vingtaine de malades.

Erreur de manipulation

L'anesthésiste, le docteur Khoury, qui avait la charge de M. Yack Pang, se trouva placé devant un dilemme : ou bien ne pas quitter le chevet de ce patient et abandonner les autres malades qu'il avait en charge, ou bien se consacrer à eux, comme il choisit de le faire, et laisser M. Yack Pang durant une petite heure aux seules mains de l'infirmière et de l'infortunée Mme Doustany, tout en le sachant sans compétence.

Le rapport fait apparaître une autre anomalie. L'appareil sur lequel devait s'accomplir l'erreur de manipulation était d'un modèle ancien. Les boutons commandant respectivement l'arrivée de l'oxygène et celle du protoxyde d'azote se trouvaient très peu différenciés. Or depuis 1977, rappellent les experts, un avis

du ministère de la Santé avait été adressé aux constructeurs pour que cette différenciation ne puisse pas prêter à confusion. Malheureusement, indique leur rapport, « le ministère n'a pas cru bon d'insister les hôpitaux, vraisemblablement pour éviter des réparations onéreuses ». Les experts ajoutent : « Il y a là une très grave carence qui a laissé mourir de très nombreux malades anesthésiés, car le cas de M. Yack Pang n'est malheureusement pas isolé. »

Après d'aussi sévères remarques, voilà assurément Mme Doustany ramené au rang d'une bien pâle compagne qui fut devançant l'instrument d'un destin, conséquence de tous ces désordres cumulés. Du côté du ministère public, on a fait fi de telles considérations. Pour l'« erreur monumentale », pour « la faute grave » que n'aurait pas commise une personne même encore moins compétente qu'elle, il a été requis contre Mahiné Doustany une peine de prison avec sursis et une amende. Pourtant, M. Barrau, avocat de l'Assistance publique, a été le premier à admettre et à proclamer la faute administrative, à dire que des anesthésistes confirmés avaient commis la même erreur que celle reprochée.

Le tribunal, que préside M. Jeanne Delobau, se prononcera le 9 novembre.

J.-M. THÉOLLEIRE.



فَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

Special

ministère de l'immigration
pour les étrangers
à compter de 1976.
- des droits politiques
- participer à la construction
d'une société intercul-
turelle souhaitée par beaucoup
des trois jours, les étudiants
beneficiant d'une douzième
d'admission seraient insérés sur
d'admission sans être tout d'un
assimilés. Un « droit du
serait ainsi reconnu à ceux
ration de plus en plus
telle, parallèlement au
droit, par le sang - pour
des formes d'un
entre d'immigrants
sur les migrants
- N'est-il pas temps
de la secrétaire générale
de l'Europe, de recen-
de citoyen dans un
national, basé en par-
la résidence et la con-
de la vie économique

« Insalubrité » ?

le programme qui a été
 tout le monde. Les
 nants des Etats
 sennement es
 de délinquance
 st de gêne du
 selon eux, par
 le fonctionnement
 et l'agacement
 populations nat
 nous la même
 L'été, je ne p
 un quartier à
 étrangers sans
 a Pour tous
 à un relaps
 f. M. Michas
 l'union reste
 s'insubstitu
 meure que
 ions de p
 penderous
 par la com
 Com de E
 urant que
 de recat
 d'étranger
 les limites
 susception
 ne de p
 qui désact
 l'interve
 de la p
 ou les r
 ellement
 ne peut
 tisme d
 parlement
 l'absolument
 ph. Saur
 bique d
 de p
 e d'ext
 res de
 us J. C
 s à la
 e de
 Zhou
 e d'ext
 or et
 s de
 le m

NICLAS F. L.

2000年1月1日
 2000年1月1日

china

743 312 2

DACKE - Lit pin massif naturel, vernis incolore.
Lit tête et pied de lit H 80/60 cm.
Côtés réversibles en aggloméré plaqué pin H 18 cm.
Lit 120 x 200 cm. Dim. hors tout 129 x 207 cm.

990F

C'est la mode du sport. Alors faites du sport pour faire des économies.

Venez choisir vos meubles chez IKEA.
Mettez-les sur la galerie de votre voiture
et montez-les vous-même. Vous prendrez

bonne mine et gagnerez de l'argent. .

Chez IKEA nous faisons tout pour que tout soit moins cher. On achète moins cher dans le monde entier. On choisit des terrains moins chers et

on vous fait un peu travailler. Alors venez
nous voir ou regardez notre catalogue.
Il est gratuit.

Faites du sport avec IKEA, c'est bon pour la santé et pour votre porte monnaie.

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL (6) 497.65.65.
 Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
 Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h.
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS

Il sont fous ces Suédois

IKEA BOBIGNY. CENTRE COMMERCIAL
BOBIGNY 2 - TEL. (1) 832.92.95
(à 5 km de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h
Samedi: 9-20 h

**IKEA LYON CENTRE COMMERCIAL
DU GRAND VIRE VAULX-EN-VELIN**

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN POITOU-CHARENTES

Cohérence régionale et fragilité économique

Sixième visite à la province

Une région de transition, une région moyenne, une région équilibrée. La mer, l'agriculture, l'industrie, des P.M.E., des villes « bien proportionnées ». Une capitale — Poitiers — qui ne joue pas les « métropoles hégémoniques ». Ainsi apparaît la région Poitou-Charentes (quatre départements, 1,56 million d'habitants), où le président de la République effectuera, les 3 et 4 novembre, une visite officielle.

Ce sera la sixième déplacement important de M. Mitterrand dans une région, après la Lorraine (12 et 13 octobre 1981), le Limousin (3 et 4 mai 1982), Midi-Pyrénées (du 27 au 29 septembre 1982), le Nord-Pas-de-Calais (25 et 26 avril 1983) et la Corse (les 13 et 14 juin dernier).

Dominiée par l'agriculture, où les coopératives, notamment laitières, ont une place prépondérante, l'économie de Poitou-Charentes est handicapée par un taux de chômage important (11,6 % de la population active au lieu de 9,8 % en moyenne nationale à la fin de 1982). Les zones les plus affectées sont Rochefort et La Rochelle.

Les élus (toutes tendances confondues) et les milieux économiques attendent de M. Mitterrand qu'il annonce l'ouverture prochaine des travaux pour la centrale nucléaire de Civaux (Vienne), qui représenterait près d'un milliard de francs de chiffre d'affaires pour les entreprises locales.

Ils souhaitent aussi des assurances quant à l'avenir des grands établissements industriels installés dans la région et qui concernent l'aéronautique, la transformation du bois, les engrais, l'automobile, la construction navale et le matériel ferroviaire.

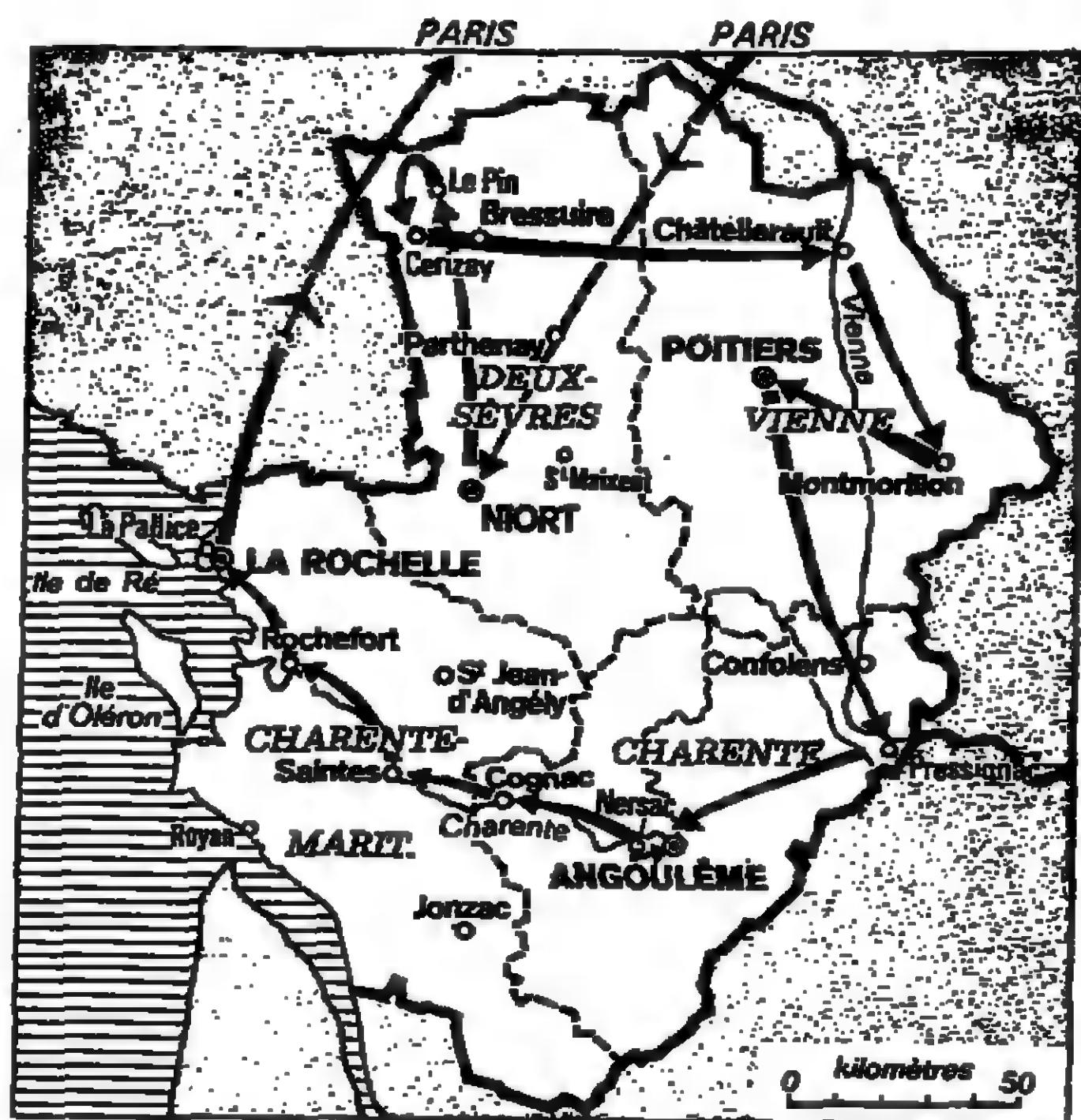
Les autres dossiers essentiels, qui formeront l'ossature du futur contrat de plan, intéressent l'agriculture (cognac, lait, viande), la technologie et l'océanographie (Poitiers et La Rochelle), la formation et l'enseignement de haut niveau, la modernisation du port de La Rochelle-La Pallice, les travaux routiers, le T.G.V. atlantique et l'électrification de la ligne Poitiers-La Rochelle, le renforcement du secteur tertiaire supérieur et des services aux entreprises (de ce point de vue, Niort est une « capitale » des assurances et des mutuelles), le tourisme et la mise en valeur du littoral.

F. G.

D'une superficie de 25 000 kilomètres carrés, soit 4,8 % du territoire français, la région Poitou-Charentes regroupe quatre départements : la Charente, la Charente-Maritime, les Deux-Sèvres et la Vienne. Ses 1 568 230 habitants représentent 3 % de la population française. Une personne sur deux vit à la campagne, mais dans certaines zones comme celles de Confolens et de Montmorillon l'exode rural a pris des proportions extrêmement graves.

La balance commerciale de la région est très largement excédentaire (grâce notamment aux exportations de cognac et de céréales) : le taux de couverture des importations par les exportations dépasse 230 %.

Le budget, en 1983, a atteint 334 millions de francs.



Un quasi-équilibre politique

Les villes sont à gauche, les campagnes à droite. Ce postulat de M. Paul Fromont, membre du comité central et responsable régional du P.C.F., aurait besoin d'être nuancé, mais à peine. Les cinq communes de plus de trente mille habitants que compte la région Poitou-Charentes sont dirigées par la gauche. A Angoulême, Niort, Poitiers et La Rochelle, on s'est joint, en mars dernier, Châtelleraut. Ce gain a permis à la gauche de conforter au conseil régional la majorité dont elle dispose depuis les élections législatives de juin 1981 (25 sièges au lieu de 24, contre 21 au lieu de 22 à l'opposition).

L'assemblée régionale est un bon observatoire de ce qui est susceptible de « bouger » dans le paysage, politiquement assez calme. Pour l'instant, c'est le département de la Charente-Maritime qui retient l'attention, pour deux raisons. La première tient au parcours de l'un des élus de ce département, M. Josy Moynet, sénateur. Il a perdu la présidence du conseil général après le renouvellement cantonal de mars

1982, au profit de M. Philippe Marchand, député socialiste. Bien qu'ayant quitté le M.R.G., M. Moynet n'a pas pour autant rejoint l'opposition. Et pourtant sa dernière intervention au conseil régional donnait à penser qu'il est désormais plus proche de M. René Monory (U.D.F.-C.D.S.), sénateur, maire de Loudun et président du conseil général de la Vienne, que de ses collègues de gauche. M. Moynet se défend de tout sous-entendu : il est à ses yeux normal que les « orientations transparentes les clivages politiques » quand il s'agit d'utiliser au mieux les moyens d'intervention dont disposent, au nom de la décentralisation, les régions. Critique sur un gouvernement « qui pratique une politique économique qui ne ressemble que de très loin à celle promise en 1981 », M. Moynet, qui dit n'être pas en désaccord avec M. Jacques Delors, s'interroge : « Le guesche, si elle n'est l'addition que du P.S. et du P.C., est-elle majoritaire ? »

La réponse semble aller de soi pour tous ceux qui ont vu dans la

cantonale partielle de Marennes la confirmation à l'échelle locale de tous les Deux-Sèvres, Sarcelles et Antony réunis. Ce scrutin, rendu nécessaire par le décès de Marcel Boyard (M.R.G.), s'est soldé pour la gauche par une déception sévère.

De ce succès pour elle, l'opposition entend faire la justification de l'un de ses espoirs : prendre l'avantage au sein de l'assemblée départementale de la Charente-Maritime, afin d'aligner ce département sur la situation qui prévaut chez ses voisins, où les conseils généraux sont présidés par des élus de l'opposition.

Quant aux élections régionales, dont on ne connaît ni la date ni le mode de scrutin, elles sont plus prétextes à échauffer des hypothèses qu'à définir une stratégie bien claire.

Cette échéance ne retient guère plus l'intérêt de la majorité. Pour M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, la gauche se doit aujourd'hui, dans une situation difficile, de « servir les causes ». Elle a certes perdu quelques maires en mars dernier, mais

elle a aussi marqué des points : M. René Gaillard, député socialiste et maire de Niort, en voit l'illustration dans le gain d'une commune située en plein bocage au nord des Deux-Sèvres, Cerizay. Mais la vraie victoire, c'est celle remportée par M. Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, à Châtelleraut, et qui, à force de persévérance, a mis un terme à la suprématie de la famille Abelin.

La région Poitou-Charentes n'offre pas un cadre très propice à des affrontements violents entre la gauche et la droite. Tous ses leaders politiques (1) conviennent qu'elle vit selon les règles du *modus vivendi*.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Sur les quatre circonscriptions législatives qui totalisent les quatre départements, l'opposition n'en détiendrait que quatre. En revanche, au Sénat, elle dispose de six représentants contre deux à la gauche (M. Moynet n'étant compté ni dans un camp ni dans l'autre).

« Je n'entre pas dans la décentralisation à reculons »

nous déclare M. René Monory

Ancien ministre de l'Industrie, puis de l'économie lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing était président de la République, M. René Monory, sénateur (U.D.F.), est maire de Loudun et président du conseil général de la Vienne. « Départementaliste convaincu, il n'est pas pour autant « anti-régionaliste ». Il nous livre ses impressions sur la décentralisation avant la visite de M. Mitterrand.

« La président de la République vient en Poitou-Charentes. Si vous avez deux ou trois souhaits à formuler devant lui, quels seraient-ils ? »

« Il est intéressant pour moi que le président de la République vienne dans ma région : je n'y suis pas du tout hostile, à condition que ce voyage se traduise par autre chose qu'un flot de bonnes paroles. Je formule deux souhaits : « Il faut absolument que soit rendu public le lancement de la centrale nucléaire de Civaux. Ce projet était approuvé avant 1981, et il a été remis en cause par le nouveau gouvernement socialiste. Cette centrale est très importante pour assurer l'équilibre financier du département de la Vienne. En effet, nous avons un plan d'avenir et de développement en tête et ce plan repose pour une large part sur des ressources financières provenant de cette fameuse centrale de Civaux. Il faut qu'elle soit faite. »

« Attends aussi que le président précise bien sa position sur la décentralisation dans le domaine financier. Il faut que les départements sachent de quelles ressources ils

disposent, notamment lorsque, le 1^{er} janvier prochain, l'Etat leur transfèrera le secteur de l'aide sociale.

« Il est nécessaire de démarrer l'année 1984 sans handicap financier par rapport à la situation antérieure.

« La région Poitou-Charentes a-t-elle réussi à acquérir une unité, une spécificité ? »

« La région Poitou-Charentes n'a pas encore réussi à se forger une âme régionale spécifique. Chacun vient siéger à l'assemblée régionale avec un esprit départemental, voire cantonal. Il manque un grand dessein.

« D'ailleurs la région a du mal à trouver sa place dans les institutions et je crains aujourd'hui davantage au département qu'à la région. Si on veut à l'avenir favoriser les régions, il faut qu'il y en ait sans doute moins mais qu'elles soient plus puissantes et plus équilibrées entre elles.

« Les départements, eux, ont un poids et des moyens. »

« Le département de la Vienne, comme les autres, a des moyens propres. Un exemple : nous allons créer un observatoire du futur sur les techniques et les métiers de l'avenir, avec plusieurs antennes dans les communes, afin de sensibiliser les jeunes et leurs parents. En définitive, grâce à la décentralisation, les départements peuvent faire beaucoup de choses nouvelles, même s'il existe des problèmes financiers. Mais je ne suis pas un président de conseil général « pleureur » et je n'entre pas dans la décentralisation à reculons.

« Les régions et les départements ont-ils les moyens en

hommes et en crédits nécessaires pour assumer leurs nouvelles tâches ? »

« Sur le plan des hommes, oui, incontestablement. Nous avons, par exemple, dans la Vienne, créé une agence d'urbanisme tournée vers les travaux pour les communes et qui aide à l'équilibre avec la direction départementale de l'équipement.

« Quant aux moyens financiers, ils ne sont pas miraculeux, certes, mais on peut faire avec. Il nous faut, nous les élus, réorienter et redéployer certaines dépenses. C'est notre responsabilité. Mais il est impératif que l'Etat honore son contrat et nous donne ce qu'il doit nous donner.

Un plan musclé

« Vous êtes l'ancien ministre de l'économie de M. Giscard d'Estaing. La politique économique du gouvernement aujourd'hui en-elle la bonne ? »

« La nouvelle politique économique de M. Delors n'est pas adaptée à la situation. Ce qu'il faut en France c'est un plan de redressement court, brutal et musclé si l'on veut qu'il soit efficace. Mais ce n'est pas possible en ce moment avec des ministres communistes au gouvernement. Ce que nous avons, c'est un plan de langueur.

« Quant à la politique nationale d'aménagement du territoire, elle n'existe plus. Il faudrait des sommes colossales pour rééquilibrer les régions déprimées du territoire et nous ne les avons pas. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICHARD.

Les ambitions du nouveau « pouvoir exécutif »

La visite officielle du président de la République en Poitou-Charentes se situe au moment où les régions, après la mise en œuvre des lois de décentralisation et de planification, négocient avec l'Etat leurs contrats de plan, c'est-à-dire engagent une politique de longue durée. La séance réunissant les deux assemblées régionales permettra de mesurer la travail entreprise depuis deux ans et de connaître la réponse du chef de l'Etat sur la portée d'une réforme qui touche les bases mêmes de notre société.

« La démarche planification. — Le fondement même du D^e Plan n'est-il pas d'abord un immense effort collectif, retrouvant en cela les origines de la planification française ? La démarche entreprise est significative à cet égard, puisque les régions ont été les premières à s'exprimer, à définir leurs priorités, à proposer des actions communes avec l'Etat. Cette démarche — inverse des plans précédents — a bousculé bon nombre d'habitudes et de schémas traditionnels.

« L'entreprise au cœur des réflexions. — Si la planification régionale a été jusqu'à ce jour un développement et une répartition des équipements collectifs, elle a découvert, face à la crise, un nouvel aspect, celui des activités productives qui constituent l'axe central de toute réflexion. Les efforts régionaux pour l'avenir changent de nature. Hier, à l'époque de la décentralisation industrielle, ce fut l'équipement physique de base : ports, routes, téléphone, zones industrielles, logements. Sans que le rôle de ces équipements cesse d'être important, ils ne sont plus cependant suffisants pour fonder un développement durable. Les facteurs

Par RAOUL CARTRAUD (*)

lourds qui vont déterminer l'avenir s'appellent aujourd'hui formation des hommes, compétitivité des entreprises, qualité et quantité des services aux entreprises, centres de recherche... Et plus profondément, capacité à intégrer tous ces facteurs dans des démarches concrètes.

« Décentralisation : liberté et responsabilité. — Dans la préparation du Plan, l'exécutif régional a pleinement utilisé la liberté et la responsabilité qui lui ont été données. Le dialogue instauré avec les acteurs du développement a été mobilisateur. La nombreuse participation aux travaux préparatoires a dépassé les prévisions les plus optimistes, et les élus régionaux n'étaient plus en situation d'attente, de demande. Ils procédaient à une réflexion d'ensemble débouchant sur des actions de longue durée. Les compétences données aux régions en matière de développement économique venaient conforter cette démarche nouvelle. C'est bien dans l'action que le fait régional pourra s'enraciner. C'est bien dans la mise en œuvre d'une planification décentralisée que la région pourra affirmer sa capacité à assurer ses responsabilités dans le développement économique.

« L'échelon régional et micro-régional. — La région représente un bon niveau de connaissance, d'animation, d'expérience et de soutien au tissu des entreprises, notamment les plus petites. C'est à ce niveau que les entreprises doivent trouver les concours nécessaires pour leur permettre de mieux résister et de

(*) Président (P.S.) du conseil régional de Poitou-Charentes.

conquérir. Leurs potentialités en font un des atouts majeurs du développement régional pour mobiliser les énergies au service de l'emploi. Le développement, l'aménagement du territoire qui y concourt, doivent être appréhendés à l'échelon de chaque bassin d'emploi, premier lieu de solidarité, puis à l'échelon de la région capable de conforter et d'enrichir le développement local, en liaison avec tous les outils économiques dont l'action doit être coordonnée.

« La région partenaire de l'Etat. — Au travers du contrat de plan, la région a été reconnue par l'Etat comme partenaire privilégié pour mettre en œuvre une politique conjuguée des efforts de chacun, point de rencontre entre les priorités régionales et nationales. Il y a à la fois un volontarisme dans la durée qui exige un travail concerté sur le terrain.

Cependant, les régions ne pourront, avec leurs compétences et leurs moyens, répondre à elles seules aux défis économiques de notre temps. Leur rôle d'incitation, d'animation est toutefois loin d'être négligeable. La réussite de la décentralisation passe par une forte déconcentration. Il est quand même significatif que, dans les domaines qui engagent le plus notre avenir, l'Etat soit le moins présent sur le terrain. Je pense à l'industrie, la recherche, le commerce extérieur, où les directions régionales doivent voir leur pouvoir et leur rôle accrus. Si au travers de ces problèmes sont soulevés ceux des compétences et des ressources, qu'on ne saurait négliger, c'est en fait l'enjeu politique des réalités et des ambitions du pouvoir régional qui est posé.

MARENNES OLÉRON

1^{er} producteur d'huîtres en Europe

SECTION RÉGIONALE CONCHYLICOLE - 24, rue Le Terme, 17320 Marennes - Tél. (46) 85.06.69 - Télex : 792295 F HUMARO.

• 2 250 exploitations ostréicoles • Un C.A. de 540 millions en 1982

• 60 millions de douzaines d'huîtres vendues chaque année

A L'HEURE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA PLANIFICATION

UNE RÉGION QUI S'AFFIRME

DANS SES NOUVEAUX POUVOIRS



POITOU-CHARENTES

*"L'entreprise a été au cœur de nos réflexions,
elle doit rester au cœur de nos préoccupations"*

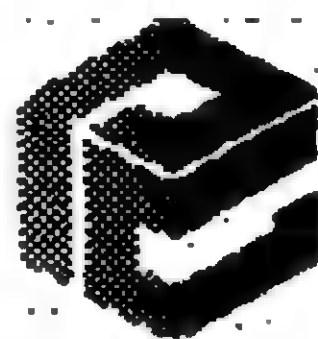
Raoul Cartraud, Président de la Région Poitou-Charentes

La Région met en place les outils capables de répondre aux adaptations et aux mutations que rencontre l'entreprise :

- un soutien dynamique à l'emploi et à l'investissement,
- un pôle technologique régional : bois, industries mécaniques, aéronautiques et thermiques, productions automatisées, industries du sport,
- des services aux entreprises : gestion, marchés, innovation, recherche,

- un observatoire économique,
- un réseau télématique : 10 000 vidéo-textes à usage professionnel,
- le premier programme de recherche agronomique en collaboration avec l'Institut National de la Recherche Agronomique,
- une maison régionale des sciences et techniques,
- la formation professionnelle : un schéma régional, un centre régional d'animation, de ressources et d'information.

UN PARI SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL



RÉGION POITOU-CHARENTES
15 rue Carnot BP 575
86021 POITIERS CEDEX
Tél. (49) 41.47.26

CUN DREIL MORT

le voyage du président de la

CONTI

Des chalutiers

Le chalutier est un navire de pêche qui utilise un filet traîné derrière lui pour capturer les poissons. Il est souvent équipé d'un système de propulsion à hélice et d'un système de navigation à l'échelle. Les chalutiers sont utilisés pour la pêche commerciale et sont souvent équipés d'équipements modernes pour améliorer leur efficacité. Ils sont souvent utilisés pour la pêche de poissons comme le saumon, le thon, le maquereau, etc. Les chalutiers sont souvent utilisés pour la pêche en haute mer et sont souvent équipés d'équipements modernes pour améliorer leur efficacité. Ils sont souvent utilisés pour la pêche de poissons comme le saumon, le thon, le maquereau, etc.

ROYAN

La station des quatre saisons et des
Ville de Congrès Centre Audio-Vis
Pour vos week-ends, vos séminaires
de travail et de détente dans un env



STATION DE RE

Le développement des loisirs a sensiblement augmenté. L'essentiel de ses efforts tend vers un pourcentage croissant de l'ensemble. Dans ce but, il est prévu de protéger les sites naturels et de développer les activités de loisir. ROYAN possède à cet effet de nombreux équipements. Son cadre urbain bien structuré et ponctué de parcs et de jardins. Ses espaces verts et fleuris qui lui ont valu le titre de « Ville fleurie ». La mer et son caractère tempéré. Des plages des conches (grandes et petites). Une campagne reposante que ne separe pas l'industrie. La ville de ROYAN propose donc : Des stages séjour pour sportifs de haut niveau. Des séjours de détente. Des séjours de mieux-être pour actifs fatigués. Chaque séjourant bénéficie pendant sa période de séjour de la pratique d'activités physiques. De circuits touristiques aménagés. D'animations culturelles et de loisirs. Et d'informations audiovisuelles sur la station.

ANGOL

la culture au qu
l'image en mou

تَكَذَّبُ مِنَ الْأَصْلِ

CONTENTIEUX FRANCO-ESPAGNOL

Des chalutiers en ligne de combat

Un sac de nœuds. Un gros paquet d'embrouilles entre marins français et étrangers. Une situation bloquée, on peu s'en faire, sur l'Atlantique. Sale temps de pêche en crasse, et cette épreuve de force se poursuit au soleil. On ne dit pas autre chose ces dernières semaines à Concarneau, à La Rochelle ou à Bayonne. Drôle de drame. Bateaux bord à bord. Marinez le nez. On ne fait plus la pêche mais la guerre. Une bataille navale aux assauts de plus en plus rudes.

Sans bateaux coulés ni morts, mais ce nous pend au nez », dit Joseph Paillet, marin de Groix et patron du chalutier rochelais l'Angoumois. Que cela finisse mal, tout le monde le redoute. M. Daniel Héry, administrateur en chef du quartier maritime de La Rochelle, reconnaît qu'il y a une tension préoccupante, causée à la fois par les réactions de plus en plus violentes des marins étrangers contrôlés en mer par les agents de l'administration française, et par les affrontements de plus en plus fréquents entre pêcheurs français et pêcheurs espagnols.

« Les Espagnols ont faim, et pour les Français c'est vraiment pas le moment de venir manger dans leur gamelle », formule un peu grosse, mais juste, Jean-Pierre Chantecaille, avocat rochelais, ne résume pas tout à fait la situation, mais il ne passe pas à côté de l'essentiel. La flotte espagnole, aussi importante que l'ensemble des bateaux de pêche des Dix, n'a plus accédé depuis 1976 aux eaux communautaires des 200 milles que par des licences délivrées au compte-gouttes par la Commission de Bruxelles. Il n'y en a eu que quarante-huit cette année pour le seul secteur du golfe de Gascogne. D'autre part, des quotas par espèces et toutes les conditions de pé-

che sont strictement fixés. Finalement, si la réglementation à respecter est complexe, elle n'en obéit pas moins au souci primordial de sauvegarder les ressources. Pour ne rien arranger, il y a encore des embrouillaminiés juridico-administratifs. En procédant par échange avec les autorisations accordées à leurs chalutiers, les Espagnols ont obtenu des licences pour leurs bateaux dans le golfe de Gascogne, mais avec des conditions d'immenses lignes, tendant des dizaines de milliers d'hameçons sur plusieurs milles marins.

« C'est complètement fou ! », hurlent les Français dont les chalutiers peuvent de moins en moins travailler dans leurs secteurs de pêche traditionnels du golfe de Gascogne, mais aussi plus au nord, au large de l'Angleterre, ou au sud-ouest de l'Irlande, du côté des bancs de Biabon ou de la Sole.

Bateaux arraisonnés et bagarres rangées à coups de poing et de bouillottes de bière. Dans un premier temps. Maintenant on sort aussi les couteaux et quelquefois même les fusils. « En fait, raconte Joseph Paillet, le patron de l'Angoumois, les Espagnols font ce qu'ils veulent. Ils s'installent en force et ils nous repoussent chaque jour un peu plus loin de nos zones de pêche. Il y a de l'intimidation dans leur manière de faire. Ils nous encerclent et ils menacent de telle sorte qu'on doit couper notre route de pêche, vider et relever le chalut, ou bien alors passer à travers leurs engins en provoquant des dégâts, bien sûr, mais à qui la faute ? »

Le 10 octobre, le chalutier Primauguet est rentré à La Rochelle en ayant le pavillon tribord enfoncé sur une bonne longueur. Il a été abordé par un bateau espagnol au large

d'Arcachon. Pour M. Jacques Laurent, le gérant de l'armement, « on est en train maintenant de cravacher le pire ». Gilles Robic, le patron du Sigibée, qui pêche dans les mêmes parages à moins de 5 milles de la côte, raconte qu'il a dû stopper catastrophiquement pour éviter d'être éprouvé lui-même, et qu'on s'est battu à coups de poisselles d'un bord à l'autre. « A la prochaine marée, j'emporte ma staroline ».

Pavillon de complaisance

« C'est la lutte du pot de fer et du pot de terre », dit Jean-Paul Québéc, le patron du Rocmbole, qui a eu sa part d'aventures. Un jour on l'attaque les Espagnols vont couler un bateau en bois, et il y aura des morts.

« La situation n'a jamais été aussi grave », affirme M. Bernard Mancet, le président du syndicat des pêcheurs artisans de La Rochelle et M. André Auger, armateur et membre du comité économique et social de la région Poitou-Charentes, se demande si les autorités ne vont pas réagir trop tard : « La pêche n'est une telle place dans leur économie qu'il s'agit bien pour les Espagnols d'une question de vie ou de mort. Ils ont d'énormes problèmes de redistribution générale de leur flotte, et l'on sait que leur entrée dans le Marché commun ne sera pas facile à négocier. Mais, à des titres divers, les ports de pêche français sont en crise. La situation, longtemps inquiétante en raison du comportement des marins espagnols, est devenue intolérable. Les Français sont continuellement agressés. L'administration n'a pas les moyens de faire respecter la réglementation. Les tribunaux argotent sur des virgules. Et pendant ce temps les lieux de pêche sont purement et simplement annexés par les Espagnols. Il

est grand temps de remettre un peu d'ordre dans les eaux communautaires ».

Un aspect de l'imbroglio actuel : pour obtenir des droits de pêche supplémentaires, les armateurs espagnols font immatriculer de nombreux bateaux en Grande-Bretagne. Ils naviguent avec un patron anglais, mais l'équipage vient d'Ondarroa, des Pays bas ou de San-Sebastian. Le pavillon de complaisance flotte sur le territoire du poisson européen.

Un pêcheur de Concarneau a blâmé l'autre jour le capitaine britannique du paquebot anglais-espagnol Mountain-Peak, qui a déjà eu à plusieurs reprises des démêlés avec les Bretons.

La marine nationale fait régulièrement intervenir deux dragueurs de mines et le patrouilleur Sterne alors que les Affaires maritimes exercent leur mission de surveillance, de contrôle et d'assistance de Brest à la Bidassoa avec trois vedettes, l'Armoise basée à Saint-Nazaire, l'Armoise à La Rochelle, l'Anelle à Bayonne. Ce n'est pas une affaire de tout repos. De toute façon, les moyens sont limités. Un patrouilleur rochelais ironise : « Aussi efficace que trois Estafettes de la gendarmerie pour des contrôles radar sur la moitié de la France ! ». Ce qui n'empêche rien au danger des missions. Les marins de l'Anelle ont été accueillis à coups de barre de fer et d'épissoirs en tentant d'arrêter un chalutier de Santander. Il y a parfois des poignards au bout des gaffes pour crever le capot Zodiac de la Marjolaine, et l'un des agents de contrôle de La Rochelle a été jeté à la mer. Un autre agent de Bayonne a été assommé d'un coup de sabot.

Courage et sang-froid. Rude métier que celui de « chien de garde ». Le fusil mitrailleur installé depuis peu sur le bateau des Affaires maritimes de La Rochelle n'a pas encore tiré son premier coup de semonce. Il est là pour rassurer l'équipage et pour éviter sans doute qu'on lui fasse un peu moins souvent un bras d'honneur.

Selon les repérages effectués quotidiennement par l'Avion des Affaires maritimes d'Orléans, on estime qu'un quart environ des bateaux espagnols pêchent en fraude dans les eaux communautaires, et Jean-Max Podemont, le second de la Marjolaine, n'hésite pas à dire que plus de la moitié du poisson débarqué dans les ports espagnols de la côte basque est pêché illégalement. « Nous sommes en guerre économique », rappelle récemment M. Chassot, le substitut du procureur de Lorient, en demandant au tribunal de prononcer des amendes suffisamment dissuasives.

La justice est bien embarrasée. Pour M. Michel Digne, de Bordeaux, il y a un vide juridique. M. Chantecaille, de La Rochelle, plaide, lui, que la loi de 1976, qui a fixé les conditions de pêche dans les eaux communautaires, n'a pas annulé les dispositions de l'accord bilatéral signé entre la France et l'Espagne en 1967. Mais un arrêt récent de la Cour de cassation ne permet plus de développer cette théorie.

Il reste aux Affaires maritimes à faire appliquer la loi. Pas simple. M. Daniel Héry, administrateur de La Rochelle, qui déteste aussi longtemps qu'il le faut dans son coffre-fort, à la droite de son bureau, les rôles d'équipage des bateaux espagnols conduits à La Pallice, constate que le nombre des chalutiers arraisonnés est en augmentation : neuf en 1981, onze en 1982, et treize déjà cette année. Arraisonnés, 60 000 F de caution, vente du poisson, saisie éventuellement des engins de pêche, citation à comparaître devant le tribunal... bateau plusieurs jours bloqué à La Pallice.

« Les Espagnols, dit M. Héry, ils ont le couteau sur la gorge, et ils sont prêts à prendre tous les risques ».

« Mon grand-père pêchait ici, et toi tu vas me l'indiquer ? » C'est l'intention d'un pêcheur basque rapportée par Jean-Max Podemont. C'est le principe des droits historiques, revendiqués par les Espagnols. Pour eux, Européens, le golfe de Gascogne sera toujours le golfe de Biscaye.

« C'est une question d'argent », reconnaît M. Henri Cahana, ancien armateur à La Rochelle et vice-consul d'Espagne. Et lorsque l'on parle d'argent, même au Vatican la messe s'arrête. Mais si tout est sérieux, rien n'est tragique. Pas de panique. Le temps arrange tout. A condition de ne pas l'oublier à éliminer nos voisins de cette partie de l'Atlantique qui leur appartient autant qu'à nous.

MICHEL GUILLET

LE PORT DE LA PALLICE

Les prétentions d'un ambitieux

« La Pallice, c'est beaucoup plus que des terre-pleins, des quais et un plan d'eau. C'est tout ce qui est indispensable au développement d'une région autour de son port ». M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle et ministre du Commerce et de l'Industrie, ne manquera pas de le rappeler à M. François Mitterrand, qui termine sa visite dans la région Poitou-Charentes en inaugurant le nouveau port de La Pallice. C'est une étape importante dans l'extension des installations près d'un siècle après l'inauguration, le 19 août 1890, du premier bassin de La Pallice par Sadi Carnot, alors président de la République. Entre-temps, un mille d'escalade a été construit entre La Pallice et l'île de Ré et mis en service en 1940. Il a été agrandi en 1969. Dix années plus tard, le mille a été doté d'un appontement pétrolier.

Mais pour l'avenir du port et de la région, des travaux de grande envergure, dont seule la première tranche du programme est terminée, étaient indispensables. On en parlait depuis trente ans. Finalement, l'opération a été rapidement menée à partir du moment où le dossier a été soumis par la région en 1975. Les travaux ont démarré en 1980 sur le site de Chef-de-Baie, au sud des installations actuelles, et le cargo Côte-d'Or de la Société navale chargeur Delmas-Vieljeux a pu accoster le 22 août dernier au premier quai du nouveau port.

« L'agrandissement du port de La Pallice était une question vitale », fait remarquer M. Constant Brisson, aujourd'hui président hono-

re, et handicapé par les conditions de navigation en Manche, mais qu'il doit donner tout son essor au littoral atlantique. S'il est évident que le port de La Pallice, seul site en eau profonde vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et trois cent soixante-cinq jours par an, n'a pas encore connu le développement que tous ses atouts naturels lui permettaient d'espérer, il apparaît maintenant à tous les responsables politiques et économiques de la région que l'heure de la revanche a sans doute sonné. On ne cite pas de noms, mais il faut suivre le regard des Rochelais vers les grands ports des estuaires voisins de la Loire et de la Gironde quand ils font justement remarquer que l'exploitation du port de La Pallice ne coûte pas un seul centime en travaux de dragage... si ruineux ailleurs.

Le temps est sans doute venu de reconnaître enfin des qualités exceptionnelles qui valent depuis toujours au site de La Pallice d'être considéré comme unique en Europe, avec une profondeur et une sécurité comparables à celles de la rade de Brest, et une superficie égale à celle de la baie de Bantry en Irlande et d'Antifer, près du Havre. Protégé par les îles de Ré et d'Oléron, ce site forme une sorte de baie intérieure de 35 kilomètres de long et de 17 kilomètres dans sa plus grande largeur.

Arrivant en hélicoptère à La Pallice avant d'aller à La Rochelle en bateau, M. François Mitterrand entendra l'ensemble des explications sur le vaste programme d'aménagement du port, dont la première partie seulement est réalisée. Une digue courbe, pour orienter correctement les courants, protège un terre-plein de 10 hectares environ, avec un premier quai de 180 mètres. Dans la seconde phase des travaux, la superficie des terre-pleins sera portée à 30 hectares, avec au moins un nouveau poste à quai. D'autre part, il est urgent maintenant de réaliser le prolongement du quai Surcouf, réservé au chargement des céréales, qui doit être porté à 600 mètres, avec deux autres postes de chargement.

L'engagement financier de l'Etat (33 %) devrait être confirmé à l'occasion de la visite du président de la République. Si les délais sont respectés, il est prévu qu'en 1990 La Pallice aura donc été dotée de quatre quais supplémentaires et de 40 hectares environ de terre-pleins nouveaux. Dans une troisième phase de travaux, il est envisagé de créer au nord de l'avant-port trois autres quais et 100 hectares de terre-pleins. Enfin, une quatrième partie du programme d'extension a été étudiée, mais sa réalisation est à une échelle beaucoup plus lointaine. A terme, c'est le doublement du trafic actuel, avec quinze postes supplémentaires, qui est visé.

Les travaux de la première phase sont de l'ordre de 183 millions de francs. Ils ont été financés selon la répartition suivante : Etat, 33 % ; SIVOM de La Rochelle, département de la Charente-Maritime et région Poitou-Charentes, 42 % ; chambre de commerce de La Rochelle, 25 %. D'autre part, la chambre de commerce de La Rochelle, qui a totalement à sa charge les investissements dits de superstructure, a engagé une dépense de 25 millions de francs pour l'acquisition de trois nouvelles grues.

Il est à noter l'amélioration de la desserte routière du port par la mise en service récente de son raccordement à la route de La Rochelle. Quant à la desserte ferroviaire, le président de la République, à qui l'on aura parlé par ailleurs du LGV-Atlantique, aura bien sûr sous les yeux le dossier de l'électrification de la ligne Portiers-La Rochelle, qui comprend encore une voie unique de 29 kilomètres entre Luignac et Saint-Maixent. Autant dire, si ce n'est évident, qu'il manque encore ici et là quelques pièces au dispositif destiné à faire de La Pallice le port du Centre-Europe sur l'Atlantique.

M. G.

Céréales et bois

Le port de La Pallice, qui est, après Rouen et Le Havre, le troisième port céréalier de France, assure 93 % des exportations générales de la région Poitou-Charentes et 75 % de ses importations. Le trafic record du port a été enregistré en 1980 avec 4 700 000 tonnes. En 1982, le port a réalisé un trafic de 3 830 000 tonnes.

Le port est au premier rang en Europe pour les importations de paille de bois. Enfin, au 30 septembre de cette année, le trafic total s'élevait à 3 247 525 tonnes, en progression de plus de 13 % sur l'année dernière.

raire de la chambre de commerce et d'industrie de La Rochelle, et qui a joué un rôle de premier plan dans cette entreprise. « Notre port n'était plus adapté aux conditions modernes de travail, en raison principalement du manque de zones de stockage. L'an dernier, par exemple, nous avons réceptionné 1 463 tonnes de marchandises par mètre linéaire au lieu de 1 000. C'est le double de la moyenne. Dans ces conditions, on fait de l'acrobatie et ça coûte cher ».

Il faut savoir en effet que le transbordement supplémentaire des bois pour le stockage alourdissait la facture de 20 francs par tonne, et ce pour plus d'un million de tonnes par an. Il n'empêche que les magistrats de la Cour des comptes n'ont pas vu d'un bon œil les conditions de l'opération d'extension de La Pallice et qu'ils ont fait des réserves sur sa rentabilité, notant entre autres l'endettement excessif de la chambre de commerce pour cette opération.

« L'avenir nous donnera raison », répond M. Brisson, en rappelant que le trafic s'est développé après chaque extension des installations. « En quinze ans, La Pallice a doublé son activité. Pour notre part, nous nous préparons pour la fin du siècle et au-delà. C'est tout aussi réaliste qu'ambitieux ».

On pense, à La Rochelle, que le doublement du trafic européen des marchandises (prévu pour les vingt prochaines années) ne se fera pas au bénéfice des ports du Nord, à l'op-

ROYAN

La station des quatre saisons et des cinq plages. Ville de Congrès, Centre Audio-Visuel d'Enseignement des Langues. Pour vos week-ends, vos séminaires, vos vacances, un lieu privilégié de travail et de détente dans un environnement exceptionnel.



STATION DE REVITALISATION

Le développement des loisirs a sensibilisé l'Homme vers l'expression physique et corporelle. L'essentiel de ses efforts tend vers la conservation du capital santé et l'intensification d'un pourcentage croissant de l'ensemble de la population.

Dans ce but, il est prévu de protéger sa santé, augmenter son temps de loisirs et satisfaire ses besoins d'expression physique pour espérer pouvoir prolonger son temps de vitalité.

ROYAN possède à cet effet de nombreux atouts :

- Son cadre urbain bien structuré et ponctué de réalisations de l'art contemporain de bonne facture.
- Ses espaces verts et fleuris qui lui ont déjà valu d'être classée.
- La mer et son caractère tempéré.
- Des plages, des conches (grandes et petites), enserrées dans le tissu urbain lui-même.
- Une campagne reposante que ne sépare de la ville aucune banlieue, résidentielle ou industrielle.
- La ville de ROYAN propose donc :
 - Des stages séjour pour sportifs de haut niveau.
 - Des stages pré-compétitifs.
 - Des séjours de mieux-être pour actifs fatigués.
 - Des cures d'amaigrissement.
- Chaque séjournant bénéficiera pendant cette période :
 - De l'initiation à la pratique d'activités physiques et sportives.
 - De circuits touristiques aménagés.
 - D'animations culturelles et de loisirs.
 - Et d'informations audiovisuelles sur la santé, l'hygiène corporelle et l'esthétique.

ANGOULEME : deux priorités culturelles



la culture au quotidien :

l'image en mouvement :

Salon international de la B.D., circuit des remparts, enseignements artistiques...

cinéma d'animation, médiathèque, vidéothèque...

Service d'information municipal : (45) 38-98-44

PLAN ROUTIER

De l'Atlantique... vers l'Europe

Parmi les dossiers qui seront soumis à l'attention du chef de l'Etat, celui des investissements routiers est essentiel. En Poitou-Charentes, les pouvoirs publics et les usagers de la route ont certes salué la mise en service du tronçon Poitiers-Bordeaux de l'autoroute Aquitaine, tronçon inauguré par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, en juillet 1981, et se réjouissent de constater que la mise à deux fois deux voies de la RN 10 entre Poitiers et Angoulême se poursuit. Mais il n'en reste pas moins vrai que les édiles de Poitou-Charentes souhaitent un « désenclavement » plus complet de leur région. Certes, un effort réel a été entrepris pour atteindre cet objectif. Le président de la région, M. Raoul Cartraud, député et maire (P.S.) de Civray (Vienne), rappelle que l'établissement public régional a consacré depuis 1974 135 millions de francs d'investissements aux routes, ce qui a permis de réaliser près de 400 millions de francs de travaux.

Effort louable certes, mais les priorités d'action demeurent cependant nombreuses. Il reste encore beaucoup à faire : d'abord, l'amé-

gement de la RN 10 entre Poitiers et Bordeaux (56 kilomètres aménagés en 1983), le désenclavement de la façade maritime (amélioration des dessertes qui conduisent vers le port de La Pallice), l'aménagement à deux fois deux voies de la RN 11 entre le sud de Niort et le port de La Pallice, et la modernisation de la branche sud de l'axe routier Centre-Europe-Atlantique (La Rochelle, Rochefort, Saintes, Angoulême et Limoges), et aussi de la branche nord avec les routes départementales 948 et 951.

Dernière requête : le classement au titre des itinéraires européens, de la partie Angoulême-Bordeaux de la RN 10, de façon à assurer la continuité de la liaison Genève-Bordeaux par Limoges et Angoulême.

Si tout n'est pas parfait en Poitou-Charentes, du côté des routes, la situation n'est guère meilleure pour ce qui concerne les voies ferrées. Certes, l'annonce par le président de la République, le 15 septembre 1983, de construire le T.G.V. atlantique a été fort bien accueillie puis-que cette réalisation mettra La Rochelle à trois heures de Paris au lieu

de quatre aujourd'hui, mais, dans l'immédiat, les conseillers régionaux de Poitou-Charentes pensent davantage à l'électrification de la voie ferrée Poitiers-La Rochelle. L'idée de moderniser cette voie date de plusieurs décennies, mais c'est le 16 novembre 1979 que la question a été inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée régionale.

En juin 1980, une étude était confiée à l'OREAM (1), de Nantes, mais il est apparu rapidement que le plan de financement de cette opération soulevait des difficultés. Jusqu'à présent, la région hésite à s'engager dans un tel débat, mais le président, M. Raoul Cartraud, pense qu'elle ne peut plus maintenant s'y soustraire. Toutefois, l'addition sera lourde si le projet est retenu. Actuellement, les conditions économiques de juin 1983, la demande de subventions formulée par la S.N.C.F. représente un volume de 148,5 millions de francs alors que le budget de la région pour 1983 est de 334 millions.

BERNARD HILBERT.

(1) Organisme régional d'aménagement.

Banc d'essai à Royan

Allez les ASSEDIC !

« Terrible pénurie d'enseignants, de matériels, de locaux... Voilà le cri d'alarme lancé depuis quelques années par les rapports officiels sur la formation des informaticiens.

« Déficit dramatique du commerce extérieur ; les Français ne savent pas vendre à l'étranger », entend-on par ailleurs. Je me sens concerné, et je me sens perplexe tout à la fois. Concerné, parce que le centre de formation que je dirige est justement orienté dans ces deux domaines : celui de la formation des informaticiens en programmes annuels de 1 200 heures, et celui de la formation en langues étrangères de salariés ou de demandeurs d'emploi qui désirent exercer leur profession à l'étranger ou à l'exportation. Perplexe, parce que, pour les formations en informatique, nous sommes abondamment pourvus d'enseignants permanents et vacataires, dotés d'un puissant matériel. Pour les formations linguisti-

ques, nous n'avons pas à nous plaindre non plus, avec plus de trois cents stagiaires en permanence toute l'année.

Et nous pourrions faire mieux, si nos capacités d'accueil étaient utilisées à plein, surtout en informatique, où, cette année, la dotation de l'Etat en crédits de fonctionnement ne nous permettra de tourner qu'à 50 %. C'est dommage, quand on sait que nos formations longues conduisent à une haute qualification professionnelle et débouchent à 100 % sur un emploi bien rémunéré (analyste-programmeur, ingénieur de production assistée par ordinateur par exemple).

On en vient au cœur du problème : malgré les sommes considérables dégagées par l'Etat pour financer les actions de formation professionnelle des adultes, est-on bien sûr que la répartition qui en est faite au niveau des régions sera suffisante

pour rentabiliser au mieux les moyens existants ? Dans la négative, ne pourrait-on faire appel à d'autres sources de financement complémentaires, et en particulier à l'aide des ASSEDIC (1) pour la rémunération des stagiaires pendant leur formation, quand on est certain que cette dernière leur permettra à coup sûr de retrouver un emploi ? Est-il déraisonnable d'envisager, dans certains cas d'espèce, une coopération Etat - ASSEDIC dans laquelle celles-ci continueraient à rémunérer le stagiaire pendant sa formation, et celui-ci n'assurait plus que les frais de fonctionnement du stage, ce qui lui permettrait pratiquement de doubler le nombre de ses actions de formation ?

MAX M. DELHOMME, directeur du Centre audiovisuel de Royan pour l'étude des langues et de l'informatique.

(1) Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

IMAGES D'ANGOULÊME

La révolution industrielle de la B.D.

A Angoulême, M. François Mitterrand est attendu pour un mariage : celui de la bande dessinée et de l'ordinateur. Grâce aux crédits du « plan images » de M. Jack Lang, Angoulême a maintenant les moyens de son ambition : devenir très vite le premier centre européen de production et de fabrication de dessins animés et, à moyen terme, la ville de l'image électronique sous toutes ses formes.

L'histoire commence en 1973 avec le premier Salon de la bande dessinée, simple rassemblement de quelques collectionneurs locaux qui prend du poids au fil des ans. En 1977, une jeune équipe socialiste enlève la mairie et choisit de consacrer désormais 12 à 15 % du budget de la ville à la culture. Le Salon international de la B.D., un moment remis en question, se trouve porté par le flot. Ce parti pris en faveur des nouvelles formes d'expression culturelle coïncide avec l'intérêt que les éditeurs portent au salon, dont ils font une véritable manifestation professionnelle. La venue de M.M. Jack Lang et Georges Fillioud en 1982 prend valeur de consécration.

A cette « locomotive » culturelle, les Angoumoisais essaient rapidement d'accrocher quelques wagons économiques. L'industrie papetière charentaise est à bout de souffle. Pourrait-on la relancer en imprimant les albums de B.D. ? L'argument du salon, c'est-à-dire d'une manifestation épistémologique en janvier paraît bien mince. Pour impliquer davantage la B.D. dans la ville, M. Jean-Michel Boucheron, député (P.S.), crée donc une « Maison de la B.D. », fait ouvrir une formation de dessinateur à l'école des Beaux-Arts, obtient de M. Lang le dépôt légal de bandes dessinées pour le musée municipal et même une ligne budgétaire pour la construction à Angoulême d'un musée de l'illustration et de la bande dessinée.

« C'est l'image qui devient la cohérence de ma réflexion industrielle », affirme le maire d'Angoulême. A force de faire usage des Dargaud, Casterman, Glénat et autres éditions du

Lombard, M. Boucheron a compris que les investissements lourds des éditeurs porteraient désormais sur le dessin animé et plus seulement sur la bande dessinée : il n'y a pas de marché mondial de l'album franco-belge. Or l'Europe francophone regorge de dessinateurs et même d'éditeurs, mais n'a pas un seul centre moderne de production de dessins animés : les *Matras du temps*, de Moebius, ont été animés en Hongrie. Les Schtroumpfs et autres Lucky Luke sortent des studios américains.

L'informatique au « top niveau »

A M. Mitterrand, qui parlait un jour de « communication et image », Georges Dargaud en fit la remarque. Le syndicat mixte d'Angoulême, qui rassemble les communes de l'agglomération, le conseil général et la chambre de commerce, saint la belle au bond : les sensibilités politiques fort différentes des tenants partisans permettent, paradoxalement, un consensus sur les problèmes industriels. Un voyage à Silicon Valley, en Californie, achève de lever les dernières hésitations. Le syndicat mixte participera aux côtés d'investisseurs semi-publics (Agence pour le développement de l'informatique, Caisse des dépôts et peut-être Sofrad) au capital de la société Images par ordinateurs (I.O.), dont la création a été annoncée le 6 octobre dernier. Le ministère de la culture apporte 4 millions de francs (une somme renouvelable) au nom du soutien aux industries de la culture. « Cela implique que l'Etat va investir dans le dessin animé, financièrement, mais aussi moralement », se félicite M. Jean-Michel Boucheron.

Qui, en dehors de la Société française de production (S.F.P.) et de l'unité d'Angoulême, pourra alimenter en dessins animés français l'énorme marché des quatre chaînes connues à ce jour et celui des innombrables futures chaînes câblées ? Un long métrage de quatre-vingt-dix minutes repré-

sente dix-huit mois de travail pour cinquante personnes. La culture devient enfin créatrice d'emplois.

Pour rendre ses productions concurrentielles par rapport à celles qui sortent des studios japonais ou américains, l'étranger appelle aux techniques les plus sophistiquées. Vendredi, le dessinateur de Salammbô, fera pour le président de la République une démonstration des possibilités offertes par la palette d'animation électronique, dont la mémoire restitue au coloriste des centaines de milliers de nuances. Les premiers informaticiens-graphistes du projet I.O. sont attendus en Charente avant la fin de l'année.

Un bonheur n'arrivant jamais seul, M. Dan Vicas, président de l'International, a annoncé le 25 octobre, son intention d'implanter à Angoulême la première unité européenne de lecteurs de disques vidéo interactifs (ces lecteurs reposent sur l'association d'un écran sensible et d'un disque vidéo pour obtenir une image interactive).

Cette implantation constitue la première manifestation concrète de cette synergie des techniques de pointe à laquelle croit de toutes ses forces le maire d'Angoulême : « La culture est créatrice d'emplois quand on y associe les techniques de pointe, mais il faut une cohérence : c'est celle de l'image ». La chance d'Angoulême, pense-t-il, est d'être désormais condamnée à accueillir le « top-niveau » de l'informatique : pour rester compétitive, la production charentaise de dessins animés devra suivre l'évolution de la technique.

Au terme de cette logique de l'image, se profilent, bien sûr, le câblage et la télévision locale. Angoulême n'a pas encore demandé le câble mais va au moins lancer une étude. « Si Angoulême pouvait être câblée dans un délai raisonnable, disons avant 1990, nous pourrions proposer aux coproducteurs de dessins animés de tester leurs produits en vraie grandeur dans toute la ville », conclut M. Boucheron.

JEAN-PIERRE DUFRENNE.

Université

M. Jacques Chirac, président de la République, a été reçu à l'université de Poitiers le 2 novembre 1983. Il a été accueilli par le recteur, M. Jean-Louis Baudry, et par le président de l'université, M. Jean-Louis Baudry. M. Chirac a été reçu dans une atmosphère de grande courtoisie. Il a écouté avec attention les exposés des différents responsables de l'université. Il a également échangé avec les étudiants et les enseignants. M. Chirac a souligné l'importance de l'éducation et de la recherche scientifique. Il a encouragé les efforts de l'université de Poitiers pour améliorer la qualité de l'enseignement et pour promouvoir la recherche. Il a également souligné l'importance de la coopération entre l'université et le monde professionnel. M. Chirac a promis de continuer à soutenir l'université de Poitiers dans ses efforts pour améliorer la qualité de l'éducation et pour promouvoir la recherche scientifique.

Les tr

Le 2 novembre 1983, M. Jacques Chirac, président de la République, a été reçu à l'université de Poitiers. Il a été accueilli par le recteur, M. Jean-Louis Baudry, et par le président de l'université, M. Jean-Louis Baudry. M. Chirac a été reçu dans une atmosphère de grande courtoisie. Il a écouté avec attention les exposés des différents responsables de l'université. Il a également échangé avec les étudiants et les enseignants. M. Chirac a souligné l'importance de l'éducation et de la recherche scientifique. Il a encouragé les efforts de l'université de Poitiers pour améliorer la qualité de l'enseignement et pour promouvoir la recherche. Il a également souligné l'importance de la coopération entre l'université et le monde professionnel. M. Chirac a promis de continuer à soutenir l'université de Poitiers dans ses efforts pour améliorer la qualité de l'éducation et pour promouvoir la recherche scientifique.

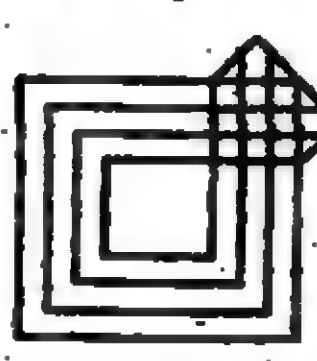
La Rochelle et son SIVOM

Une ville largement ouverte sur l'Atlantique, un site exceptionnel pour des entreprises dynamiques, des zones d'activités économiques, portuaires, industrielles, artisanales, commerciales.

L'aide à l'industrialisation, un service économique, entièrement viabilisés - Prix adaptés - Facilités de paiement, des bâtiments relais disponibles, en vente ou location, étude de plan de financement, étude de localisation, montage des dossiers d'aides financières, de primes de développement.

Formation universitaire locale : IUT, BTS, faculté de droit, liaisons aériennes - Paris, Lyon - ferroviaires, routières.

Renseignements :



SIVOM

Syndicat Intercommunal à vocation multiple
Mairie de La Rochelle - BP 1541 - 17008 LA ROCHELLE CEDEX
Tél. : (46) 41 90 44.

Un conse



هكذا من الأصل

POITIERS ET SES CHERCHEURS

Universitaires sans frontières

M. Jacques Borzeix, président de l'université de Poitiers, n'apprécie pas modérément que l'on qualifie son établissement de « modeste ». Ni petite ni moyenne, l'université de Poitiers est « de taille raisonnable ».

Très ancienne — certains prétendent même une des plus anciennes de France — l'université de Poitiers a joué d'un prestige certain auprès des étudiants. Peu après sa création, vers les années 1430, elle comptait quatre mille étudiants en théologie, médecine, droit et arts libéraux. Le développement a été continu jusqu'aux années 60 ; mais la création d'universités à Tours et à Limoges, le développement de Nantes et l'attraction exercée par les établissements bordelais ont empêché le nombre des inscrits de continuer de croître de façon importante.

Plus de quatorze mille étudiants fréquentent l'université de Poitiers, mais ce chiffre pourrait être plus élevé. Selon M. Borzeix, la région Poitou-Charentes scolaire peu de jeunes dans l'enseignement supérieur : « Par rapport aux autres régions françaises, nous sommes même en retard ». Légèrement amer, M. Borzeix explique que « la qualité des établissements n'est pas en cause ». Il estime même qu'il existe à Poitiers « un bon niveau de recherche ».

Une tradition ancienne et la volonté des responsables de mener une politique audacieuse ont permis à l'université de Poitiers de développer des recherches très diversifiées en étroite collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). A Poitiers existent de gros laboratoires regroupant plusieurs dizaines de chercheurs, mais aussi des équipes plus petites. Au total, dix-sept formations sont associées au C.N.R.S.

« Nos activités de recherche recouvrent toutes les disciplines universitaires traditionnelles, précise M. Borzeix, puisque nous sommes un établissement pluridisciplinaire. » Selon lui, les axes importants de ses activités recoupent le domaine des matériaux, le secteur mécanique et énergétique, l'agro-alimentaire, les recherches biomédicales et de santé, l'économie régionale et les études de civilisation médiévale. La palette est donc large

et fait voisiner des chercheurs en sciences humaines, des économistes, des médecins et des spécialistes de chimie ou de physique. Dans les laboratoires, de nouvelles orientations apparaissent. Il en est ainsi de la recherche menée sur des matériaux pour les sols sportifs par des enseignants amateurs — et pratiquants — de sport. Les études menées à l'Ile d'Oléron ou dans le Marais poitevin pour explorer le milieu aquatique (étude du cycle biologique de la crevette des marais) et mieux connaître ses richesses montrent que l'université n'oublie pas sa façade maritime.

Les plus grosses installations de l'université sont sans doute celles du Centre d'étude aérodynamique et thermique (C.E.A.T.). Équipé de souffleries hypersoniques, de souffleries à eau ou à hautes températures, de réacteurs thermiques, de casemates pour l'étude des explosifs,

ce centre permet des recherches dans de nombreux domaines de la mécanique et de la thermique, comme l'aérodynamique ou l'étude des matériaux sous très haute pression. Une structure complexe, souvent mise à contribution par des industriels de toute la France, et qui regroupe plus de deux cent cinquante chercheurs et enseignants-chercheurs. M. Thierry Alziary de Roquefort, responsable du laboratoire d'études aérodynamiques, explique que cet ensemble de recherche est « appuyé par une forte structure d'enseignement à des niveaux divers, avec l'Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique (ENSM), mais aussi un I.U.T., des maîtrises de sciences et techniques (M.S.T.), et des formations de deuxième cycle ».

L'agro-alimentaire est un des thèmes de recherche qui correspondent à une activité économique dominante en Poitou-Charentes. Le

laboratoire d'étude des biotransformations participe par une de ses équipes à la valorisation de produits alimentaires fermentescibles provenant des laiteries de la région. Pour le président, il s'agit là d'échanges intéressants entre les activités économiques régionales et les recherches menées par des équipes de médecins ou de scientifiques. Le Centre d'étude en gestion, qui s'intéresse à l'adaptation et au développement des petites et moyennes entreprises, tente lui aussi de trouver des moyens d'application à ses recherches en proposant certains de ses services aux P.M.E. du secteur agro-alimentaire ou de textile-habillement, nombreuses dans la région. La jonction université-région semble donc posséder quelques points d'ancrage solide. « Nous souhaitons aider la région dans son développement », déclare M. Borzeix, en affirmant que l'université et surtout les universitaires sont prêts à mettre leurs connaissances au service des responsables économiques.

Mais les instances régionales n'apportent peut-être pas à l'établissement toute l'aide nécessaire. Selon un vice-président, M. James Maisiat, elles ont tendance à considérer l'université « comme un très beau meuble posé dans un coin. Cela fait cinq cent cinquante ans qu'on est là, et les élus ne mesurent pas assez l'intérêt d'entretenir ce meuble ». Alors les universitaires tentent d'intéresser le conseil régional. Pour M. Borzeix, le travail en commun réalisé pour préparer le IX^e Plan a été « excellent ».

Optimiste pour l'avenir, le président parle de la création d'un I.U.T. de plein exercice à Angoulême ou de l'ouverture d'une maîtrise de sciences et techniques (M.S.T.) à La Rochelle, axée sur l'exploitation des ressources biologiques du littoral. Il évoque les développements possibles dans le domaine des industries du sport, un secteur nouveau qui pourrait intéresser des entreprises de la région, productrices de terre réfractaire.

En octobre, l'université a fêté avec faste son 550^e anniversaire, mais le passé prestigieux n'empêche pas les responsables de se préparer aux technologies de futur.

SERGE BOLLOCH.

PROTESTANTS A LA ROCHELLE

Les nouvelles missions des disciples de Calvin

Une légende à détruire : les protestants de La Rochelle ne sont pas proportionnellement plus nombreux que dans le reste de la France. Ceux qui le croient enjambent l'histoire et se trompent de siècle.

En fait, les disciples de Calvin, qui résidaient pendant plusieurs années dans l'Angoumois et y préparèrent son livre de base *l'Institution de la religion chrétienne*, ne représentent plus que 1 % de la population et ne se comptent pas forcément parmi les aisés.

Mais, leur modestie doit-elle en souffrir, ces réformés pèsent d'un poids moral particulier. Les persécuteurs d'antan n'ont pas laissé de ressentiment visible. Les protestants de La Rochelle, qui, jadis, voulaient « achever tous les papaux », sont devenus tolérants. Tolérants et particulièrement actifs. Catholiques et réformés ne désignent plus guère les différences de leur credo et se trouvent d'accord pour apprécier l'ancien évêque local, Mgr Favreau, sensible à leurs aspirations respectives.

En pleine zone piétonnière de la vieille ville, le temple réformé, acquis aux Récollets en 1793, dresse sa façade ravagée, par coïncidence, à la veille de l'assemblée plénière de la Fédération protestante de France, du 11 au 13 novembre. Les participants à cette réunion pourront se remémorer dans le passé tumultueux du protestantisme régional en se familiarisant, dans la tribune du premier étage, jusqu'au musée, qui s'est efforcé de bannir toute présentation agressive.

Le pasteur de La Rochelle doit faire face à des fidèles de diverses tendances et veiller à leur bonne entente. Les activités des « charismatiques », par exemple, ont créé quelques difficultés aux protestants de vieille souche, qui doivent cependant convenir qu'ils ont contribué à un certain renouveau paroissial par des méthodes inédites.

Longtemps à la traîne, la liturgie culturelle est sur le point de prendre un nouveau départ, sorte de « révolution tranquille », amorcée par une équipe de laïcs qui n'ont de traditionnel que le nom.

Autre forme de pluralisme : la présence à La Rochelle depuis quarante ans de la mission populaire évangélique. Derrière cette appella-

tion désuète se cache une sorte de service social qui fait éclater tout cloisonnement confessionnel, en plein accord avec la paroisse. On s'y intéresse à de multiples formes de misères, non à coup de bonnes paroles et d'attitudes moralisatrices, mais grâce à des activités très concrètes.

Avec les pauvres

Le chômage (9 000 demandeurs d'emploi) est, à La Rochelle, une réalité angoissante qui mobilise beaucoup d'énergies conjuguées. L'Île de Ré, toute proche, et son pénitencier — près de cinq cents détenus — donnent mauvaise conscience à des chrétiens qui connaissent de bouche à oreille les déficiences de cette prison, des réformes carcérales plus ou moins montées et l'action entrecroisée des visiteurs et des familles (1). Un aumônier catholique et un officier de l'Armée du salut faisant fonction d'assistant social se collectent avec des difficultés quotidiennes dont le poids retombe sur leurs pensionnaires.

L'exposition itinérante « La prison dans la ville », qui s'est tenue à La Rochelle en 1983, a été un retentissement extraordinaire. La mission populaire fut chargée d'en coordonner les activités : forums, circulation de livres, débats sur la répression et la rééducation.

La mission populaire a fait venir à La Rochelle des classes de handicapés de Milcon ; elle a organisé des contacts avec des représentants de la résistance au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador. Elle entretient des rapports étroits avec les Portugais de la région et aussi avec les musulmans.

Par vocation originelle, la mission s'occupe des alcooliques en veillant à leur réinsertion sociale. Elle lutte ainsi contre la fatalité, semant l'espérance dans des milieux qui se méfient souvent des convictions religieuses.

HENRI FESQUET.

(1) Lire l'article de Bertrand Le Gendre dans *le Monde* du 22 septembre.

Les trois chances de l'agriculture

Très importante en Poitou-Charentes, l'agriculture y souffre d'un vieillissement et d'un amenuisement de la population active. Un quart environ des actifs présents actuellement sur les exploitations partent à la retraite d'ici à 1990. Il faut leur trouver des remplaçants jeunes, formés, dynamiques et disposant d'un revenu convenable, et parallèlement accroître la valorisation de la production agricole.

Dans le projet de contrat de plan qui est négocié avec l'État, trois orientations, trois « filières », sont retenues.

Le lait. — L'objectif pour 1988 est de 10 millions d'hectolitres de lait de vache, avec un rendement moyen de 4 200 litres par animal (3 800 en 1980). Mais Poitou-Charentes se singularise aussi par la production de lait et de fromage de chèvre. L'objectif est fixé à 1,8 million d'hectolitres, contre 1,4 actuellement (1).

La viande. — Dans ce secteur aussi des efforts quantitatifs et qualitatifs sont engagés ; ils concernent les viandes de bœuf,

de mouton (promotion du label « agneau de Poitou-Charentes »), de porc et de lapin (20 000 tonnes en 1988 pour cette dernière espèce).

Les oléagineux et les protéagineux. — Il s'agit de mettre l'accent sur les cultures qui pourraient faire l'objet de programmes pilotes reconnus et financés par l'État (colza, luzerne, tournesol, lupin).

Dernier point qui mérite l'attention : la région Poitou-Charentes propose au Cameroun un programme de coopération agricole, notamment dans le secteur de l'élevage des chèvres.

(1) La région Poitou-Charentes assure 80 % de la transformation industrielle du lait de chèvre.

* Signalons la parution toute récente d'un intéressant atlas agricole de la région qui est disponible soit aux services de la région Poitou-Charentes, 15, rue Carnot, 86000 Poitiers, tél. : (49) 41-47-26, soit aux services régionaux du ministère de l'Agriculture, 47, rue de la Cathédrale, 86000 Poitiers, tél. : (49) 41-47-36.

Un conseil général qui entreprend Un département qui gagne

[La construction du "Charente-Maritime" est plus qu'une grande réalisation ; c'est un symbole : la volonté d'œuvrer ensemble dans la même direction, en tirant parti des capacités et des complémentarités de tous. Voilà ce qui conduit l'action du Conseil Général de la Charente-Maritime.]

Philippe MARCHAND
Président du Conseil Général
Député

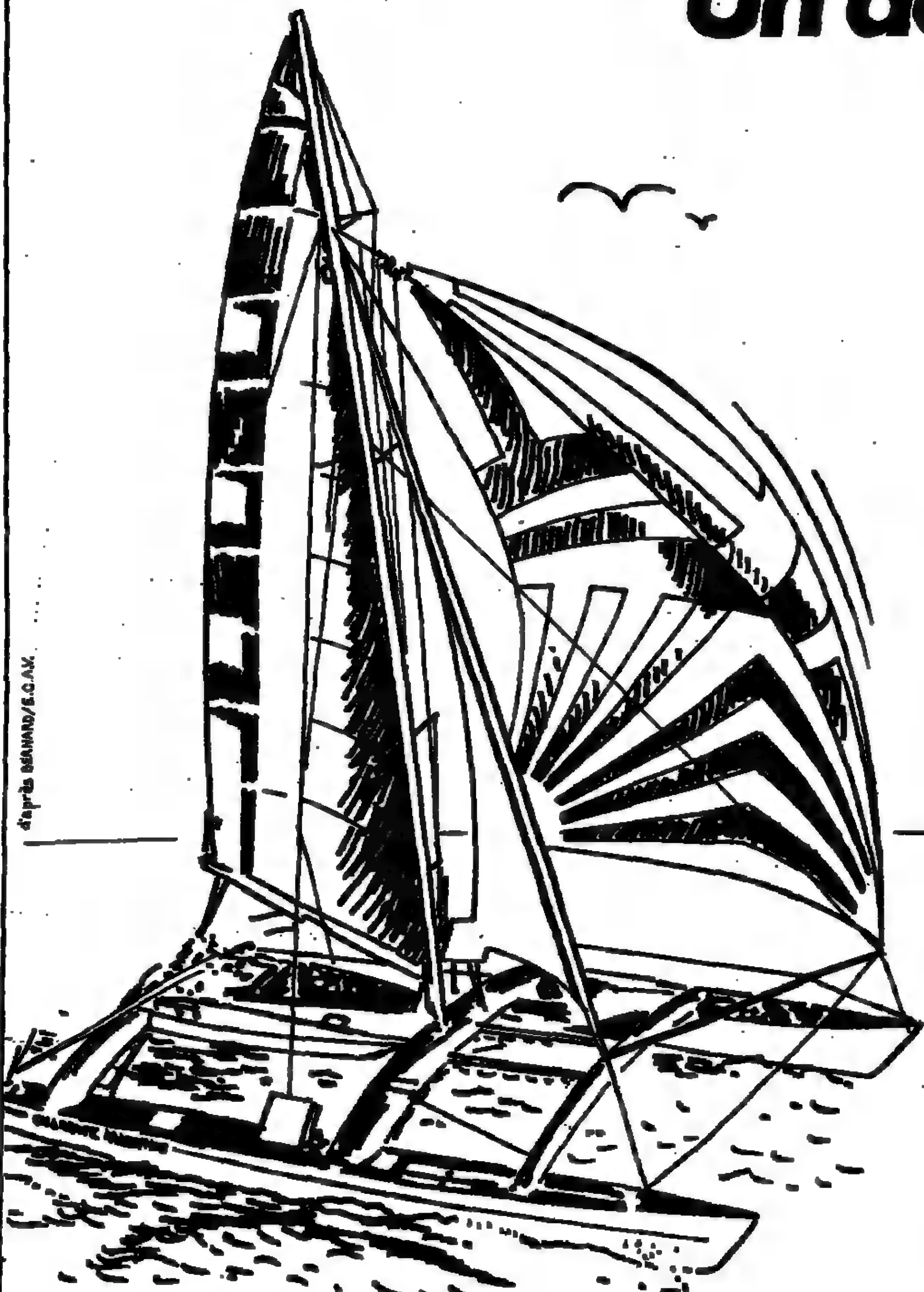
Le Conseil Général de Charente-Maritime

Incite, par ses outils : les fonds d'aide départementaux, aux économies d'énergie, à l'industrialisation et au développement économique, à la revitalisation du centre des petites communes.

Soutient, le développement et les activités des grands secteurs économiques. En particulier, les activités liées à la mer : gestion et aménagement des ports, relance de la pêche, développement de l'aquaculture, le tourisme : aides à la construction de structures d'accueil et d'animation.

Décide, des grands travaux d'infrastructure routière : pont de Ré, plan routier charentais, des grands travaux d'assainissement et d'hydraulique en milieu rural, d'une ambitieuse politique culturelle.

CONSEIL GÉNÉRAL DE CHARENTE-MARITIME - Hôtel du Département - BP 600
17023 LA ROCHELLE CEDEX - tél. : (46) 41 73 77.



CHEZ LES PRODUCTEURS DE COGNAC

Le goût amer de la «cuvée Bérégovoy»

Les vendanges vont s'achever dans le vignoble charentais, sous un beau soleil qui a fait monter sensiblement la teneur en sucre des moûts et, donc, leur teneur en alcool, prévue au départ pour 7 à 8° et qui est en passe d'excéder 9°. C'est une bonne surprise, car une certaine inquiétude régnait fin août et surtout au début d'un mois de septembre plutôt frais. Le temps s'est sensiblement réchauffé depuis, améliorant la qualité de la récolte. Cette dernière, sans égaler le record de 1982 (13 millions d'hectolitres), sera vraisemblablement très correcte, de l'ordre de 10 millions d'hectolitres.

Malheureusement, à l'inverse de la Champagne, où une deuxième récolte du siècle a conjuré la menace d'une dangereuse diminution du stock minimal (trois ans de production) et permet de relancer des exportations volontairement réduites, les Charentes ne sont guère disposées à paviser au seuil de l'hiver. C'est que la quantité d'alcool pur résultant de la distillation, principal débouché pour la vendange après la fabrication de mousses et de jus de fruits, qui est très réglementairement, sera légèrement inférieure à celle de l'année dernière, soit 420 000 hectolitres. Sans doute, les négociants achèteront un peu plus (110 à 115° de leurs achats antérieurs). Mais, de toute façon, la consommation est orientée à la baisse depuis la campagne 1979-1980, qui enregistra un record absolu de ventes, avec 151,6 millions de bouteilles : en quatre ans, le fléchissement glo-

bal atteint 8 % et plus de 12 % pour les exportations.

Dans ce secteur comme dans d'autres, la crise est passée par là. Les marchés étrangers souffrent depuis le premier choc pétrolier de 1973. En revanche, la hausse du dollar est venue gonfler les produits des ventes en francs (+ 8 % en 1982-1983, alors que la valeur régressait de 2,3 %). Depuis trois ans déjà, les États-Unis ont supplanté la Grande-Bretagne comme premier consommateur de cognac, avec 23 % des expéditions (24,7 millions de bouteilles), et de grands espoirs sont mis dans le marché américain, considéré comme le plus prometteur et le plus riche. La plus grande consommation par tête est néanmoins celle de Hongkong (8,2 millions de bouteilles importées) : les Chinois utilisent le cognac coupé d'eau, comme boisson de table. Le contingentement des importations à quart de provenance de cette colonie britannique avait fait redouter des mesures de rétorsion ou un boycottage, qui ne se sont pas fait sentir.

Les majors et les petites maisons

Comme l'exportation absorbe plus de 76 % de la production de cognac, pour un montant dépassant les 4 milliards de francs, on pourrait estimer que les vigneron charentais ne sont pas mécontents, loin de là, et encore moins les maisons de négoce. Ces dernières, notamment les quatre «majors», Martell, Hennessy, Courvoisier et

Rémy-Martin, réalisent à elles seules 80 % du chiffre d'affaires du cognac et exportent 90 % à 95 % de leur production, ce dont profitent les vigneron qui les fournissent, installés la plupart du temps dans les zones «nobles» du vignoble : grande Champagne, petite Champagne et Borderies (35 % de la superficie plantée).

En revanche, les cent vingt petites maisons de négoce (sur deux cent quarante) qui vendent uniquement sur la France ne sont pas à la fête. Le marché français n'absorbe que 10 % des expéditions en bouteilles (environ 14 millions), et il s'est contracté de 18 % en quatre ans sous l'effet de la crise et de l'augmentation très rapide de la fiscalité. Coup sur coup, les Charentes ont subi le relèvement massif (près de 50 %) de la taxe sur le cognac, afin de le mettre à parité avec celle prélevée sur le whisky, au nom de la réglementation communautaire, et la «vignette Bérégovoy» au 1^{er} avril dernier (10 F par litre, 7 F par bouteille). Cette fiscalité, appliquée sur le volume d'alcool pur et non sur la valeur finale du contenu, pénalise davantage les produits de bas de gamme (trois étoiles) que ceux de haut de gamme (USOP), vendus beaucoup plus cher. Or ces produits de bas de gamme sont distribués le plus souvent par les petites maisons en question, qui achètent la plupart du temps aux vigneron des zones moins nobles, situées à la périphérie du vignoble (Fins Bois, Bons Bois et Bois ordinaires). On voit donc bien que ce sont les moins bien lotis qui vont

le plus souffrir. Et encore, on ignore quelle va être la situation du marché français en 1984. Certes les expéditions sur ledit marché n'ont fléchi que de 0,9 % au cours de la campagne 1982-1983, mais elles ont été très fortes jusqu'au 1^{er} avril 1983, avant l'application de la vignette, et très basse après.

Autre facteur de nature à entretenir la morosité dans les Charentes : les vigneron, qui avaient obtenu 8 % de hausse en 1982-1983 sur les prix de vente des vins et des eaux-de-vie (pour 9 % d'inflation réelle) et demandaient une augmentation de 7 % en 1983-1984, n'ont décroché que 5 %, en conformité avec le plan Delors.

Enfin, et brochant sur le tout, les stocks de cognac continuent à grossir : 1 milliard de bouteilles, soit plus de sept fois la production annuelle, alors qu'un rapport de cinq fois serait plus normal, comme il était de règle avant 1974. C'est à partir de cette année et du premier choc pétrolier que la surabondance des récoltes, les plantations excessives et le plafonnement des exportations ont commencé à rendre les stocks véritablement pléthoriques, au point de ne plus pouvoir être résorbés. Aujourd'hui, ils doivent être financés par des emprunts, essentiellement au Crédit agricole (1,4 milliard de francs pour les vigneron et plus de 3 milliards de francs pour les négociants). Aussi s'apprête-t-on à demander au chef de l'Etat une aide au stockage et une augmentation des crédits bonifiés, ce qui ne paraît pas impossible aux intéressés.

En revanche, il est peu probable que M. Mitterrand puisse prodiguer des apaisements en ce qui concerne la vignette Bérégovoy (il faut bien financer la Sécurité sociale) ou désavouer M. Delors en consentant une hausse des prix plus forte. On peut noter en passant que la limitation de 5 % fait l'affaire des négociants, dans la mesure où elle leur permet de ne guère augmenter les prix à l'exportation. Il est probable, enfin, que la viticulture et le négoce charentais demanderont en outre aux pouvoirs publics une contribution au financement de la grande campagne de publicité collective qu'ils vont lancer à l'étranger, essentiellement aux États-Unis, le marché roi. Le montant avancé est de 3 millions de francs (pour la part de l'Etat).

Les Charentes peuvent faire valoir qu'elles enrichissent le Trésor par leur vente sur la France et qu'elles procurent au pays 4 milliards de francs de devises nettes. C'est le genre d'argument qu'un gouvernement de la France ne peut jamais traiter par le mépris.

FRANÇOIS RENARD.

A LA TABLE CHARENTAISE

Coquilles de mer et de terre

Huitres, moules, escargots, sont les trois coquillages rois de la table de Poitou-Charentes.

En 1688, le commandant du Morlaier, le capitaine Patoussu d'Orléans, ramenait du Portugal une cargaison de gryphes (Gryphes angustis pour le naturaliste). Pris dans une tempête dans le golfe de Gascogne, il eut un long temps avant de pouvoir se réfugier dans la Gironde. Là, croyant ses «portugaises» avariées, il les fit jeter à la mer. Mais elles n'étaient pas toutes mortes, et quelques survivantes prospérèrent, remontant la côte, gagnant La Rochelle, Ré, Marianne, où elles se heurtèrent aux autochtones, les huîtres véritables (Ostrea edulis).

Ces huitres, chaudes, cuisinées (mais pas cuites, surtout !), sont à la mode, et à les trouver sur toutes les cartes on s'imagine qu'elles sont «nouvelles cuisines». Erreur ! Jusqu'au dix-neuvième siècle, on a toujours mangé les huitres préparées. Le Dictionnaire portatif de cuisine (1770) donne dix-sept recettes d'huitres, en potage, en daube, en brochettes, en ragout, en tourte, etc.

Et c'est en droite ligne de ces vieilles recettes que nous arrivent les fameuses huitres fraîches à la laitue de mer de Jacques Le Dillec, conçues à La Rochelle (1). La laitue de mer, ce sont les algues vertes par opposition aux algues brunes, elles aussi comestibles et faisant depuis des siècles partie de l'alimentation.

Ces huitres et la laitue de mer sont accompagnées de moules. Les moules, autre triomphante coquillage des Charentes (2).

En 1235, six siècles avant l'aventure du capitaine Patoussu, une barque chargée de moutons, prise dans la tempête, fit naufrage dans la baie d'Aiguillon. Un seul rescapé, le patron, un Irlandais nommé Walton, qui, ruiné, s'installa sur ce rivage et, pour vivre, s'étant avisé que la nuit les oiseaux sauvages volaient bas, tendit des filets reliés, soutenus par des piquets plantés dans la vase du rivage. Il s'aperçut bientôt que les jeunes moules se fixaient en naissances sur ces piquets que les locaux appelaient «bouchons», de bout = clôture et chatot = bois. Les moules de bouchon allaient naître avec la profession de bouchouleur.

Simenon a romanisé cette profession dans le Coup de vague en fait régulier, à la pointe de l'Aiguillon, son commissaire Maigret, de la moudade. Un classique régional, «avec une pointe de curry» dans la crème des moules, surtout ! Les recettes de moules, par là-bas, sont nombreuses, mais la plus originale semble être la «térée», ou, pour mieux dire, l'éclade. Elle ne peut se manger que sur place, comme jadis, dans la presqu'île d'Arvert. Il y faut une planche, soit tartinée d'argile, soit plantée de petits clous de tapissier de façon à ce que les moules, ventres en bas, y soient plantées serrées. On couvre d'aiguilles de pin. On met le feu, et, lorsque toutes les barbes sont brûlées, on chasse les cendres d'un coup d'éventail et on déguste les moules brûlantes avec du gros pain et du beurre demi-sel d'Éclairé, à s'en salir mais aussi à s'en lécher les doigts.

Les Charentais se veulent être des «cagouillards». C'est le nom à-bas des escargots qu'en Poitou voisin on nomme des «lumes». Cagouille vient incontestablement du caracol espagnol (tout comme les haricots, en Charente s'appellent mojettes avec un «j») se prononçant comme la jota) et lumes vient de limaçon. L'escargot, après tout, est une limace à coquille (cochylimax en grec-latin) !

Il ne s'agit pas de l'importe quel gastéropode, mais bien du petit gris, et même d'un petit gris des vignes. De là à leur prêter un arrière-goût de cognac, il n'y avait qu'un pas. Franchi par les cuisiniers qui les préparent à la saintongeaise (au vin rouge) ou à la charentaise (au vin blanc), mais y ajoutent, de toute façon, un soupçon d'eau-de-vie.

LA REYNÈRE.

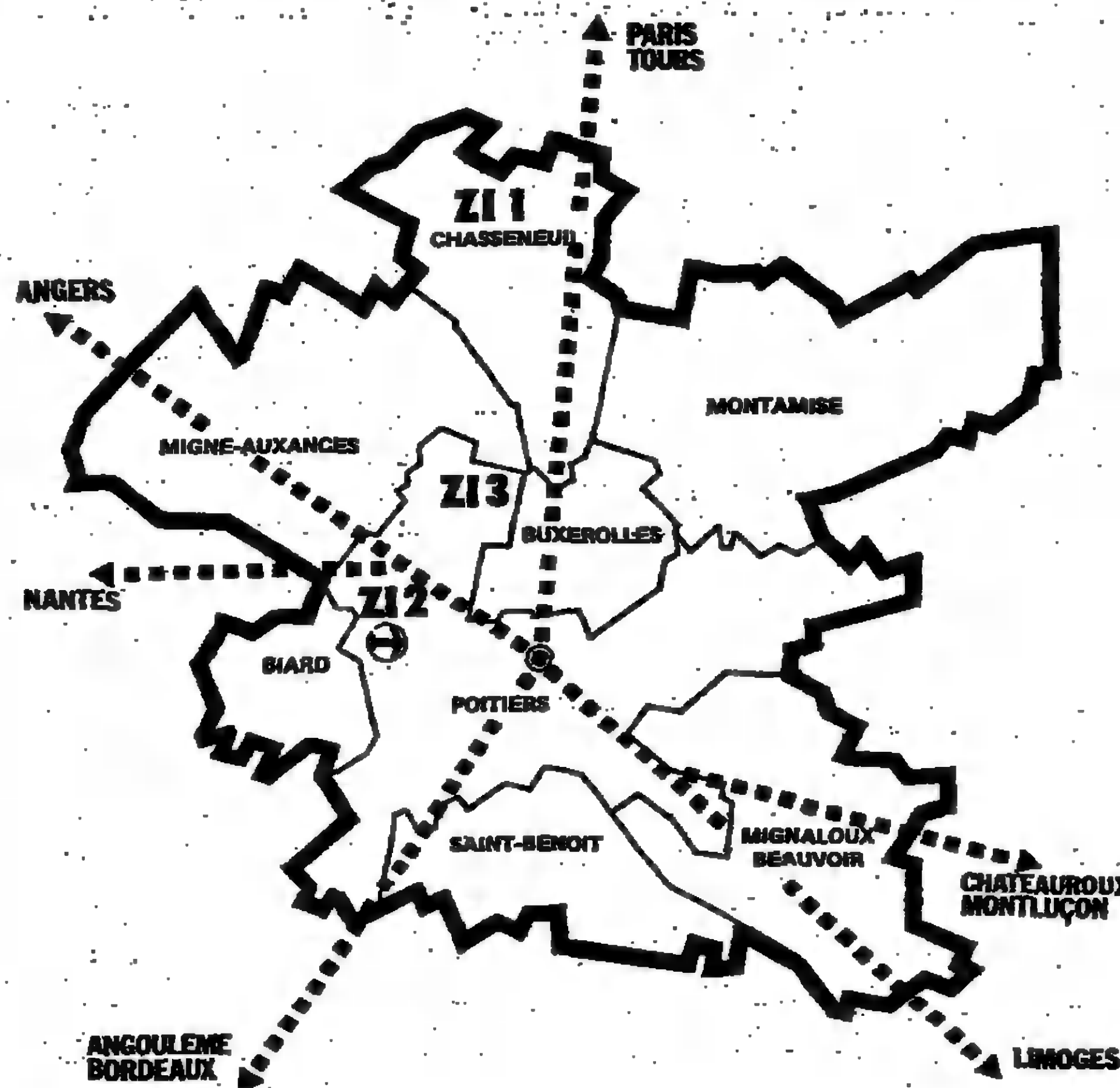
(1) Jacques Le Dillec est maintenant installé à Paris, place des Invalides. Ses recettes ont été publiées chez Laffont : La Cuisine de la mer.

(2) Terroir de richesses gastronomiques, il est plaisant de constater que les Charentes produisent l'accompagnement de leurs coquillages. Le vin blanc de l'île de Ré, au goût de pierre à fusil, laisse quelques fois, au fond de la bouteille, comme une trace de sel marin, est un faire-valoir idéal des huitres «nature».

Culinaires, j'ai vu accompagner celles-ci d'un frais pinard.

POITIERS

CAPITALE RÉGIONALE DE POITOU-CHARENTES



DISTRICT DE POITIERS

8 communes qui œuvrent ensemble pour développer une importante zone d'activités et assurer le mieux-être de leurs 110.000 habitants

DISTRICT DE POITIERS Tél. (49) 88 82 07 - Téléc. 790 568

Belle romaine, actuelle, bien vivante, cherche compagnon pour triomphe commun.

17100 - Très jolie ville, taille humaine, cioux bleus l'été, gris-bleus l'hiver, je ne suis pas une inconnue (Arc de Germanicus, amphithéâtre gallo-romain, crypte de Saint-Eutrope, Abbaye du 11^e, etc.). Promis à un bel avenir (autoroute, deux zones industrielles équipées d'une racordée voie ferrée), pas une ride (centre rénové, habitat de qualité, vie associative très active). Environ 28 000 amoureux assignés à résidence se sont laissés prendre à mes appels et chaque été, j'attire dans mes filets des touristes du monde entier. J'accueillerais volontiers au creux de mon nid (ou lit) charentais - un des plus ondulés de France - nouveaux partenaires ambitieux pour union durable et partagée joie de bien vivre ensemble. Préférence pour industriels dynamiques. Si intéressés, rendez-vous Autoroute A 10, sortie 25 - Téléphone : (46) 93.34.45. Pas sérieux, s'abstenir !

Saintes

ANGOULEME : les moyens d'une action économique volontaire



un outil :

une volonté :

le Syndicat mixte pour le développement industriel de l'agglomération d'Angoulême.
soutenir les industries existantes et promouvoir les technologies nouvelles.

Syndicat mixte : (45) 92-24-43
Service d'information municipal : (45) 38-98-44

ARTS ET SPECTACLES



Rétrospective Balthus
au Centre Georges-Pompidou

Au hasard Balthazar

Médicis, préfèrent décrocher leur téléphone pendant une semaine pour ne pas avoir à résister à la torture de la question.

Les enfants Hubert et Thérèse Blanchard, progéniture d'un chômeur voisin de Balthus quand il habitait cour de Rohan et qui ont posé pour lui en 1937, ne pourront pas nous dire si Balthus était doux ou méchant, s'il leur donnait des confiseries pour patienter, ou s'il leur lisait des histoires, s'il piquait des côlères, s'il cassait des pincesaux, s'il chantonait en peignant ou s'il se rongait les ongles, s'il fumait ou croquait du chocolat, s'il était tatillon sur la position des socquettes le long des mollets, s'il se moquait des fourmis qui couraient dans leurs jambes et dans leurs bras ployés. Ni Thérèse ni Hubert Blanchard ne pourront nous raconter quel effet cela leur fit d'être acquis en 1941 par Picasso et de se retrouver à sa mort dans les salles du Louvre : tous les annuaires de l'Île-de-France nous avertissent qu'ils aussi seront des anges, parfaitement muets.

Le catalogue de la rétrospective Balthus à Beaubourg, qui fait pourtant 392 pages sur un encombrant format italien 28 x 28 (son épaisseur aurait effrayé l'intéressé), ne comprend pas une seule ligne de biographie : un peu grossier quand même. A malin, malin et demi : les indices de cette biographie fantôme, nous allons les chiper à droite et à gauche, là où ils se sont oubliés. On ne fera jamais taire tous les dictionnaires de la peinture qui existent au monde et qui ne seraient plus des dictionnaires s'ils avaient accepté de bonne grâce, comme il le leur conseillait, d'oublier Balthus. La dernière édition du Petit Robert consacré aux noms propres l'ignore pourtant : ou bien Balthus a payé cher pour cela, ou bien on l'a considéré comme un peintre mineur, pour cause de détournement de mineurs.

Les dictionnaires plus scrupuleux le font naître à Paris, en 1908, mais lui-même discute cette date. Son père est critique d'art, spécialiste de Daumier, sa mère, Beladine, est peintre. Mais quels souvenirs Balthus a-t-il gardé du petit Balthazar qui rencontra à cette époque, dans le sillage de ses parents, Bonnard ou Roussel ? Ne le

précédait pas d'aller se coucher quand ils venaient dîner ? Le Balthus de Jean Leymarie, publié chez Skira, nous permet de reconstituer approximativement le puzzle dont les pièces se sont noyées dans des descriptions de peintures. Après la première guerre mondiale, les parents déménagent en Suisse, à Genève.

Inconscientes initiatrices de sensations charnelles

Dans un texte rare publié en 1957, d'abord donné à la revue new-yorkaise *Art News*, puis publié en français dans le *Monde nouveau*, « Du tableau vivant dans la peinture de Balthus », son frère aîné Pierre Klossowski nous laisse entrevoir le foyer familial : « L'ambiance bourgeoise de la maison parentale, avec toutes les accessoires quotidiens, avec toutes les figures de qualité émotive, depuis le couple parental incarnant la censure jusqu'aux cendres ardentes dans le foyer de la cheminée en passant par les terreurs scolaires, les jeux, les gotters, qui réunissent des bandes d'enfants sous le regard d'une ou deux jeunes gouvernantes, inconscientes initiatrices de sensations charnelles. » Pierre et Balthus se rejoignent de la lecture du *Strawpeller* de Heinrich Hoffmann, ce Pierre l'ébouriffé étourdi comme tout, qui pique du nez dans le canal parce que ses yeux se sont laissés prendre par un vol d'oiseaux. Soigne qu'on retrouvera à peu près, comme Jean Clair le démontre dans un habile essai, les *Métamorphoses d'Eros*, dans une peinture de 1960, *L'enfant aux pigeons*. Les deux frères jouent aux tableaux vivants, qui sont surtout à l'origine de l'œuvre de Pierre : lequel des deux, de Balthus ou de Pierre, tient le rôle du chat, et lequel le rôle de la gouvernante ? Pic et pic et coquelet, vrytères et bouches cousues se scelleront avec les tombes.

Un jour, alors qu'il avait dix ans, nous raconte Rilke en parlant de son « petit ami Balthus » : à qui il fait lire Victor Segalen, l'ostrogoth trouve un chat dans un château. Il l'emmena en bateau, puis en tram, et l'installa à Genève. Il l'appelle Mitson,

l'adore, le doriote, le perd un jour de Noël où il a mangé trop de gâteaux. Le gamin fait quarante vignettes pour illustrer la mésaventure. Sur les dessins bien jolis, il porte un costume d'écolier avec une ceinture, et la maman un chapeau volumineux. Il y a une bonne dans la maison, et il y a des escaliers ornés, il y a des portes avec des clefs, le papier mural de la chambre d'enfant a des petits pois d'encre de Chine. Le père est assis devant son chevalet. Dans le sapin de Noël il y a des bonshommes et des étoiles. Le petit garçon dort avec son chat, mais le chat ne veut pas dormir. Le garçon regarde sous le lit et allume une chandelle pour parcourir les rues noires : il ne se fait pas enlever par un voleur d'enfants, mais il a un gros chagrin. La mère de Balthus écrit des lettres à l'éditeur pour que l'œuvre du prodige voie le jour. Rilke écrit une préface où il fait du Rilke, sans un mot sur les dessins.

Une photo de 1922, prise à Beatenberg, nous montre le gars en question : c'est celui des dessins, un doux profil presque androgyne sous la coupe de cheveux à la Jeanne d'Arc. Pose assurée et élégance robuste de la mère. Il ne faut pas être sorcier pour imaginer la complicité qui l'unit à Rilke, assis de l'autre côté de l'enfant. Si Balthus est vraiment né en 1908, il a alors quatorze ans. C'est à seize ans qu'il vient à Paris. Il ne va pas aux Beaux-Arts mais au Louvre où, pendant trois mois, il copie l'Echo et Narcisse de Poussin. La lecture de Dante l'enthousiasme en Italie. A Florence il découvre Masaccio, puis il va chercher Piero della Francesca dans sa ville natale, à Borgo-San-Sepolcro (si au moins Balthus était expansif, il pourrait nous raconter son voyage en train, à l'aube, depuis Arezzo). Il le recopie, il commence à l'interpréter (*La Légende de la Croix*).

A Sienne, un étudiant chinois lui raconte que la campagne toscane et celle de la Chine, c'est kif-kif. Cette idée de décalcomanie géographique, de citation transcontinentale, ricochera dans toute son œuvre, puisqu'il peindra « en » italien à Fontainebleau, et « en » japonais en Suisse. Que le kif cinq lignes plus haut, par un bond audacieux, nous transplante au

Maroc, où il fait son service militaire : de ces souvenirs, vingt ans plus tard, il tirera un unique tableau, *Le Spahi et son cheval*, qui se trouve malheureusement au Hirshhorn Museum and Sculpture Garden de Washington, et qu'il a rejeté pour sa rétrospective peut-être parce que, tout en étant admirable, il est l'un des moins balthusiens qui soit.

En Angleterre, il a découvert Blake, Lewis Carroll et son illustrateur John Tenniel, Emily Brontë. En 1933, il fait une série de dessins à la plume et à l'encre de Chine pour illustrer ses *Haus de Hurlevent*. Les corps sont déjà cambrés à terre, les touffes de cheveux pendent ou s'arrachent ou volent dans le tempête, les fessiers sont mouillés comme celui du pâtissier qui va porter sa croix dans la Rue, les bêtes mordent les mollets des jeunes filles, la chambre de la vierge est hantée, la gouvernante à tête de marionnette coiffe la trop belle Cathy. Le projet d'édition n'aboutira pas, les dessins ne seront publiés qu'en 1935, par Tériade, dans son *Minotaure*.

Mais Balthus est passé du dessin à la peinture : le pinceau de la robe de soie dont le crayon avait revêtu Cathy pour l'orner d'une blancheur laiteuse, le léon est à peine mauve, comme les très légères griffes de peinture brodées dans le peignoir. La scène est devenue « surréaliste », puisque l'époque le veut : Heathcliff est devenu Balthus lui-même, sans doute, indécommodement tout habillé en cette circonstance, et à la pose songeuse : les yeux de la belle, présente dans le dessin, sont maintenant vampirisés par une de ces rêveries qui vont prendre presque tous les modèles de Balthus : le motif coloré d'un tapis est ajouté sous les ballerines qui laissent le talon nu. Ces motifs ouvrages vont se répéter dans la suite de l'œuvre : peinture à l'intérieur de la peinture, tentures murales, cousins des canapés que le sommeil du modèle déformait, géométriques, pour se muer en gouffres, en trous qui parcheminent la figuration.

HERVÉ GUIBERT.
(Suite page 22)

L'EXPOSITION dans les galeries contemporaines du Centre Pompidou d'une trentaine de tableaux de François Rouan devrait marquer la consécration d'une œuvre dont la haute exigence intellectuelle comme les qualités immédiates de sensibilité et d'expression ne sont pas loin depuis quelque temps de faire l'unanimité, de désigner son auteur comme la figure la plus marquante qui soit née, même si c'est à contrario, du grand bouleversement des années 60.

Longtemps ignoré ou à peu près de la critique, qui maintenant met les bouchées doubles et se rue sur portillon, Rouan a dès ses débuts attiré l'attention des amateurs ou plutôt des regardeurs de peinture, comme il paraît que désormais il faut dire. On parlait peu de lui, on écrivait moins encore, mais, pour dire les choses un peu crûment, il n'a jamais eu de problèmes de vente. Et c'est là un type de succès parfaitement sain dans la mesure où, depuis le dix-neuvième siècle, les regardeurs se sont en général beaucoup moins trompés que les décideurs et les oracles d'occasion, les professionnels de l'administration consacrée et de la presse spécialisée.

Mieux encore, et à la différence de certains de ses confrères, sans y avoir tellement réfléchi, Rouan est un des rares peintres qui ait sans encombre franchi l'Atlantique et abordé ces rives de l'Hudson où la bienveillance n'est pas de rigueur à l'égard de ce qui vient d'Europe et en particulier de Paris. Et cet heu-

reux voyage, il l'a fait en tant que peintre français, comme le remarque dans la préface du catalogue de l'exposition présentée chez Pierre Matisse en 1982 cet exceptionnel « regardeur » et partenaire du dialogue France-Amérique qu'est Edward Fry.

Français s'entend d'ailleurs ici au sens le plus large, classique et méditerranéen du terme. Et même

nifeste dans son œuvre à partir de ses premiers tracés où il dépeint en constante référence et intimité d'adoption passionnelle avec les arbres, les villas et les marbres de la campagne romaine, avec la musique des fresques de Sienne, avec toutes ces fabriques, ces fontaines, ces fontaines brisées qui, de la Renaissance au romantisme, la nostalgie intellectuelle ou émotive alimentent avec la virilité héroïque, ont nourri l'imaginaire, la grande rêverie culturelle dont est fait le plus beau de l'ancienne peinture française.

« Comme à Poussin, David et tant d'autres avant lui, écrit Fry, ce jour in-défini des Alpes apportait à Rouan les bases solides de la structure et de la pensée classiques, aliment périodiquement nécessaire à la vitalité de la culture française. » Si Courbet, Viollet-le-Duc et Breton avaient lu cela ! Mais n'insistons pas.

Nous avons donc passé les Alpes et traversé l'Atlantique. Reprenons-nous maintenant, et allons voir Rouan dans le Valois, qui est depuis quelques années sa retraite et sa thébaïde. Nerval est tout proche, et le merveilleux cheval de Saint-Leu d'Esserent qui domine l'Oise et ses campagnes, où, malgré une humidité terrifiante, le « bon gros réel » des labours, comme disait Segalen, dialogue assez agréablement avec la rêverie d'un chert.

Ce chant, cet autre regard démultiplié à rebours vers l'émotion première, Rouan les a trouvés en

Italie. Et l'on comprendrait mal sa peinture si on ne la maintenait en constante référence et intimité d'adoption passionnelle avec les arbres, les villas et les marbres de la campagne romaine, avec la musique des fresques de Sienne, avec toutes ces fabriques, ces fontaines, ces fontaines brisées qui, de la Renaissance au romantisme, la nostalgie intellectuelle ou émotive alimentent avec la virilité héroïque, ont nourri l'imaginaire, la grande rêverie culturelle dont est fait le plus beau de l'ancienne peinture française.

« Comme à Poussin, David et tant d'autres avant lui, écrit Fry, ce jour in-défini des Alpes apportait à Rouan les bases solides de la structure et de la pensée classiques, aliment périodiquement nécessaire à la vitalité de la culture française. » Si Courbet, Viollet-le-Duc et Breton avaient lu cela ! Mais n'insistons pas.

Nous avons donc passé les Alpes et traversé l'Atlantique. Reprenons-nous maintenant, et allons voir Rouan dans le Valois, qui est depuis quelques années sa retraite et sa thébaïde. Nerval est tout proche, et le merveilleux cheval de Saint-Leu d'Esserent qui domine l'Oise et ses campagnes, où, malgré une humidité terrifiante, le « bon gros réel » des labours, comme disait Segalen, dialogue assez agréablement avec la rêverie d'un chert.

Ce chant, cet autre regard démultiplié à rebours vers l'émotion première, Rouan les a trouvés en

Italie. Et l'on comprendrait mal sa peinture si on ne la maintenait en constante référence et intimité d'adoption passionnelle avec les arbres, les villas et les marbres de la campagne romaine, avec la musique des fresques de Sienne, avec toutes ces fabriques, ces fontaines, ces fontaines brisées qui, de la Renaissance au romantisme, la nostalgie intellectuelle ou émotive alimentent avec la virilité héroïque, ont nourri l'imaginaire, la grande rêverie culturelle dont est fait le plus beau de l'ancienne peinture française.

« Comme à Poussin, David et tant d'autres avant lui, écrit Fry, ce jour in-défini des Alpes apportait à Rouan les bases solides de la structure et de la pensée classiques, aliment périodiquement nécessaire à la vitalité de la culture française. » Si Courbet, Viollet-le-Duc et Breton avaient lu cela ! Mais n'insistons pas.

refait sans cesse les bandelettes de la momie. On pourrait comparer cette démarche à celle, exacte, mais contraire, d'Artich, pour lequel n'a de sens que ce qui est saisi au vol, sans commentaire, dans l'intégrité du premier regard.

Le plus étonnant du travail de Rouan, travail inévitablement personnel et très lent, couché sur coussin, carré après carré, avec cette infinité de fractures, de virgules multicolores, est qu'il aboutisse à des œuvres aussi parfaitement maîtrisées et unifiées que la série des *Saisons* ou le superbe *Cassandre III* de 1978, à la polyphonie complexe d'un *Andante amoroso* qui tient toutes les promesses de son titre.

Le danger pourrait être la présence parfois un peu indisciplinée de l'image, la séduction un peu trop décorative d'une surface qui évoque le charnoir d'une étoffe de grand prix. De ce danger, Rouan est sans doute conscient, si l'on en juge par la récente série des *Saisons* ses faces. C'est austère et même ascétique sur le plan de la couleur, mais nécessaire et beau. De Segalen, auquel on pense si souvent devant les toiles de Rouan, on peut lire ceci : « Les cours d'eau n'auront pas un seul régime, mais grossiront depuis le torrent toujours ébouriffé de sa chute jusqu'au vaste fleuve qui prolonge sa course très au large dans la mer, où il lève sa couleur et dépose ses troubles avec calme. »

ANDRÉ FERNIGIER.
* Jusqu'en 2 janvier.

Rouan Matière et mémoire

Enquête autour d'un portrait

COACH
ESTABLISHED 1917

8275 - Coach Satchel Bag

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6°
526.29.17

[illegible][illegible]

هكذا من الأصل

Le Traité d'harmonie d'Arnold Schoenberg

La somme et le reste



ciens curieux, à ceux qui, ayant achevés officiellement leurs études d'écriture, éprouveraient le besoin de réexaminer la question sous un jour nouveau, et surtout à ceux qui enseignent l'harmonie sans se satisfaire bêtement des réponses qu'ils apportent aux questions de leurs élèves. « Ce livre est né de ce que m'apprenent mes élèves », écrit Schoenberg en tête de sa préface : jusqu'à la fin il ne cessera de poser le problème de l'enseignement, et donc de fraterniser avec les maîtres toujours prêts à se remettre en question.

Il est difficile de penser qu'un ouvrage aussi exceptionnel puisse devenir un jour le manuel officiel des conservatoires, il n'est pas assez scolaire pour cela, et d'ailleurs on devine les points sur lesquels il sera déclaré nul et non avenu par certains traditionalistes à la vue courte, mais il devrait toujours être à portée de la main, prêt à être ouvert pour élargir une discussion et apporter un point de vue original. Il faudrait qu'il constitue une invitation à chercher sans

On n'osait plus y croire, car bien des tentatives avaient échoué, mais l'inconcevable s'est produit : le Traité d'harmonie de Schoenberg, traduit en français, est désormais à la portée des musiciens, des étudiants et des curieux. Avec la passion et l'acuité qui lui étaient propres, l'auteur du *Pierrot lunaire* se penche pour ainsi dire sur le passé, mais c'est pour y lire l'avenir, ce dont on commence seulement à se rendre compte : l'harmonie intéresse à nouveau les compositeurs d'aujourd'hui.

Pour ceux qui hésiteraient à se lancer dans la lecture de ce maître livre, mais ne sont pas moins désireux de découvrir sans intermédiaire la personnalité fascinante de Schoenberg, les éditions Jean-Claude Lattès ont prévu ce qu'on appelle autrefois un lot de consolation. Il s'agit en l'occurrence d'un choix de lettres écrites entre 1910 et 1957, réunies et présentées par son élève Erwin Stein, dont l'édition allemande remonte à 1958, mais qui n'avait jusqu'à ce jour trouvé aucun écho en France. On pourra en lire quelques fragments ici dans l'excellente traduction de Dennis Collins (1). — G. C.

(1) Editions Jean-Claude Lattès, 308 pages, 190 F.

« HARMONIE... » telle fut, dit-on, la dernière parole de Schoenberg peu de temps avant de mourir à Los Angeles le 31 juillet 1951. Presque autodidacte, l'auteur du *Pierrot lunaire* éprouvait une véritable passion pour une discipline généralement peu goûtée des apprentis musiciens : l'harmonie, et, tout aussi paradoxalement, concevait l'enseignement comme une mission. Sans doute cette tâche, qu'il ne négligea jamais, se confondait-elle parfois avec les nécessités alimentaires et la médiocrité de ses étudiants l'invitait-elle à consacrer le meilleur de son temps à la composition. De là le petit nombre d'ouvrages théoriques achevés en regard de ceux qu'il projetait d'écrire et dont l'ensemble aurait pu constituer un magistral cours de composition, comme en témoigne une lettre du 22 janvier 1945.

Après sa mort, grâce aux efforts persévérants de quelques-uns de ses disciples, on a publié en Angleterre les *Exercices préliminaires de contrepoint* et les *Principes de composition musicale*, tandis que *Fonctions structurales de l'harmonie* paraissait aux États-Unis.

Le dernier titre n'était d'ailleurs qu'un condensé et une extrapolation du *Traité d'harmonie* qui reste l'ouvrage théorique essentiel de Schoenberg.

Rédigé précisément à l'époque où il s'affranchissait, dans son deuxième *Quatuor* (1908), des règles contenues dans les traités d'harmonie traditionnels, on pourrait s'attendre à ce que celui-ci s'occupe d'une autre harmonie. Or il n'en est rien ; mis à part quelques envolées prophétiques, c'est bien d'harmonie classique (tonale) qu'il est question ici, mais dans une perspective différente, c'est-à-dire telle que la considère un artiste qui, à force de l'explorer dans ses ultimes conséquences, a fini par en sortir. Du moins a-t-il seulement quitté l'univers que régissent les traités, car Schoenberg, ne se sentant nullement à l'extérieur mais, au contraire, au cœur même du système tonal, va s'attacher à montrer ici que les frontières où on l'a renfermé jusqu'à lui sont non seulement trop étroites mais encore incompatibles avec sa nature profonde. « Les conditions mêmes de la dissolution du système », écrit-il, « sont contenues dans celles en vertu desquelles il s'est édifié. Dans tout ce qui vit il y a ce qui change, se développe, se désagrège. La vie et la mort sont contenues dans le même

germe : ce qui est éternel, c'est le changement. »

Pour Schoenberg, qui vient de s'y engager, il n'y a pas de musique atonale ; il s'agit en réalité d'un retour à la notion, élargie, de monotonalité, seule capable de rendre compte et de maîtriser

Une bonne note

Au rédacteur en chef de l'Annuaire juif

Si j'en crois mon expérience, les juifs me considèrent d'un point de vue racial plutôt qu'artistique. Ils me donnent donc une moins bonne note qu'à leurs idoles aryennes. C'est pourquoi j'ai souligné quatre de mes œuvres que les juifs eux-mêmes considèrent comme exceptionnelles. C'est un de mes plus grands triomphes que d'avoir créé une chose qui force même les juifs à regarder un autre juif avec une certaine admiration. (28 mars 1946.)

les réalités harmoniques modernes alors qu'avec l'ancien système, déjà dans Wagner, on ne pouvait souvent plus dire utilement par quelles tonalités on passait au cours d'un morceau. Brier l'hypocrisie des codes périmés et remettre en lumière les lois essentielles. « *Un livre dans le passé les signes du futur* », tel était le propos de Schoenberg. Le résultat est à la mesure de son ambition.

Paru à Vienne en 1911, cet ouvrage fondamental n'avait fait l'objet jusqu'ici que de traductions partielles ou contestables, en anglais et en italien. Aussi le lecteur français n'a-t-il pas vraiment lieu de se plaindre d'avoir dû attendre si longtemps une traduction, car celle dont les éditions Jean-Claude Lattès ont chargé Gérard Gubisch mérite mieux que des éloges : toujours claire, pertinente et agréable à lire, elle a su conserver l'apure saine particulière de l'auteur. On voudrait croire que la sortie de ce livre a fait grand bruit dans les conservatoires, mais c'était juste les vacances d'été : le bruit est tombé et, à la rentrée, pensait-on, il n'en serait plus question. Voilà pourquoi il fallait attendre un peu pour réveiller un orage qui n'avait pas pu éclater, ou pas assez.

Il faudrait d'ailleurs le réveiller tous les six mois si l'on souhaite, comme Gérard Gubisch, que ce traité « oriente irrésistiblement ce fameux enseignement officiel de l'harmonie en le débarrassant une fois pour toutes de ses scories, de ses tics, des ses vaines complications et traditions fallacieuses qui, trop souvent, freinent l'écran à une vérité plus complexe — ou plus simple ». Indépendamment de cela, on ne saurait trop souhaiter que la diffusion de ce traité modifie définitivement l'image qu'on se fait ici de Schoenberg, de sa musique, de son évolution, de son message.

Mais l'harmonie — l'art d'employer des sons simultanément, selon l'expression du dictionnaire — fait partie de ces notions dont la seule évocation a le pouvoir de rebouter, autant les musiciens que les amateurs, surtout lorsqu'on la présente en traité. On peut donc supposer que cet ouvrage n'entrera pas facilement dans la bibliothèque des mélomanes. Il ne faudrait pas croire que les professeurs d'harmonie lui ouvriront la porte des leurs : ce n'est pourtant pas la place qui manque, car s'étant débarrassés depuis longtemps des vieux traités (Reber, Dubois) en lesquels ils n'ont jamais cru, ils se sont forgé chacun pour soi une méthode personnelle capable d'aider leurs élèves à réinventer tant bien que mal les épreuves imposées aux concours. A quelques exceptions près, ils ne voient, au mieux, dans l'har-

monie, qu'une discipline scolaire, une langue morte et contradictoire dont il faut se rendre maître... pour la forme.

Comme on ne saurait conseiller aux élèves d'harmonie de première ou de deuxième année d'aller chercher chez Schoenberg un complément d'information (car ils risquent d'y trouver des exemples officiellement réprochés par les conservatoires) et qu'il n'est pas davantage possible avec ce traité qu'avec aucun autre, d'apprendre l'harmonie sans le secours d'un aîné, on finit par se demander entre quelles mains tombent ce monument élevé à la gloire de l'harmonie tonale soixante-quinze ans après la suspension de la tonalité.

En toute logique, voici donc un livre de cinq cents pages, soigneusement relié, bien présenté, qui a dû coûter une fortune à son éditeur, et qui ne devrait pas trouver de lecteurs. L'événement est d'importance lorsqu'on connaît le succès des iconographies muettes consacrées aux gloires du chant. Pourtant, lorsque le livre de cette envergure est lancé sur le marché, on aurait tort de douter de la curiosité à long terme du public. Ainsi, le *Traité d'instrumentation* de Berlioz ne s'est jamais beaucoup vendu mais on l'achète toujours, car si la plupart des données techniques en sont périmées, les problèmes dont il traite sont de tous les temps et, surtout, c'est un artiste créateur qui les pose.

Il en va de même du traité de Schoenberg : au-delà des problèmes de

l'harmonie, il pose toujours ceux de la musique en général — ceux de l'artiste face aux moyens qu'il a à sa disposition — parce qu'il sait toujours indiquer la distance qui existe entre les règles, utiles seulement à améliorer l'artisanat musical, et le libre arbitre, qui reste la première condition de toute création proprement dite. Ce ne veut donc être qu'un traité, mais chaque fois qu'il s'attache à le préciser, Schoenberg nous découvre un peu plus sa conception de l'art, c'est-à-dire de tout ce qui, par essence, ne saurait s'inclure dans un traité. Ainsi préfère-t-il remplacer les règles traditionnelles et leur cortège d'exceptions par une formule telle que : « Ceci semble préférable pour telle ou telle raison, mais demain peut-être, au nom d'une nécessité supérieure (expressive), un chef-d'œuvre viendra prouver le contraire. » Schoenberg n'oublie jamais que les règles doivent toujours être au service de l'art et que ce dernier n'a jamais eu pour objet de les confirmer, ni de les infirmer, d'ailleurs.

Alors se dessine ce qui fait le prix et l'intérêt de ce traité qui n'est nullement « un de plus », mais un ouvrage de référence. On peut être en désaccord avec lui à propos de certaines hypothèses historiques qu'il propose, et cependant on ne le rejette jamais, sans y avoir trouvé matière à réflexion, sans avoir vu s'élargir l'horizon théorique. Ce traité, on l'aura compris, s'adresse aux musi-

Une espèce de Tchaïkovski

A Hans Rosbaud

(...) La compréhension de ma musique pèche toujours de ce que les musiciens ne me considèrent pas comme un compositeur normal, ordinaire, qui exprime ses nouveaux thèmes et mélodies, plus ou moins bons, dans une langue musicale qui n'est pas complètement inadéquante — mais comme un expérimentateur dodécaphonique moderne et dissonant.

Mais il n'y a rien que je désire plus ardemment (si tant est que je désire quoi que ce soit) que d'être pris pour une espèce de Tchaïkovski — ma foi : un tant soit peu meilleur, c'est tout. Ou encore, tout au plus, que l'on connaisse et que l'on siffle mes mélodies. (12 mai 1947.)

cesse et à repousser les satisfactions émollientes, car, écrit Schoenberg, « si le but est naturellement de trouver, c'est aussi le terme de toute aspiration ».

Tandis que les traités en général prétendent apprendre à l'élève à trouver la bonne harmonie en lui interdisant sévèrement toutes les autres, celui-ci voudrait lui enseigner à la chercher en lui faisant prendre conscience du grand nombre de solutions possibles et en les rendant réellement responsables d'un choix alors effectué en toute connaissance de cause. Le seul reproche qu'on puisse faire à un idéal comme celui-là, c'est d'être trop élevé, mais c'est précisément ce qui différencie l'idéal des bonnes intentions.

GÉRARD CONDÉ.

* Arnold Schoenberg, *Traité d'harmonie*, traduit et présenté par Gérard Gubisch. Editions Jean-Claude Lattès, 518 pages, 350 F.

J'ai bu un verre de cognac

A son médecin.

Il me semble qu'il faudrait apprendre aux hommes à décrire correctement leurs douleurs, car celles-ci sont tout de même des symptômes de la maladie. Moi-même, par exemple, ainsi que vous l'avez peut-être remarqué, je n'y arrive pas, et je suis persuadé que je ne suis pas le seul dans ce cas.

Est-ce qu'une douleur piquante, c'est comme lorsqu'on s'est piqué ? Une douleur brûlante comme lorsqu'on s'est brûlé ? Une douleur déchirante comme si on s'était déchiré ?

Qu'est-ce qu'une douleur irrégulière ? Qu'est-ce qu'une crampe, une colique, l'asthme, etc. ? Qu'est-ce qu'un étouffement ?

On ferait peut-être un pas vers la mise au point d'une terminologie unifiée et des descriptions et définitions qui s'y rapportent en demandant d'abord aux médecins de décrire leurs propres douleurs et en examinant ensuite les sensations communes qui ressortent de ces enquêtes. (...)

J'ai suivi aujourd'hui vos conseils et bu un verre de cognac, et jusqu'à maintenant cela m'a — du moins — paru bon.

(7 avril 1946.)

Le lait, c'est comment ?

A Walter E. Koons

La musique est un ensemble simultané et successif de sons et de combinaisons de sons, organisé de manière à produire sur l'oreille une impression agréable et sur l'intelligence une impression compréhensible, et de manière que ces impressions aient la capacité d'influer sur des parties occultes de notre âme et de nos sphères sentimentales et que cette influence nous fasse vivre dans un pays de rêve, de désirs comblés, ou dans un enfer de rêve de... etc.

Où est-ce que le lait ?

H2O ; et on peut en boire ; et on peut se lever avec ; et elle est transparente ; et elle n'a pas de couleur ; et on peut l'utiliser pour nager ou naviguer ; et elle fait marcher des moutons... etc.

Je connais une histoire belle et émouvante :

Un aveugle demande à son guide :

« Le lait, c'est comment ? »

Le guide répond :

« Le lait, c'est blanc. »

L'aveugle :

« Qu'est-ce que c'est, blanc ? Dis-moi une chose qui soit blanche. »

Le guide :

« Un cygne. C'est parfaitement blanc, avec un long col blanc et arrondi. »

L'aveugle :

« ... Un col arrondi ? Comment donc ? »

Le guide, imitant avec son bras la forme d'un col de cygne, fait toucher à l'aveugle la forme de son bras.

L'aveugle (passant lentement sa main le long du bras du guide) :

« Maintenant je sais à quoi ça ressemble, le lait. »

(Avril 1934.)

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE
UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON
CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN
ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

Une réussite à tous les niveaux V.S.D.

NICOLE GARCIA - MARIE-CHRISTINE BARBAULT

Les mots pour le dire

MARIE CARDINAL

JOSE PINHEIRO

SUSO CROCHI D'AMICO - DANIEL MISSOURCHÉ - JEAN-LUC BOUTTE - CLAUDE RICH

BOUCHÉ - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTFARNASSE

UGC CONVENTION - CINE BEAUMOURG LES HALLES - UGC GARE DE LYON

CUCUY PATHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 3 MURAT - 3 SÉRETAN

ARTEL Port-Nogent - ARTEL Cricail - LES PÉRIAT St-Gervais-des-Bains - NORMANDY VINCENNES

SÉLECTION

CINÉMA

« Un amour en Allemagne » d'Andrzej Wajda.

Une femme et un homme interdits d'amour, c'était pendant la dernière guerre mondiale. « Un état totalitaire doit maîtriser et surveiller la vie privée, la vie intime des citoyens », dit Wajda.

ET AUSSI: *Le cinéma chinois* (de 1930 à aujourd'hui), le *Vol de bicyclette*, de Vittorio De Sica (l'émotion toujours vive), le *Destin de Juliette*, d'Alain Resnais (une femme seule), le *Retour du Jodi*, de Richard Marquand (conte de fées du futur), la *Ballade de Narayana*, de Shobhit Inamra (la mère, le fils et la mort), *Rue Casse-Noix*, d'Euzhan Palcy (la Martinique la-bas).

THÉÂTRE

« La Tempête » à l'Odéon

Cette « Tempête » italienne mise en scène par Giorgio Strehler avec le Piccolo Teatro de Milan ouvre le Théâtre de l'Europe et nous promet des images magiques. « Illusion et pouvoir » est le thème de la première saison.

ET AUSSI: *Les Parents*, à Nanterre (prolongation jusqu'au 6 novembre). *Savannah Bay*, au Rond-Point (Renard joue Duras), en alternance avec *Les affaires sont les affaires* (pour Pierre Dux). *La Femme indolente* au Théâtre 13 (la nouvelle pièce de Jean Bois, en alternance avec *L'Emoi d'amour*, une semaine sur deux).

MUSIQUE

Au pays de Baal et Astarté

A l'occasion de la magnifique exposition du Petit Palais

(« 10 000 ans d'art en Syrie »), quatre concerts présentés par la Maison des cultures du monde permettront de mieux connaître la musique de Syrie, musique de haute tradition comme celle de l'Iraq, avec Salim Kassar, nay (flûte), Samir Hilmi, oud (luth), Nabil Khayat, iqana (percussion) et Yacoub Jbeil, houssek (luth). Comme au cours d'une soirée dans la cour des maisons de Damas, les musiciens alternent les soli et ensemble, la musique classique et populaire (101, bd Raspail, les 3, 4, 5 novembre, à 20 h 30, et le 6, à 17 h).

Luciano Berio saie Pleyel

Concert exceptionnel aussi à l'Orchestre de Paris, où Luciano Berio dirigera Gabrieli et Frescobaldi et trois de ses œuvres: *Bewegung* (création mondiale), *Encore et Concerto pour deux pianos* avec le fameux duo Canino-Bellista (Pleyel, le 3).

ET AUSSI: Mozart, Beethoven et le *Quintette* de Bruckner par les solistes de l'Orchestre national (Caveau, le 2); *Alcina*, de Haendel (Radio-France, le 2); *la Trachiniae*, de Kall (Gémier, jusqu'au 13 novembre); *Arabella*, avec G. Janowitz (Opéra de Nice, les 4, 6, 8, 11); *Mirabelle* (Nancy, les 4, 6, 10); *Norma*, avec Ruth Falcon (Bordeaux, les 4, 6, 8, 10, 13); *Messe au si mineur*, de Bach (Tourcoing, Festival de Lille, le 5); Perspectives du vingtième siècle: A. Daniel, D. Denis et P. Boulez (Radio-France le 5, à 14 h 30); *Dardanus*, de Rameau (Clermont-Ferrand, les 6, 7, 8); *Quatuor Melos* (Th. du Rond-Point, le 6, à 11 h); Orchestre de chambre de Toulouse: Rameau, Boucourechliev, Bartok, etc. (Radio-France, le 7); Chants liturgiques orthodoxes (Festival de Lille, le 7); Moines tibétains (Festival de Lille, les 8 et 9).

VARIÉTÉS-ROCK

Colette Magny au Théâtre de la Ville

Retour au blues de Colette Magny avec d'anciens titres de Billie Holiday, avec des chansons nouvelles et aussi *Ataloca*, qui la fit découvrir il y a plus de vingt ans. Anne-Marie Rija a réalisé pour Colette Magny de véritables « créations », tel *Strange Fruit*, et accompagne la chanteuse au piano. (Théâtre de la Ville, 18 h 30, du 4 au 12 novembre.)

Maxime Le Forestier à Bobino

Dans une structure futuriste, le concert d'actualité de Maxime Le Forestier, le charme de mélodies au rythme nerveux, de ballades en demi-teintes, en demi-sourires (Bobino, 20 h 30).

ET AUSSI: Jacques Higelin au Casino de Paris; Gilbert Bécaud à l'Olympia; Sylvie Vartan au Palais des congrès; ZZ Top à l'Espace Balard le jeudi 3 novembre; à Clermont-Ferrand le vendredi 4, en Avignon le samedi 5; *Def Leppard* le jeudi 3 à Clermont-Ferrand, le vendredi 4 au Mans, le samedi 5 à Orléans, le lundi 7 à Rennes, le mardi 8 à Brest; *Kid Creole and the Coconuts* au Palais des Sports de Saint-Etienne le lundi 7, au Palais des sports de Montpellier le mardi 8, au Palais des sports de Toulouse le mercredi 9; *Flashmobes* le 6 novembre à Rouen (Exo 7), le 8 au Palais d'hiver de Lyon; *Doyle Lawson et Quicksilver* le 7 novembre au Phil'One.

DANSE

« Automne » de Quentin Rouillier au Théâtre de Caen

Seconde partie d'un triptyque sur le thème des saisons. Le cho-

réographe a choisi comme support de son évocation — plutôt intimiste — la guitare de Philippe Canva. (3, 4, 5 novembre).

ET AUSSI: *Chenouah* le sent, de Lari Léon, au Théâtre 18 (méditation sur la perte de l'ego, 1^{er} 6 novembre); *Mary Overly* au Centre américain (quand l'espace suggère la forme du mouvement, 3, 4, 5 novembre); *Spectacle de Dominique Vassart* au Ranelagh (danse, musique et bande dessinée, les 2, 3, et 8 novembre); *L'Heure du cop*, de Hyon Ok Kim, au Centre culturel coréen (la fuite dans le rêve d'enfance, le 4 novembre à 19 h 30); *La Collection épiquie*, de Veuve Angine et Marie-Christine Vernay, à la Maison de la danse de Lyon (les gestes dedans, dehors le vêtement, 3, 4, 5 novembre à 18 h 30).

EXPOSITIONS

Au Centre Pompidou Balthus

La rétrospective Balthus au Centre Georges-Pompidou avec cinquante-deux tableaux et dessins. Peintre rare du dés-éveillé, il fut proche du surréalisme sans jamais y entrer. Resté longtemps méconnu, confiné à un petit cercle d'amateurs fidèles, son œuvre place au premier plan les valeurs traditionnelles de la peinture de toujours.

François Rouan

L'itinéraire d'un jeune artiste depuis les années 70 à travers la peinture moderne. Un travail subtil sur la couleur et sur la lumière, qui va d'emblée vers la complexité et la profondeur.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-1233). Informations téléphoniques: 277-1112.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animations gratuites, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, entrée du musée (volontaires égaux); lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.

BALTHUS. — Du 5 novembre au 23 janvier.

RICHARD SERRA. — Jusqu'au 2 janvier. « *Chien-Chien* 1983 ». Jardin des Tuileries, entrée des Concorde.

FRANÇOIS ROUAN. — Jusqu'au 2 janvier.

CALDER. — Stables, Forêt. Jusqu'au 2 janvier.

PHILIPPE DE CROIX. — Photographie. Jusqu'au 10 décembre.

ARCHITECTURE ET INDUSTRIE. — Paris et l'Europe d'un mariage de raison. Jusqu'au 23 janvier.

DESSEINS TECHNIQUES DU XX^e SIÈCLE. — Jusqu'au 12 décembre.

LUCAS SAMARAS. — Sa rétrospective et ses œuvres. Jusqu'au 27 novembre.

MÉCANIQUES À BOULES, de Pierre Audet. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre.

LES PETITES SŒURS D'ALICE. — Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 5 décembre.

CCFL. — Jusqu'au 21 novembre.

ACTUALITÉ DOCUMENTAIRE. — N° 10 pour l'été. Jusqu'au 6 novembre.

VIAGES D'ALICE. — Jusqu'au 28 novembre.

VOUS AVEZ DIT RURAL ? — Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

AU PAYS DE BAAL ET D'ASTARTE. Petit Palais, avenue Winston Churchill (239-27-00). Sauf lundi, de 10 h à 18 h.

GUSTAVE DORÉ. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (277-21-13). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 40. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.) Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (239-42-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.) Jusqu'au 6 novembre.

L'ART DES CYCLES, dans la collection Camille. Grand Palais, entrée Place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'au 22 h. Entrée: 10 F; le samedi: 8 F (gratuite le 2 décembre). Jusqu'au 9 janvier.

J.M.W. TURNER, 1775-1851. — Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (voir ci-dessus). Entrée: 15 F; le samedi: 12 F (gratuite le 15 décembre). Jusqu'au 16 janvier.

SALON D'AUTOMNE: Naissance du Salon, de Claude Lorraine. Grand Palais, porte II (359-46-07). Tous les jours de 10 h 30 à 20 h 30. Entrée: 25 F. Jusqu'au 7 novembre.

DONATION J.-H. LARTIGUE. — Petit Palais, avenue Winston Churchill (239-27-00). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée: 8 F. Jusqu'au 15 janvier 1984.

AUSTRALIE. Reconstitution d'un village australien. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

Fiedler

Galerie Adrien Maeght
42-46, rue du bac Paris 7
548 45 15 - 222 12 59

Rendez-vous au nouveau drouot le dimanche 6 novembre

14 ventes spécialisées

art abstrait
des années 50-60
et contemporain
art antique
bijoux-argenterie

extrême-orient
fourrures-bijoux
icônes
jouets
modernes

patchworks
poupées
tabatières
chinoises
tableaux X^e
vins

organisées par la Compagnie des Commissaires-Priseurs de Paris

Exposition des objets | Ventes à partir de 14 h 15

le samedi 5 novembre de 11 h à 18 h | à l'exception de la vente d'art abstrait qui débute à 15 h

le dimanche 6 novembre de 11 h à 12 h

Hôtel des Ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Paris: 400 places. Entrée: 14, rue Chevalot

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (7) - 555-78-18
Trois générations féminines dans la photographie mexicaine
T.J.J. et dim., de 10 h à 18 h, sam. 14 h à 18 h - 27 OCTOBRE - 3 DÉCEMBRE

EXPOSITION DES PEINTRES KURDES

du 3 au 26 novembre 1983
à l'INSTITUT KURDE de Paris
106, rue Lafayette, 75010 PARIS

Tous les jours de 15 h à 19 h

TEL: 824-64-64

ARLETTE MAGNIER BONNER

67, rue Saint-Denis, 75007 Paris - 555-19-35

CORNEAU (1894-1977)

Scènes d'intérieur des années 1920-1930 à 1960

Huiles et pastels

du jeudi au samedi jusqu'au 24 décembre de 13 h à 19 h

GALERIE DIMPOULOS

38, rue de Laon, 19 - 306-23-08

CHOCHON

du 3 au 19 novembre

GALERIE ALBERT LOEB

12, r. de Basse-Paris - 633-08-57

Christian BÉRARD

Jusqu'au 3 décembre

Françoise CHARPENTIER

présente

RICHARGUY

PEINTURES

à partir du 8 novembre 1983

en sa galerie

52, rue Saint-Louis-en-l'Île

75004 PARIS

TEL: 354-58-86

Ouvert tous les jours de 11 h à 22 h, sauf dimanche

Centres culturels

CHICAGO, 150^e ann. d'architecture 1833-1983. Grand Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 8 F; dim.: 4,50 F. Jusqu'au 17 h 30. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30.)

EUROPE AUTRE CONTINENT: L'Australie, le Brésil et le Mexique. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 h 40.

JAZZ ET PHOTOGRAPHIE. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les costumes, les accessoires 1883-1900. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Exposition universelle, Londres 1851-Paris 1983. Musée de la mode, musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

CHATEAU. Reconstitution d'un village chateaugiste. Petit Palais, entrée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf

MUSIQUE

12 h 30 : Invitation à la musique classique du XIX^e siècle ; **Cinéma-révisé :** les 2, 3, 4, 5, 6, 7 à 12 h : *Histoire d'un*

Les concerts

[illegible]

ARRETOUR DE L'ESPRESSO (833-
44-65), *mar.*, jeu. ven. 20 h 30 : Zodi
accueille le meilleur des vins de France.
BOULEVARD CAUMARTIN (742-43-41)
du mardi au dimanche, 21 h : Myriam de
la Chapelle à l'époque.
BOUTIQUE DES CHAMPS-LYSEES
(723-37-31) (*din.*, soir.) 20 h 45,
jeudi, vendredi et samedi, 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 :
Chacun sa viticole.

JOURNÉE ITALIENNE (32)-22-22

CONSTANCE (258-97-62), mar., jeu.,
mar., 20 h 45 : Appelez-moi Arthur ou les
mystères de la Table ronde ; ven., sam.
20 h 45, dim. 17 h : L'Histoire merveilleuse

d'un gagnant du Loto dont la finis-
 se est su accidentellement le lendemain
 de son tirage.
AUDINOU (261-69-14) (Mec. D. soir.)
 21 h, dim. 15 h 30 : la Châtelaine.
BACHÉGARDES (236-00-02) (D.),
 22 h : Vi ma Terre quelle belle idée !
BALLET (288-23-50) (D. soir., L.),
 20 h 45, dim. 16 h : Les Deux Jours de la
 Croix.
BOUQUARD-VH (762-57-49) (D. soir., L.),
 21 h, dim. 15 h 30 : Madeleine Juliette.
CALIERI D'OR (532-15-10) (D. soir.,
 L.), 21 h, dim. 17 h : Louise-Esmée (dern. le
 10).
Espace-GATE (327-13-54) (D. soir.,
 L.), 20 h 15, dim. 15 h 30 : la Bonne
 Femme aux confitures.
Espace GIRAUD-PHARES (233-
 55-77) (D.), 20 h 30 : Fantastik sur

[illegible]

JEANNE D'ARC (222-11-10) (D. L.),
 20 h 15 : *Manon* (278-36-30), *Madame
 de...*
JEFF PIEDGAR (222-11-10) (D. L.),
 20 h 15 : *Tangos*
 21 h 30 : *Magnifique d'homme* ;
 22 h 15 : *Dieu m'éprouve* ; 21 h 30 : le
Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : *Fais
 voir ton Cupidon*
JOSÉ HEUBES (267-47-48) 22 h : *The De-
 cember* (342-71-16), *Toujours ou non
 l'écume* (dern. le 22)
JOSÉ PETIT CASINO (278-36-30), 21 h :
 le *Jeux de cartes* ; 22 h 15 : *Attention
 billes-névrosés mécontents*
JOSEPH VILLEUR (278-67-03) (D. L.),
 20 h 15 : *Tranchés de vie* ; 21 h 30 : le
Chromosome ; 22 h 15 : *Merci je crache, mes pa-
 rents* (suivant)
JOSEPH WOOD (308-68-81) (D. L.),
 20 h 15 : 30 *Horizons* ; 21 h 30 : *Grisaille* ;
 22 h 15 : *Y'a du Tricot dans l'air*
JOSEPH DES HALLIES (236-37-27),

[illegible]

5 concerts

édité des Champs-Élysées, 20 h 30 :
 Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-
 P. Patte d'Oie, 20 h 30 : Les 12
 parties d'opéra d'Antony Gormley, 21 h : M.
 Watzman.
 Opéra de la Suisse, 20 h 30 : Germ (Ja-
 goffo, Dahl).
 Opéra de la Suisse romande, 20 h 30 :
 Quatuor de Camera.
Opéra
 DUFFES D'AL NORED (239-34-50) (D.
 n. L., 20 h 30 : dim, 17 h : le Château
 de l'opéra (Gustave Moulin).
Musique-hall
 ALLIANCE (344-41-42), les 3, 4, 5, à
 20 h 30 : 6, à 17 h : Musiques du
 monde, 20 h 30 : 7, à 17 h : 8.
 PAROUD (323-74-84) (D. L.), 20 h : 45 :
 M. Le Forcateur (dern. le 6) : à partir
 du 7 : H. Tesson.
 PLACE GARET (327-13-54), le 4, à
 20 h 30 : Paris claque, 20 h 30 :
 BEUCE-2975-477, 21 h : Une Ramme
 (dern. le 5), 7, à 21 h : Sol.
 MENASSE (246-79-79) (D. soir, L.), 21 h :
 dim, 16 h 30 : G. Bodio.
 MARGNY (236-04-41) (D. soir, L.), 21 h :
 20 h 30 : Paris claque, 20 h 30 :
 VIFFA (742-25-49) 20 h 30 : dim,
 17 h : G. Bédard (dern. le 6) : le 8, à
 20 h 30 : J. Guisot.
 CHAÎNES DES CONJUGES (758-13-33) (D.
 soir, L.), 20 h 30 : 307, sat. et dim,
 15 h 15 : 15.
 CHAÎNES DES GLACES (608-49-89), 21 h :
 Chapelle (dim. le 5).
 CHAÎNES CHAMPÉRIER, tous chapitres, le
 6, à 17 h : D. Genichard.
 NIDRE (374-74-39), les 2, 3, 4 et 5, à
 20 h 30 : 307, 20 h 30 : 307, 20 h 30 :
 307, 20 h 30 : 307.
 CHAÎNES DE LA PLAINE (230-15-65) (D.
 soir, L. Ma.), 20 h 30 : dim,
 17 h : Armand (à partir du 5).
FORUM CINÉMA
 GAUMONT RICHELIEU
 JAUTEFEUILLE -- ÉLYSÉES LINCOLN
 LES PARNASSIENS
 JEAN PAUL

JEAN PAUL
BELMONDO
SERGE
REGGIANI
MICHEL
PICCOLI
JEAN
DESAILLY



LE DOULOS

UN FILM DE
JEAN-PIERRE MELVILLE

RÉALISÉ AVEC JEAN YVES ESCOFFIER

à partir du 20.05.2004 - 8h30, 14h30, 20h30

Riviera Foch

direction musicale et chef d'orchestre
MARIUS CONSTANT

14 JUILLET RACINE
PUBLICIS MATIGNON

HELENE DELAVAUULT *carmen*
HOWARD HENSEL *don josé*
AGNES HOST *micaëla*
JAKE GARDNER *escamillo*

14 JUILLET BEAUGRENELLE
14 JUILLET BASTILLE

ZEHAVAL GAL *carmen*
LAURENCE DALE *don josé*
VERONIQUE DIETSCHY *micaëla*
CARL-JOHAN FALKMAN *escamillo*

14 JUILLET PARNASSE
UGC BOULEVARD

EVA SAUROVA *carmen*
LAURENCE DALE *don josé*
VERONIQUE DIETSCHY *micaëla*
JOHN RATH *escamillo*

produits par MICHELINE ROZAN

Une co-production ALBY-FILMS. **Antenne 2**
avec la participation du Ministère de la Culture

MARIUS CONSTANT


1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



**- VOUS
SAISON!**
TÉL: 504-15-07
MAIRE DE NOISY-LE-GRAND

CHATELAIN & FILLES, 100000 J.P. PONTAULT

**NOISY-LE-GRAND
EST A 20' DE PARIS
R.E.R., LIGNE A
STATION : NOISY-MONT D'EST
AUTOROUTE A4**

REUNION DES NOISY-LE-GRAND

[illegible]

هكذا من الأصل

CINEMA

LES MOTS POUR LE DÈRE (Fr.) : Res. 2 (276-83-93) ; Ciné Beaubourg, 2 (271-52-56) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 2 (321-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 2 (359-12-15) ; U.G.C. Bonaparte, 2 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-29) ; U.G.C. Convention, 15 (228-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Marais, 16 (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Séverine, 19 (241-77-99).

OCTOPUSSY (A. v.) : Gaumont Odéon, 2 (325-09-43) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 2 (720-76-23) ; Normandie, 2 (359-41-18) ; Kinoparadise, 15 (306-50-50) ; V.F. : Res. 2 (256-92-83) ; Paramount Marignan, 2 (256-92-83) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (742-56-31) ; Faubourg, 13 (311-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Poney, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-56).

OUTSIDERS (A. v.) : Ambassade, 2 (359-19-08) ; Rialto, 19 (607-87-61) ; V.F. : Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25).

PAPY FANT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Forum, 1 (297-52-74) ; Berlin, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette (633-63-20).

George V, 2 (562-41-46) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Salm-Louis Pasquier, 2 (387-35-43) ; Normandie, 2 (359-41-18) ; Paramount Odéon, 2 (325-59-83) ; Français, 2 (770-33-88) ; Masséville, 2 (770-72-66) ; Adèle, 12 (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-29) ; Paramount Odéon, 12 (380-18-03) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-56-74) ; Marais, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Biograph Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Cinéma Opéra, 16 (525-27-06) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Séverine, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

PATRICIA (Aut. v.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

POUSSIERE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : Ciné Beaubourg, 2 (271-52-56) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 2 (720-76-23) ; Normandie, 2 (359-41-18) ; Kinoparadise, 15 (306-50-50) ; V.F. : Res. 2 (256-92-83) ; Paramount Marignan, 2 (256-92-83) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (742-56-31) ; Faubourg, 13 (311-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Poney, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-56).

LE RETOUR DU JEDI (A. v.) : Gaumont Odéon, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Danton, 2 (329-42-62) ; Rotonde, 2 (632-08-22) ; George V, 2 (562-41-46) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Paramount Marignan, 2 (256-92-83) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (742-56-31) ; Faubourg, 13 (311-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Poney, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-56).

LA SCARLATINE (Fr.) : Marbeuf, 2 (225-18-45).

STAYING ALIVE (A. v.) : U.G.C. Odéon, 2 (325-11-08) ; U.G.C. Rotonde, 2 (632-08-22) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Français, 2 (770-33-88) ; Masséville, 2 (770-72-66) ; Adèle, 12 (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-29) ; Paramount Odéon, 12 (380-18-03) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-56-74) ; Marais, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Biograph Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Cinéma Opéra, 16 (525-27-06) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Séverine, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LA ULTIMA CENA (Aut. v.) : Desfer (R. sp.), 14 (321-41-01).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 2 (326-48-18).

UNDERGROUND USA (A. v.) : Action Christian, 2 (325-47-46) ; h. sp. Victor, Victoria (A. v.) : Saint-Michel, 2 (322-47-86).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Hanteville, 2 (633-79-38) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Français, 2 (770-33-88) ; Masséville, 2 (770-72-66) ; Adèle, 12 (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-29) ; Paramount Odéon, 12 (380-18-03) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-56-74) ; Marais, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Biograph Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Cinéma Opéra, 16 (525-27-06) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Séverine, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-28) ; U.G.C. Odéon, 2 (325-11-08) ; Marbeuf, 2 (225-18-45) ; U.G.C. Bonaparte, 2 (246-66-44) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

ZELE (A. v.) : Forum, 1 (297-52-74) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 2 (720-76-23) ; Normandie, 2 (359-41-18) ; Kinoparadise, 15 (306-50-50) ; V.F. : Res. 2 (256-92-83) ; Paramount Marignan, 2 (256-92-83) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (742-56-31) ; Faubourg, 13 (311-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Poney, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-56).

TONNERRE DE FEU (A. v.) : Action Christian, 2 (325-47-46) ; Paris-Latin Bonaparte, 18 (606-64-98).

TOOTISIE (A. v.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LA TRAVIATA (Il. v.) : Vendôme, 2 (742-27-52).

LES TROIS COUJONS DU MATELOT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 2 (271-52-56) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Marais, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Biograph Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Cinéma Opéra, 16 (525-27-06) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Séverine, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LA ULTIMA CENA (Aut. v.) : Desfer (R. sp.), 14 (321-41-01).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 2 (326-48-18).

UNDERGROUND USA (A. v.) : Action Christian, 2 (325-47-46) ; h. sp. Victor, Victoria (A. v.) : Saint-Michel, 2 (322-47-86).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Hanteville, 2 (633-79-38) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Français, 2 (770-33-88) ; Masséville, 2 (770-72-66) ; Adèle, 12 (343-07-48) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-29) ; Paramount Odéon, 12 (380-18-03) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-56-74) ; Marais, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Biograph Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (573-79-79) ; Cinéma Opéra, 16 (525-27-06) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Paramount Montparnasse, 18 (606-34-25) ; Séverine, 19 (241-77-99) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-28) ; U.G.C. Odéon, 2 (325-11-08) ; Marbeuf, 2 (225-18-45) ; U.G.C. Bonaparte, 2 (246-66-44) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

ZELE (A. v.) : Forum, 1 (297-52-74) ; Marignan, 2 (359-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 2 (720-76-23) ; Normandie, 2 (359-41-18) ; Kinoparadise, 15 (306-50-50) ; V.F. : Res. 2 (256-92-83) ; Paramount Marignan, 2 (256-92-83) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (742-56-31) ; Faubourg, 13 (311-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (327-84-50) ; U.G.C. Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Poney, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-56).

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Élysées **ELY**, 20-41 Tous les jours 19 h à 22 h. Vue agréable sur jardin. SPÉCIALITÉS DANOISES ET SCANDINAVES. Non-déjeuner dans. FESTIVAL DE SAUMON. Mignon de saumon. Caviar.

DINERS

LE BISTRO ROMAIN La Bistrot de la Gare à l'italienne, nouvelles créations, menu 37,50 F. Spécialité : CARPACCIO et caviar sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouvert de 12 h à 1 h. 122, Champs-Élysées, 5, av. des Ternes, 105, bd de Montparnasse, 9, bd des Italiens.

LE POTAGER DES HALLES Dans un décor 1930, bar sandwich, salons et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

VEINOU 297-56-54 Angélique rue Volney et rue Danton, 2

RELAIS BELMAN 723-54-42 37, rue François-1^{er}, F/ann. soir-dim.

CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Poitiers, 9. Ouv. v.l.j.

AU DE ROUWER 770-62-39 12, rue du Faubourg-Montmartre, 9. Tél. 12.

AU PETIT BICH 770-66-50 25, rue de la Paix. Fermé dimanche.

TY COZ 878-42-93 35, rue Saint-Georges, 5. F/dim., lundi.

PAGODA 874-81-48 30, rue de Provence, 3.

ÉTOILE DE L'YNDIE 770-72-83 12, rue de Trévise, 9. Fermé dimanche.

DOUCET EST 206-40-62 15, rue de la Paix, 1945. Tous les jours.

PALAIS DU TROCADÉRO 727-05-02 7, avenue d'Eylan, 16. Tous les jours.

YVONNE 720-98-15 15, rue de la Paix, 16.

LE GRAND CHINOIS 723-98-21 6, avenue de New-York, 16. F/haut.

LE SAINT-SIMON 380-58-68 116, bd de la Chapelle, 17. F.ann. soir-dim.

LE GUILLAUME TELL 622-28-72 111, av. de Villiers, 17. F/ann. soir-dim.

L'ONNE DU BOIS 747-92-50 10, rue de la Paix, 1945. Tous les jours.

EL PICADOR 770-72-83 90, bd des Capucines, 17. F/ann. soir-dim.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marc, 5. DÈJUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Compagnies prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-49-20. OUVERT TOUTES LES JOURS. Parking gratuit.

DINERS JAZZ 634-57-03 28, r. Mont-Saint-Genève, 5. F/haut.

LE MARIAGE 325-12-84 15, rue de la Chapelle, 17. F/mardi.

LAPROUSE 326-90-14 et 68-04 51, qu. Grande-Armée, 6. F/dim.

ASSIS FELS 548-07-22 5, rue Saint-Beuve, 6. F/dim., lundi.

CHEZ FRANÇOISE 351-47-05/705-49-03 Adresses des invités, 7.

TAN DINH 544-04-84 60, rue de Valenciennes, 7. F/dimanche.

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Temples (H. sp.).

ALIEN (A. v.) : Espace-Gaîté, 14 (327-95-94) ; Rivoli Beaubourg, 4 (h. sp.) (272-63-52).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

LES AMBASSADEURS (A. v.) : Champ, 3 (354-51-60).

BIEN ANNÉE 1984 RE POUR LA C

Einaudi au bo

De

Un

de

Le

Les

AMERICAN GIGOLLO (A. v.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 16 h.

L'ARNAQUE (A. v.) : Boite à films, 17 (622-44-21), 22 h.

CARMEN JONES (A. v.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68), ann. lun.

LES CHARIOTS DE FEU (Bril. v.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68), mer.

LES CINQUANTE-ET-UN JOURS DE PEUR (A. v.) : Calypso, 17 (380-30-11), 12 h 45.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h.

DE LA NÉE À LA RÉSISTANCE (Il. v.) : Danton, 14 (321-41-01), lun.

DERNIER CAPRICE (Jap. v.) : Ciné Beaubourg, 2 (271-52-56), lun. 11 h 50.

EASY RIDER (A. v.) : Studio Galade, 5 (354-72-71), 12 h, 18 h 10.

BOHE À FILMS, 17 (622-44-21), ven.

ELPHANT MAN (A. v.) : Temples, 3 (272-94-56), ann. 22 h, lun. mar.

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Académie, 17 (764-97-83), mer. 14 h.

LE GARCON AUX CHEVEUX VERTS (A. v.) : Danton, 14 (321-41-01), mer. lun. lun. 18 h 30, dim. 10 h.

HAIR (A. v.) : Boite à films, 17 (622-44-21), mer. ven. lun. mar. 18 h 15.

HERZLAPPOIN (A. v.) : Rastignac, 16 (288-64-44) (h. sp.).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (Il. v.) : Grand-Pavé, 15 (554-46-85), ann. 19 h 30, lun. 22 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 20 h 25.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympia, 14 (545-35-38), 18 h en sem.

LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (Il. v.) : Studio Galade, 5 (354-72-71), 16 h 15.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), mer. 18 h 50, lun. 13 h 30.

LES MONSTRES ATTAQUENT LA VILLE (A. v.) : Olympia, 14 (545-35-38), 18 h 15.

LUXEMBOURG, 4 (633-97-77), 12 h et 24 h.

NOCES DE SANG (Esp. v.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 18 h 20.

ON ACCEPTE BIEN LES CHEVEUX (A. v.) : Grand-Pavé, 15 (554-46-85), mer. ven. lun. 22 h, dim. 10 h.

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.) : Studio Galade, 5 (354-72-71), 20 h 10.

PANIQUE À NEDDLE PARK (A. v.) : Olympia-Luxembourg, 4 (633-97-77), 12 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h 15.

QUERELLE (Fr.) (All. v.) : Boite à films, 17 (622-44-21), mer. ven. lun. mar. 18 h.

LA RÉGIE DU JEU (Fr.) : Éclair, 13 (707-38-04), dim. 12 h 15.

STELLA (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68), lun. 18 h, lun. 21 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Fr.) : Studio Galade, 5 (354-72-71), 22 h 40, 0 h 20.

YOL (Tur. v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), lun. 18 h ; Ciné International université, 14 (589-38-69), mer. 21 h.

Le

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

231-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Radio France

Concerts SAISON 1983-1984

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

avec ADAM - AMY - ARM

- M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, historienne, est invitée à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Sous des plumes

Dans un foyer français sur six, on a troqué le drap et la couverture du lit contre la couette.

Inconnu en France il y a six ans, ce couchage à la scandinave a rapidement progressé : un million sept cent mille couettes ont été vendues en 1982. La majeure partie des acheteurs réside en région parisienne ; l'adoption de la couette est de moyenne importance dans le Nord et le Centre, faible dans le Midi méditerranéen et quasiment nulle dans le Sud-Ouest.

D'après une enquête réalisée, en novembre 1982 par l'IFOP, pour le fabricant de fibres synthétiques Du Pont de Nemours, 74 % des possesseurs de couettes les utilisent dans leur résidence principale, 5 % seulement dans une résidence secondaire et 21 % dans leur résidence d'été. Dans les motivations d'achat, la chaleur vient en tête, suivie par la légèreté puis la rapidité à faire son lit. Si l'aspect décoratif de la couette est également mentionné (lorsqu'il n'est pas absent des premières enquêtes de ce genre), c'est que la variété des louses - unies ou imprimées - est aujourd'hui pratiquement égale à celle des draps.

Lorsqu'on achète une couette, il faut regarder ses habitudes : on la pose sur le lit, mais on ne la borde pas comme une couverture. Les dimensions standard sont de 140 x 200 cm pour une personne et de 200 x 200 cm pour deux personnes. Ces couettes sont généralement assez grandes pour couvrir le lit et retomber de 25 à 30 cm de chaque côté. C'est une nouvelle façon de dormir, mais on s'accoutume assez vite à garder la couette sur soi pendant la soirée.

La prix d'une couette est très variable suivant la nature de son garnissage, la qualité de l'enveloppe (le coton étant le textile le mieux adapté) et la disposition du pliage pour bien répartir la matière garnissante. Ces prix varient du simple au quintuple selon qu'il s'agit d'une couette en fibres polyester ordinaires ou en duvet d'oie. Actuellement, il se vend à peu près autant de duvet que de fibres synthétiques de tout genre ; mais les acheteurs ménagent d'informations pour comparer les divers garnissages.

Le duvet est réputé pour sa légèreté, son pouvoir isolant et sa chaleur, mais ce mot recouvre différentes sortes de plumes. De même, les appellations « duvet » ou « 3/4 duvet » ou « 1/2 duvet » n'indiquent pas une proportion de matière mais une qualité de produit, sans qu'il y ait toutefois de normes à ce sujet. Les fibres synthétiques, voire les plumes, contiennent des produits anti-allergiques et de bien isoler du froid.

JANY ALJAME.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 11 83 A 0 H G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 2 novembre à 0 h et le jeudi 3 novembre à 0 h.

Après l'effacement vers l'est de l'anticyclone européen, le flux d'ouest au sud-ouest et les masses d'air doux et humides humides vont dominer sur la France ; les perturbations atlantiques sont toujours à l'est de la France.

Midi matin, un temps gris, doux et humide prédominant sur tout le pays, avec des pluies intermittentes et des brises de bruyère ; plus fréquemment des Pays de la Loire au Centre, au Sud-ouest et à l'Est.

À la fin de la journée, nuages et brumes se dissipent, par évolution dissipée, et de belles pluies convulsives précéderont ; toutefois, la pluviosité sera importante du nord de la Bretagne à la Normandie et aux régions du Nord, les vents seront faibles en général. Les températures, voisines de 6 à 10 degrés le matin, s'élèveront l'après-midi à 13 à 20 degrés du Nord au Sud.

Les pressions atmosphériques restent au niveau de la mer à Paris, le mercredi 2 novembre 1983, à 8 heures, de 1023,3 millibars, soit 772 millibars de pression.

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} novembre ; le second, le minimum, de la nuit du 1^{er} novembre au 2 novembre. À Ajaccio, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Brest, 14 et 5 ; Clermont, 14 et 11 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble, 12 et 4 ; Lille, 15 et 13 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 17 et 8 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 11 ; Paris-Le Bourget, 15 et 12 ; Pau, 16 et 4 ; Perpignan, 19 et 3 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 12 et 1 ; Toul, 14 et 10 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Père, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 11 degrés ; Amsterdam, 13 et 6 ; Athènes, 21 et 17 ; Berlin, 11 et 10 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 14 et 12 ;

PRÉVISIONS POUR LE 3 11 83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 NOVEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



Le 3 novembre, le temps sera gris, doux et humide, avec des pluies intermittentes et des brises de bruyère ; plus fréquemment des Pays de la Loire au Centre, au Sud-ouest et à l'Est.

À la fin de la journée, nuages et brumes se dissipent, par évolution dissipée, et de belles pluies convulsives précéderont ; toutefois, la pluviosité sera importante du nord de la Bretagne à la Normandie et aux régions du Nord, les vents seront faibles en général.

Les températures, voisines de 6 à 10 degrés le matin, s'élèveront l'après-midi à 13 à 20 degrés du Nord au Sud.

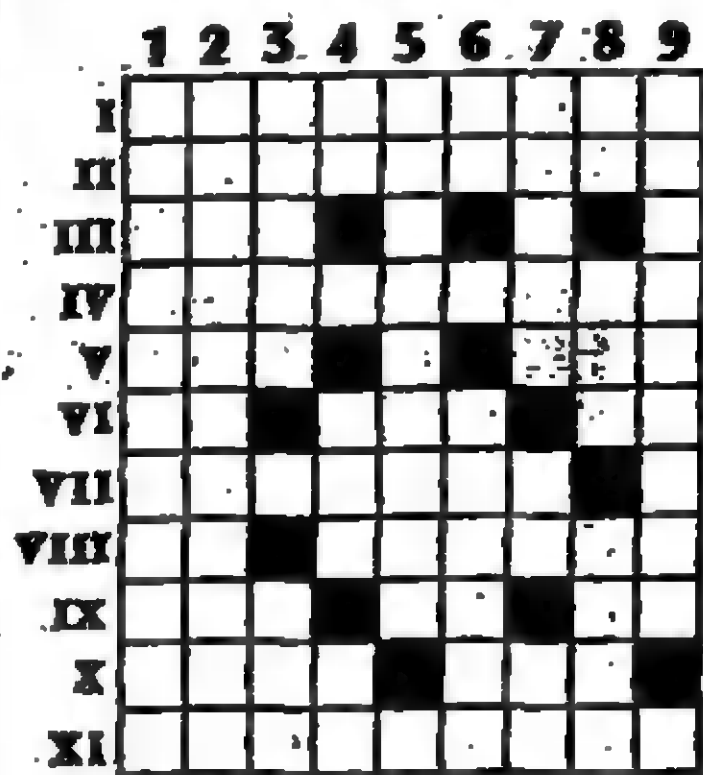
Les pressions atmosphériques restent au niveau de la mer à Paris, le mercredi 2 novembre 1983, à 8 heures, de 1023,3 millibars, soit 772 millibars de pression.

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} novembre ; le second, le minimum, de la nuit du 1^{er} novembre au 2 novembre. À Ajaccio, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Brest, 14 et 5 ; Clermont, 14 et 11 ; Dijon, 11 et 4 ; Grenoble, 12 et 4 ; Lille, 15 et 13 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 17 et 8 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 11 ; Paris-Le Bourget, 15 et 12 ; Pau, 16 et 4 ; Perpignan, 19 et 3 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 12 et 1 ; Toul, 14 et 10 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Père, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 11 degrés ; Amsterdam, 13 et 6 ; Athènes, 21 et 17 ; Berlin, 11 et 10 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 14 et 12 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3572



HORIZONTALEMENT

1. C'est parfois la seule chose que l'on peut retirer de certains propos. - II. Toujours sur les dents dans son travail. - III. Formation manuelle. - IV. Caractère gras. - V. Base navale. Secrétaire d'État ou secrétaire d'État. - VI. Manière d'être. On le trouvait derrière les sabots d'un cheval. Symbole chimique. - VII. On peut y voir les oses ou on peut lui voir les muscles. - VIII. Conjonction. Bénéfice d'un bon souffle ou d'une bonne vue. - IX. Parle donc pour ne rien dire. Lettre d'embauche. Sont deus. - X. Il peut y être pour beaucoup lorsqu'on « fait » la tête. Raccourci pour bon conducteur. - XI. Restaurants qui font l'unanimité dans la « presse ».

VERTICALEMENT

1. Invasions de fourmis. - 2. Ne met pas en bonne forme, même si elle conserve quelques rondeurs. - 3. Contes de vacances. Lettre grecque. - 4. Symbole chimique. Bec dans l'eau. S'emploie pour un oui mais pas pour un non. - 5. Fait donc partie des choses qui s'arrosent. - 6. Ligne jaune. L'arbre qui cache la forêt. - 7. Fut le théâtre d'affrontements monstrueux. Fait partie d'un réseau d'évasion. Note. - 8. Conjonction. Marque le début ou la fin d'une opération. Fait un effet bréf en Inde. - 9. « Pacifica » la Grèce à une certaine époque.

Solution du problème n° 3571

Horizontalement

I. Enosose. - II. Ovation. - III. Cover-girl. - IV. Cher. - V. Létal. - VI. Sasset. - VII. Sol. Zombi. - VIII. Liane. - IX. Valère. Au. - X. En. Ne. Je. - XI. S6. nateurs.

Verticalement

1. Oculistes. - 2. Evohé! Ane. - 3. Navet. - 4. Oteris. Iéna. - 5. Sir. Lazaret. - 6. Toge. Sonate. - 7. Onirisme. - 8. Ri. Ab. Air. - 9. Eclectiques.

GUY BROUTY.

VENTES

A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Les « enchères du siècle »

La vente d'un « grand amateur » annoncée par l'étude Ader Picard Tajan, pour le 15 novembre prochain, à l'Hôtel George-V risque d'être remise en question à la suite de la procédure introduite devant la cour d'appel de Paris par les avocats d'un homme d'affaires libanais, M. Anthony Tannouri.

En vertu d'un jugement du tribunal de grande instance de Paris du 4 mars dernier la collection de bronzes, objets d'art et de meubles anciens de ce grand amateur a fait l'objet d'une saisie à la demande de son ancien associé, M. Pharaon, un financier saoudien, qui fait valoir une créance de sept millions de dollars. Cependant, par une lettre du 13 septembre, M. Pharaon donnait son accord pour suspendre toute poursuite, s'il obtenait le règlement de sa créance à bref délai.

Entre-temps, M. Jacques Tajan, chargé de mettre aux enchères la collection de M. Tannouri avait annoncé la « vente du siècle », présentée les meubles à la presse et édité un luxueux catalogue de soixante quatre numéros où figuraient - en dépit de discrétions contestables - les plus belles pièces de la collection de ce grand amateur, notamment des meubles attribués à André

Charles Bonlieu, Cressant, Chavellier, Montigny, Martin-Carlin, Georges Jacob et autres maîtres ébénistes du dix-huitième siècle.

M. Tannouri considère que la créance de son partenaire devenu rival n'est pas en péril et il assure qu'il est en mesure d'acquiescer à cette à l'échéance prévue, ce qui rendrait la vente sans objet.

« Je ne veux pas parler avant une décision de justice, nous a déclaré M. Tannouri ; cette affaire m'a beaucoup inquiété, mais j'espère encore qu'il n'y aura pas de vente, car je crois en la justice française. »

Dans une première audience, le 28 octobre dernier, la première chambre de la Cour d'appel présidée par M. Vassogne premier président, a examiné le fondement de la créance et les protocoles d'accord échangés entre les deux adversaires. Elle doit rendre son arrêt, mercredi 2 novembre. Pour éviter la vente, les avocats de M. Tannouri ont, d'autre part, introduit un second référé visant à suspendre la disposition de la collection saisie. La sentence de la cour d'appel doit en principe être rendue le 14 novembre, un jour avant la vente prévue à l'Hôtel George-V. - F. G.

AUTOMOBILE

Jaguar XJS : britanniques jusqu'au bout

On ne sait pas ce qui rejoindra le plus l'autre soir à Torquay (Grande-Bretagne), M. Morgan, le directeur des ventes de Jaguar : la prochaine (7) dénomination de la « célèbre marque anglaise ou les deux voitures britanniques sur le marché britannique, un coupé et un cabriolet à arceau, habillage soigné d'un ton aussi nouveau que les cylindres. Les sources étaient de rigueur tant au cours de la conférence de presse qu'au long du dîner servi dans les plus d'argent de l'hôtel impérial.

Il faut dire que le redressement de la vieille dame anglaise peut être qualifié de spectaculaire après des années où elle ne devait pas tout à une nationalisation - juste convertissement de décastrée - mais aussi à des produits dont la fiabilité, malgré toute l'affection des automobilistes fortunés pour la firme, laissait parfois révéler.

Les perspectives pour 1984, après une année 1982 à peine équilibrée et une année 1983 qui a annoncé bénéficiaire, sont de 40 à 50 % de croissance, chiffre selon Jaguar insuffisant, à tel point qu'il ne sera plus possible de livrer toutes les 20 000 voitures commandées par les États-Unis.

A vrai dire, Jaguar veut rester une marque de luxe et la sécurité assurée par les responsables de la firme devant le manque à gagner faisait plaisir à voir.

Quant à la nouvelle gamme XJS, elle reprend la même ligne générale imposante des coupés précédents, avec, toutefois, une élégance plus achevée. L'essentiel se trouve au poste de conduite où règne un confort fait de silence, de cuir et de

bois. L'important se trouve sous le capot qui protège le nouveau groupe à six cylindres en ligne, tout en aluminium à vingt-quatre soupapes et double arbre à cames en tête. Il en sort 225 chevaux assez sages (5 300 t/min), mais la souplesse est à l'heure. À l'usage, le moteur ne répond pas à une conduite sportive, mais plutôt à une utilisation en grand tourisme. Le couple maximum se trouve là, mais le moteur manque d'allant au-dessus de 4 500 t/min.

En conduite, l'autre défaut se situe dans le freinage dont la réponse est lente. Autrefois l'on disait, avec un humour tout britannique, que « rien n'arrêterait les Jaguar, même pas les freins ». Sans en être si aujourd'hui, il vaut tout de même mieux, se rappeler l'histoire et jouer de l'excellente boîte mécanique. C'est en plus sûr.

Les nouvelles XJS seront vendues en France de 240 000 à 260 000 F. C'est le dernier défaut qu'il faut reconnaître à ces bolides tout britanniques.

C. L.

Mise en vente de la vignette auto 1984

La nouvelle vignette automobile pour l'année 1984 est mise en vente à partir de ce mercredi 2 novembre dans les recettes principales des impôts et à partir du 10 novembre dans les délégués de taxes, jusqu'au 1^{er} décembre à minuit (le dimanche 26-31 octobre).

PARIS EN VISITES

VENDEUR 4 NOVEMBRE

« Exposition Colbert », 14 h 30, 11, rue de la Harpe.

« Le musée Victor-Hugo », 15 heures, 4, place des Vosges, M^e - Alibi.

« Le Musée de la marine », 15 heures, place de Trocadéro, M^e - Colin.

« Le Cimetière de la Vallée de la Seine », 15 heures, 15, rue de la Vallée, M^e - Logé.

« Le Panthéon », 15 heures, grille rue Soufflot, M^e - Ovidé (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Turner », 15 h 45, Grand-Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Au pays de Bal », 15 heures, Petit-Palais (Arts).

« Turner », 15 h 30 et 17 h 45, Grand-Palais (M^e - Coubert).

« La France-magazine », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les Halles », 15 heures, 1, rue Turbigo (M^e - Calvay).

« De l'histoire de Paris à la place des Vosges », 14 h 30, 10, rue de la Harpe (Les Filles).

« Biodiversité et philosophie au Parc-Lachaise », 15 h 30, 10, avenue du Parc-Lachaise (V. de Langlade).

« La Seine », 14 h 30, place du Châtelet (Paris-musées).

« De Saint-Roch au château de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, 10, rue Saint-Hippolyte (Paris-plaisance et insolite).

« La chapelle dite « expiatoire », 15 heures, 36, rue Esquieu (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, 10, rue Saint-Paul (Réurrection du passé).

« Exposition Turner », 15 h 30, Grand-Palais (Vignette de Paris).

CHACQUE SEMAINE

FAITES VALIDER VOS BILLETS CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTTO**

LOTTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

EN BREF

COLLOQUES

L'INSTITUT NATIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE organise les 5, 6 et 7 décembre prochains des journées d'études et de rencontres sur le thème « Éducation populaire et jeunesse sous le gouvernement de Vichy ». Les principaux sujets traités concerneront le recrutement à la jeunesse et les mouvements de jeunesse, la politique socio-culturelle, les chantiers, les Compagnons de France, les Camarades de la route, l'Uriage et la presse des jeunes.

La participation aux frais, couvrant l'hébergement et tous les frais de stage, est de 270 F. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 15 novembre à l'INEP, 11, rue Willy-Blumenthal 75180 Marly-le-Roi (tél. : 918-60-80).

LES PARADOXES DE LA RETRAITE. L'Association médicale et multidisciplinaire pour l'étude des conditions de vie et de santé (AMEV) organise le 6 novembre au Sénat, de 9 heures à 18 heures, sous la présidence d'Alfred Sorey, un colloque sur les paradoxes de la retraite, avec la participation de sociologues, psychologues et médecins.

L'entrée est réservée aux porteurs d'invitations, que l'on peut se procurer au siège de l'AMEV, 9, boulevard Diderot 75018 Paris.

SALONS

LE NOUVEAU SALON MARJO-LAINE. Deux cents expositions de produits d'alimentation biologique, d'hygiène, de cosmétique, de jardinage, de librairie, d'art de vivre accueillent les visiteurs du 4 au 13 novembre à Paris, 24, quai d'Austerlitz, dans le cadre du nouveau Salon Marjolaine. Cette année, plus de cent conférences dont Robert Lhisee, Kenneth White, Brice Lalonde et un programme non stop de films d'animation. Le maire de Paris et le député de la République de Charente-Maritime ont chacun un stand d'information sur la récupération.

à G.L.P., 62, rue de Mirois, 75008 Paris. Tél. : 562-84-88.

(1) Droits des femmes, B.P. 3000, 75000 Paris CEDEX 16. Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris, CEDEX 07.

REPRODUCTION INTERDITE

1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31	32	33	34	35	36

DIR

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES

DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la technique.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE) PROGRAMMATEUR

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la programmation.

emplois int

GRUPPE TRAVAIL A PUBLICS

AVOCATION INTERNATIONALE RECHERCHES

représentant au

INGENIEUR D'AFFAIRES TP.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de l'ingénierie.

RESPONSABLE FI

CAMEROUN

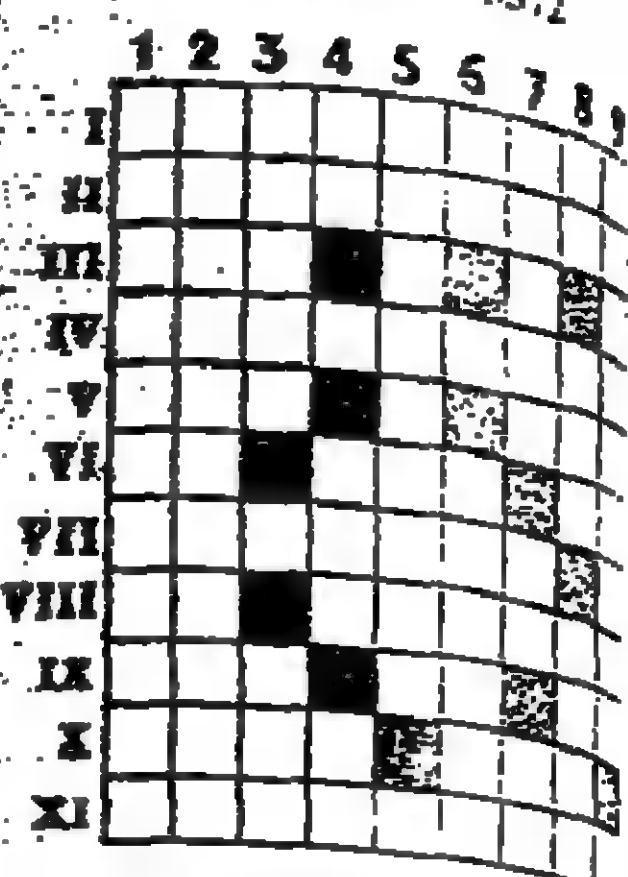
DOUALA

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et avoir une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la finance.

هكذا من الأصل

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3572



HORIZONTALEMENT
1. C'est parfois la seule chose que l'on peut retirer de certains pays.
2. Toujours sur les dents dans le travail.
3. III. Formation manuelle.
4. Caractère gras.
5. Base.
6. Secret d'Etat ou secret de défense.
7. Manière d'être.
8. On le trouve derrière les subots d'un cheval.
9. Bole chimique.
10. VII. On peut voir les côtes ou on peut les sentir.
11. VIII. Constatation.
12. IX. Par son aspect, elle donne d'un bon caractère.
13. X. Lettre d'invitation.
14. XI. Il peut être très utile, mais aussi très dangereux.
15. XII. Restaurant qui sert des plats de la cuisine traditionnelle.

VERTICALEMENT
1. Invasions de...
2. pas en...
3. le conserve...
4. Couteau de...
5. ue...
6. ans l'eau...
7. pas pour...
8. artie des...
9. Ligne jaune...
10. ré...
11. 7. F...
12. ents mon...
13. ceau d'...
14. Conjonction...
15. fin d'une...
16. uf en Inde...
17. réce à une...

Solution du problème n° 3571
1. Ensoleillement
2. Couvert
3. Lait
4. Au
5. N
6. Au
7. N
8. Au
9. N
10. Au
11. N
12. Au
13. N
14. Au
15. N

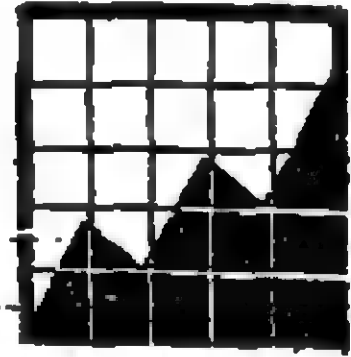
FORMATION -
LE CAMPAGNE POUR LES
ITE PROFESS-ONNELLES
OMMES ET DES FEMMES

formation...
campagne...
profess-
onnelles...
ommes...
des femmes...
formation...
campagne...
profess-
onnelles...
ommes...
des femmes...

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	63,00	28,65
IMMOBILIER	25,00	28,65
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE LEVALLOIS-PERRET
activité engineering domaine : séchage, calcination, refroidissement, traitement des eaux, recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
pour développer ses activités en France et à l'étranger. Il sera également responsable de la réalisation technique.

10 ans expérience dans un domaine similaire.
Formation Arts et Métiers ou Ecole Polytechnique.
Langue allemande nécessaire, anglais souhaité.

Env. C.V. et prêt. sous réf. 11.309 à
PIERRE LICHOUX S.A. B.P. 220
75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Un jeune directeur technique imaginatif et innovateur

Ingenieur A.M., ICAM, ECAM, ENSA, INSA... 200.000 F. +

A.M.F. CUNO est un Groupe International, leader mondial sur le marché de la filtration industrielle : un de nos objectifs est de développer ses activités de fabrication spéciales dans le cadre des grands projets d'Engineering. Dans ce but, la Direction Générale recherche son DIRECTEUR TECHNIQUE qui assurera la responsabilité des solutions techniques envisagées et de leur compétitivité. Jouant le rôle d'interface entre le Marketing et les Usines, il étudiera, mettra au point, proposera des solutions nouvelles aux problèmes posés ; il supervisera l'établissement des offres de matériels spéciaux ; il dirigera le Bureau d'Etudes et le contrôle qualité.

Le poste à pourvoir à Celles conviendrait à un jeune ingénieur connaissant la mécanique des fluides, avec 3 ou 5 ans d'expérience acquise dans un même secteur d'activité ou assez proche.

Lors de l'envoi de votre dossier de candidature sous réf. 372 C faites-nous part de vos disponibilités afin que notre Conseil Marc Gatopin convienne rapidement d'un entretien avec vous.

claude debray conseil 78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cedex 15

Organisme à vocation sanitaire et sociale
recherche
pour la Loire-Atlantique :

**son DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
de 3 Établissements
(150 lits)**

Responsable du fonctionnement des établissements de l'établissement budgétaire et du programme d'activité, de la gestion du personnel.
Expérience indispensable.

Ecrire sous n° 7.073
Le Monde Pub. Service Annonces Classées - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Villes de Rouenville et Noy-le-Sec (93)
recherche
en vue ouverture prochaine Châssis Intercommunal

**UN (E) DIRECTEUR (TRICE)
PROGRAMMATEUR**

Responsable de la programmation, la gestion et le personnel.
Expérience professionnelle indispensable.

Salaire net mensuel : 8.000 F.

Adresser candidatures et C.V. à :
Monsieur le Maire de ROMAINVILLE
93230 ROMAINVILLE.

MECANORMA
Le Groupe MECANORMA, No 2 mondial dans la fabrication et la diffusion de produits destinés aux professionnels des industries graphiques, (380 personnes, C.A. 200 M.F., dont 50% à l'exportation, 5 filiales à l'étranger, gamme de plus de 10.000 articles disponibles sur catalogue), recherche son

**DIRECTEUR LOGISTIQUE
INDUSTRIELLE ET DISTRIBUTION PHYSIQUE**

Il aura la responsabilité de l'ensemble des flux de matières et de produits, ainsi que du traitement physique et administratif de la distribution à l'exportation. Il déclenchera la fabrication de la totalité des produits finis des 3 unités de production et les approvisionnements en matières premières. Il sera responsable de la gestion des plans de production et de la coordination entre les sites. Il gèrera l'ensemble des stocks, y compris ceux des filiales étrangères. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes et disposera d'un outil informatique performant. Il sera basé au siège social au Perray-en-Yvelines 78.

Ce poste sera confié à une personne de 35 ans minimum, de formation supérieure (ingénieur), justifiant d'une solide expérience de la fonction et ayant la maîtrise de l'anglais. Si vous avez des qualités de méthode et d'analyse, si vous avez l'esprit ouvert et le sens des relations inter-services, si vous êtes attiré par une entreprise industrielle à taille humaine et performante, envoyez votre C.V. et vos prétentions à :

MECANORMA Direction du Personnel
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
(Une discrétion totale sera assurée)

URGENT

IMPORTANTE
ENTREPRISE GENERALE
recherche

**Directeur
de travaux
Algérie**

Expérience export indispensable.

Ecrire sous référence 8014 à Têlex P.A. Jonction
34 Bd Haussmann 75009 Paris qui transmettra.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

**GROUPE TRAVAUX PUBLICS
A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE DANS LE
CADRE DE SON EXPANSION A L'ETRANGER SON**

représentant au Nigéria

INGENIEUR D'AFFAIRES TP.
diplômé d'une grande école ou équivalent, le candidat justifiera d'une expérience et d'une réussite commerciale et de recherches d'affaires.

Une grande partie de sa carrière se sera déroulée à l'étranger, de préférence dans un pays d'Afrique anglophone.

Homme de terrain et ayant des qualités de contact, il sera entraîné à négocier au plus haut niveau des contrats difficiles (génie civil, ouvrages d'art etc. . .).

La pratique courante de la langue anglaise écrite et parlée est exigée.

Basé à LAGOS, le candidat bénéficiera d'une logistique et de l'appui d'une équipe dont l'implantation est déjà éprouvée.

L'intégration familiale dans le pays est facilitée par les avantages consentis à l'expatriation.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo, prétentions sous N° 6678 à PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

Nous sommes une société internationale d'ingénierie. Nous supervisons la construction d'un grand projet d'électrification d'une région d'ARABIE SAUDITE. Pour compléter notre équipe sur le site, nous recherchons en urgence :

**LE COST CONTROLLER
DU PROJET**

Conditions requises : Anglais courant. Diplôme (université ou école d'ingénieur) équivalent au BSC des universités américaines. Expérience de quelques années dans la fonction. Disponibilité immédiate.

Merci d'envoyer votre C.V. et une photocopie de votre diplôme en précisant sur l'enveloppe la réf. 5004 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

**CHIRURGIENS
MISSIONS COURTES
urgent**

MÉDECINS SANS FRONTIÈRE
Téléphone : 828-39-61.

Nous recherchons :
pour l'un de nos Contrats en
EXTREME-ORIENT

**INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL
CONDUCTEURS DE TRAVAUX**

LES CANDIDATS doivent : posséder une expérience sur un Chantier de Centrale Nucléaire.

Tél. : (1) 577-37-17
ou adresser C.V. + prétentions à :
PRESTICER E.T.T. - 42, rue du Théâtre,
75015 PARIS.

Société en expansion
(C.A. : 250 millions de francs - 600 personnes),
filiale d'un Groupe Nord Américain, fabricant et commercialisant des produits chimiques d'hygiène et d'entretien pour les collectivités, l'agriculture et l'industrie alimentaire recherche

**RESPONSABLE FILIALE
CAMEROUN
DOUALA**

Relevant du Directeur Régional, pour l'Afrique Ouest et Centre, il aura la responsabilité de la vente et de la distribution des produits de la filiale en tenant compte des conditions de marché, de prix et des actions de promotion.

Le candidat recherché aura un profil de Technico-Commercial (de préférence issu de l'industrie alimentaire) et sera capable d'animer une équipe de ventes et de gérer l'entité locale.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. Statut expatrié.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions ss réf. 81658 à
COMTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**JEUNES DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**

sont recherchés par
**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
DE BATIMENTS CLÉS EN MAIN
LEADER DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIALISÉE**

Cette Société propose de participer à son développement en France et à l'étranger et pour tous les secteurs d'activités, aux Ingénieurs :
● diplômés U.T., B.T.S. (gestion : Informatique)
● diplômés de l'Ecole des Arts et Métiers, des Ponts et Chaussées des Travaux Publics ou équivalent.
● diplômés d'Ecoles de Commerce et de Gestion - H.E.C. - ESSEC - ENSAE - E.S.C.P. ou similaire.

Cette Société offre de larges possibilités de carrière aux jeunes Cadres débutants ou de quelques années d'expérience. Après période de formation ces jeunes ingénieurs pourront occuper des postes de responsabilités dans l'ensemble de l'entreprise en France et dans des affectations successives à l'étranger.

Pour mieux connaître les perspectives offertes, écrivez à notre Agence Conseil TELEX P.A. JONCTION sous référence 7926 - 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

**Bureau d'Etudes spécialisé
recherche 1 ingénieur**

**CIRCULATION
ET TRANSPORTS**

pour mission longue durée en Afrique noire francophone. Expérience 5 à 10 ans indispensables dans le domaine des études urbaines de transports et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitement des données, etc. Responsabilité d'une équipe. Avantages liés à l'expatriation. Envoyer C.V. en précisant votre rémunération annuelle sous référence 82-17 à M. BOUCHE, 19, rue Thiers, 13100 AIX-EN-PROVENCE.

Organisations sur place recherchées pour New-Forrest language School. Rémunération excellente. Contacter : M.A. WILD 8, Marley Avenue, New-Milton, Hampshire BH 25 5 L.J. England.

English speaking businessmen and Young Lady, able to teach German and French, willing to travel, available immediately up to Spring 1984. Write and send photo, experience, name, age, etc. to P.O. Box 54, Croydon P.O. 117784, CH-1002 Lutetia (Switzerland).

**MODELS
(D'ACHETER EN FRANÇAIS)**

Pour photos publicitaires, pour vendre éditeur au minimum deux mois l'an prochain au JAPON.

Envoyez votre C.V. avec 3 photos, numéro de téléphone et photo avant le 14 novembre.

Vous appellerez ultérieurement pour interview à Paris fin novembre.

M. Wada
Agence ZEPANG
5-37, B-Chama,
Higashi, Yamaguchi
Yao, Osaka, Japon 581.

**Nous prions
instantanément nos
annonces d'avoir
l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qu'ils ont été confiés.**

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

régionaux

la formation de l'A.F.P.A.
recherche
technique et technique de L...
UR MÉCANICIEN
M.I.N.S.A.E.N.S.I.
spécialiser les programmes
techniques avancées.
ES:
expérience dans la responsabilité
aut en œuvre les technologies mo-
tion;
relations humaines et des aptitudes
savoir-faire.
FRONTS:
l'emploi;
travail attractif de 140 000 à
à l'expérience.
ser votre C.V. à:
M. PELOSSE
Directeur du C.P.T.A.
35, boulevard Joffre
69694 Vénissieux Cedex.

KACOUTIQUE SANOFI
HERGUES CLIN-MIDY
PELLIER
CRUTE
RHUMATOLOGUE
cliniques de médecine
manuelle.
et de mettre en œuvre
de nouveaux traitements
purement dans le
JAPON
interface entre
études cliniques et
soutenue par la
expérience et la
que et d'explorer
sque, informati-
plus par et sur
le pharmacien et
socio. C.V. et
ERCHES
PERSON
socio-
PELLIER C.T.H.

Centre de Recherche
I.N.R.S. (Nancy)
ACOUSTICIEN
du labora-
formation
un doctorat
vous maitr-
Compétence
de l'acousti-
socio-
SAVOIR

Compagnie spécialisée
dans le
parquet lamons
UN CHEF
DE VENTES

VERS MOUVES
dans une entreprise
vous apportez
la valeur
UNIVERSITÉ L...
VOUS PROPOSE
DES STAGES DE
9 MOIS LIBRES
PAR JOUR
ET OUVRIER
A REMUNERATION

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETABLISSEMENT PUBLIC
à caractère industriel et commercial SUD PARIS
Spécialisé dans études et recherches relatives
à l'environnement
recrute pour son secteur activité "ANALYSE INSTRUMENTALE"

**INGÉNIEUR
PHYSICO-CHIMISTE**
(35 ans minimum)

ayant au moins 10 années d'expérience, particulièrement dans la
pratique de l'analyse de l'air (et si possible de l'eau).
Son sens du commandement, ses qualités d'organisateur, ses connais-
sances scientifiques et techniques seront utilisées pour assumer, à la
tête d'un service dont il aura la responsabilité, les missions ci-après :

- gérer le budget de fonctionnement du service.
- proposer et conduire des recherches d'intérêt général en
matière d'environnement industriel.
- diriger des campagnes de mesures de polluants sur sites
industriels.
- mettre au point et évaluer des appareillages de contrôle et de
mesure.

Ecrire avec C.V., références et prétentions à :
IRCHA Service du Personnel
BP No 1 - 91710 VERT-LE-PETIT

THOMSON-CSF COOPÉRATION

Depuis plusieurs années, nous sommes spécialisés dans la formation des utilisateurs étrangers d'équipements et de systèmes électroniques
produits par THOMSON-CSF.

Nous recherchons un

**RESPONSABLE COMMERCIAL HF
DE HAUT NIVEAU**

Il devra prendre en charge le suivi et le développement de nos activités à l'étranger (Moyen-Orient) et promouvoir nos services auprès d'autres
unités du Groupe.
Il sera appuyé dans son action par une équipe d'ingénieurs commerciaux placés sous son autorité directe.
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure, âgés d'au moins 35 ans et ayant une expérience significative dans un secteur
d'activité similaire.
Une grande disponibilité pour des déplacements et la pratique courante de l'anglais sont indispensables.
Merci d'adresser votre manuscrit, CV détaillé avec rémunération actuelle, photo à M. GUICHARD,
THOMSON-CSF COOPÉRATION, 147, rue Yves-Le-Cox 78000 VERSAILLES.

THOMSON
Direction Internationale

Paris - Nous sommes une importante société (+ de milliard de CA) filiale d'un
grand groupe exerçant une activité de services. Nos projets de développement
interne (partenaire à part entière dans la réalisation de nouveaux moyens de
communication) et de diversification externe (création de filiales) sont très con-
crets. Aussi notre direction de la gestion souhaite enrichir son potentiel en
recherchant un

CONTRÔLEUR DE GESTION
responsable budget et trésorerie

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous avez complété
votre formation en comptabilité avec l'obtention du DECS. Vous avez 5 à 8 ans
d'expériences professionnelles : peut-être une expérience bancaire au départ
avec de bonnes connaissances de la partie financière de la banque, mais surtout
une orientation depuis plusieurs années vers le contrôle de gestion. Vous êtes à
même de mettre en place et développer l'ensemble des moyens et techniques du
contrôle de gestion, en y intégrant les nouveaux projets et la diversification. Vous
aurez, au sein de la direction de la gestion, la responsabilité du développement
d'un véritable contrôle de gestion : budgets, tableaux de bord, analyses finan-
cières, conseil des directions opérationnelles. Vous assurerez parallèlement la
fonction trésorerie : prévision et gestion de flux financiers importants et bien sûr
relations avec les banques. Vos capacités techniques et vos qualités relationnelles
seront les atouts de votre réussite et de votre développement futur au sein
du groupe.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à
Roland Gardeux sous réf. 5736 M : il étudiera avec vous les possibilités d'une
future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE
DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TÉLÉPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTec

Société des Automates Programmables S.M.C.

PRENDRE PART AU DEVELOPPEMENT D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL...
c'est possible en associant ses ambitions au plan de développement du 1^{er} fabricant français
d'AUTOMATES PROGRAMMABLES.

au PLESSIS ROBINSON et en PROVINCE.

- **INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX** (réf. DC 0905)
Il s'agit d'un excellent tremplin pour des ingénieurs électroniciens débutants à qui nous assurerons
une formation complète.
Nous prendrons également en compte les candidatures de vendeurs de formation électronique
ayant 2 à 4 ans de métier.
Les opportunités de carrière existant au sein du groupe, seront de nature à motiver des candidats
ambitieux.
- **INGENIEURS D'APPLICATION** (réf. DC 0906)
de la théorie à la pratique...
Jeunes diplômés sortant d'une école d'ingénieurs électro-
niciens ou informaticiens, ils pourront mettre à profit leurs
études en s'intégrant à nos équipes.
En étroite collaboration avec les ingénieurs commerciaux,
ils devront étudier et trouver des solutions aux problèmes
des clients.
Ils interviendront également au niveau des conseils avant
vente.
Des candidats efficaces se verront proposer des évolu-
tions de carrières variées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V.
et prétentions à

RENAULT
Automatismes

Mme LE GUET - Directeur du Personnel
AUTOMATES PROGRAMMABLES SMC
ZAC La Chartreuse - BP 75 - 81103 CASTRES.

URGENT

Société mécanique, filiale d'un important groupe
national fabricant et distributeur des biens d'équipement
pour l'industrie alimentaire

PARIS

220.000 F +

Jeune chef achats

Le candidat devra assurer tous les achats matières au niveau
des fournisseurs et compagnies affiliées.
Superviser la planification et le suivi des approvisionnements.
Animer et gérer un service de 7 personnes.
Expérience réussie de quelques années dans un poste à respon-
sabilités similaires.
Bonne connaissance des Achats au niveau international, et
possible dans le secteur électromécanique.
Ingénieur diplômé ou équivalent et bonne maîtrise de l'anglais
exigée.
Disponible pour voyager, le candidat devra faire preuve de
qualités de négociation et d'organisation.
Ce poste est à pourvoir rapidement.
Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé
sous réf. 23010 à :
MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéle - 92522 Neuilly.

Importante Société d'Ingénierie
Région Parisienne (La Défense)
recherche

**CADRE
DIPLOME
FORMATION JURIDIQUE**

pour l'analyse et la préparation des dossiers
juridiques de la Société (contrats
internationaux, assurances, contentieux,
connaissances en droit du travail).
Missions à l'étranger possibles.
Anglais courant - 5 ans d'expérience.
Adresser C.V., photo et prétentions
sous réf. 81736 à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

Nous entrons dans l'ère tertiaire

Les sociétés de services voient s'ouvrir devant elles de nouveaux
débouchés. Dans tous les domaines d'activité, leurs prestations se
multiplient.
Devant l'ampleur de ce développement, elles se structurent diffé-
remment et s'équipent. Le traitement, la gestion des affaires
nécessitent des compétences nouvelles. Les fonctions évoluent...
Vous êtes bien placé pour le savoir. De formation supérieure, vous
assurez depuis au moins 5 ans un poste de responsabilité dans la
gestion, la vente, l'import-export, le marketing...
L'informatique est certainement l'un de vos outils de travail.

Soyez l'un des promoteurs du tertiaire
en devenant

PROFESSEUR A.F.P.A.
150.000 F

Vous animerez et formerez nos enseignants.
Vous étudierez les nouvelles qualifications requises par les métiers
de ce secteur.
Vous accomplirez des missions ponctuelles d'appui technique sur
tout le territoire national dans nos centres de formation comme en
entreprise.
Vous resterez ainsi en contact étroit avec votre marché du travail
et de l'emploi.

afpa

Nous remercions les candidats intéressés d'adres-
ser leur C.V. détaillé à Nicole LARDREAU - CPTA -
Z.I. LES CHANOUX - 63, rue Ampère -
93330 NEUILLY SUR MARNE

Assistant du controller
Comptabilité Générale/Analytique

PARIS 160.000 F. +

Cette société, filiale française d'une multinationale U.S. est leader sur le
marché européen de la filtration industrielle.

La comptabilité crée aujourd'hui la fonction d'Assistant pour lui confier le
développement des comptabilités générale et analytique et en faire un
véritable outil de gestion.

L'homme que nous recherchons, maîtrise très bien les techniques
comptables et possède les qualités réelles d'un animateur. Il a, en outre,
l'ambition et la capacité de prendre une part de plus en plus active à la
gestion de l'entreprise.

Agé d'une trentaine d'années, de formation supérieure (D.E.C.S.
minimum), il a l'habitude de travailler à un tel niveau de responsabilité.
La pratique de l'outil informatique, de la langue anglaise et de la
connaissance de la comptabilité anglo-saxonne seraient des atouts
supplémentaires.

Venez en parler avec Marc Galopin, notre Conseil, adressez-lui
auparavant votre dossier de candidature sous référence 372 B

claudio debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

**TITULAIRE BACCALAURÉAT
DE GESTION H/F**

débutant dans la vie professionnelle
et intéressé par gestion analytique,
soit intégré dans équipe dynamique.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-ÉTOILE

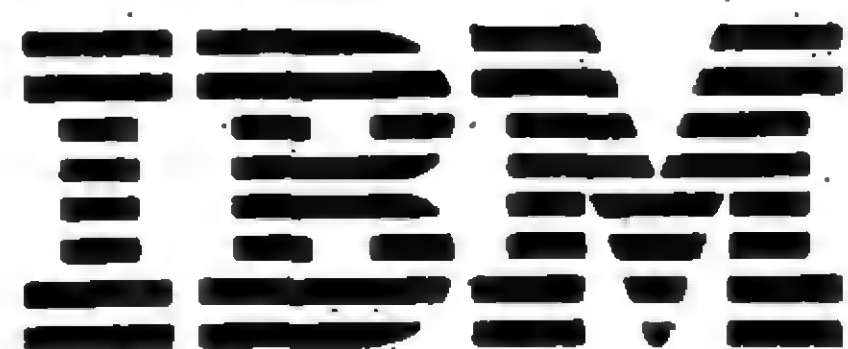
Ecrire sous réf. 8.514 à PIERRE LICHOUX
B.P. 220 - 75863 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Parce que demain rien ne se fera sans l'informatique...

C'est maintenant une évidence : l'informatique pénètre chaque jour davantage au plus profond du tissu économique français. De la multinationale à la PME, chaque entreprise s'est informatisée, s'informatise ou s'informatisera. Phénomène économique et social, l'informatique sera demain familière à l'univers de chacun. Au moment où, jeune diplômé(e), vous choisissez votre voie, nous vous proposons un secteur d'avenir qui se développera longtemps encore.

Parce que demain le conseil sera indispensable aux entreprises...

Les conseils les plus écoutés dans ce domaine sont certainement l'ingénieur commercial et l'ingénieur technico-commercial. Chez nous, ce sont de jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce qui reçoivent une formation alternée et rémunérée leur permettant de jouer pleinement leur rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès d'entreprises diverses. Ils analysent le besoin du client, l'étudient, soumettent une solution adaptée, aident au démarrage du système et suivent le client.

Parce que demain comme hier IBM innovera...

Présente dans tous les pays du monde par ses laboratoires, ses unités de production et son réseau commercial, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. La Compagnie IBM France est l'une de ses plus importantes filiales : 20.000 Français sont employés par IBM. Un centre d'études et de recherches, quatre usines et un réseau dense d'agences et de directions régionales, installées à Paris et dans les principales villes de France, font de la compagnie une grande entreprise française, proche de ses clients pour leur assurer le meilleur service.

Pour toutes ces raisons nous avons besoin de vous, JEUNES DIPLOME(E)S d'écoles d'ingénieurs ou de commerce.

Si vous terminez vos études cette année, ou si vous avez déjà une première expérience professionnelle, IBM France vous propose un métier et, si vous le souhaitez, une carrière. Grâce à la formation permanente, vous pourrez avoir accès à des fonctions variées. Avec autonomie, vous exercerez pleinement vos responsabilités, à PARIS ou en PROVINCE, dans le cadre d'une grande entreprise, beaucoup moins contraignante qu'on ne l'imagine. Outre les qualités inhérentes à un tel poste, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, même si vous n'avez pas encore terminé vos études, à :

IBM FRANCE
(Référence DNM 01) - Département Recrutement - Orientation - Conseils
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Ingénieur des ventes - Aéronautique

La vocation de cette entreprise française est l'étude et la réalisation de systèmes et équipements hydrauliques, électro-hydrauliques, mécaniques, et son activité est orientée principalement vers l'aéronautique, le spatial, les matériels militaires. Sa politique d'expansion l'amène actuellement à mettre l'accent sur le secteur aéronautique et spatial, et dans cette optique, elle y renforce son action commerciale. Elle recherche donc un ingénieur des ventes qui, sous le contrôle d'un directeur commercial, viendra s'intégrer à une équipe existante et sera responsable des relations et négociations avec des aviateurs ainsi qu'avec des équipementiers français ou étrangers dans le cadre éventuel de projets en collaboration. Trente ans minimum, de formation supérieure technique (Sup Aéro par exemple), réellement bilingue français anglais, le candidat retenu aura quelques années d'expérience de vente acquise impérativement dans les milieux de l'aéronautique. Ecrire à Antoinette Leclercq à Paris. Réf. M 8186 ou téléphoner (878.52.02).

Discrétion totale assurée.

Bon technicien, bon gestionnaire excellent animateur

Notre Société de services (130 personnes), leader dans le domaine de la régie publicitaire cinématographique couvrant 2/3 du marché, recherche son

RESPONSABLE TECHNIQUE
(37 ans environ)

Directement rattaché à la Direction Générale, il sera autonome pour la réalisation de ses objectifs. Son expérience de responsable d'atelier et son goût pour la gestion lui permettront d'animer efficacement nos ateliers (de 55 personnes) de montage de films publicitaires.

Très variée, cette mission implique une bonne maîtrise des techniques d'organisation du travail, une formation technique Bac + 2, une bonne culture générale et d'excellentes connaissances des circuits de distribution et des transports.

Responsabilité, dynamisme, sens du contact, sont les principaux traits de caractère souhaités pour ce poste.

Salaire motivant + nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. + photo sous réf. 265 M à Christine d'AUBIGNY



VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu - 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.



LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES

5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres
recrute dans le cadre de son développement :

INGENIEURS ELECTRONICIENS
ESE ou équivalent

Ayant une première expérience ou débutants passionnés de techniques de pointe pour avions :

INGENIEURS ETUDES (réf. E 640)

Au sein d'une petite équipe, de l'avant-projet à la mise au point sur site, en relation avec le groupe de projet, le client, les fournisseurs et l'usine.
Deux des postes développant des EQUIPEMENTS MILITAIRES.

CHEF DE PROJET (réf. E 641)

Définition des équipements, de leur compatibilité, de leurs conditions d'emploi, supervision technique de la réalisation, mise en service, documentation clients.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : CSEE - Service emploi et développement des cadres - DRR-1
17, Place Edouard Belin 75738 PARIS Cedex 15.

CSEE, L'AVENIR TECHNOLOGIQUE EN ACTION

PLUS INTERIM l'intérim administratif

en Région Parisienne (12 agences)
renforce ses structures
pour mieux gérer son expansion
et recherche

chef d'agence stagiaire Créteil

Capable d'assurer la responsabilité complète de l'agence dans un délai de 6 mois après formation à la vie et à la politique de l'entreprise.

Cette offre s'adresse à des candidats ayant au minimum une formation de base de type secrétaire (BTSS) ou bacc. + 2. Leur expérience, d'au moins 3 ans, devra mettre en évidence leur connaissance du recrutement du personnel et de sa gestion administrative, leur expérience commerciale dans le secteur des services et leur capacité à gérer une petite unité.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Mademoiselle CHOPIN - 60, rue de l'Arcade - 75008 PARIS.

Notre image de marque est ce que nos moyens techniques (informatique, publicité, etc.) nous permettent de proposer et ce que nos relations nous permettent d'offrir.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour renforcer la coordination de sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

2 Ingénieurs Organisation/Informatique

Dans le cadre d'une équipe fonctionnelle dynamique, ils seront chargés :

- de l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information,
- de l'étude et de la mise en œuvre des méthodes informatiques.

Les postes exigent :

- une formation supérieure,
- une expérience de quelques années en organisation et informatique,
- une très grande facilité de communication, d'écoute et de synthèse,
- une volonté d'évolution vers des fonctions d'animation et de coordination.

Adressez C.V., photo, salaire et prétentions sous réf. 101 à CNA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

ORGANISATEUR fort potentiel pour carrière motivante

PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE, leader dans sa branche, met en œuvre des systèmes de gestion évolués, recherche un Organisateur de fort potentiel, Mines, ECP, IEC, disposant d'une première expérience de 3 ans environ.

En liaison avec un des plus importants cabinets angle-sexon, il pilotera la refonte des systèmes et procédures actuels de fonctionnement d'un grand département.

La réussite dans cette première mission implique une forte motivation, une familiarisation avec l'outil informatique et permettra d'accéder à des réelles responsabilités fonctionnelles ou opérationnelles dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. DN 122 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

recherche :

CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMES

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.
- interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant aux diplômes d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à COGERCO 72, rue Belchessan 75007 Paris.

UN CHEF LOGISTIQUE

- responsabilités :
 - administration des ventes - facturation,
 - transports,
 - gestion de stocks, produits finis et matières premières,
 - achats.
- formation souhaitée :
 - Ecole Supérieure d'Approvisionnement,
 - Ingénieur Chimiste + I.A.E.
- connaissances et intérêt pour l'informatique de gestion appréciées.

Age 30 ans environ.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est.

Adressez votre dossier de candidature détaillé (avec prétentions) sous réf. 9061 à VALENS CONSEIL, BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

OFFRES D'EMPLOIS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

RECRUTEMENT

UN COLLABORATEUR INFORMATICIEN

Le poste est à pourvoir dans le service de l'Informatique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent. Il devra avoir une expérience de plusieurs années dans le domaine de l'informatique. Ecrire à : M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Adressez votre candidature sous forme de lettre manuscrite, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité, à : M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est une institution publique à but non lucratif. Elle est soumise à la loi relative aux associations de personnes physiques.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris est M. le Directeur, 12, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

cherche pour son équipe chargée du développement des :

RANQUES DE DONNÉES D'INTERET NATIONAL

UN COLLABORATEUR INFORMATICIEN

Ayant le goût des contacts humains, niveau L.U.T. minimum, 2 ans d'expérience, compétences apprises dans les domaines suivants : SGDD, logiciels documentaires, réseaux, vidéos, micro...

Adresser C.V. et prétentions à : C.C.I.P. (DOAI) 14, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

Juriste confirmé

Nous recherchons pour notre service contentieux à Paris

Ce poste implique la prise en charge et le suivi des dossiers judiciaires traditionnels, et tous ceux qui concernent le droit bancaire, ainsi que des contacts avec les Agences, les autres Services du Siège, les Conseils de la banque et les autres Etablissements bancaires.

Le candidat devra posséder une formation supérieure (Droit privé) et justifier d'une expérience certaine des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise.

La maîtrise de la langue anglaise est requise. Une connaissance des opérations bancaires sera appréciée.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV et prétentions, sous réf. 321 J, à Société Générale, Service du Recrutement, 7 rue Caumartin 75009 Paris.

CHEF DE PRODUIT MARKETING (H ou F)

attaché au directeur du marketing et en relation étroite avec les services commerciaux et logistiques, il sera responsable, dans un premier temps d'une ligne d'instruments de dessin dont il assurera l'évolution et la gestion.

Il devra rechercher une nouvelle répartition des ressources entre les produits actuels et procéder aux études de produits nouveaux. Il élaborera les stratégies de communication, de distribution et de lancement.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, parlant bien l'anglais, il aura quelques années d'expérience du lancement de produits industriels de grande diffusion (agence ou annonceur).

Ce poste implique un développement ultérieur de la fonction dans le cadre d'une entreprise à taille humaine et performante.

Envoyer C.V. et prétentions à : **MÉCANORMA** 7810 LE PERRAY-EN-YVELINES

Gérer nos activités "province"

Une bonne opportunité pour le candidat à qui nous souhaitons confier ce poste

d'ADJOINT DE DIRECTION

Leader dans le domaine de la régie publicitaire chromatographique, nos exploitants - province - représentent 50 % de notre C.A.

Pour les fidéliser et mieux les connaître, nous souhaitons recruter un commercial de niveau Bac, ayant une expérience de PREFERENCE BANCAIRE OU ASSURANCE.

Apte à la négociation et à l'analyse, sa mission sera la visite des salles, leur étude, le renouvellement des contrats et l'analyse des informations qu'il aura pu recueillir.

Ce poste impliquant des déplacements de 2 à 3 jours par semaine, nécessite : dynamisme et disponibilité.

Salaire fixe + frais de déplacements sur justificatifs. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. + photo sous réf. 286 M à Christine d'AUBIGNY VALENS CONSEIL RECRUTEMENT 59, rue de Richelieu - 75002 PARIS qui vous assure de sa totale discrétion.

Pour la filiale d'un important groupe industriel, nous recherchons

UN INGENIEUR CHIMISTE

ou équivalent pour laboratoire de recherche et développement.

Expérience 10 - 15 ans en formulation et contrôle de peintures industrielles indispensables. Age 40 ans environ.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est.

Adresser votre dossier de candidature détaillé (avec prétentions) sous réf. 9060 à VALENS CONSEIL BP 559 - 75064 PARIS Cédex 02.

Important groupe TP recherche pour quartier Défense

1BTS comptabilité 2BTS comptabilité avec connaissances fiscales

pour participer, au sein de la direction comptable et fiscale du holding, à la consolidation des situations des sociétés du groupe, présentes dans le monde entier.

Les candidats, ayant 2 ans d'expérience si possible, devront s'intégrer à une équipe performante, et avoir goût et aptitudes pour l'utilisation de l'informatique.

Possibilités de développement de carrière.

Restaurant d'entreprise et avantages sociaux.

Ecrire avec référence et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 275.646 Régie Presse 65 bis rue Réaumur 75002 Paris.

Comptabilité - Réassurance

ADJOINT(E) AU RESPONSABLE DU SERVICE

Assurances PARIS 8e recherchent l'Adjoint(e) au Responsable du Service Comptabilité-Réassurance. Ce poste s'adresse à de jeunes diplômés(e)s d'enseignement supérieur, ayant éventuellement une première expérience de 1 à 2 ans dans une fonction similaire. Ils devront posséder des connaissances en comptabilité ou en technique d'assurances, en informatique, en organisation.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 8255 à : **Organisation et Publicité** 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Analyste Financier

Une importante banque PARIS 8ème recherche pour son Bureau d'Etudes un **Analyste Financier** qui devra justifier d'une expérience d'au moins 2 ans.

Préférence sera donnée à des candidats de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions (et éventuellement le n° de téléphone où il est possible de vous joindre) sous référence 4286 à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra. Discreté assurée.

Dans un secteur en pleine expansion

LA MICRO-INFORMATIQUE

Notre société réalise des logiciels et distribue des micros professionnels.

Pour développer nos ventes et attaquer de nouveaux marchés (P.M.E., P.M.L.) nous recherchons :

UN INGENIEUR COMMERCIAL

expérience micro, T.D.T., S.S.C.I. appréciée. Forte progression pour candidat motivé.

Adr. C.V. + prétentions sous n° 2271 LE MONDE Pub. SERVICE ANNONCES CLASSES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ORGANISME SOCIAL

recherche pour service prestations (Contrat - groupe de rente - service et mutualité)

UN RESPONSABLE

de bon niveau en comptabilité et en secrétariat, ayant l'esprit d'initiative, la sensibilité de l'organisation et étant disponible. (Avantages sociaux, conventions collectives)

URGENT Envoyer C.V. + photo à : UNAPAR 15, rue Copernic 75018 Paris.

ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (Siège PARIS)

recherche pour sa

Filiale spécialisée dans les opérations de géothermie en France et à l'étranger

CADRE FINANCIER CONFIRMÉ

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.P.C. ou équivalent

- Assistant directement le Directeur Général dans l'administration et la gestion de la société.
- Elaborer les montages financiers au plan international avec les opérateurs, groupe bancaire public et privé.
- Bonne connaissance du droit international.
- Anglais et si possible espagnol courant.
- Voyages à l'étranger à prévoir.

Envoyer C.V. sous n° 275.494 M - REGIE PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

AGENT TECHNIQUE

Notions de conception et connaissances techniques indispensables. Poste plein temps

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence L.M.O.L.L. - PSYCHOREC, 55, rue François-Rolland 94130 Nogent-sur-Marne

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LUXE DE RENOM INTERNATIONAL PARIS-8

utilisant IBM 38, recherche 7-38 (travailleur) recherche pour intégrer à l'équipe informatique :

ANALYSTE FORMATION SUPERIEURE (ENSI - DELG Informatique)

Evolution à moyen terme vers CHEF DE PROJET. Première expérience exigée.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, s/réf. 3.458 à PIERRE LICHOU S.A., R.P. 228 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Etablissement financier de crédit-bail recherche

jeunes diplômés

E.S.C. OU SIMILAIRE

Après une formation d'environ 2 ans à l'analyse des dossiers clientèle, leur carrière pourra être orientée vers le réseau commercial.

Un goût pour l'activité commerciale (prospéction et négociation) et une totale disponibilité géographique après la période de formation sont nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 10427 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Groupement d'entreprises recherche psychologues avec exp. recrut. en entrap. : 1 responsable, secteur orientation et conseil prof. (réception pers. handicapées, mal. ment. infirmes, prof. animat., stages) CV GHERET, 27, r. du Général-Foy B.

PROFESSEUR D'INFORMATIQUE DE GESTION

pour baccalauréat informatique années 20 à 30 ans, candidat à la fois de gestion et de gestion. Convient à MIAGE DUT + expérience informatique D.T.T. Châty-M. 852-42-78.

TECHNICO-COMMERCIAL

pour développer : - service commercial ; - secteur ingénierie ; - secteur administratif ; - exp. et réf. exigées. Adresser C.V. à GHERET 2000 102, rue La Fayette, 75010 Paris.

MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI DE CRÉTEL

UN ANIMATEUR

Au sein de l'équipe, il sera plus particulièrement chargé des relations avec les milieux professionnels en vue de favoriser l'insertion des jeunes par l'organisation de stages en entreprises.

Les candidats devront être âgés de plus de 25 ans, candidats à la fois de gestion et de gestion. Convient à MIAGE DUT + expérience informatique D.T.T. Châty-M. 852-42-78.

Envoyer lettre de cand. et c.v. à : Adresse de la Maison des Associations rue M. Diderot, 94000 CRÉTEL.

Collège sous contrat recherche

Professeur de français expérimenté longue durée Td. Jeudi 783-46-35

Canon

recherche pour sa Direction Commerciale des Ventes indirectes, une :

Secrétaire de direction

possédant le BTS de Secrétariat de Direction. Les candidates à ce poste devront avoir une excellente présentation.

Merci d'envoyer vos candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) à Geneviève CAJAT, 36 bd de Clichy 75018 Paris.

Canon

Groupement immobilier important recherche pour assurer les ventes d'un de ses programmes sur la côte bretonne

CHEF DE VENTES

expérimenté et imaginatif Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8255 à GHERET 2000 102, rue La Fayette, 75010 Paris.

D.O.O.

78, Champ-Elysées recrute

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

pour maintenance et développement de produits de gestion sur micro-ordinateurs. Td. pour R.V. au 558-17-66.

formation professionnelle

STAGE INTENSIF 480 HEURES

ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE GESTION

15/11/83 - 24/02/84

ASSEMBLEUR COMCAL - L.P.C.

T.P. avec spécialités.

Recrutement Bac + 2. Pour placement immédiat, prêt études, conditions très favorables.

EDUVISION, 227-77-10, 388-36-78.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

NOMBREUX DÉROUCHÉS AIDE ASSURÉE A L'EMPLOI

STAGE 3

28, rue Bergère, Paris 8. M. Monneret, RER Aubert.

824-45-25 +

capitaux propositions commerciales

Aider franchise pilote prêt. services à Paris. Bon C.A. laisse 20.000 F mois. Il faut avoir 200.000 F cash. Td. SAVRY (3) 973-68-84.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.), S.P. 291.08 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée **FRANCE CARRIÈRES** (C 16) B.P. 402.08 Paris.

travail à domicile

Je dactylographie vos thèses, mémoires et manuscrits à domicile. Td. : 535-28-65.

traduction demande

Traductions indépendantes, 12 ans d'exp. export machine-out. dial. E.S.I.T., al. fr., angl. Td. 755-19-77.

SERVICE CONTENTIEUX

Caisse de retraite PARIS 8e recherche :

RÉDACTEUR (H.F.)

Capacité en droit ou équivalent, ayant quelques années de pratique chez un avocat ou avocat Salaires de l'ordre de 75.000 F par an. Avantages sociaux. Horaires variables

Merci de faire acte de candidature en adressant votre manuscrit, C.V., photo sous réf. 46.294 à PROJETS, 12, r. des Pyramides, Paris-1^{re}, qui fera suite.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche

INGÉNIEURS

logisticien temps réel diplômé et expérimenté sur 68000, SOLAR, MITRA... pour grande projet T.R. TANG : 606-35-60.

Analyste-programmeur

IBM 34

GAP II INTERACTIF

pour micro-ordinateurs 118, r. Crémieux, 75018 PARIS. Tél. 206-24-63/241-63-63.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 33 ans, comm. Basic, exp. anim., form. et réal. cinéma/vidéo, autod. mod. mod. Vaudouze/Provenç.

Marie LAGET (901 51-65-60).

Pour un de ses groupes de cadres en recherche d'emploi ou de missions temporaires, le « Gier-cadres »

le « Gier-cadres » adresse un **APPEL AUX EMPLOYÉS** pour recevoir offre d'emploi ou de mission temporaire au numéro 222-12-66.

J.F. 34 ans recherche place gouvernante G.B. Rd. Ex. s/réf. 2288 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Habitant Paris, F. 42 ans, psycho-clin. (DESS 1983), recherche poste libre immédiate, exp. accompagnement et bureau.

Ex. s/réf. 2288 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF COMPTABLE

34 ans, connaissance nouvelle plan comptable, lire de suite. Ex. s/réf. 2283 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ASSISTANTE PERSONNELLE

38 ans, cultivée, loyale, parlant couramment français, anglais, allemand, arabe. Formation juridique, habitude des voyages.

très bonne rédaction, potentiel intellectuel et humain. Satisfait toutes propositions. Tél. : 554-04-11.

Homme 30 A., acheteur gestionnaire ESC, exp. stages. 367-23-53 - Place stable.

DIRECTEUR PERSONNEL

50 ans, rech. travail 1 TEMPS PARTIEL dans P.M.E., P.M.L. audit et contentieux social. Connaissance des Auteurs.

Ex. s/réf. 2288 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. COMPTABLE 1 dactylo, 2 ans 1/2 exp. de service client, très sérieux. Ch. place stable - 437-57-54.

Dame mar. française, solide exp. int. et organisation internationale, resour. Afrique : recherche emploi étranger secrétaire traduct. haut niv. en pub., relat. et carrières - références contrôlables.

Envie sous le n° T 42083 M RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ING. CONSEIL INDÉP., spécialiste organisation et gestion informatique de production. Exp. informatique, formation. Solides références industrielles. Etud. des propos.

Envie sous le n° T 042.592 M RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

logén. dom. 34 a. disponible, motivé, créatif, 10 a. exp. profess. biens équipements. Etude des prop. T. 774-51-65.

MÉDIATIQUE

J.H. 27 ans, esprit créatif - Conscience-réaliste, de service vidéo (Télé) - Mécanisme de presse, ouvert aux nouvelles technologies audio-vidéo. Recherche poste dans presse, médiatique, télévisuelle.

Ex. s/réf. 2288 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	23,00	28,44
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	28,44
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	le jour	le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
BELLE RENOVATION
PAR ARCHITECTE
STUDIO 2 PIÈCES
Sous-sol avec cave
T.T. CONF. CHAUFF. SOLAIRE
A SAISIR. 321-86-86.

LOUVRE Imm. restaur. stand.
sur 1^{er} p. rue, ref. nat.
COPAGE 347-57-77.

2^e arrdt
BONNE-NOUVELLE
BEAU STUDIO 23 m². Kitchen,
bain, tout conf. 181.500 F.
3 PCHS 42 m², salle de bain,
cave, tout conf. 315.000 F.
BEAU PLACEMENT
Téléphones: 357-39-48.

FORUM DES HALLES
2 p. et ch. imm. restaur. esc.
6^e m. 500.000 F. 567-42-70.

3^e arrdt
PRÉS PL. REPUBLIQUE
Imm. p. de T. bel app. 215 m²
1.500.000 F. Tél.: 525-86-80

4^e arrdt
TOURNELLES
Sup. 3 P. 30 m², dc. nobles,
terrasse, part. 235-83-33.

5^e arrdt
COEUR DU 5^e
71 m², beau, lux. 1.300.000 F.
90 m² + 20 m² as/soi
900.000 F. 90 m² as/soi
960.000 F. 535-96-37.

6^e arrdt
ST-MICHEL
2 p. en duplex, pour. opper.
bon imm. 535-14-40.

7^e arrdt
DURCQ
BOULEVARD DES INVALIDES
magnifique 380 m², sol.,
veranda, PROCESSIONNEL.
T.C.S.S. 4 T.C.S.
Téléphone: 325-33-30.

9^e arrdt
Rue Lantier
83 m², R.-de-C., 4 P. libre,
salle de bain.
350-75-20.

SAINT-GEORGES
Dans bel imm. Pierre de taille.
Studio 6^e et. asc. charmé.
286.000 F. 562-17-17.

10^e arrdt
REPUBLIQUE 4/5 p., parfait
état, balc., 5^e et. 2 p. ch.
rev. 650.000 F. 347-57-07.

11^e arrdt
Voltaire 110 m², 354-42-70.
ATELIER ARTISTE
+ 2 P., veranda, charme.

REPUBLIQUE PETIT 2 P. 4^e et.
clair et équipé de 200.000 F.
98 m², occupé, tout. libre.
1.850.000 F. 345-52-72.

VINCENNES 170 m²
Très bel, pierre de taille,
splendide 6-7 pièces, cuisine,
2 bains, ascens. 300.000 F.
6^e, 14^e m², occupé 850.000 F.
1.850.000 F. 345-52-72.

LEDRU-ROLLIN
Très bel imm. pierre de T. 4 P.,
3 P., occupé, tout. libre.
850.000 F. 562-17-17.

VOLTAIRE
Très bel immeuble, asc.
2 P., occupé, 250.000 F.
4 P., occupé, 300.000 F.
6^e, 14^e m², occupé 850.000 F.
ISORE S.A. 562-17-17.

13^e arrdt
PORTE-ITALIE SUR KREMLIN
part. 5 p. loges, bon, calme,
sol., 650 000 F. 535-96-92.

BUTTE-AUX-CAILLES
MAISON originale et très con-
fortable de 155 m² sur 3 nrs;
entrée, cuisine, triple séjour à
baie, volume 60 m², 3 ch.,
3 w.-c., 2 salles de bain, salle
d'eau, cave, clim. central pas.
Poss. parking en location.
1.800.000 F. Tél. 367-41-13.

14^e arrdt
BEAU 4 P. DUPLEX
St-Jacques, récent et stand.
part. 1.200.000 F. 542-40-00.

MONT-PARNASSE
Neuf, 2 P., 47 m² s/jard.
640.000 F. 225-32-25.

ALÉSIA Imm. 62
2 p. tout confort, 2^e et. asc.
COTINGE 783-62-74.

PLAISANCE NEUF
Livré finit 54, vue dégagée
plein sud de 3 à 6 P., clim.
1 duplex, terrasse, à partir
835.000 F. Tél.: 225-32-25.

ALÉSIA, r.-de-ch., 3 P., 70 m².
Communication facile,
université. 606-57-71.

15^e arrdt
8, VILLA FORIER
Imm. p. de T. 2 p., ch., bns.
500.000 F. Jeudi 13 à 16 h.

PROX. CHAMP-MARS
Imm. pierre de T. 2 P., 48 m²,
2^e et. ascens. 500.000 F.
Téléphone: 554-25-44.

17^e arrdt
45 BIS, R. DE VILLIERS
M^{re} MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZA-
VINE de 2-4-5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE REHABILITATION
Vie. meublée 14, 18 h.

EXCEPTIONNEL
BEL IMMEUBLE RAVALE
2 P. 198.000 F
ENTRETIEN REFAIT
URGENT. Tél.: 234-11-33.

M^{re} MALESHERBES dans un
maison au 1^{er} étage s/adorable
jard., 2 p. 41 m² à rénover.
Exceptionnel. Prix: 250.000 F.
Laurent FLEURY: 555-07-06.

PONT CARDINET 100 m²
3400 double, 2 chambres,
3^e et. ascens. 315.000 F.
SARBI: 567-22-88.

18^e arrdt
M^{re} LAMARCK
Rue des Saules, 5. 2 P., ch.
3^e et. 342.000 F. 284-71-93.

PRÉS JUNOT
BEAUCOUP DE CHARMES
ATELIER ARTISTE + 3 P., 2
confort, 150 m² env., + belle
terrasse, veranda. 234-71-93.

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
A prox., 2-3 P., 2 ch., rue cour.
Imm. rev. 315.000 F.
LERNIS 355-58-98.

77 Seine-et-Marne
A vendre APP^t 54 CHÈLLES
sur pres bord de Marne
bon parc arboré.
Bain - salle à manger -
2 ch. - cuisine - salle de bain
5 P. de Chelles
P. 800.000 F.
Tél.: 405-90-78 à partir 19 h

78-Yvelines
Particulier VEND Part-2
APPARTEMENT TYPE 2
+ 2^e et. dernier étage.
2-3 p. post, loge v. v. porte
briquée, cave, parking extérieur.
Prix 480.000 F. Part. finit.
Téléphone: 961-34-13.

94 Val-de-Marne
CRÉTIL ÉLISE
appart. dans imm. rénové
4-5 P., Ch. Ind. asc. V.O.
Prix conventionnel A.P.L.
MONTVIL: 837-15-03.

95-Val-d'Oise
FRANCONVILLE (95)
Part. vende 54, 63 m², balcon,
2 loges, Cuisine, s. de bain,
salle d'eau, porcel., cave.
Prix: 450.000 F. dont
95.000 F. prêt P.C.
Téléphone: 413-95-95.

Province
Cannes, imm. stand. très bel
app. 6/8 p. 180 m²,
cave, clim., 2 ch., 2 w.-c.,
cave, équip. relat. à neuf
park. plein sud, vue mer.
Prix très intéressant
Tél. 10 h 30/12 h 30
16 h/18 h - (01) 47-03-36
Vente sur place jusqu'au 4/11

immobilier information
ANCIENS NEUFS
DE STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
PAR ORDINATEUR
Centre d'information
FRANCOIS DE PARIS, 50 rue de France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

INVESTISSEZ
Gardez pierre, occupé ou
gare Agis, à part. 2.300 F le m².
R. LAMBO, le matin 553-81-48.

appartements achats
EMBASSY-SERVICE
8, av. Marceau, 75008 PARIS
reçu, pour devises étrangères
et BUREAUX. ACHATS en
LOCATION. 552-18-40.

Jean PEILLADE 54, av. de la
Mette-Piquette 19-20-00-76.
Paris, comp. 15-7^e arrdt
APPARTEMENTS grandes
surfaces et IMMEUBLES.

FRANCE AFRIQUE ACH. urgent
STUDIOS & 5 PIÈCES ou PA-
VILLON. 2500 F. 77-74-95.
BON STAND. 339-65-65.

Recherche à 3 P. Paris
préfère rive gauche,
avec ou sans terrasse.
PAR CDT chez nous.
673-20-67, même le soir.

DÉPARTEMENT ÉTRANGER
AGENCE DE L'ÉTOILE
300-25-05.
Rech. PIED-A-TERR. APP^ts
CO-STAND. HOTEL PART.
CUISTES/LES GRANDES

Part. P.D.G. de société, rech.
dans quartier résidentiel 7^e, 8^e
ou 16^e arrt, ach. apt. 80 m²
environ living + 1 chambre
avec les dépendances.

Téléphone au 742-15-33
pour rendez-vous.

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
A prox., 2-3 P., 2 ch., rue cour.
Imm. rev. 315.000 F.
LERNIS 355-58-98.

77 Seine-et-Marne
A vendre APP^t 54 CHÈLLES
sur pres bord de Marne
bon parc arboré.
Bain - salle à manger -
2 ch. - cuisine - salle de bain
5 P. de Chelles
P. 800.000 F.
Tél.: 405-90-78 à partir 19 h

78-Yvelines
Particulier VEND Part-2
APPARTEMENT TYPE 2
+ 2^e et. dernier étage.
2-3 p. post, loge v. v. porte
briquée, cave, parking extérieur.
Prix 480.000 F. Part. finit.
Téléphone: 961-34-13.

locations non meublées offres
Paris
Les PARTICULIERS ont des
LOGEMENTS À LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS
GRANDES PETITES
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphone: 288-08-48.

locations non meublées demandes
Paris
RECH. DE LOCATIONS
Appr. vill. très catégor.
pour personnel et cadre moy.
IMPORTANTES SOCIÉTÉS
PAR ORDINATEUR
503-37-00, postes 32.

Région parisienne
Ecole cherché pour CADRES
villes, pavill. très bel. Loyer
environ 10.000 F. 283-67-02.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Marceau, 75008 Paris,
reçu, pour devises étrangères
et BUREAUX. ACHATS en
LOCATION. 552-18-40.

VILLAGE SAINT-JULIEN
RESIDEN- 562-70-99

locations meublées demandes
Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mandés Paris
reçu, pour devises étrangères
et BUREAUX. ACHATS en
LOCATION. 552-18-40.

pavillons
PAVILLONS
JUSQU'À 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
PAR ORDINATEUR
Centre d'information
FRANCOIS DE PARIS, 50 rue de France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

Belle maison, env. 71, div. 16
8 ch. 8 ch. 8 ch. 8 ch. 8 ch.
2 b. 2 w.-c., cuisine équipée,
jardin, URGENT. 634-15-18.

M^{re} FONTENAY-ROSE
Pavillon récent 5/8 P., sur ter-
rasse et jard., tout. libre.
1.200.000 F. 547-82-82.

YPORT (76)
Entre Écamp et Étréat
à 500 m de la mer
VERMOREL MANSION
Salle à manger, cuisine,
2 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
1 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
aménag. cellier + gde cave,
possibilité rentrer 8 volumes.
550 m² de terrain.
Tél.: 995-38-28 à partir 19 h.

BALAINVILLIERS
Pavillon plein-pied, 2 ch.,
7 pièces. Terrain 400 m².
P. 635.000 F.

ETI
448-96-23 - ouv. le dimanche.

villas
LANDES-ARRE-SUR-L'ADOUR
Belle maison, env. 71, div. 16
8 ch. 8 ch. 8 ch. 8 ch. 8 ch.
2 b. 2 w.-c., cuisine équipée,
jardin, URGENT. 634-15-18.

A CANET-PLAGE
A 200 mètres mar, villa 3 sa-
lons, 2 ch., 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
garage, 2 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
aménag. cellier + gde cave,
possibilité rentrer 8 volumes.
550 m² de terrain.
Tél.: (98) 76-47-41.

maisons de campagne
Naut-Police PERMITTES. De 1
à 10 ha. Maisons de camp.
de 50.000 à 400.000 F. Rend-
garnies. AGENCE LEON
75008, THENEZAY.

propriétés
PLAINES RÉSIDENTIELLES
Belle propriété, maison com-
pète. - Téléphone: 281-07-84.

LA MORLAY, près pays
maison évolutive, beau jardin
1850 m² plein-pied, hall, salon,
cave, 4 ch., 4 w.-c., cuisine,
4 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
garage 22 m², salle 16 m²,
cave 22 m², 150.000 F.

LYS CHANTILLY
très beau parc 3800 m²,
cuisine, coin repas
20 m², bureau 12 m², séjour
50 m², cheminée. Au premier:
3 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
Comble: 2 ch. 2 w.-c., cabinet
toilette, bureau, gd garage,
salle de jardin, construction an-
cienne, rénovation en parfait état,
prix 1.150.000 F.

Présbytere 18^e, 1 colonnade
22 m², bureau 6 m², s. d.
Tél.: 588-90-27.

LYS CHANTILLY
parc 3700 m², avenue richie-
r, 44 m², bureau, 4/5
ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
cave, 22 m², 150.000 F.

80 km autoroute A 13
PRES VERNON, MAISON
30/77, 2 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
3 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
800 m², rev. 460.000 F.
Tél.: (16-32) 53-07-02.

terrains
LIBERON - GORGES
Vie terrain privé, av. P.C.
remettrait nouveau pavillon
mod. centre de adminis.,
etc. Tél. (06) 73-04-72.

Pour acheter un bien immobilier
dans le midi de la France,
la maison de l'immobilier
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

Studio et ch. libre de suite
85.000 + 1.300 F. couple
85/77, 2 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
1 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
255.000 F. 150.000 F.
Tél.: 268-18-00.

17, rue Dautanville, local
80 m², 2 ch. 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
255.000 F. 150.000 F.
Tél.: 268-18-00.

Occupé par femme 79 ans, gd
studio, 2 ch., 2 w.-c., 1^{er} et. 2^e et.
118.000 F. + 1.350 F. CRUZ.
8, rue la Boétie. 268-18-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations
DOMICILIATION
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
CIDES - 723-82-10

DOMICILIATION
DANS LE 16^e
Inscription R.C. immédiate.
Location de bureaux à l'heure.
Tél.: 691-29-77

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris, 2^e ou 15^e
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
M. 200.000 F. 100.000 F.
CONSTITUTION STES
ASPAC 293.80.50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F.
Construction rapide de société.
G.S.M.P., 54, r. de Crimée, 19^e.
Tél.: 607-82-00 TELÉX.

EMBASSY-SERVICE
552-62-14
RECH. 150 à 200 m²
bureaux quartier affaires

66, CHAMPS-ÉLYSÉES
BUREAUX MEUBLÉS
Séjour, cuisine, salle de bain,
Tél.: 562-96-00

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Déclaration et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50.

FAUDG SAINT-HONORE
A LOUER BUREAUX
PRESTIGE
800 à 2.000 m²
FRANCO-SUISSE
Tél.: 284-19-18.

bureaux

SIÈGE SOCIAL
de 100 F à 200 F N.T.
TOUTES DÉMARCHES
10-12, S.O.M. 340-24-54.

VOTRE SIÈGE SOCIAL-92
secrétariat, 38, villa, bureau
meublé, cuisine, salle de bain,
cave, climatisation sociale.
ACTE 92. 603-38-32.

8^e COLISEE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250/350 F. PAR MOIS.
A.F.C. 359-20-20.

Domiciliations : 8-2.
Secrétariat, Tél. Tél.
Loc. bureau, toutes démarches,
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

locaux commerciaux
Ventes
BLANC-MESNIL plein centre
ville, 400 m² entrec. 200 m²
bureaux, 120 m² vide
1.400.000 F. T. 555-07-06.

Placement exceptionnel
PANTHEON
De imm. récent, local, 200
m², 270 m² libre, accès voiture vi-
trine sur rue, à saisir.
634-13-16.

Centre ville LAVALUR (81).
LOCAL 700 m² couvert, gd
soit sur 2 nrs et sur parking
public de 1.000 m².
Bureaux. Tél. Conviendrait au-
paravant, dépt.
Tél.: (81) 55-05-78.

Locations
MONTREUIL 97 BOIS
Local "pro" de 80 m² ou
80 m² + PARKING
MONTREUIL - 93-15-03.

FAUB. ST-HONORE
Galerie des antiquaires
66 m² en R.D.C.
Cave de 100 m² et 110 m² de
12.000 F. 555-07-06.

SARL 776-44-88.

locaux industriels

Locations
PARIS (20^e), 80 DAVOUT
A LOUER
Locaux d'activité à partir de
200 m². Tél. 359-20-20.

SOCOMIE, 776-17-46.

fonds de commerce
Ventes
FONDS CONFECTION POTTERS
CA 1.300.000 F.C. mètre
trav. mens. 50 m vide
Agence Leon. 75008 THENEZAY.

Grande ville méd

Un entretien avec M. Claude Dollé, président du groupe sidérurgique Sacilor

- Le retour à l'équilibre financier n'est pas envisageable avant trois ou quatre ans
- La modernisation aura des conséquences sociales plus douloureuses que prévu

« La sidérurgie traverse une crise qui semble n'en plus finir. Comme si, plan de restructuration après plan de restructuration, cette industrie devait lentement disparaître. L'acier a-t-il encore un avenir en France ? »

« La sidérurgie mondiale est en crise. Pas seulement celle de la France, mais tout le secteur européen, y compris celle de l'Allemagne, pourtant souvent citée comme un modèle. Les Japonais eux-mêmes sont aujourd'hui mis à mal. Quant aux États-Unis... n'en parlons pas. Les raisons de cette crise sont connues : tout d'abord, l'évolution très rapide des techniques de production. Ensuite, les nouvelles exigences des clients, qui entraînent une mutation des produits eux-mêmes, et la naissance d'une nouvelle géographie de l'acier avec l'émergence de nouveaux producteurs. Enfin, la crise économique mondiale, qui entraîne une forte baisse de l'investissement industriel, qui est le premier débouché des sidérurgistes. »

« Je vais citer deux exemples concrets de cette mutation : pour faire une même quantité de produits finis, il fallait couler 27 millions de tonnes d'acier liquide en 1974 ; il suffit de 23 millions aujourd'hui. Autre élément : les trains à fil français lamineur actuellement à plus de 80 m/seconde. Demain, il faudra des lamineurs qui travailleront à plus de 100 m/seconde. Cela signifie qu'un seul lamineur fera le travail de deux. Voilà la mutation. »

« Contrairement à ce que certains croient en France, la sidérurgie a déjà fait chez nous beaucoup d'efforts d'adaptation et de modernisation. Ce n'est pas suffisant. Mais il faut du temps pour faire virer à 180° un gros cuirassé comme la sidérurgie, qui ne peut réagir comme une vedette rapide. »

« Alors, l'avenir ? L'acier est présent partout dans l'environnement quotidien, et on l'utilisera encore pendant longtemps. Mais sous des formes nouvelles. Observez le Japon : en vingt ans, la sidérurgie de ce pays est devenue la première et la plus compétitive du monde. Pourquoi ? Parce qu'il fallait une excellente sidérurgie pour avoir une forte industrie mécanique, de construction navale ou d'automobiles. C'est un choix volontariste. Imaginez-vous les constructeurs automobiles français obligés d'acheter leurs tôles en Allemagne, ou la S.N.C.F. ses rails ailleurs qu'en France ? On ne peut pas abandonner l'acier comme certains le préconisent. »

« Il faut encore beaucoup d'argent... »

« C'est exact. Comme je viens de le rappeler, c'est une industrie lourde, de ce point de vue aussi. La mutation technologique et celle des structures de production exigent des investissements considérables. D'autre part, la situation de crise que nous vivons ne nous permettra pas de retrouver l'équilibre d'exploitation avant plusieurs années. Raison de plus pour faire vite. »

« Le plan 1983 prévoyait un retour à l'équilibre financier en 1985. Est-ce encore possible ? Quand la sidérurgie cessera-t-elle de faire appel au contribuable ? »

« Les négociations actuelles tiennent compte de la situation financière que nous avons connue en 1982 et qui sera aggravée en 1983. Il faut, en tout cas, je tiens à être clair sur ce point, sortir du cycle pervers — comblement des pertes, par appel à l'argent du contribuable. Il faut garder une logique d'entreprise avant tout, car nous sommes dans un secteur concurrentiel en Europe et dans le monde. »

« Cela étant, un retour à l'équilibre financier n'est pas possible pour nos sociétés sidérurgiques avant trois ou quatre ans compte tenu des perspectives actuelles des marchés. Il faut beaucoup de temps pour tirer bénéfices des modernisations en cours. Il faut les réaliser, et j'insiste sur la nécessité de faire vite. C'est notre seule chance d'aboutir : moderniser mais aussi rationaliser très vite l'organisation de la production. Cela aura des conséquences sociales douloureuses. Au-delà de ce qui était prévu dans le plan 1982. Mais il faut les connaître et les reconnaître pour mieux les affronter. »

« Ne faudrait-il pas réorganiser l'ensemble, et notamment la sidérurgie lorraine ? »

« La sidérurgie française lourde doit se développer autour des deux pôles existants, en Lorraine et dans le Nord, sans négliger pour autant Salzgitter (Fos) ou certaines usines périphériques. Beaucoup de choses ont été dites à ce propos, et il faut rétablir la vérité. La Lorraine a l'avantage d'une bonne localisation géographique au cœur de l'Europe, très proche de ses marchés. Il y a en Lorraine des outils dont certains sont bons et d'autres à transformer. Et puis, il y a en Lorraine un savoir-faire, une compétence des hommes, un savoir technique extraordinaire qu'il serait coupable de laisser se dégrader. La production lorraine de produits plats (tôle automobile, fer blanc) est appréciée par les clients les plus exigeants (Mercedes, Volvo, Volkswagen, Renault, etc.). Nous

« Économies, économies, économies »

« Encore faut-il adapter les capacités au marché. Le plan d'acier arrêté par le gouvernement en 1982 n'est-il pas trop optimiste ? Et comment le réviser ? »

« Depuis le début de l'année, nous avons revu nos hypothèses de production en fonction de la situation nouvelle née de la chute du marché à la mi-1982. Le ministre de l'Industrie vient d'indiquer à l'Assemblée que les objectifs fondamentaux ne seront pas remis en cause mais qu'ils devront être adaptés au marché et aux contraintes financières. C'est ce que je fais à Sacilor. Mon impératif est : « Économies, économies et encore économies ». Mais avec en vue un double objectif : notre compétitivité industrielle et le gain de parts de marché, partout où cela se peut. »

« Avec quels objectifs de production ? »

« Je me méfie des prévisions chiffrées. On s'est si souvent trompé dans la sidérurgie... Mais, pour un chef d'entreprise, le pire n'est jamais sûr. Je préfère parler de fourchette de production. Nous travaillons sur des hypothèses effectivement réduites par rapport à 1982. Mais si le marché baisse, admettons, de 30 %, il ne faut pas en conclure qu'il faut immédiatement baisser les capacités de 30 %. C'est un trop grand risque de repli pour l'avenir. Notre hypothèse actuelle de production est basée sur 16 à 20 millions de tonnes par an. »

« Devant la gravité de la situation, on parle périodiquement, de fusion entre Usinor et Sacilor. D'autres évoquent une concentration étroite, nécessaire pour éviter une concurrence néfaste entre les deux groupes. Quelle est votre point de vue ? »

« Il faut éviter de gaspiller de l'argent. Si la concurrence signifie l'émulation commerciale, il faut la conserver. Quant à la concurrence sur les investissements, il n'y a pas aujourd'hui de gaspillage. Il est à mettre au point des optimisations qui font l'objet de discussions entre nos deux groupes sidérurgiques. Si la fusion n'apparaissait comme le meilleur moyen pour régler les problèmes de la sidérurgie, je serais le premier à la défendre. Mais une structure n'est qu'un moyen pour atteindre un objectif. En revanche, j'ai toujours pensé, et je pense, que des accords portant sur des produits ou des productions sont souhaitables et possibles. »

« L'Europe risque la rupture »

« La restructuration de la sidérurgie européenne se heurte aux égoïsmes nationaux et aux problèmes sociaux. Ne risque-t-on pas une rupture de la CEE à quelques mois des élections européennes ? »

« Les difficultés de la sidérurgie européenne sont telles qu'elles prennent des dimensions politiques dans tous les pays de la Communauté. Pensez à la Belgique... Les risques de rupture que vous évoquez sont certains. Si tel devait être le cas, on briserait sans doute vers des accords bilatéraux entre gouvernements, mais cela constituerait un recul indéniable des idées de la coopération européenne. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

I.B.M. attaque le marché de l'ordinateur domestique

I.B.M., premier groupe mondial de l'informatique, a présenté, mardi 1^{er} novembre, à New-York, le dernier né de ses laboratoires : le « P.C.-junior ». Il s'agit d'un modèle bas de gamme du « Personal Computer », le micro-ordinateur qu'I.B.M. a lancé sur le marché voilà un peu plus de deux ans.

Le « P.C.-junior », qui répondait dans les labos d'I.B.M. au nom de code de « Peanut » (cacahuète), utilise le même micro-processeur 16 bits que son grand frère. Il se présente en deux versions : l'une, d'un prix de 899 dollars, peut contenir 65 536 caractères dans sa mémoire. L'autre, coûtant 1 269 dollars, comporte une mémoire à disque qui peut stocker 131 072 caractères, et peut être agrandie jusqu'à 368 640 caractères. Aucun des deux modèles n'est livré avec écran.

Beaucoup des programmes réalisés pour le « P.C. » pourront être utilisés sur le « Junior », dont les deux modèles ne seront disponibles qu'au cours du premier trimestre 1984. Officiellement, I.B.M. explique ces délais par la saturation de ses unités de production, en raison notamment du succès du « P.C. », dont 800 000 exemplaires auront été vendus en 1983.

Toutefois, la firme a toujours su faire de l'effet d'annonce une arme commerciale. En annonçant le 1^{er} novembre que son « P.C.-

junior » sera disponible dans trois ou six mois, I.B.M. va semer le trouble chez bon nombre de consommateurs potentiels. Une partie de ceux qui envisageaient l'ordinateur domestique comme cadeau de fin d'année risquent fort de différer leur achat... et de causer quelques traces supplémentaires aux constructeurs de « micro ».

L'arrivée massive d'I.B.M. a bouleversé, depuis un an, le marché de la micro-informatique, évalué à plus de 2 milliards de dollars par an. Avec le « P.C. », le numéro un mondial de l'informatique avait attaqué le marché par le haut, sur le créneau des « micro » de bureau vendus autour de 2 000 dollars. Cette offensive avait causé quelques dommages parmi les pionniers de la micro.

En lançant son « P.C.-junior » au moment même où le marché de l'ordinateur domestique (vendu entre 300 et 1 000 dollars) connaît une sévère guerre des prix et une floraison de matériels, I.B.M. va entraîner vraisemblablement une redistribution des cartes dans ce secteur et la disparition de bon nombre de produits. Déjà Tandy Instrument vient de baisser les bras et de passer par pertes et profits les quelques centaines de millions de dollars investis dans la micro. L'arrivée prochaine du « P.C.-junior » d'I.B.M. n'était sans doute pas étrangère à ce retrait. — J.-M. G.

Prenez le tournant déterminant de votre carrière

Est-ce un hasard si les anciens de l'ICG occupent les postes de direction ?

- Ingénieur + ICG — Directeur de division — Directeur d'usine — Directeur de filiale — Directeur général.
- Cadre commercial + ICG — Directeur commercial — Directeur marketing — Directeur des ventes — Directeur général.
- Cadre administratif et financier + ICG — Directeur financier — Directeur du personnel — Directeur du développement — Directeur général.

Oui, en 27 ans, l'Institut de Contrôle de Gestion s'est forgé une réputation inégalée dans les entreprises en permettant à plus de 16.000 cadres d'acquiescer les compétences indispensables à l'exercice de fonctions de gestion et de direction.

Alors que tant d'autres, entre 30 et 45 ans, comptent en vain sur un « coup de pouce » du destin pour donner un nouvel essor à leur carrière, les cadres admis à suivre le cycle de formation de l'ICG s'assurent une supériorité décisive : ils développent les aptitudes et les réflexes des décideurs, des gestionnaires et des stratèges qu'une entreprise peut investir de sa confiance.

Plus l'objectif est ambitieux, plus la formation doit être rigoureuse.

L'ICG forme les cadres en activité à l'exercice de fonctions de gestion et de direction qui leur ouvrent de nouvelles perspectives de carrière. Au programme des études : — Approche globale de l'entreprise, introduction à la notion de système — L'étude des grandes fonctions de l'entreprise et des techniques qu'elles mettent en œuvre : marketing, production, finance, direction — Étude des outils : comptabilité analytique et budgétaire, prévisions à court terme, informatique, modélisation et analyse économique. — Stratégie, planification et contrôle de gestion, choix des investissements. — Entraînement à la prise de décisions : jeu d'entreprise en univers concurrentiel. — Synthèse : étude, diagnostic d'une entreprise régionale.

INDUSTRIE CHIMIQUE

Embellie ou redressement significatif ?

L'industrie chimique mondiale, malade de la crise, serait-elle engagée sur la voie de la guérison ? Les uns après les autres, les grands de la profession font état, pour le troisième trimestre, d'une remontée spectaculaire de leurs bénéfices. Aux États-Unis, la hausse est de 60 % pour Du Pont de Nemours (312 millions de dollars), de 61,9 % pour Monsanto (115 millions), de 214,8 % pour Dow Chemical (100 millions).

En Europe, le groupe Imperial Chemical Industries (ICI) a été le premier à donner la température avec un résultat avant impôts presque triplé (147 millions de livres contre 58 millions). A n'en pas douter, les allemands Hoechst, B.A.S.F. et Bayer ne vont pas tarder à confirmer le renversement de tendance.

Simple embellie ou redressement plus durable ? Difficile de répondre. Les firmes américaines signalent toutes une amélioration à peu près générale, ICI, en revanche, souligne que les conditions de marché restent très difficiles dans la chimie organique, la pétrochimie et les matières plas-

tiques, encore que, dans ces deux dernières branches, le groupe ait réussi à équilibrer ses comptes.

Qu'en sera-t-il de ses concurrents européens ? Pour l'instant on constate que les uns et les autres viennent de très bas, que nécessairement toute amélioration traduite en pourcentage prend immédiatement une allure spectaculaire. Cependant, pour les neuf mois, les progrès accomplis ne sont pas vraiment significatifs (+ 14 % pour Du Pont, + 8,9 % pour Monsanto, - 32 % même pour Dow Chemical). Seul ICI a réussi à doubler la mise (291 millions de livres nets contre 133 millions) mais avec des ventes pour les trois mois d'été atteignant tout juste le niveau du premier trimestre. Ajoutons enfin que les augmentations de chiffre d'affaires sont faibles dans la plupart des cas (+ 6 % pour Du Pont, + 3,3 % pour Monsanto, + 8,2 % pour Dow Chemical, + 13,8 % pour ICI). Dans ces conditions il est difficile de se prononcer sur l'état de santé de l'industrie chimique. — A.D.

Ce bulletin vous permet de poser, sans engagement, la question dont dépend votre avenir.

« Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ? » Vous trouverez une première réponse dans la brochure ICG et vous pourrez la compléter, si vous le souhaitez, lors d'un entretien personnel, sans engagement : vous saurez ainsi quelles aptitudes vous devrez développer au cours du cycle ICG afin d'être capable, en toutes circonstances, de décider, gérer, élaborer des stratégies et les mettre en œuvre.

Si vous envisagez de suivre le cycle ICG de votre région, le moment est venu de demander cette information : renvoyez ce bon à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15.

Institut de Contrôle de Gestion

« Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ? »

Je désire recevoir la brochure ICG qui m'apportera toutes précisions sur le cycle de formation et sur les aptitudes qu'il est nécessaire de développer pour accéder à des fonctions de gestion et de direction. Je pourrai ensuite, si je le souhaite, avoir un entretien personnel, sans engagement, avec un responsable de l'ICG de ma région.

Nom _____ Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
N° téléphone professionnel _____

Bulletin à renvoyer à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75015 Paris.

ICG Institut Français de Gestion
37, quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15

MON 2/11

CRÉDIT

MON 176

laissez-nous augmenter les rendements

Demande de : documentations, visites, essais, rendez-vous, démonstrations, contacts, etc...

de vos annonces ou vos mailings

La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres.

En mettant un bon à découper au bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement !

Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre de contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale.

...et animer votre réseau pour en tirer parti !

(concessionnaires, agents, franchisés, revendeurs, démarcheurs, représentants, etc.).

- l'informer des actions de promotion engagées,
- obtenir son adhésion et sa coopération,
- résoudre ses problèmes spécifiques et locaux,
- le former aux techniques du marketing direct et à l'exploitation des actions entreprises.

Nous sommes certainement les très rares spécialistes français de la publicité à réaction concrète et de l'animation de réseau.

laissez-nous 15 mn pour le prouver

☐ chez vous ☐ chez nous

Nous vous présenterons nos performances authentiques et vérifiables.

Pour cela, faites-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et dès réception nous prendrons rendez-vous.

Prière de contacter M. _____

FIRME _____ FONCTION _____

ADRESSE _____ Tél. _____

AGENCE DE MENDEZ

11, RUE DE MONCEAU 75008 PARIS ☎ (01) 359.83.32 +

CONJONCTURE

La rigueur, et après ?

(Suite de la première page.)

Détachées, enfin, les idées au royaume de la décennie 70, qui ont enflammé les esprits socialistes, et bien d'autres, dénonçant en chœur l'économie de consommation, ses gadgets, ses faux besoins, son aliénation, condamnant le productivisme au nom du bonheur de l'homme et du respect de l'environnement, prônant la conscience zéro !

Aujourd'hui, le langage officiel, est revenu à des idées plus traditionnelles. Si la croissance est arrêtée, ou simplement se ralentit, on le déplore. On est résolument favorable à l'industrie, voire productiviste ; à travers le IX^e Plan, on fait du progrès de la technique industrielle le grand dessein de la nation.

Il faut naturellement applaudir cette conversion. Voilà donc restaurés les bons vieux principes : pas de dépenses sans assainissement préalable — notamment rétablissement des grands équilibres, — pas d'assainissement sans satisfaire aux recettes aussi connues qu'impopulaires de la bonne gestion. Si ambiguës soient-elles dans leur présentation, les intentions du gouvernement s'inscrivent bien dans cette perspective.

Les objectifs qu'il poursuit en ce domaine doivent être approuvés : diminuer le pouvoir d'achat et ralentir la hausse des salaires, en éliminant notamment leur indexation sur les prix ; limiter le déficit du budget pour restaurer une épargne nationale en baisse et l'orienter vers des placements productifs grâce à des formules attractives ; abaisser la valorisation propre à notre pays du capital foncier et immobilier par rapport au capital mobilier. Enfin, et, peut-être par-dessus tout, promouvoir l'entreprise dans la hiérarchie des valeurs de la société et affirmer l'industrie comme priorité nationale.

L'ensemble de ces mesures a un effet mécanique que l'on commence à observer : le recul de l'activité économique devrait progressivement rétablir l'équilibre extérieur. En revanche, les résultats sont beaucoup plus décevants en matière d'inflation, d'autant qu'ils doivent être corrigés à plusieurs titres. L'amélioration de l'indice des prix est artificiellement provoquée en partie par le contrôle administratif, qui freine la hausse des prix et des tarifs publics. Elle est d'autre part quasi nulle si on la compare à celle obtenue par nos concurrents étrangers : malgré le plan de rigueur, l'écart d'inflation avec l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis s'est plutôt accru ; de nouvelles corrections monétaires ne pourront être évitées au sein du S.M.E.

Supposons cependant les objectifs du gouvernement atteints. Le vrai problème est alors de savoir où conduira la politique de rigueur. Velle provoquer un assainissement,

point de départ d'un nouveau bond en avant ?

Tant que le gouvernement n'aura pas modifié l'ensemble de sa politique — des erreurs accumulées depuis 1981 à l'étatisation progressive de l'économie, — la rigueur ne pourra déboucher que sur la rigueur, parce qu'elle s'exerce au détriment de l'industrie.

Deux années de socialisme ont créé un environnement accablant pour les entreprises. Après les prodigalités du budget 1982 (28 % d'augmentation des dépenses par rapport à l'année précédente), voici un budget de pénitence en 1984 pour en corriger les effets, celui de 1983 ayant amorcé le mouvement. Il faudra continuer ainsi de nombreuses années pour faire face à la grave crise financière de l'Etat, et notamment pour réduire un déficit financé en partie par la création monétaire, donc l'inflation (1). Il en résulte un double frein au développement économique : moins de dépenses productives, plus d'impôts.

La pesanteur de la protection sociale

Les prélèvements obligatoires, déjà démesurément développés depuis dix ans par une politique sociale incompatible avec le ralentissement de la croissance et le coût social du chômage, continuent, et continueront, de croître.

S'agit-il de l'impôt direct ? Le gouvernement a pris quelques initiatives pour en répartir plus également la charge, en frappant notamment les fortunes acquises et en favorisant l'enrichissement par une taxation plus légère des plus-values. Il aurait fallu, en contrepartie, plafonner la taxation du travail, qui va devenir insupportable pour un nombre croissant de Français. Comme le gouvernement devra encore augmenter l'impôt, tout en voulant épargner le plus grand nombre, il frappera de plus en plus les agents du progrès économique : cadres, dirigeants et créateurs d'entreprise. Les conséquences seront le départ à l'étranger des meilleurs, le découragement et l'immobilité de ceux qui restent. Moins d'initiative, de zèle, d'effort : le processus est amorcé.

C'est cependant le poids de la protection sociale qui fait craquer l'édifice. S'agit-il des dépenses de santé ? Comme dans tous les pays occidentaux, le coût de la santé augmente plus vite que le revenu national. Situation intenable à terme pour leurs économies. En France, on rajoute chaque année le système sans y toucher ; si l'on parle de réforme, c'est pour trouver de nouveaux payeurs ou faire payer les usagers à la place des autres. Mais nul ne dit : il faut endiguer le flot. Il n'y a

guère que deux solutions pour modérer les dépenses : l'intervention autoritaire de l'Etat ou la mise en jeu de la responsabilité individuelle. Toutes deux supposent la modulation des prestations en fonction à la fois des contributions et des ressources des bénéficiaires. Seule la seconde est en mesure d'améliorer la gestion, d'éliminer abus et gaspillage et de maintenir la liberté de choix. En tout cas, retarder leur adoption en fait et en fera retomber le poids, d'une façon ou d'une autre, sur les entreprises.

La réduction du temps de travail (horaires, congés, retraite) était une conquête fortement désirée par de nombreux Français. Comment ne l'aurait-elle pas été, même si elle ne ressortissait pas à la lutte contre le chômage, qui, contrairement à une opinion répandue, n'est pas liée, bien au contraire, à la réduction de la durée du travail ? Intervenant à un moment où il faut plutôt retrouver ses manches, elle constitue pour les entreprises un coût qui doit être mesuré non seulement en heures perdues, mais en enthousiasme et en opinion répandue. Une population à qui l'on parle prioritairement de loisir et de temps libre n'a plus la même productivité : un cadre qui ferait trente-cinq heures serait hors d'état d'exercer son métier.

La politique consistant à distribuer plus et à produire moins n'a jamais réussi à personne. Elle ne peut qu'augmenter l'inflation et dégrader les finances et la compétitivité des entreprises, et conduit inévitablement à la « rigueur ».

ALBIN CHALANDON.

(1) Le déficit représente officiellement 3 % du P.N.B. en fait 5 % si on prend en compte les budgets sociaux et le financement des entreprises publiques.

Prochain article :

LA PROIE D'UNE ÉCONOMIE ADMINISTRÉE.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75401 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 087-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
IL - SUISSE TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Ancien directeur : Hubert Bonneau-Saléry (1964-1980)

Jacques Fauriol (1982-1983)

Imprimé en France

5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

Le Pont Aérien.

PARIS-NICE

Aéroport de départ	Compagnie	Horaire de départ	Jour
W	IT	07.10	Sauf DI
W	AF	08.00	Sauf DI
B	AF	09.20	QUOT.
W	IT	10.10	QUOT.
B	AF	12.25	QUOT.
W	IT	13.05	LU/VE/SA/DI
W	AF	14.00	Sauf MA/CO
W	IT	14.55	QUOT.
W	AF	15.40	VE/DI
W	IT	17.00	QUOT.
B	AF	17.30	QUOT.
W	AF	18.15	Sauf SA
W	IT	19.15	Sauf SA
W	AF	20.15	Sauf SA
B	AF	21.15	VE
W	IT	21.15	VE

AF: Air France IT: Air Inter W: Orly Ouest

NICE-PARIS

Compagnie	Horaire de départ	Jour	Aéroport d'arrivée
AF	06.50	LU/ME/VE	B
IT	07.00	Sauf SA/DI	W
AF	08.15	Sauf SA/DI	W
AF	08.20	SA	B
IT	09.15	QUOT.	W
AF	10.00	QUOT.	B
AF	11.35	QUOT.	W
IT	12.20	QUOT.	W
AF	14.50	QUOT.	B
IT	15.10	LU/VE/SA/DI	W
AF	16.05	VE/DI	W
IT	17.00	QUOT.	W
AF	17.45	QUOT.	W
IT	19.05	QUOT.	W
AF	19.45	LU/ME/VE/DI	B
AF	20.20	Sauf SA	W
IT	21.20	VE	W

B: Paris-Charles de Gaulle - Aéroport 2 - Terminal B.

Air France et Air Inter associent leurs efforts pour créer sur Paris-Nice un véritable pont aérien.

A partir du 1^{er} novembre, les deux compagnies vous offrent de 12 à 14 fréquences quotidiennes, bien réparties tout au long de la journée.

Les vols d'Air France s'effectuent au départ d'Orly-Ouest et à Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, les vols d'Air Inter partant d'Orly-Ouest.

Pour votre voyage, vous avez le choix entre la Classe Affaires et la Classe Économique sur les deux compagnies.



Air France et Air Inter
Un pont aérien Paris-Nice

Pour toutes précisions concernant la couleur des vols, les vols-vacances et désignés, renseignez-vous auprès d'Air France, d'Air Inter ou de votre Agent de voyages.

هكذا من الأصل

10 ANS -10%

**LES 3, 4, 5 NOVEMBRE
POUR LES 10 ANS D'HABITAT
-10% SUR TOUT HABITAT***



habitat

**HABITAT LA DEFENSE 'LES 4 TEMPS' / HABITAT VELIZY / HABITAT ORGEVAL
HABITAT MONTPARNASSE / HABITAT 35 AVENUE DE WAGRAM / HABITAT FORUM DES HALLES
ET DANS LES 13 MAGASINS HABITAT DE PROVINCE**

* Cette offre ne s'applique ni à la V.P.C. ni aux magasins Grand H

près ?

entre que deux solutions pour
sur les dépenses. L'intervention
chaires de l'Etat ou la mise en
la responsabilité individuelle.
deux supposent la modulation
prestations en fonction de la
contributions et des ressources
des bénéficiaires. Seule la seconde
en mesure d'améliorer la
d'éliminer abus et gaspillage et
maintenir la liberté de choix.
est cas, retarder leur adoption
fait et en fera retomber le poids
d'une façon ou d'une autre sur
les entreprises.

La réduction du temps de tra-
vail (horaires, congés, retraite) des
conquies fortement décriés par
nombreux Français. Comme
l'aurait-elle pas été, même si le
votant n'avait pas à la lutte une
idéologie, qui, contrairement à
l'opinion répandue, n'est pas la
au contraire, à la réduction du
du travail ? Intervient le
moment où il faut plutôt re-
ses manches, elle constitue une
entreprises un coût qui doit être
suré non seulement en heu-
dus, mais en entourage et en
zèle au travail. Une réduction
l'ont par prioritaire : ment de la
de temps libre n'a rien de la pro-
ductivité ; un cadre de travail
cinq heures serait sans doute de
son métier.

La politique économique a
buer plus et à produire moins
mais réussi à produire plus. Elle
qu'augmenter l'efficacité et que
les finances et la compétitivité
entreprises, et à réduire l'impact
ment à la rigueur.

ALBIN CHALAND

(1) Le déficit de l'Etat a
monté à 3 % du P.N.B. en 1982
après un compte d'exploitation
de l'investissement des entreprises
que.

Prochain article :

**LA PROIE
D'UNE ÉCONOMIE
ADMINISTRÉE**

A nos lecteurs :

Le Monde

Sélection
hebdomadaire

Il y trouveront une va-
riété d'informations, analyses
et critiques pour de-
terminer.

Le Monde

Service des abonnements
5 rue de Valenciennes
75001 PARIS 1^{er}
C.C.P. 100 42 000
ABONNEMENTS

1 mois 100 F

3 mois 280 F

6 mois 520 F

1 an 950 F

2 ans 1750 F

3 ans 2550 F

4 ans 3350 F

5 ans 4150 F

6 ans 4950 F

7 ans 5750 F

8 ans 6550 F

9 ans 7350 F

10 ans 8150 F

11 ans 8950 F

12 ans 9750 F

13 ans 10550 F

14 ans 11350 F

15 ans 12150 F

16 ans 12950 F

17 ans 13750 F

18 ans 14550 F

19 ans 15350 F

20 ans 16150 F

21 ans 16950 F

22 ans 17750 F

23 ans 18550 F

24 ans 19350 F

25 ans 20150 F

26 ans 20950 F

27 ans 21750 F

28 ans 22550 F

29 ans 23350 F

30 ans 24150 F

31 ans 24950 F

32 ans 25750 F

33 ans 26550 F

34 ans 27350 F

35 ans 28150 F

36 ans 28950 F

37 ans 29750 F

38 ans 30550 F

39 ans 31350 F

40 ans 32150 F

41 ans 32950 F

42 ans 33750 F

43 ans 34550 F

44 ans 35350 F

45 ans 36150 F

46 ans 36950 F

47 ans 37750 F

48 ans 38550 F

49 ans 39350 F

50 ans 40150 F

51 ans 40950 F

52 ans 41750 F

53 ans 42550 F

54 ans 43350 F

55 ans 44150 F

56 ans 44950 F

57 ans 45750 F

58 ans 46550 F

59 ans 47350 F

60 ans 48150 F

61 ans 48950 F

62 ans 49750 F

63 ans 50550 F

64 ans 51350 F

65 ans 52150 F

66 ans 52950 F

67 ans 53750 F

68 ans 54550 F

69 ans 55350 F

70 ans 56150 F

71 ans 56950 F

72 ans 57750 F

73 ans 58550 F

74 ans 59350 F

75 ans 60150 F

76 ans 60950 F

77 ans 61750 F

78 ans 62550 F

79 ans 63350 F

80 ans 64150 F

81 ans 64950 F

82 ans 65750 F

83 ans 66550 F

84 ans 67350 F

85 ans 68150 F

86 ans 68950 F

87 ans 69750 F

88 ans 70550 F

89 ans 71350 F

90 ans 72150 F

91 ans 72950 F

92 ans 73750 F

93 ans 74550 F

94 ans 75350 F

95 ans 76150 F

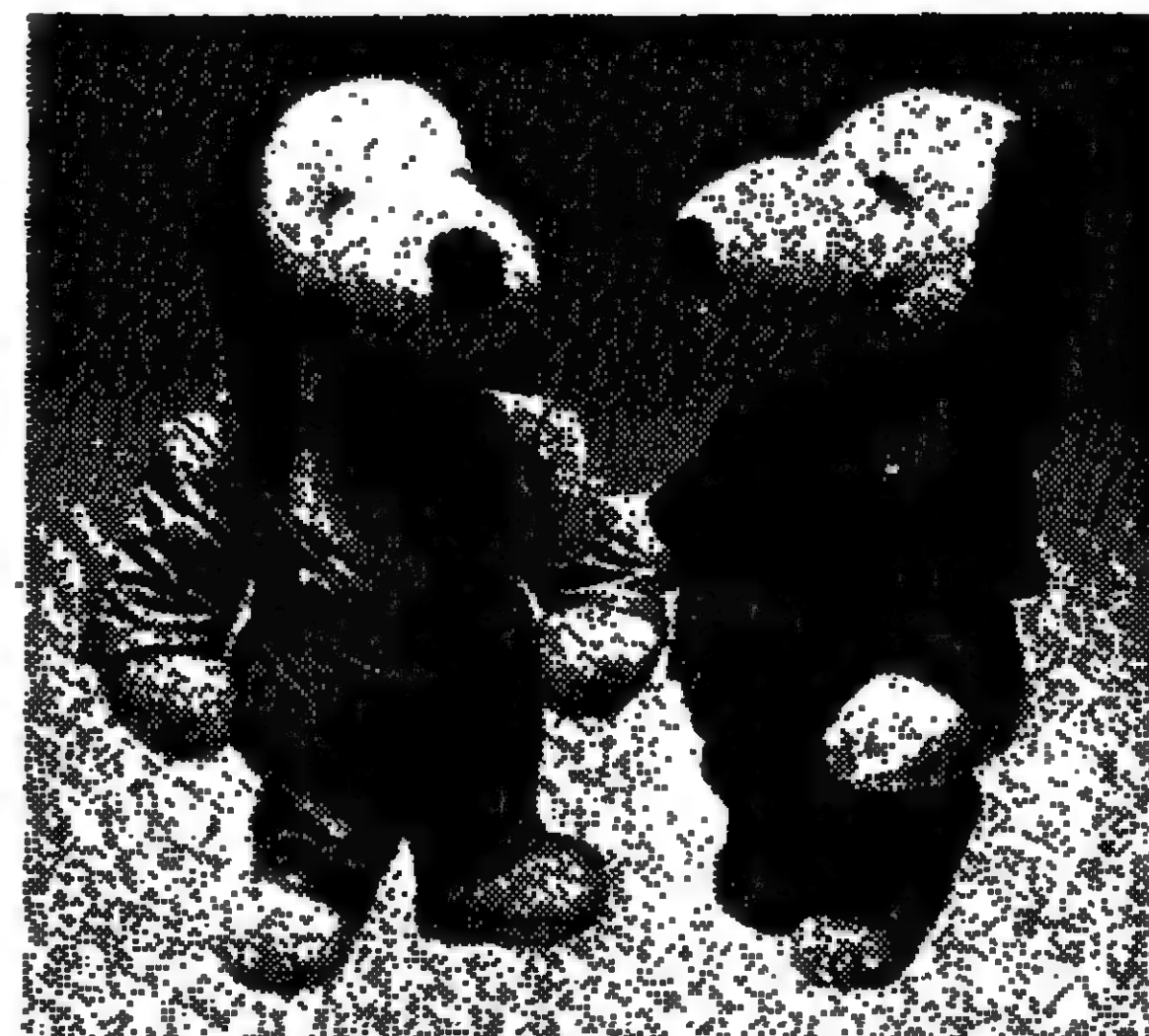
96 ans 76950 F

97 ans 77750 F

98 ans 78550 F

99 ans 79350 F

100 ans 80150 F



GALERIES LAFAYETTE

DU 2 NOVEMBRE AU 12 NOVEMBRE - 2^e ÉTAGE

SNOOPY, MANNEQUIN VEDETTE

Aux Galeries Lafayette, en exclusivité Snoopy et sa sœur Belle, 75 grands noms de la mode internationale ont créé chacun un modèle pour composer leur garde-robe : Givenchy, Mugler, Balmain, Casteljard, Cerruti, Cacharel, Missoni, etc. Les vêtements présentés sont des pièces uniques.

Galeries Lafayette
Hautmann

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « LE MONDE DIMANCHE » 93 pages, 25 F. En vente chez tous les revendeurs de journaux et « LE MONDE », 5, rue des Halles 75427 Paris Cedex 06

LE B20 DE BURROUGHS POUR CEUX QUI VEULENT LA BONNE INFORMATION DISPONIBLE AU BON MOMENT



Partager des données entre plusieurs micro-ordinateurs est une bonne idée. Malheureusement, ils n'ont pas été conçus pour. Résultat: l'information n'est accessible qu'à un seul utilisateur. Les autres n'ont plus qu'à attendre.

Heureusement, il y a le B 20 de Burroughs. Spécialement conçu pour travailler aussi bien en partageant les ressources communes à une grappe de B 20 qu'en poste de travail autonome.

Avec le B 20, plusieurs personnes d'un même service peuvent utiliser (et actualiser) la même information, en même temps. Essayez donc avec la plu-

part des micro-ordinateurs actuels: l'écran vous répondra poliment "Votre demande est irrecevable."

Et, puisqu'il s'agit de partager, le B 20 va encore plus loin. Non seulement il partage les données, mais aussi les périphériques: une imprimante branchée sur l'un des postes de travail est à la disposition de l'ensemble.

Le B 20 de Burroughs n'a pas fini de vous étonner. Pour connaître les autres raisons qui en font le choix le plus judicieux en micro-informatique, renvoyez simplement le bon ci-contre.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

Le petit système de gestion B 20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____

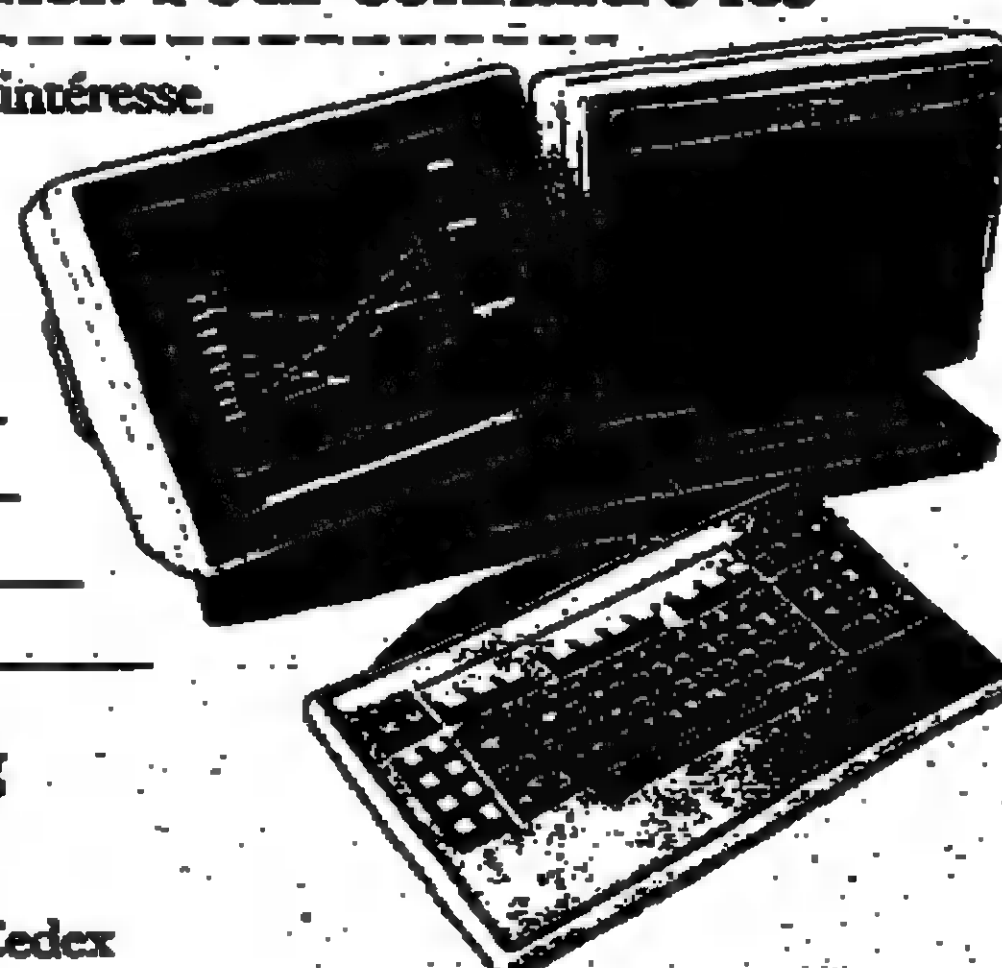
Fonction: _____

Société: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

A envoyer: Direction du Marketing
Système B20
S.A. Burroughs
95015 Cergy-Pontoise Cedex



LM 11003

© 1983 BURROUGHS CORPORATION

AFFAIRES

A IVRY (VAL-DE-MARNE)

L'inspection du travail autorise le licenciement des salariés de S.K.F.

De notre correspondant

L'inspection départementale du travail du Val-de-Marne a accepté, vendredi 28 octobre, le licenciement des 495 salariés de l'usine S.K.F. d'Ivry (Val-de-Marne), une des unités du groupe suédois, qui prévoit de la fermer fin 1983. La veille, la commune avait vécu une « journée de lutte autour de S.K.F. », à l'initiative de la municipalité (1): pétitions dans les entreprises, débrayages à l'hôpital Charles-Foix, chez les employés communaux et dans plusieurs entreprises de la métallurgie. Cette journée faisait suite à une série d'actions en faveur du maintien de cette usine. Une délégation a été reçue à la direction du groupe, à Clamart, et au ministère de l'Industrie. M. Georges Marchais, député du Val-de-Marne, est intervenu auprès de M. Laurent Fabius. Pour le moment, la C.G.T. annonce qu'« aucune machine ne quittera l'usine » d'Ivry.

finivement perdus » (un point correspondait à 4,24 % des ventes de S.K.F.).

C'est un des aspects du contre-plan de relance élaboré, à la demande de la C.G.T., par la Soger, un cabinet d'expertises économiques, qui préconise des contrats de type emploi-formation-production entre utilisateurs et producteurs. Selon la C.G.T., avec les 400 millions de francs prévus pour la restructuration (200 millions apportés par S.K.F. et 200 millions par le F.D.E.S.) en maintenant Ivry « sans licenciements et en se basant sur un taux d'inflation de 8 % », et un taux de croissance de 4 %, ce plan permettrait à S.K.F. de retrouver un équilibre dès 1985. L'usine aujourd'hui éclatée sur trois sites pourrait regrouper ses installations sur deux.

Dans l'usine d'Ivry, ont été élaborés, notamment, les roulements à billes de la quatrième génération, devenus un élément de la ruse et aujourd'hui utilisés sur les véhicules de Formule 1 (ce sont eux qui permettent de changer les roues en quinze secondes); d'ici quatre à cinq ans, ils équiperont les voitures de série. « Aujourd'hui, seul S.K.F. fabrique ces roulements. Si l'usine d'Ivry ferme, ils seront produits en R.F.A. », affirme-t-on à la C.G.T.

FRANCIS GOUGE

(1) L'usine S.K.F. est un des plus gros, sinon le plus gros, contributeur de la ville. Elle verse 5 millions de francs par an au titre de la taxe professionnelle.

LA RESTRUCTURATION DE LA CIMENTERIE FRANÇAISE

10 % des emplois seront supprimés en cinq ans

Le groupe Ciments Lafarge-France, branche spécialisée du groupe Lafarge-Coppée, prévoit d'opérer environ cinq cents suppressions d'emplois d'ici à 1988. M. Gilbert Ladureau, directeur général des ciments, a annoncé cette prévision à l'usine de Cruas (Ardèche), dont l'activité cimentière va être transférée à l'usine du Teill (Ardèche); ce transfert touche une quarantaine d'emplois, une vingtaine de personnes partant en préretraite.

Le plan des Ciments Lafarge s'inscrit dans le plan plus général de restructuration en cinq ans des cinq groupes de cimentiers français (Lafarge, Ciments français, Vicat, Origny, Cédex), qui emploient 11 560 personnes en 1982, dont 6 630 ouvriers et 4 730 cadres et employés, dans cinquante-neuf usines, pour un chiffre d'affaires de 8,9 milliards de francs.

Le plan de restructuration, qui doit toucher dix de ces usines, prévoit la suppression de 1 000 à 1 200 emplois, par transfert de l'activité vers les plus modernes des unités. Une grande partie de ces suppressions d'emplois s'opéreront par départs en préretraite. Pour les autres, un accord signé en 1979, après une grève d'un mois, fait obligation aux employeurs d'offrir un autre emploi.

Cette restructuration, dit-on au Syndicat national des fabricants de ciments et chaux, est rendue néces-

saire par la chute de 8 % du marché en 1982 et en 1983, les capacités de production étant utilisées à 70 %.

Magnétoscopes

NOUVEAU LITIGE ENTRE L'EUROPE ET LE JAPON

Les magnétoscopes sont, de nouveau, sujet de litige entre la C.E.E. et le Japon. L'accord conclu en février dernier d'autolimitation des exportations japonaises vers l'Europe, prévu pour trois ans, n'avait fixé le quota que pour la première année à 4,55 millions d'unités entre février 1983 et février 1984. Les négociations s'engagent pour la suite et M. Davignon doit se rendre à Tokyo à la mi-novembre à ce sujet.

Le gouvernement japonais demande une suppression de cet accord ou, au minimum, une augmentation de son quota. Mais Philips désire de son côté une réduction de ce quota d'importations à 3 millions de magnétoscopes. Le groupe néerlandais s'appuie sur ses prévisions de marché: celui-ci ne devrait pas dépasser 5,3 millions d'unités. Or, pour suite Philips, une production européenne minimale de 2,3 millions d'appareils (par Philips, Grundig et les constructeurs sous licence japonaise comme Thomson) est nécessaire pour sauvegarder l'emploi.

FAITS ET CHIFFRES

● Les produits pétrochimiques suédois indésirables en Occident.

M. Robert Horton, directeur de B.P. Chemicals, a mis en garde les industriels suédois contre la tentation d'évacuer vers l'Europe les produits (éthylène, polyéthylène, etc.) excédentaires des usines, unités en cours de construction dans le pays et dont la mise en route est prévue en 1985: cela entraînerait des capacités excédentaires sur le Vieux Continent. « Il y a de faibles quantités vendues à des prix irréguliers pour désorganiser complètement un marché », a-t-il déclaré, ajoutant que la situation pourrait conduire les producteurs européens à demander des mesures de sauvegarde.

Aut: États-Unis, le secrétaire au Trésor a déjà prévenu les Suédois que leurs produits seraient interdits à moins d'être vendus aux prix locaux.

● 15 millions d'économiquement faibles en Grande-Bretagne. — 15 millions de Britanniques, soit plus d'un quart de la population, étaient économiquement faibles en 1981, contre 11,3 millions en 1979, indique un rapport publié le 1^{er} novembre par le ministère de la Santé et des services sociaux.

D'après les critères officiels, le « seuil de pauvreté » correspond au revenu d'une famille entièrement dépendante de l'État pour ses ressources (allocations chômage, prestations familiales, aide au loyer, etc.).

Un couple sans enfant et sans ressources touche, par exemple de l'État 52,30 livres (600 F) par se-

maine pour vivre, auxquelles peut s'ajouter une indemnité de logement. Selon le rapport officiel, 2,8 millions de Britanniques disposaient en 1981 de ressources inférieures à ce niveau, ce qui représente une augmentation de 24 % par rapport à 1979. Au total, 15 millions de personnes avaient en 1981 des revenus inférieurs à 1,4 fois le seuil de pauvreté. — (A.F.P.).

● Excédent de la récolte de cacao en 1983-1984. — Selon les courtiers londoniens Gill and Duffus, dont les statistiques sont autorisées, la récolte mondiale de cacao serait légèrement excédentaire pour l'année 1983-1984, après avoir été déficitaire de 101 000 tonnes en 1982-1983.

Elle dépasserait d'environ 130 000 tonnes celle de l'année précédente, alors que la consommation se croît à guère. La production de 1982-1983, exceptionnellement faible, est estimée à 1 533 000 tonnes; à comparer aux 1 726 000 tonnes de 1981-1982. Pour Gill and Duffus, ces prévisions provisoires signifient que les cours du cacao devraient continuer de baisser au cours des prochains mois. — (A.F.P.).

ERRATUM. — Dans le Monde du 1^{er} novembre, à propos des protestations contre la taxation des automobiles, nous avons attribué à la Mutualité sociale agricole (M.S.A.) une réaction qui provenait des Assurances mutuelles agricoles (A.M.A.). La M.S.A., service public qui gère les prestations du monde agricole, n'est pas touchée par la taxation des assurances.

Au Japon

égalité entre hommes et femmes

De notre correspondant

Le Japon est le seul pays du monde où la femme ne peut pas travailler dans une usine d'acier. Cette interdiction, qui date de 1946, est due à la loi sur la protection de la maternité, qui interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal.

Malgré cette loi, les femmes travaillent dans les usines d'acier. Elles sont employées dans les usines de fabrication de pièces, de soudage, de peinture, etc. Elles sont également employées dans les usines de fabrication de produits finis, tels que les automobiles, les avions, etc. Elles sont également employées dans les usines de fabrication de produits chimiques, de produits pharmaceutiques, etc.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

La loi sur la protection de la maternité est une loi qui vise à protéger la femme pendant sa grossesse et pendant ses six semaines de congé post-natal. Elle interdit à la femme de travailler dans une usine d'acier pendant cette période. Cependant, la loi ne s'applique pas aux femmes qui travaillent dans les usines d'acier pendant leur grossesse et pendant leur congé post-natal.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. COLLECTIVITÉS LOCALES ET DÉCENTRALISATION : « La France entre deux centralismes », par Pierre Legendre ; « Élus et responsabilités », par Jean-François Vité ; « La région », par Georges Sarre.
- LU : L'impossible Mariage, violence et parenté en Gévaudan, de Pierre Lemaire et Elisabeth Claveria.
- ÉTRANGER**
3. LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LE LIBAN.
4. AFRIQUE
- LE CONFLIT SAHARIEN : Rabat voit dans les récentes offensives du Polisario la preuve du soutien militaire de l'Algérie.
5. EUROPE
- Après l'intervention des États-Unis à la Grande.
6. AMÉRIQUES
- L'AFGHANISTAN : Amnesty International dénonce la torture systématique des prisonniers.
- SOCIÉTÉ**
12. DOSSIER : les immigrés en Europe.
13. JUSTICE
14. Chicago live son lac.
- SCIENCES.
- SUPPLÉMENT**
15. à
20. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN POUVOIR-CHARENTAIS.
15. Staline visita à la province.
17. Contrebande franco-espagnole : des châtiments en ligne de combat.
18. Images d'Angoulême : la révolution industrielle de la B.D.
19. Poliers et ses chercheurs : universitaires sans frontières.
20. Chez les producteurs de cognac : le goût amer de la « curée Bérengovoy ».
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**
21. Balhaus et Rouan au Centre Pompidou.
23. Le traité d'harmonie d'Arnold Schoenberg.
24. Sélections.
- 24-25. Expositions.
29. COMMUNICATION : la maison d'édition italienne Einaudi au bord de la faillite.
- ÉCONOMIE**
37. Un entretien avec le président de Sador.
38. CONJONCTURE.
40. AFFAIRES : la reconstruction de la centrale française.
41. ÉTRANGER : l'insécurité entre les hommes et les femmes resta systématique au Japon.
42. ÉNERGIE : la C.F.D.T. : « Oui au charbon, non au nucléaire ».
- TRANSPORTS.
- RADIO-TÉLÉVISION (29)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (30) :
- Maison ; Météorologie ; Morts croisées.
- Amusements classés (31 à 36) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (26 à 28) ; Marchés financiers (43).

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de **500 F**

COSTUMES ET PARDESSUS

MESURE

A partir de **1.550 F**

3.000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES ET MANTEAUX

sur mesure

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

La C.G.E. et un pool bancaire acquièrent 10 % du capital d'Olivetti

L'accord définitif entre le groupe nationaliste C.G.E., la firme italienne Olivetti et les pouvoirs publics français sur le rachat de 10 % du capital d'Olivetti au prix de 450 millions de francs. Le groupe nationaliste détiendra directement le tiers de cette participation, les banques, assurant un « portage » pour son compte pour les deux autres tiers. La C.G.E. aura ainsi les droits de vote équivalant à la participation de 10 %.

LE DOLLAR REPASSE LA BARRE DES 8 F

Le dollar a franchi, mercredi matin 2 novembre, la barre des 8 F à Paris, pour s'élever à 8,07 F contre 7,974 F vendredi 28 octobre. Les cambistes attribuent ce saut du billet vert essentiellement à l'effet de rattrapage. Alors que le marché parisien chahutait pour les fêtes de la Toussaint, un pariement la devise américaine avait remonté, poussée en cela par les craintes qu'avait soulevées l'annonce faite par l'Irak de la destruction de cinq navires de guerre israéliens.

Ces craintes ne se sont pas dissipées dans les milieux financiers : sur le plan des marchés, le dollar, ce mercredi, a valu 2,6520 DM à Francfort (contre 2,6477 DM la veille) et 2,1530 PS à Zurich (contre 2,1535 PS).

De Paris des spécialistes, cependant, une activité normale a régné. Retour à son plus haut niveau depuis août 1982, l'or s'est retrouvé dans la City de Londres pour atteindre 380,50 dollars l'once contre 377,75 dollars mardi en fin d'après-midi.

NOUVELLES BRÈVES

- Occupation du siège de la Pan Am par des militants turcs. — Quatre militants turcs du mouvement Gauche révolutionnaire (Dev Sol), une des principales organisations d'extrême gauche en Turquie, ont occupé, le mercredi 2 novembre dans la matinée, le siège de la Pan Am, rue Scribe, à Paris, en prenant en otage une vingtaine d'employés, afin de protester contre les « élections organisées le 6 novembre par la justice fasciste ». Ils se sont rendus très rapidement, et sans violence, à la police.
- La quatrième rencontre sino-indienne sur les litiges frontaliers s'est achevée, dimanche 30 octobre. Les deux parties sont parvenues à un accord de principe qui pourrait déboucher sur la signature d'un traité de paix. Les Chinois ont accepté l'approche sectorielle par secteur proposée par les Indiens, et les deux côtés ont décidé d'adopter une méthodologie qui tiendrait compte des « liens historiques, culturels et traditionnels » propres à chaque portion de territoire revendiqué. D'importantes divergences subsistent néanmoins. Les négociations se poursuivront l'an prochain à Pékin. (Corresp.)
- Attaques de positions soviétiques à Kaboul. — Les résistants ont lancé plusieurs attaques, entre le 22 et le 28 octobre, contre divers établissements ou positions soviétiques dans la capitale, et notamment l'ambassade, a-t-on appris, de source diplomatique occidentale, le 1^{er} novembre, à Islamabad. — (A.F.P., A.P., Reuters).

MORT DE MARC DEVADE

Le labyrinthe de la peinture

Le peintre Marc Devade est mort à Paris, le 31 octobre, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de trente-quatre ans.

Marc Devade faisait partie du groupe Support-Surface apparu au lendemain de 1968 avec sa peinture à l'huile, sur toile, sans cadres, roulant parfois des cimaises au sol. Après la grande mise en question, de jeunes artistes, parmi lesquels figuraient notamment Viallat et Louis Cane, s'étaient groupés pour reprendre le travail de la peinture à son stade initial. Ils retournaient au Support premier : la toile, pas le tableau — et aux moyens peints de toujours, à la magie de la couleur, sans référence à la réalité extérieure, le contenu de l'œuvre devenant la peinture même.

Ce labeur était accompagné d'une recherche à travers l'écriture dans des textes que publiait la revue Tel Quel. Malgré — ou à cause de — leur haute intellectualité, ces textes n'ont pas éclaté le débat sur la peinture, ni le travail de l'artiste. Le groupe n'a pas tardé à éclater et chacun à prendre sa voie particulière, sans que Support-Surface, mouvement qui en avait bien d'autre, ne parvienne à obtenir une reconnaissance internationale.

Marc Devade, personnalité discrète, douce, très introvertie, l'un des plus intellectuels, avait poursuivi ses études d'écriture dans Tel Quel, tout en menant son travail rigoureux, sévère, dans la solitude de l'atelier, le labyrinthe de la peinture.

JACQUES MICHEL

(Publicité)

En promotion exceptionnelle jusqu'au 15 novembre 4 quarts KRITER pour le prix de 3

BAUME & MERCIER

GENÈVE 1830

Paviera

montre pour Homme, bracelet bicolore, or et acier, lunette en or 18 carats - étanche - mouvement à quartz ultra-plat Disponible en 2 grandeurs

FF 10300.-

Aldebert

16, place Vendôme 1, bd de la Madeleine 70, 19 Saint-Honore Palais des Congrès, Porte Maillot

Au Soudan

L'archevêque de Khartoum et sept autres prélats s'élèvent contre l'application de la loi islamique

Khartoum (A.F.P.). — La décision du maréchal Nemeiry, annoncée le 8 septembre, d'appliquer la loi islamique (charia) à la place du code pénal a provoqué consternation et préoccupation parmi les non-musulmans, mais aussi les musulmans modérés et certains militaires de haut rang.

L'émotion a été d'autant plus vive dans les communautés chrétiennes (1,2 million de catholiques et 300 000 à 400 000 protestants) que, lors des manifestations de joie de musulmans après la proclamation de la charia, certains catholiques ont lancé des appels au meurtre des chrétiens et d'autres ont crié des slogans comme « Les chrétiens paieront ! ». A Omdurman, ville satellite dans la banlieue nord-ouest de Khartoum, des cafés ont été saccagés sur les murs des mosquées sur lesquels on pouvait lire « Plus de com-

Des mutilations « inacceptables »

L'archevêque de Khartoum, a ensuite publié, le 23 septembre, une lettre pastorale et une lettre ouverte au ton très ferme, après consultation de la hiérarchie catholique nationale et des prêtres de la capitale. Mgr Wako y souligne que les chrétiens ne considèrent pas la loi islamique comme leur règle de conduite.

« La loi islamique favorise les musulmans dans les conflits avec les chrétiens et les non-musulmans, écrit-il. Les chrétiens estiment que, sous le régime de la loi islamique, les chrétiens devraient être égaux devant la loi. »

Certains des peines prévues sont inacceptables, ajoute-t-il. La mutilation est contraire à la dignité de l'homme. (1).

Mgr Wako déplore le refus des autorités d'autoriser la construction d'églises et de centres culturels catholiques et les discriminations dont sont victimes les chrétiens dans les domaines de l'emploi et du logement.

SELON L'AGENCE KYODO

Des élections législatives anticipées auraient lieu au Japon avant la fin de l'année

Tokyo (A.F.P.). — Le premier ministre, M. Y. Nakasone, a décidé de dissoudre la Chambre des représentants (la Chambre basse) et de convoquer des élections législatives anticipées le 18 ou 25 décembre, a affirmé, mercredi 2 novembre, l'agence de presse Kyodo, citant des sources informées. Cette décision aurait été prise pour mettre fin à la crise faisant suite à la condamnation de l'ancien chef de gouvernement, M. Tanaka.

Malgré les pressions de l'opinion publique, de l'opposition et même de certains membres du parti libéral démocrate au pouvoir, M. Tanaka a refusé de démissionner de son poste de député, ce qui entraîne le boycottage par l'opposition des travaux de la diète. Le 24 octobre, M. Nakasone avait démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait l'intention de dissoudre la Chambre des représentants fin 1983 pour procéder à des élections législatives anticipées.

D'autre part, le chancelier allemand, M. H. Kohl, qui s'adressait, mercredi 2 novembre, à la diète, a déclaré que les pays occidentaux ne permettraient pas à l'U.R.S.S. de réédifier en Asie soviétique des missiles nucléaires actuellement dirigés vers l'Europe. Il a réaffirmé que l'OTAN était prête à trouver un compromis avec l'U.R.S.S. sur la réduction des armes nucléaires en Europe, mais « pas au dépend des amis japonais et d'autres pays d'Extrême-Orient ».

CATON

De la renaissance

FAYARD 316 p. 69 F

(Publicité)

économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres, nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. Protection des vitrages par les nouveaux films anti-éclatement. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 PAVILLONS-SOUS-BOIS - Tél. : (1) 848-85-37 Pose uniquement Paris et 100 kilomètres alentour.

Au Zimbabwe

L'ÉVÊQUE MUZOREWA EST ACCUSÉ DE LIENS AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Les autorités zimbabwéennes ont annoncé, mardi 1^{er} novembre, que l'évêque Abel Muzorewa, ancien premier ministre, arrêté lundi 31 octobre (le Monde du 2 novembre), a été appréhendé « au terme d'une opération destinée à enquêter sur des éléments subversifs liés à des bandits sud-africains ». Un communiqué officiel précise : « Nous avons appris que l'évêque avait l'intention de se rendre à l'étranger pour un voyage qui l'aurait conduit notamment quelques jours en Afrique du Sud, où il devait se réunir avec ses amis intimes du gouvernement sud-africain ».

Le fils de Mgr Muzorewa, M. Philomeno Muzorewa, a catégoriquement démenti ces accusations, indiquant que son père devait se rendre le 10 novembre aux États-Unis pour une conférence de l'Eglise méthodiste, et qu'il n'aurait pas le temps de se rendre en Afrique du Sud. Il a, d'autre part, révélé que la police avait perquisitionné dans le bureau de l'évêque et saisi des documents relatifs à son récent séjour en Israël. Son passeport a, en outre, été confisqué. — (Reuters).

Au Zaïre

M. UMBA DI LUTETE DEVIENT MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le président Mobutu a procédé, mardi 1^{er} novembre, à un remaniement de son gouvernement, marqué par le départ de huit ministres, parmi lesquels MM. Munongo Mwenda M'Siri (intérieur), Kamitani Masamba (agriculture et développement rural), Kande Dzambulate (information), Inonga Lokongo Lome (transports et communication) et Yoka Mangono (affaires foncières).

M. Kamanda Wa Kamanda, ministre des affaires étrangères, passe à la justice. Il est remplacé par M. Umba Di Lutete, chef de la délégation zaïroise à l'ONU, qui a déjà été ministre des affaires étrangères pendant plusieurs années. Après des années de semi-dégrâce, M. Sakombi Inongo fait sa rentrée au gouvernement au poste de ministre de l'Information. Il avait été réhabilité en mai dernier lors des cérémonies marquant le seizième anniversaire du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R., parti unique).

Le ministre du plan, Namwisi Ma Koyi, et celui des finances et du budget, M. Ngole Iliki, restent, alors que M. Pay-Pay Wa Syakasi (portefeuille immobilier de l'Etat) devient ministre de l'Economie, de l'Industrie et du commerce extérieur, poste où il remplace M. Nyembo Shabani. Le titulaire du ministère des investissements de l'Etat devient M. Kialwama. Enfin, M. Sampa Kawa M'Ilombe, précédemment ministre de l'enseignement supérieur et universitaire, cumule les fonctions de ministre des sports et de chef de la jeunesse du parti, le M.P.R. — (A.F.P., Reuters).

LA VISITE DU PRÉSIDENT CHADLI

A l'occasion du voyage en France du 7 au 10 novembre, du président de la République algérienne, le Monde publie, dans ses éditions des 4 et 5 novembre, une enquête de Paul Balta sur « l'Algérie de Chadli ». Cette série sera suivie d'un entretien avec le président algérien et d'un ensemble d'articles sur les relations entre les deux pays.

« Le roi d'Espagne chez le président de la République. — Le roi Juan Carlos d'Espagne devait être reçu à dîner ce mercredi 2 novembre à l'Élysée par M. Mitterrand. Le roi est venu à Paris pour prendre la parole devant l'Assemblée générale de l'UNESCO.

Le numéro de « Monde » daté 2 novembre 1983 a été tiré à 369 306 exemplaires

Que choisir pour bien dormir ?

UNE BONNE LITÉRIE

TRÉCA

EXPOSITION ET VENTE :

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République 75011 PARIS - M^e Parmentier Téléphone : 337.45.35

Livraison GRATUITE dans toute la France

La question nationale en Yougoslavie et les relations entre les balkaniques

Lire page un entrain avec M. MARK

RE

LA GUERRE Pourquo... les Français resteront-ils irréconciliables...

L'OUBLI LA MÉMOIRE Revenir après avoir été maud... et l'oubli c'est...

LA LO

RO

مَكْنَزَا مِنَ الْأَصْلِ